

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 104

Novembre 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

À NOS LECTEURS

En raison des problèmes techniques et d'une actualité kurde particulièrement chargée, ce numéro du bulletin paraît avec un grand retard. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.

Sommaire

- ❑ M^{ME} MITTERRAND DEMANDE «LA DÉSIGNATION DE TOUTE URGENCE D'UN MÉDIATEUR DE L'UNION EUROPÉENNE» SUR LE CONFLIT KURDE EN TURQUIE
- ❑ EXPOSITION DES PEINTRES DE L'ANFAL
- ❑ UN COLLOQUE SUR «LA LANGUE KURDE A L'HORIZON DE L'AN 2000»
- ❑ PEINTRES FRANÇAIS SOLIDAIRES DU PEUPLE KURDE
- ❑ UN APPEL DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE A LA CSCE
- ❑ RAFLES POLICIÈRES DANS LES MILIEUX PROCHES DU PKK EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE
- ❑ DOCUMENT: LETTRE DE FEU LE PRÉSIDENT ÖZAL AU PREMIER MINISTRE DE L'ÉPOQUE DEMIREL
- ❑ À SIGNALER
- ❑ CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

MADAME Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés a demandé, le 26 novembre, la désignation «de toute urgence» d'un médiateur de l'Union européenne pour tenter de résoudre par la négociation le conflit qui met à sang et à feu le Kurdistan turc ainsi que l'envoi d'observateurs des Nations unies sur place pour protéger la population kurde en danger.

Cet appel pressant intervient au lendemain d'une audience qu'elle a accordé à

M^{me} MITTERRAND DEMANDE «LA DÉSIGNATION DE TOUTE URGENCE D'UN MÉDIATEUR DE L'UNION EUROPÉENNE» SUR LE CONFLIT KURDE EN TURQUIE

Paris à des parlementaires kurdes de Turquie membres du Parti de la Démocratie (DEP). Ceux-ci «lui ont confirmé les informations des organisations des droits de l'homme sur l'extrême gravité de la situation dans le sud-est de la Turquie : 800 villages brûlés, déplacements forcés de plusieurs milliers de personnes, assassinats de journalistes et d'intellectuels modérés» indique un communiqué de France-Libertés.

«Face à ce bilan catastrophique, connu et dénoncé à plusieurs reprises et qui ne cesse de s'alourdir, poursuit le communiqué, il s'avère aujourd'hui urgent qu'un médiateur soit désigné de toute urgence par l'Union européenne pour

tenter de résoudre ce conflit par la négociation» et «que des observateurs des Nations unies soient envoyés sur place afin de protéger les populations en danger».

M^{me} Mitterrand, ajoute le communiqué de France-Libertés, «rappelle que depuis des dizaines d'années, les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante, qui en fait d'abord 25 millions de victimes. Tout défenseur des droits de l'homme fait confiance à l'opinion publique qui, fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, doit se garder de fraire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde».

Au début du mois, M^{me} Mitterrand s'était rendue aux Etats-Unis où au cours d'une conférence de presse donnée le 3 novembre à New York, au siège des Nations unies, elle a demandé «l'envoi d'observateurs des droits de l'homme en Irak et la création d'une commission d'enquête sur les crimes du régime de Saddam Hussein contre les populations

kurdes et chiïtes». Elle a également souhaité que «l'ONU condamne l'Irak pour ses bombardements contre des zones kurdes» et qu'elle adopte une «approche plus sélective» dans la mise en œuvre de l'embargo économique contre l'Irak, afin de «diminuer la pression injustifiée contre les régions kurdes. Cette génération d'hommes d'Etat de la fin du XX^{ème} siècle et de citoyens informés aura à rendre compte à l'Histoire de son laxisme et de sa responsabilité de non assistance à un peuple en danger», a-t-elle ajouté. «Elle sera considérée comme complice par indifférence ou, pire encore, par intérêt».

Au cours de cette visite, M^{me} Mitterrand a présenté à la presse un «rapport sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan irakien» élaboré par France-Libertés, F.I.D.H., Middle East Watch et l'International Human Rights Law Group. Elle a également rencontré M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU ainsi que M. Jan Eliasson, secrétaire général adjoint chargé des Affaires humanitaires.

terme d'une mission sur place au cours de laquelle ils ont pu rencontrer nombre d'artistes et prendre connaissance des œuvres ayant survécu à la redoutable police de Saddam, aux destructions et à l'épreuve de l'Exode d'avril 1991. La sélection retenue d'une centaine de peintures est représentative de la «mémoire picturale» des années de l'Anfal. A l'exception d'Azad Showqi qui continue de peindre son Kurdistan, pays de cocagne d'avant-Anfal, les autres peintres évoquent dans des formats et avec des procédés picturaux variés «les mille et un visages de la douleur, de la cruauté, de la terre, de la mort, le fragile espoir, le souffle têtue de la vie résistant à la noire nuit de l'oppression et du silence. A travers l'alchimie des couleurs et des formes, ils lancent de poignants cris, des appels qui franchissent enfin le désert de l'indifférence qui a longtemps, trop longtemps entouré la tragédie kurde».

L'exposition qui a duré jusqu'au 3 décembre a rencontré un vif succès tant auprès du public que des médias qui se voyaient offrir la possibilité de découvrir ces témoignages artistiques de l'un des épisodes les plus funestes de l'histoire de ce siècle. Des chaînes de télévision (Paris Première, France 2, TF1) l'ont évoquée à plusieurs reprises et la presse écrite en a également rendu compte.

Une autre consécration symbolique est venue du Jury du Prix de la Mémoire qui a décidé de décerner à ces peintres l'une des trois récompenses de ce Prix pour l'année 1993, en raison de «leur contribution à la mémoire collective du peuple kurde». Le Prix leur a été remis au cours d'une soirée artistique, le 29 novembre, au Palais de Chaillot, en présence de nombreux artistes et personnalités.

Après Paris, l'exposition *Peintres de l'Anfal* est appelée à être présentée dans d'autres villes d'Europe.

EXPOSITION DES PEINTRES DE L'ANFAL

L'INSTITUT kurde a organisé, avec le soutien du ministère de la Culture du Kurdistan irakien, de la Fondation France-Libertés et du Fonds d'Action Sociale, une exposition intitulée «Peintres de l'Anfal, Mémoire du Kurdistan» présentant les œuvres de 8 peintres kurdes témoins des années de l'Anfal (le nom générique donné par Saddam Hussein à sa campagne d'extermination programmée du peuple kurde) en Irak. L'exposition a été inaugurée le 4 novembre, à la Galerie Internationale *Le Monde de L'Art*, en présence du président de la

République française et de M^{me} Mitterrand, des ministres de la Culture et des municipalités du Gouvernement régional du Kurdistan irakien, des huit peintres venus pour la première fois en France ainsi que d'environ un millier d'invités, dont de nombreux artistes et journalistes.

Les huit peintres (Aras Abdulkerim, Namiq Ali, Sarwat Anwarsawz, Cheeman Ismail Reshan, Ali Kareem Amin, Ismail Khayat, Omar Rassoul et Azad Showqi) et leurs toiles avaient été choisis par les deux commissaires de l'Exposition au

UN COLLOQUE SUR « LA LANGUE KURDE À L'HORIZON DE L'AN 2000 »

DANS le cadre des manifestations culturelles marquant le dixième anniversaire de sa création, l'Institut kurde a organisé, avec l'Institut national des Langues et civilisations Orientales (INALCO), un colloque sur le thème « *La langue kurde à l'horizon de l'an 2000* » les 28 et 29 novembre à la Sorbonne.

Outre les kurdologues et linguistes kurdes venus du Kurdistan et de plusieurs pays européens, d'éminents orientalistes ont présenté des communications à ces deux journées de réflexion consacrées à l'avenir de la langue kurde au tournant du millénaire, suivies par environ deux cent participants kurdes et français.

Dans son allocution d'ouverture après avoir vivement remercié Mme Gendroux-Messaloux, chancelier des Universités de l'hospitalité généreuse de la Sorbonne et M. André Bourgey, président de l'INALCO, du concours multiforme et précieux de son prestigieuse institution, le président de l'Institut kurde a souligné l'objet principale de ces journées: « *Ces colloque n'est évidemment pas un lieu de décision et il ne peut donner lieu à des résolutions. S'il nous permettait déjà de faire l'état des lieux, de mieux appréhender, grâce à nos contributions et nos réflexions grâce aux échanges et discussions, les problèmes de la langue kurde à l'aube du XXI^{ème} siècle, il aura atteint son but* ».

Après les allocutions d'ouverture de M. André Bourgey et de Mme Joyce Blau, professeur de kurde à l'INALCO, la matinée du 28 novembre a été consacrée aux origines et à l'évolution historique de la langue kurde. M. Gilbert

Lazard, membre de l'Institut, a présenté une communication sur « *la place du kurde dans la familles des langues indo-européennes* », suivie de celle du professeur Pierre Lecoq, directeur d'Études à l'E.P.H.E., sur « *la grammaire historique du kurde* ». Ensuite M. Jemal Nebez, ancien professeur associé à l'Université Libre de Berlin, a décrit « *le passage du kurde de l'oralité à la langue écrite* ».

L'après-midi du 28 novembre a été consacré aux « *expériences de standardisation du kurde* ». L'écrivain et poète kurde de renommée, M. Ibrahim Ahmed a évoqué la période allant du mandat britannique aux accords kurdo-irakiens du 11 mars 1970, qui ont assuré pendant 4 ans l'autonomie régionale kurde, une participation des Kurdes au gouvernement central et favorisé un important essor culturel. De son côté, Dr. Nassih, ministre de l'Éducation nationale du Gouvernement du Kurdistan irakien a présenté une communication très documentée sur les problèmes rencontrés par l'usage du kurde à tous les niveaux d'enseignement, du primaire à l'université, dans les régions administrées par les Kurdes. Puis M. Amir Hassanpour, chercheur, a décrit les problèmes du développement du kurde en Iran avant le témoignage très riche et émouvant du général Pierre Rondot sur « *le mouvement de renouveau kurde dans les années 1930* » dans la Syrie placée sous le mandat français. Ensuite, M. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, et M. Orixanê Jalil, linguiste à l'Institut d'Orientalisme de Saint-Petersbourg, ont présenté des communications consacrées respectivement au développement du kurde en Turquie et dans l'ex-URSS.

La matinée du 29 novembre était conçue dans le but d'élargir la réflexion des participants kurdes à l'expérience de standardisation d'autres langues. Dans ce cadre, Mme Para Partchieva, professeur à l'Université de Grozny, a parlé des langues du Caucase, plus particulièrement du tchetchène-ingouche, Mme Mireille Hadas-Lebel, professeur à l'INALCO, a évoqué le destin extraordinaire de l'hébreu, Mme Michèle Therrien, maître de conférences à l'INALCO, a décrit « *les vicissitudes passées et la dynamiques actuelles de l'inuit* », M. Miquel Reniu, directeur du département de politique linguistiques du gouvernement de Catalogne, a présenté « *le processus de normalisation linguistique du catalan* » avant la communication érudite, en forme de feux d'artifice, de M. Louis Bazin, professeur émérite, sur « *les origines et l'évolution de la langue turque* ».

Après cette riche et dense matinée pluriculturelle, les participants sont, dans la séance de l'après-midi, revenus sur « *les problèmes et perspectives des dialectes kurdes principaux* » évoqués par M. Reso Zilan, linguiste, de Suède, Mme Kurdistan Mukriyani, linguiste, des Pays-Bas, et M. Izzadin Mustafa Rassoul, de l'Université d'Arbil, au Kurdistan irakien.

Le colloque s'est terminés par une table ronde dirigée par M. Jean Pradier, professeur à l'Université de Paris VIII, sur le thème « *vers une langue kurde unifiée ?* » avec la participation de tous les contributeurs présents.

Les Actes du Colloque seront publiés ultérieurement en français, en anglais et en kurde afin d'en faire bénéficier ceux et celles qui n'ont pas eu la possibilité de venir assister à ces deux journées de réflexion et de débats, en particulier les intellectuels kurdes résidant au Kurdistan.

PEINTRES FRANÇAIS SOLIDAIRES DU PEUPLE KURDE

UNE soixantaine de peintres et sculpteurs français désireux de soutenir les actions humanitaires pour les Kurdes, en particulier au profit des enfants kurdes irakiens victimes de la guerre, ont offert chacun une œuvre à titre de solidarité. L'ensemble de ces œuvres a été présenté dans une exposition-vente qui s'est tenue les 26, 27, 28 novembre 1993 à la Galerie Internationale le *Monde de l'Art*. Le produit des ventes réalisées au cours de cette exposition et ultérieurement sera consacré, sans aucun prélèvement ni frais administratif quelconque, aux actions en faveur des enfants kurdes. Voici la liste des artistes solidaires du peuple

kurde: Arbo, Arnaudies, Arroyo, Athane, Auguste, Aulagnier, Auteroche, Ayvayan, Balas, Barland, Battle, Benoit, Bethuel, Bioules, Bonargent, Bossut, Bragigand, Brousse, Büchs, Büchs, Chevalier, Coutant, De Barry, Desbouigues, Douillard, Dubreuil, Duminil, Dutertre, Faucher, Faure-Couty, Freeth, Garcia, Gerard, Gunji, Husak, Izard, Izard, Jaroslav, Jouet, Klassen, Magassa, Mass, Masurovsky, Mazeaufroid, Menguy, Molinari, Morage, Moreno, Parker, Penard, Perrot, Rabascall, Renaudeau, Ribarovira, Schovanec, Schwartz, Slama, Svozilik, Szwarc et Wintersberger.

UN APPEL DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE À LA C.S.C.E.

DANS un appel signé par ses 17 parlementaires et adressé le 18 novembre à la CSCE, le Parti de la Démocratie (DEP), pro-kurde, demande la création d'un «comité permanent sur la situation des Kurdes de Turquie au seuil d'un génocide et d'une déportation». Les signataires invitent la CSCE, d'envoyer immédiatement des observateurs dans le Sud-est de la Turquie «scène d'une guerre sur fond de bavures de la part des autorités. Les Kurdes qui revendiquent leur identité ethnique et culturelle sont sujets à une répression croissante dans une région où une trentaine de bourgades ont été presque détruites par les forces de l'Etat».

Voici, à titre d'information, le texte de cet important appel qui a valu à ses

auteurs l'accusation de «trahison à la patrie» dans les médias et la classe politique turcs :

«En Turquie, nous traversons une période à propos de laquelle il n'est pas possible de se taire. La violence qui caractérise cette période est le produit d'une mentalité qui rejette l'identité kurde et les droits nationaux du peuple kurde. Elle a atteint son apogée, et menace sérieusement la paix interne, la démocratie et les droits de l'homme, chaque jour un peu plus.

Pour le Président de la République, M. Suleyman Demirel, ces événements ne sont que la 29e rébellion kurde. Le Général Dogan Gures, chef d'état-major, qualifie les combats dans la région kurde d'«affrontements mineurs». M. Mehmet Golhan, ministre de la Défense, a dit à

des journalistes qu'il «revenait du front», en parlant de son retour de la région kurde.

En moyenne, 30 personnes sont tuées dans la région, par jour.

Dans les deux derniers mois, environ trente villes ont subi des raids des forces de sécurité. Toutes les maisons, boutiques, magasins ont été soumises à des tirs d'artillerie. Beaucoup de gens ont été tués ou blessés. Ceci est le résultat d'une mentalité qui prend les membres du peuple kurde comme des «terroristes» potentiels.

Lors de la campagne récente visant à dépeupler la campagne, dix villages ont été vidés de leurs habitants et brûlés par les forces de sécurité. Près d'un million de villageois kurdes sont sans logement.

Des centaines de civils ont été assassinés par des meurtriers non identifiés. Des gens sont détenus en masse. Beaucoup ont disparu et, parfois, ont été retrouvés morts. La torture est devenue quotidienne.

L'économie, l'éducation, les services de santé, les communications, les transports sont paralysés.

La violence s'intensifie, les autorités de l'Etat y voyant la meilleure solution au problème kurde, et donne lieu à une vague pernicieuse de chauvinisme, créée et encouragée par les autorités de l'Etat, afin d'appuyer leur politique. En conséquence, les peuples turc et kurde font preuve d'une animosité croissante et réciproque.

Nous, députés du Parti de la Démocratie à l'Assemblée Nationale turque, sommes sérieusement inquiets devant la détérioration des possibilités de coexistence.

Le HEP, Parti populaire du travail, dont nous étions membres ou cadres exécutifs, a été interdit par la Cour Constitutionnelle pour « avoir défendu l'existence nationale, l'identité et les droits du peuple kurde ». 54 cadres exécutifs et des centaines de membres du parti ont été tués soit par des « assassins non identifiés », soit par les forces de sécurité.

Le Parti de la Démocratie (DEP) rejette toute « solution » militaire au problème kurde de même que tout usage de la violence en politique. Nous demandons que les fusils restent silencieux et qu'une plate-forme démocratique, où la discussion serait libre, soit créée. De cette manière seulement, nous pourrions élaborer et discuter de moyens nouveaux pour résoudre les problèmes. Pour cette raison, nous insistons auprès des autorités de l'Etat afin qu'elles se conforment aux stipulations des accords internationaux et des conventions signés par la République turque.

M. Mehmet Sincar, le député DEP de Mardin et 9 membres exécutifs du parti ont été abattus par des « assassins non identifiés ». M. Yasar Kaya, secrétaire Général du Parti, est emprisonné depuis des mois à cause d'un discours qu'il a prononcé en Irak du nord. Et une nouvelle campagne, en vue de priver les députés DEP soussignés de l'immunité parlementaire, est en cours, afin qu'ils puissent être jugés par la Cour de sécurité de l'Etat et condamnés à la peine capitale. Des centaines de cadres et membres du DEP sont arrêtés. Les locaux du parti à Erzurum, Brousse, Van, Agri, Siverek et Hakkari ont été attaqués. Les maires, membres du Parti, sont également attaqués par les forces de sécurité. Leurs villes et les bâtiments municipaux font l'objet de raids des forces de sécurité.

La Charte de Paris pour une Nouvelle Europe a été signée le 21 novembre 1990,

par la Turquie, entre autres Etats. La Charte énumère les conditions à respecter, dans le domaine des droits de l'homme, des libertés de base, des droits des minorités et de la sécurité internationale.

Les récents développements indiquent que le peuple kurde est sous la menace de l'extermination et de massives migrations forcées. Nous pensons que l'actuel Conseil de la Conférence sur la Sécurité européenne et la Coopération devrait suivre avec attention la situation à l'est et au sud-est de la Turquie. Nous estimons qu'il est nécessaire qu'un Comité d'observateurs permanents soit immé-

diatement créé. En attendant, une délégation temporaire devrait être constituée pour étudier la situation. Nous suggérons également que cette délégation puisse être observateur, lors des élections générales locales, en Turquie, le 27 mars 1994.

En tant que députés, représentant le peuple dans la région kurde, nous croyons qu'il est de notre devoir historique et de notre responsabilité de vous faire part de ces considérations. Dans cet esprit, et en espérant que vous intensifierez vos efforts en faveur de la paix et de la sécurité, nous vous prions d'agréer notre considération respectueuse.»

RAFLES POLICIÈRES DANS LES MILIEUX PROCHES DU PKK EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE

LE 5 novembre la police allemande a effectué une série de perquisitions dans une trentaine de bureaux et d'associations kurdes considérés comme « proches du PKK ». 46 personnes ont été arrêtées. Elles sont suspectées d'avoir participé aux attaques menées la veille simultanément dans 28 villes allemandes contre les consulats, les banques, les agences de tourisme et autres intérêts turcs pour « protester contre le génocide du peuple kurde en Turquie ». Les portes de certaines associations ont été défoncées par la police qui a saisi des documents divers en vue d'instruire le dossier de demande d'interdiction du PKK et des organisations suspectées de le soutenir. Le siège de l'agence de presse *Kurd-Ha* à Düsseldorf a également été perquisitionné, ses archives et ordinateurs saisis. Le procureur fédéral a été chargé de ce dossier.

Dans une lettre adressée à M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires

Étrangères, citée par le quotidien turc *Turkish Daily News* du 6 novembre, le ministre turc des Affaires Étrangères exprime « sa profonde appréciation pour la réponse du gouvernement allemand au PKK » et souligne que les « activités des associations kurdes et de l'agence *Kurd-Ha* constituent des violations claires des lois allemandes sur le terrorisme ». Le secrétaire d'État turc, M. Özden Sanberk, se trouvait en Allemagne et en contact régulier avec les autorités allemandes pendant ces opérations.

La Turquie, par la voix de son ambassadeur à Bonn M. Onur Öymen, a renouvelé sa demande d'interdiction du PKK et de ses organisations sympathisantes sur le territoire allemand, les accusant de « terrorisme » et de « trafic de drogue ».

Bonn évalue à 4800 le nombre d'activistes et sympathisants du PKK en Allemagne qui abrite environ 450.000 Kurdes,

principalement originaires de la Turquie. Avant les manifestations spectaculaires et simultanées du 24 juin et du 5 novembre 1993 contre les intérêts turcs, les autorités allemandes avaient choisi des poursuites individuelles contre des Kurdes accusés de s'être livrés à des violences ou à des extorsions de fonds pour le compte du PKK. Elles craignent de plus en plus une guerre civile en pleine Allemagne entre les communautés kurde et turque. L'aggravation de la guerre au Kurdistan, la destruction des villes et villages kurdes par des forces turques utilisant des armes allemandes et américaines, dans le silence des gouvernements occidentaux, nourrissent les tensions qui se manifestent dans les communautés kurdes d'Europe occidentale profondément indignées par l'indulgence de l'Occident envers Ankara.

En décidant le 26 novembre d'interdire 35 associations, dont l'agence *Kurd-Ha* et des groupes de solidarité dans 11 États fédérés, le gouvernement allemand a donné satisfaction aux autorités turques et à une partie de son électorat. Cependant, une bonne partie de l'opinion allemande fait remarquer que les associations islamistes et d'extrême-droite turque, allant des extrémistes de l'imam de Cemalettin Kaplan, le «khomeiny turc» aux *Loups-Gris* impliqués dans une série de meurtres et de trafics de toutes sortes, y compris de complicité dans la tentative d'assassinat du Pape, continuent d'être tolérés en Allemagne.

Depuis la démission de M. Genscher, Bonn ne trouve toujours rien à dire à la politique de terreur de la Turquie dans le Kurdistan avec son cortège connu de destruction de villes et villages, d'assassinat d'intellectuels et journalistes kurdes, de déplacements de populations, etc... et cela alimente le sentiment de

malaise et d'injustice de l'importante communauté kurde d'Allemagne. L'exemple allemand a été suivi par la France où le 18 novembre au petit matin la police a opéré une vaste rafle en région parisienne et dans vingt-cinq départements dans les milieux kurdes proches du PKK. 111 Kurdes ont été appréhendés. Au terme du délai réglementaire de garde à vue, le 21 novembre, 24 personnes considérées comme proches du PKK ont été mises en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste», par les juges d'instruction. Vingt-et-une d'entre elles, ont été placées sous mandat de dépôt. La police a par ailleurs interpellé 115 Kurdes, le 22 novembre, à Paris, alors qu'ils se regroupaient pour une manifestation interdite par la Préfecture de police. Après les vérifications d'usage, ceux-ci ont été relâchés par la suite.

Interrogé sur ces rafles, M. Charles Pasqua, ministre français de l'Intérieur, a déclaré, le 21 novembre, dans l'émission 7 sur 7 de TF1 qu'il était «possible que cette cause (la cause kurde) mérite quelque sympathie» mais qu'«un pouvoir constitué ne pouvait accepter que l'on transpose sur son sol la guérilla, le racket et que l'on soit la base arrière d'organisations terroristes». Jugement réitéré par M. Alain Juppé, ministre des Affaires Étrangères : «Nous sommes un pays d'asile. Nous sommes tout à fait prêts à accueillir les réfugiés politiques lorsqu'ils sont persécutés dans leur pays d'origine mais pas pour qu'ils viennent se livrer à un entraînement militaire ou para-militaire sur notre territoire. La France n'a pas vocation à devenir la base arrière de terrorisme international».

Après de telles déclarations on pouvait logiquement s'attendre à ce que l'on ré-

vèle à l'opinion ces «bases d'entraînement militaire ou para-militaire» et l'arsenal de ces redoutables «terroristes». Rien de concret n'est venu étayer cette thèse. L'un des avocats des Kurdes interpellés, M^e Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme a, au cours d'une conférence de presse, qualifié cette rafle médiatique d'«opérations de basse politique» et dénoncé l'amalgame fait «entre les actions menées en France par les intégristes islamistes et les militants kurdes dont le dossier a été artificiellement fabriqué».

Alors que certains commentateurs ont vu dans ces actions spectaculaires de M. Pasqua «une opération de politique intérieure» visant la fraction sécuritaire de l'électorat français, Ankara s'est ostensiblement félicité de ce «geste de soutien de la France» et a demandé à celle-ci d'interdire les «organisations séparatistes kurdes». La presse turque a mis en relief le fait que ce «geste français» intervenait «après la conclusion d'un contrat de vente de 20 hélicoptères français et d'un satellite de télécommunication à la Turquie» et qu'il ne pourrait que «favoriser la négociation d'autres contrats importants». La communauté kurde de France, forte d'environ 100.000 personnes, qui vivait jusqu'ici sans histoire et plutôt bien intégrée, a été très affectée par le caractère volontairement spectaculaire et médiatisé de ces rafles. Le grand public ne tarde pas à établir un lien entre les mots «kurde» et «terroriste» et au delà des cibles directement visées par les autorités, cet amalgame néfaste nuit d'une manière ou d'une autre à l'ensemble de la communauté. Un indice révélateur de ce climat : la fréquentation des commerces et restaurants kurdes a sensiblement chuté dans les jours qui ont suivi les rafles.

DOCUMENT :
LETTRE DE FEU LE PRÉSIDENT ÖZAL
AU PREMIER MINISTRE DE L'ÉPOQUE DEMIREL*

PEU de temps avant sa mort subite, feu le Président Turgut Özal faisait parvenir une lettre ultra-secrète au Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dans laquelle il dressait une liste de propositions pouvant éventuellement permettre de résoudre la question des activités subversives des Kurdes, qu'il considérait comme étant la menace la plus grave à laquelle la Turquie était confrontée.

INTRODUCTION

Dans le sud-est, nous avons à faire face au problème sans doute le plus important de toute l'histoire de la République. Avec sa cohorte de problèmes d'ordre politique, social et économique et d'actions terroristes sanguinaires, la «question kurde» dans le sud-est de la Turquie pose un problème toujours croissant. L'origine du problème remonte aux dernières années du règne ottoman. Durant les 15 années qui ont suivi la déclaration de la république, l'Etat a dû mater nombre de rebellions (de séparatistes kurdes). Il y eut du sang versé lorsque cela était nécessaire, et une partie de la population locale a dû émigrer vers l'ouest du pays.

Lorsqu'il fut mis fin à la politique de migration forcée à la suite de l'instauration de la démocratie en 1950, quelques-uns parmi ceux qui avaient dû émigrer retournèrent chez eux. Mais à partir des années 60, il y eut un nouveau mouvement de la population locale vers l'ouest.

En l'absence de chiffres officiels précis, il est probable que 60% de ceux qui sont appelés des Kurdes vivent dans

des régions situées à l'ouest d'Ankara. Étant donné que les migrations n'étaient pas planifiées, dans certaines provinces occidentales telles que Adana, Mersin, Izmir et Antalya nos citoyens kurdes sont concentrés dans certains districts.

SUGGESTIONS POUR TROUVER UNE SOLUTION

Le problème auquel nous faisons face dépasse de loin les seules dimensions du terrorisme. Nous devons dès lors impérativement envisager des solutions à court, moyen et long terme et adopter deux approches différentes, selon que nous avons affaire à la population locale ou aux terroristes.

SUGGESTIONS À COURT ET MOYEN TERME

En dépit du fait que nous disposions de renseignements quant aux causes du problème, aucune analyse poussée n'a encore été faite. Afin d'augmenter l'efficacité de la politique que nous avons suivie, nous devons étayer notre lutte contre le terrorisme par des analyses détaillées conduites par des chercheurs aussi bien étrangers que turcs. Il faut constituer des groupes de recherche le plus rapidement possible, qui auront pour objectif d'étudier les aspects socio-économiques et psychologiques de la question. Des sondages devront être effectués dans l'opinion publique afin d'améliorer la compréhension du problème. Ces groupes de recherche devront comprendre des scientifiques, des fonctionnaires, des statisticiens, des militaires et autres experts spécialisés dans cette question.

• Il ne faut pas oublier qu'en raison des mesures militaires qui ont été prises afin de mettre fin aux activités terroristes, la population du sud-est a été

soumise à des traitements très durs et que, par voie de conséquence, elle se sent de plus en plus aliénée. Si des erreurs ont été commises au cours de notre combat contre le terrorisme, il faut en discuter franchement et chercher des solutions réalistes.

• Il faut procéder à une refonte totale du système de formation des forces de sécurité. Ceci doit s'accompagner d'une modernisation de leur équipement et des méthodes utilisées pour combattre le terrorisme. Ces forces ont besoin d'une formation complémentaire dans le domaine des «relations publiques».

• En commençant par les zones les plus troublées, il faut procéder à l'évacuation progressive des villages et des hameaux de la région. Avec l'implantation dans la partie occidentale du pays de ce groupe de sympathisants du PKK (Parti des Travailleurs kurdes, déclaré illégal) dont le nombre ne dépasse pas les 150 à 200.000, leur niveau de vie augmentera et le PKK aura perdu son soutien logistique. Les offres d'emploi doivent être réservées prioritairement à ce groupe.

• Avec l'évacuation de l'habitat des montagnes, on isolera l'organisation terroriste du PKK. Les forces de sécurité doivent immédiatement occuper ces régions et les mettre sous leur contrôle totale. Afin d'empêcher le retour des habitants dans ces régions, la construction d'un grand nombre de barrages dans des endroits appropriés offre une alternative.

• Il est impératif que des équipes spécialisées patrouillent les routes principales de la région 24h sur 24. Des patrouilles doivent être effectuées de jour par des hélicoptères, de nuit par des véhicules blindés équipés pour la vision nocturne. Il est urgent de procéder à une refonte totale des réseaux de sécurité dans la région. Il faut que le personnel de sécurité constitue une force qui, de défensive, deviendra offensive.

* Traduit du texte anglais paru dans le Turkish Daily News du 16 novembre 1993, p.79-81.

• L'acquisition de 20 hélicoptères Cobra et de 20 à 30 Sikorsky pour les forces de sécurité déployées dans la région permettra de créer une force mobile qui sera à même de répliquer à plusieurs incidents survenant simultanément. La restructuration des services de renseignements opérant dans le sud-est est une priorité absolue, afin de suppléer au manque de renseignements suffisants sur les projets du PKK. Il faut arriver à une coordination efficace et immédiate entre l'Organisation nationale de renseignements (MIT), le commandement du service de renseignements de la gendarmerie, les forces armées et la police.

• Une force spéciale de 40 à 50.000 hommes, formée d'unités hautement spécialisées ayant au moins une année d'entraînement derrière elles, devra être constituée pour combattre le PKK. Elle devront être rémunérées de manière satisfaisante. Si les circonstances l'exigent, les commandants de ces unités auront carte blanche pour prendre les initiatives qu'ils jugeront nécessaires. Cette force spéciale ne doit pas être une force défensive, mais une force qui poursuivra et attaquera les terroristes. Bien entendu, elles doivent rester en contact avec les autres unités déployées dans la région et coopérer avec elles. Les unités régulières de l'armée permanente ne doivent être utilisées que pour des tâches de routine telles que les vérifications et contrôles de sécurité.

• Le commerce frontalier, qui représente une importante source de revenus pour la population locale, doit être libre. Il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux postes de frontière avec la Syrie et de rouvrir ceux qui avaient été fermés. Une amélioration dans le commerce frontalier offrirait de nouvelles perspectives aux habitants de la région et rendrait la vie plus facile au moins à certains d'entre eux.

• Afin de couper le soutien logistique aux PKK, il faut essayer de gagner

la population locale à la cause de l'Etat. Il faut encourager les habitants de villages et des hameaux au fin fond des montagnes à aller s'installer dans des endroits plus peuplés.

• Eu égard à la tendance des habitants de la région d'émigrer vers l'ouest du pays, il est probable qu'il n'y aura plus à l'avenir que 2 à 3 millions de gens à vivre dans cette région. Mais si ces déplacements de population ne sont pas planifiés, il est à craindre que seuls les gens relativement aisés émigreront, laissant les pauvres sur place. Alors cette région deviendra un terrain propice à une anarchie croissante. Il faut dès lors que l'Etat planifie l'émigration. Il est indispensable que cette émigration soit planifiée, équilibrée, composée de représentants de toutes les couches de la société et qu'elle soit canalisée vers des endroits prédéterminés dans l'ouest du pays.

• En dehors de ses activités terroristes, le PKK s'emploie à diffuser une large propagande très efficace visant à intimider la population et à la soumettre à un lavage de cerveau permanent afin de la gagner à sa cause. Il est absolument indispensable d'y répondre par une contre-propagande visant à renforcer le soutien local à l'Etat, à remonter le moral des gens et à rectifier toute désinformation.

• En conséquence, il est impératif que des efforts soient faits tout particulièrement pour informer le public et la communauté internationale de la vraie nature des événements et de leur développement. A ces fins, il est nécessaire de mettre sur pied une équipe d'experts travaillant à créer un climat favorable dans l'opinion publique. Il nous faudra dès lors élargir le champ de nos activités et intensifier nos efforts dans le domaine des déclarations à la presse, des «fuites» et, si nécessaire, de la propagation d'éléments de «désinformation».

• Il est d'une importance vitale

que les déclarations à la presse concernant le combat des forces de sécurité contre le terrorisme soient calculées avec le plus grand soin. Il faut éviter tout reportage, écrit ou en image, que le PKK pourrait utiliser afin de se faire passer pour une organisation «héroïque ou innocente».

SUGGESTIONS À MOYEN OU LONG TERME

• Des villes comme Adıyaman, Diyarbakir, Urfa, Mardin, Siirt, Elazığ, Malatya, Erzincan, Erzurum, Kars, Ardahan et Iğdir doivent devenir des centres d'attraction pour la population locale actuellement installée à la campagne. Des offres alléchantes devront être faites aux investisseurs potentiels. Cela facilitera l'évacuation des campagnes.

• Il faudra également encourager le secteur privé à investir dans la région. L'impôt sur les sociétés devra être supprimé sur une longue période. Il faudra diminuer l'impôt sur le revenu des habitants et baisser le prix de l'électricité.

• Il faudra débattre librement de ce problème, d'une manière non partisane et sans préjugés. Seule la discussion permettra d'éclaircir le problème, d'en connaître tous les détails et de savoir qui a tort et qui a raison, et donc de nous rapprocher de la vérité. Refuser le débat, tenter de cacher la vérité, ne résoudra pas le problème. Bien au contraire, une telle approche erronée ne servirait qu'à aggraver le chaos.

CONCLUSION

A condition de ne pas commettre d'erreurs et de n'entreprendre aucune action inconsidérée ou inutilement précipitée, l'incendie dans le sud-ouest s'éteindra d'ici 5 à 10 ans. Le sentiment national s'affaiblira et les investissements étrangers diminueront (car le feu a sans aucun doute été allumé par des puissances étrangères pour empê-

cher la Turquie d'utiliser cette occasion historique d'atteindre le but qu'elle s'était fixée de devenir une grande et puissante nation). Les fonctionnaires de l'Etat ne doivent pas projeter une image qui montrerait la Turquie sous les traits d'un pays effrayé et intimidé par le terrorisme. Il s'agit de montrer au reste du monde que l'Etat turc est capable de régler cette question et qu'il n'éprouve pas

la moindre crainte ni hésitation vis-à-vis du terrorisme.

Il appartient dès lors à tous les représentants de la presse, de faire la différence entre des terroristes et la population locale et de les traiter en conséquence, afin de sauvegarder notre appareil étatique unitaire et d'éliminer le terrorisme en prenant les mesures susmentionnées.

A SIGNALER

• **L'ONU ACCROIT SON AIDE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Le Coordinateur des activités humanitaires de l'ONU en Irak, Mohammed Zejjari, a indiqué mercredi que l'aide au nord du pays, sous contrôle kurde, allait être accrue grâce à de nouveaux engagements des donateurs.

Pour sa part, le représentant à Bagdad du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Abdallah Sayed, a reconnu que le HCR «était un peu débordé» dans cette région avec l'arrivée, depuis le 1^{er} octobre, de plus de 8 000 réfugiés kurdes irakiens en provenance d'Iran, alors qu'il n'en attendait que 4 ou 5 000.

Selon M. Zejjari, l'ONU a obtenu des dons ou engagements fermes à hauteur de 180 millions de dollars pour l'Irak, dont 70% explicitement destinés au nord du pays. Cette aide va notamment permettre de faire passer le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire de 300 000 personnes actuellement dans le nord à 750 000.

En revanche, dans le reste du pays, seules 297 000 personnes bénéficient de cette aide, contre 500.000 ciblées par l'ONU

dans son programme annuel d'avril 1993 à mars 1994.

Le nord, qui échappe au contrôle du Gouvernement de Bagdad et est dirigé par un Gouvernement autonome kurde, a besoin d'une aide plus importante que les reste du pays, souligne M. Zejjari, car le régime de Bagdad n'en pourvoit que 10% des besoins alimentaires sous forme de distribution rationnée de produits de base fortement subventionnés, contre 50% dans le reste du pays. Et il n'y subventionne pas les produits pétroliers.

Cette région subit également l'embargo multiforme de l'ONU imposé à l'Irak depuis août 1990 après l'invasion du Koweït et souffre donc de malnutrition et du manque de médicaments.

Par ailleurs, le Bureau humanitaire de la communauté européenne (ECHO) a déclaré le 23 novembre qu'il versera une aide de dix millions de dollars à des ONG travaillant en Irak, en décembre prochain. La plus grande partie de cette aide sera consacrée au Kurdistan, en raison des problèmes d'infrastructure dans le Sud (à majorité chiite), a précisé M. Donato Chiarini au cours d'une visite dans le Kurdistan. Plusieurs ONG alle-

mandes, françaises, britanniques et kurdes ont présenté des propositions à M. Chiarini pour participer au programme d'aide pour l'hiver.

• **VISITE DE DEUX PARLEMENTAIRES KURDES EN FRANCE.** Deux parlementaires kurdes, Sirri Sakik, député de Mus et Sedat Yurttas, député de Diyarbakir, ont effectué, à l'invitation de la Ligue des Droits de l'Homme, une visite d'information en France au cours de laquelle ils ont notamment rencontré leurs collègues français et les organisations de défense des droits de l'homme. Au cours d'une conférence de presse donnée le 23 novembre à Paris, ils ont lancé un «appel à la communauté internationale concernant le sort des populations kurdes victimes de la répression d'Ankara et qui risquent d'être poussées vers la solution du désespoir et de la violence». Si le point de vue des parlementaires et hommes politiques kurdes en faveur d'une solution politique du problème kurde dans un cadre démocratique n'est pas entendu, «la population basculera dans le camp de la lutte armée» ont-ils ajouté. La visite de ces deux parlementaires intervient au moment où les «faucons» de la classe politique turque demandent la levée d'immunité des députés du Parti de la Démocratie (DEP) «afin de pouvoir les juger pour séparatisme et atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat». Les deux députés kurdes ont appelé la communauté kurde de France à respecter scrupuleusement les lois de leur pays d'accueil tout en soulignant que les récentes actions de Paris avaient été présentées par Ankara comme «un soutien à sa politique», car celle-ci, malgré son caractère dévastateur, n'a pas été critiquée par les autorités françaises.

• **LES KURDES : VERS LA RECONNAISSANCE ?** L'émission *Géopolis* de France 2 du 13 novembre a été consacrée au «génocide silencieux» du peuple

kurde. Retraçant avec des images d'archives, des témoignages et des reportages sur le terrain la longue et douloureuse histoire kurde et le combat du peuple kurde, nié dans son existences même,

cette émission de 45 minutes, l'une des plus regardées de la télévision française, a trouvé un large écho dans la presse écrite (cf. revue de presse p. 64-67).

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

5 novembre

A Erzurum, 4 militants du P.K.K ont été tués par les forces turques et 29 autres blessés.

6 novembre

A Diyarbakir, suite à une opération des forces turques, 3 militants du P.K.K ont été tués.

8 novembre

A Cizre, un enfant de 10 ans, Mehmet Çecik, Hasan İçik, 8 ans et Selim Uyanmar ont été tués et 4 personnes blessées par l'explosion des mines. A Diyarbakir, 11 militants du P.K.K ont été tués dans un accrochage entre l'armée turque et les militants du P.K.K.

9 novembre

A Diyarbakir, Sirnak, Silopi, Hakkari et Maras, lors de plusieurs opérations entre l'armée turque et le P.K.K, 34 militants de celui-ci ont été abattus, l'armée turque n'a pas rendu public ses pertes. A Kozluk (province de Batman), dans le quartier de Tosunpinar, Hatip Acar a été abattu et M.Besir Acar blessé par des inconnus.

11 novembre

7 militants du PKK ont trouvé la mort lors d'un accrochage entre l'armée turque et le PKK près de la frontière irakienne. A Agri, au cours des opérations menées par les militants du PKK, un

commissaire et 2 policiers ont trouvé la mort.

12 novembre

A Agri, dans le quartier de Hürriyet, un policier a été tué et un autre blessé par des éléments de la contreguerilla.

14 novembre

A Elazig et Bitlis, 4 militants du PKK ont trouvé la mort et 15 autres blessés par l'armée turque. A Bingöl, 8 militants et à Diyarbakir 5 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée turque, laquelle n'a pas rendu public ses pertes.

15 novembre

A Dicle, le village de Heredan a été brûlé, une personne tuée et plusieurs blessés par les forces turques.

18 novembre

A Sirnak, Bingöl, Tunceli et Siirt, au cours de divers affrontements entre l'armée turque et le PKK, 14 militants kurdes ont été tués et 2 autres blessés.

19 novembre

A Batman, 3 personnes ont trouvé la mort dans un accrochage entre l'armée turque et les militants du PKK.

21 novembre

A Çukurca (province d'Hakkari) et à Sirnak, 21 militants du PKK, 29 soldats et un protecteur de village ont trouvé la mort lors d'un affrontement.

22 novembre

A Sirnak, près de la frontière Seyhmus, 15 militants du PKK ont été abattus par les forces turques. A Diyarbakir, dans le quartier de Baglar, Batil Simsek a été abattu par des inconnus. Le même jour, dans un autre quartier, Ahmet Haliç, Mehmet Sevinç, Salih Eser et Ubeydullah Can ont été tués et 5 autres blessés par le Hizbullah.

26 novembre

A Cizre, Behiye Kizilkaya a trouvé la mort et 2 autres personnes blessées par le PKK.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

EAU ET SÉCURITÉ DANS LE BASSIN DE L'EUPHRATE. — Trois pays pour un fleuve. — Un partage juste et raisonnable des ressources. — Une politique de soutien actif aux Kurdes. (*Géopolitique*, n°43, novembre 1993), p.1-5.

20.000 PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LE PKK À ERZURUM. —

Nouveau projet de loi anti-terreur: Menaces contre la presse et l'opinion: les nouveaux fonds. (*Turkish Daily News*, 1^{er} novembre 1993), p.5-6.

SELON L'ANCIEN AMBASSADEUR AMÉRICAIN: LE PROBLÈME KURDE MENACE L'AVENIR DE LA TURQUIE. — ANAP PROPOSE DES VUES CON-

FLICTUELLES SUR LE TERRORISME DU PKK. — Au lendemain de l'incident d'Erzurum. — Çiller annonce un message à Assad pour arrêter les activités du PKK. — Neuf militants du PKK ont été tués. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1993), p.6-8.

KURDISTAN IRAKIEN: RECONSTRUIRE UN AVENIR POUR LES ENFANTS. L'urgence aujourd'hui, pour les enfants du Kurdistan irakien, c'est la reconstruction. — Mission Enfance y participe. (*Aventure au XX^{ème} siècle*, n° 63/64, Automne/Hiver 1993), p.9-10.

LE PREMIER MINISTRE ÇILLER AURAIT DU SE RENDRE À LICE. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1993), p.10-11.

L'OMBRE DE LA RÉBELLION KURDE SUR LE 70^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ÉTAT TURC. (*The Financial Times*, 2 novembre 1993), p.12.

UN VILLAGE KURDE RASÉ EN TURQUIE. L'armée a utilisé des lance-flammes. — UN VILLAGE KURDE DÉTRUIT PAR L'ARMÉE TURQUE. Un médecin belge rentrant d'une mission en Turquie a affirmé mardi à Bruxelles que l'armée turque a détruit au lance-flammes le village de Lice lors d'une attaque menée le 22 octobre et qui a duré une dizaine d'heures. — ANKARA PRATIQUE LA POLITIQUE DE LA TERRE BRÛLÉE AU LANCE-FLAMMES. (*A.F.P.*, 2 novembre; *Ouest France*; *Le Nouveau Quotidien*, 3 novembre; *Gamk*, 4 novembre 1993), p. 11, 12, 16,17-18.

MADAME MITTERRAND DEMANDE UNE ACTION POUR LES KURDES. (*Reuter*, 3 novembre 1993), p.13.

EXPOSITION DE PHOTOS: C'est où, le Kurdistan ? Suayip Adlig expose provisoirement ses photos chez des amis à

«la Pizzeria», rue de Union à Bernay, en attendant de trouver de plus vastes locaux. Si des fois.... (*Paris-Normandie*, 2 novembre 1993), p.14.

MADAME MITTERRAND TENTE DE SENSIBILISER D'AVANTAGE L'ONU AU SORT DES MINORITÉS D'IRAK.— (*A.F.P.*, 3 novembre 1993), p.15.

QUATRE ORGANISATIONS SOUHAITENT L'ENVOI D'OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK. (*A.F.P.*, 3 novembre 1993), p.15.

PEINTRES DE L'ANFAL: *Mémoire du Kurdistan*, lauréats du Prix de la Mémoire 1993. Monde de l'art, 18 rue de Paradis. Du 5 novembre au 3 décembre 1993. — «LE MONDE DE L'ART» EXPOSE LE MARTYR KURDE. (*L'Officiel du Spectacles*; *Pariscope*; *La Croix*, 3 novembre; *France-Soire*, 10 novembre 1993), p.16, 61.

TURQUIE: DES NATIONALISTES TURCS MANIFESTENT CONTRE LE PKK A ERZURUM. (*Le Monde*, 16 novembre 1993), p.16.

ANKARA ATTEND DE LA SYRIE DES ACTIONS CONVAINCANTES. — Selon M. Kazan (Parti de la Prospérité) les soldats turcs ont brûlé un certain nombre de villages à Mus. — LE PROBLÈME KURDE DEVRAIT ÊTRE RÉSOLU DANS L'ASSEMBLÉE. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1993), p.16-17.

KURDES: PEUPLE TORTURÉ. Quatre organisations, dont France-Libertés et la FIDH, ont condamné hier «l'échec» de l'ONU dans la défense des droits de l'homme en Irak. Elles ont comparé la campagne antikurde menée par Bagdad en 1988 à une «tentative de génocide». — UN RAPPORT FUSTIGE L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE DES NATIONS

UNIES. (*Le Jour*; *Libre Belgique*, 4 novembre 1993), p.18.

LES SÉPARATISTES KURDES S'ORIENTENT VERS LA TERREUR. (*The Financial Times*, 5 novembre 1993), p.19.

LES KURDES SONT CONDAMNÉS POUR LA VAGUE D'ATTENTATS À LA BOMBE. (*The Independent*, 5 novembre 1993), p.19-20.

DES ATTENTATS KURDES CONTRE LES INTÉRÊTS TURCS EN EUROPE. — DE GAULLE À ANKARA. La guerre est désormais totale en Turquie, et ses ressacs jusque dans les rues sont de plus en plus fréquents. Une bonne vingtaine de villes européennes ont dû être touchées hier par les manifestations violentes des militants kurdes du PKK. — Vague d'attentats anti-turcs en Europe. — LE CONSEIL DE L'EUROPE CONDAMNE LES ATTENTATS ANTI-TURCS. (*Libération*; *Le Quotidien de Paris*, 5 novembre; *Le Monde*; *La Croix* 6 novembre; *Gamk*, 8-9 novembre 1993), p.20, 37, 38.

LE NOUVEAU PROJET DE LA LOI ANTI-TERREUR. — LA SEMAINE EN PERSPECTIVE. (*Turkish Probe*, 4 novembre 1993), p.21-22.

CRAINTE DE TORTURE, CRAINTE DE «DISPARITION». Amnesty International s'inquiète gravement de la sécurité de Savme Durmaz et de son fils Sükrü qui ont été arrêtés le 26 octobre et placés en détention non reconnue officiellement. (*Action Urgente*, 4 novembre 1993), p.23-24.

LE PREMIER MINISTRE TURC, MME. TANSU ÇILLER, a annoncé à Istanbul un renforcement des forces spéciales pour lutter contre les rebelles kurdes et mis en garde ses voisins du sud-est et de l'est qu'elle a nommément accusée

de «soutenir» la rébellion kurde. (*A.F.P.*, 4 novembre 1993), p.25.

PARTENAIRE EN ASIE MINEURE. (*Gazeta Wyborcza*, 4 novembre 1993), p.25.

LA POLITIQUE TURQUE EN PANIQUE. (*Dagens Nyheter*, 4 novembre 1993), p.26.

LA TEMPÊTE DU PKK EN EUROPE. Les séparatistes incendient et attaquent des intérêts et des bureaux turcs des pays européens. — **LES PARLEMENTAIRES TURCS VONT DÉPOSER UNE DEMANDE AUPRÈS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.** (*Turkish Daily News*, 5 novembre 1993), p.27-29.

AIDE AUX AGRICULTEURS DU KURDISTAN. Association d'Aide aux Agriculteurs du Kurdistan organise une soirée avec groupe folklorique kurde *Koma Zozan* à Saint-Lô. (*L'Agriculteur Normand*, 4 novembre 1993), p.29.

ÇILLER MET EN GARDE LES VOISINS ET AFFIRME QUE LE PKK SERA ÉCRASÉ. (*The Wall Street Journal*, 5-6 novembre 1993), p.30-31.

GÉOPOLIS - France 2, 13h25: HISTOIRE DE PROMESSES NON TENUES. Juridiquement, le peuple kurde n'existe pas... Pourtant vingt-cinq millions de Kurdes vivent dans cinq pays du Proche-Orient. — **LE BOURBIER KURDE.** Si elle persiste à traiter la délicate question kurde par le déni ou la répression, la jeune démocratie turque risque de s'effondrer. — **UN GÉNOCIDE SILENCIEUX :** Image d'archives, témoignages et reportage sur le terrain nous rappellent le combat du peuple kurde nié dans son existence même. Une émission contre le mépris, le silence et le cynisme. — **QUI S'INTÉRESSE ENCORE AUX**

KURDES ? — Télé à voir: Les Kurdes: un peuple écartelé. (*Le Monde*, 7 novembre; *Télérama*, n°2287, 10 novembre; *Télescope N°53*, 13-19 novembre; *Réforme*, 13 novembre 1993), p.32, 49, 64-65, 67.

UN ANCIEN OFFICIER CHARGÉ DE LA LUTTE CONTRE LA TERREUR EST ASSASSINÉ. — L'Allemagne exerce de la pression sur les séparatistes kurdes. (*Turkish Daily News*, 6 novembre 1993), p.33-34.

BONN A AVERTI 46 PERSONNES APRÈS L'ATTAQUE CONTRE LES INTÉRÊTS TURCS. (*International Herald Tribune*, 6-7 novembre 1993), p.34.

DEP CRITIQUE LA TENTATION POUR ABOLIR LEUR IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE. — Assad (Président syrien) rencontre l'envoyé turc pour discuter du PKK. (*Turkish Daily News*, 6 novembre 1993), p.35.

TURQUIE: LE CONFLIT AVEC LES KURDES SE DURCIT ET S'INTERNATIONALISE. Le conflit kurdo-turc s'aggrave avec le renforcement de la répression et de la violence en Turquie. L'annonce vient d'en être faite par le Premier ministre. — **DURCISSEMENT TURC.** Ankara internationalise le conflit kurde. — **M^{me} Çiller** annonce de nouvelles mesures pour lutter contre les séparatistes du PKK. Le Premier ministre a dévoilé, jeudi 4 novembre, plusieurs mesures nouvelles prévues par son gouvernement pour combattre les séparatistes du PKK, sur le sol turc et à l'étranger, et pour mettre fin au conflit qui, selon les chiffres officiels, a déjà causé plus de dix mille morts. (*La Liberté*, 6-7 novembre; *Le Soir*, 6 novembre; *Le Monde*, 7 novembre 1993), p.36, 37, 38

M^{me} MITTERRAND TENTE DE MO-

BILISER L'ONU EN FAVEUR DES KURDES D'IRAK. Le président François Mitterrand, accompagné de son épouse Danielle, a assisté jeudi 4 novembre, à l'inauguration d'une exposition de peintures organisée par l'Institut kurde de Paris. Les œuvres présentées sont celles de peintres kurdes, «témoins de la campagne d'extermination menée par Saddam Hussein contre le peuple kurde», a expliqué l'Institut kurde dans un communiqué. (*Le Monde*, 6 novembre 1993), p.37.

M^{me} MITTERRAND DÉMENT AVOIR ÉVOQUÉ L'IDÉE D'UN ÉTAT KURDE. (*Le Monde*, 7 novembre 1993), p.38.

UN FOYER DES RÉFUGIÉS KURDES EN FEU EN ALLEMAGNE. (*International Herald Tribune*, 8 novembre 1993), p.38.

LE MUR DE PIERRE D'IRAKGATE VA TOUT DROIT A RENO. (*International Herald Tribune*, 9 novembre 1993), p.39.

UN REPORTAGE CHEZ LES KURDES D'IRAK. (*Gazeta*, 6-7 novembre 1993), p.40-43.

TRANTE-QUATRE REBELLES KURDES DE TURQUIE ONT ÉTÉ TUÉS DEPUIS SAMEDI DANS DES COMBATS AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ TUQUES, a annoncé lundi la super-préfecture de Diyarbakir chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion kurde. (*A.F.P.*, 8 novembre 1993), p.44.

OPÉRATION D'ÉTOUFFEMENT D'IRAQGATE: «Le président était très fou». (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1993), p.44-45.

RÉCIT D'UN KURDE. *Ma vie de Kurde*, le récit autobiographique de Noureddine Zaza, publié en 1982, vient d'être réé-

dité. Décédé en 1988, l'écrivain y relate le combat de sa vie pour la cause kurde. (*Le Nouveau Politis*, 10 novembre 1993), p.45.

NOUVELLE STRATÉGIE CONTRE LE PKK: L'armée distribue des armes à la population. L'état-major général turc a adopté une nouvelle stratégie dans sa lutte contre le PKK, notamment en distribuant des armes à la population, a annoncé le quotidien populaire turc *Hürriyet*. (*A.F.P.*, 9 novembre 1993), p.46.

L'ÉTAT DE SIÈGE EST DISCUTÉ À ANKARA. — L'ambassadeur irakien: *Saddam Hussein condamne le PKK*. (*Turkish Daily News*, 10 novembre — **SIRRI SAKIK, DÉPUTÉ DE MUS (DEP) ACCUSE L'ARMÉE D'AVOIR TUÉ 7 PERSONNES.** 1993), p.46-47.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 4 novembre 1993), p.48.

KURDISTAN IRAKIEN: Appel commun de France-Libertés, de la FIDH, du International Human Rights Law Group et de Middle East Watch condamnant l'échec des Nations unies au Kurdistan irakien. — **KURDISTAN: VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LES RÉGIMES IRAKIEN ET IRANIEN:** Une commission d'enquête de France-Libertés et de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH). (*La Lettre de la FIDH*, 10 novembre; *La Lettre de la Fondation France-Libertés*, 11 novembre 1993), p.50-52, 59.

L'ENVOYÉ TURC: La Turquie est en accord avec l'Occident pour l'embargo contre l'Irak. — **ANKARA VEUT CRÉER UN GIGANTESQUE FOND POUR LA LUTTE CONTRE LA TERREUR.** — Les députés du sud-est deman-

dent que les armes se taisent. — **LE PKK: UN PROBLÈME INTERNE OU EXTERNE ?** — L'Irak face à son propre dilemme kurde. — **Le PKK en Syrie:** atout pour Öcalan; trouble pour la Turquie. — **LE PKK EN EUROPE.** (*Turkish Daily News*, 11 novembre 1993), p.52-59.

TURQUIE: QUINZE KURDES CONDAMNÉS À LA PEINE CAPITALE hier pour séparatisme par la Cour militaire spéciale de Diyarbakir. (*La Liberté*, 12 novembre 1993), p.59.

ÇILLER DEMANDE L'ABOLITION DE L'IMMUNITÉ DES DÉPUTÉS PRO-KURDES. — La Commission des droits de l'homme de l'Assemblée Nationale décide de ne pas aller à Lice mais de préparer un rapport sur le sud-est. — La rencontre tripartite turco-irano-syrienne aura lieu en Iran le 25 novembre. — **LES SCÉNARIOS DE TALABANI:** Quelles sont leur valeur. (*Turkish Daily News*, 12 novembre 1993), p.60-63.

LE PROGRAMME CONTENANT LES PROPOSITIONS SECRÈTES D'ÖZAL, DANS UNE LETTRE à Demirel, le Premier ministre d'époque, propose des solutions à la question kurde. Incluant une émigrata graduelle et l'établissement d'une force spéciale. — **L'ÉMERGENCE DU NATIONALISME TURC MENACE LA PAIX EN TURQUIE.** 68% des turcs pensent que les Turcs doivent se soulever contre les Kurdes. La popularité sans précédent de Türkes (chef du parti d'extrême droite turque). (*Turkish Daily News*, 13 novembre 1993), p.66-67.

FACE À LA MORT CACHÉE: Le Kurdistan irakien est truffé de mines. — Une organisation se mobilise depuis un an pour «nettoyer» la région. **INTIMIDATION IRANIENNE.** Des responsables kurdes irakiens accusent Téhéran de bombarder des zones civiles. (*Le Matin-*

Lausanne, 14 novembre 1993), p.68-69.

LE DESTIN DU PEUPLE KURDE. Le quotidien sous des caméras. Avec *De mes propres yeux* (Sertschawan), documentaire tourné en Iran dans un village montagnard, les cinéastes suisses Béatrice Michel et Hans Stürn se font les porte-parole des Kurdes. (*Témoignage Chrétien*, 13 novembre 1993), p.70-72.

LE DESTIN DU PEUPLE KURDE. Les richesses d'une culture méconnue. Des siècles de résistance, un territoire que se disputent quatre nations, l'éparpillement de leur peuple, l'exil... Les conditions de vie des Kurdes se répercutent sur leur culture. (*Le Peuple Breton*, Novembre 1993), p.73-74.

AIDE AUX AGRICULTEURS KURDES. L'opération porte ses fruits. Sa pépinière est à Hambye mais son cœur bat pour le Kurdistan irakien, où un peuple tente de relever la tête après dix ans de guerre et d'extermination. Serge Mouhedine a créé une association pour lui venir en aide. Samedi soir, au foyer des jeunes travailleurs, elle organisait une soirée. (*La Manche Libre*, 14 novembre 1993), p.75.

APPEL DU CHEF DU PKK POUR LA CRÉATION D'UNE ZONE LIBRE. — Les provinces selon le PKK. — Les zones de guerres du PKK. — **DEP PARLE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME À MUS.** (*Turkish Daily News*, 15 novembre 1993), p.76-77.

ATTENTION À SADDAM. (*International Herald Tribune*, 15 novembre 1993), p.78.

ACCORD SUR UNE OPÉRATION CONJOINTE TURCO-IRANIENNE CONTRE LE PKK, SELON ANKARA. (*A.F.P.*, 15 novembre 1993), p.78.

LETTRE DE FEU LE PRÉSIDENT ÖZAL AU PREMIER MINISTRE DE L'ÉPOQUE DEMIREL. — QUE PROPOSAIT ÖZAL ET QU'A ÉTÉ FAIT ? (*Turkish Daily News*, 16 novembre 1993), p.79-81.

DES AVIONS TURCS ONT BOMBARDÉ LUNDI UNE RÉGION DU KURDISTAN IRAKIEN FRONTALIÈRE AVEC LA TURQUIE, ont indiqué des sources kurdes irakiennes à Zakho, sous contrôle kurde. (*A.F.P.*, 15 novembre 1993), p.81.

LE PKK LIVRE L'OTAGE HOLLANDAIS. — Selon le quotidien *Aydınlık*: les escadrons de mort turcs ont été envoyés en Europe. — Selon les Kurdes les agents iraniens ont tué 6 personnes au Kurdistan iranien. — Un député kurde parle d'attaque aux mortiers contre un village. (*Turkish Daily News*, 16 novembre 1993), p.82.

ANKARA ET TÉHÉRAN S'UNISSENT POUR CONTRER DU PKK. La Turquie et l'Iran viennent de s'accorder sur une opération conjointe contre le mouvement séparatiste, le Parti des Travailleurs du Kurdistan. (*La Liberté*, 16 novembre 1993), p.83.

LE VICE-PRÉSIDENT SYRIEN ABDEL HALIM KHADDAM a démenti la présence en Syrie de camps d'entraînement du Parti des Travailleurs du Kurdistan et a affirmé que les accusations de la presse turque ne reflètent pas le point de vue officiel d'Ankara. (*A.F.P.*, 16 novembre 1993), p. 84.

S'IL VOUS PLAÎT Mme. ÇILLER, «N'ETREIGNER PAS CEUX DE LICE». — L'HOLLANDAIS LIBÉRÉ (par le PKK) DIT AVOIR CRAINE LES ATTAQUES DE L'AVIATION TURQUE. (*Turkish Daily News*, 17 novembre 1993), p. 84-86.

ANKARA DEMANDE LE CONCOURS DE L'IRAN DANS SES OPÉRATIONS ANTI-KURDES. (*Gamk*, 17 novembre 1993), p. 87.

ÇETIN DIT QU'AUCUNE ACTION TERRORISTE DE LA PART DE PAYS VOISINS NE RESTERA SANS RÉPONSE. — Crise du sud-est: Erez, président de la Chambre de commerce extérieur: Pas de solution politique. — 16 militants du PKK tués dans le sud-est. (*Turkish Daily News*, 18 novembre 1993), p. 87-89.

PARIS : DES 101 PERSONNES (des Kurdes) PLACÉES EN GARDE À VUE SUITE À LEUR INTERPELLATION JEUDI MATIN, plusieurs en situation irrégulière sur le plan du séjour feront l'objet d'expulsion, a indiqué le ministre de l'intérieur dans un communiqué. (*A.F.P.*, 18 novembre 1993), p. 89.

L'INTERPELLATION EN FRANCE DE PLUS DE CENT PERSONNES LIÉES AU PKK correspond à la volonté de Paris de ne pas devenir «la base arrière du terrorisme international», a déclaré à Amman le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé. (*A.F.P.*, 18 novembre 1993), p. 90.

LES COMITÉS DU KURDISTAN ACCUSENT LA FRANCE DE «PAYER SES DETTES À LA TURQUIE». (*A.F.P.*, 18 novembre 1993), p. 90.

LA FRANCE ET LES KURDES IRAKIEN CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 19 novembre 1993), p. 91.

ENVIRON 200 KURDES, dont des femmes et des enfants, occupaient vendredi après-midi la cathédrale Notre-Dame de Paris pour attirer l'attention du public et obtenir la libération des Kurdes gardés à vue. (*A.F.P.*, 19 novembre 1993), p. 92.

APRÈS LES RAFLES CONTRE LES KURDES LA FRANCE DÉTIENT 110 PERSONNES. (*International Herald Tribune*, 19 novembre 1993), p.92.

APRÈS LE FIS, PASQUA RÉVEILLE LES KURDES. Une vaste opération policière dans la communauté turque a permis hier 110 interpellations et des perquisitions. Les documents saisis pourraient éclairer sur le fonctionnement du PKK. — Le PKK en «guerre totale» contre Ankara. En neuf ans, les combats entre le Parti des travailleurs du Kurdistan et le gouvernement, soutenu depuis peu par la France, ont fait 10 000 morts. (*Libération*, 19 novembre 1993), p.93-94.

UNE VASTE OPÉRATION POLICIÈRE A EU LIEU DANS LES MILIEUX INDÉPENDANTISTES KURDES. Visant notamment le Parti des Travailleurs du Kurdistan, en France.— DES DIZAINES DE KURDES ARRÊTÉS EN FRANCE. — Kurdistan de Turquie: Un discret massacre. (*Le Monde; L'Humanité*, 19 novembre 1993), p.94-95.

YILMAZ DÉÇOIT, La politique du sud-est de l'ANAP ne contient rien de nouveau. — LES RÉSERVES SYRIENNES PROVOQUENT LE RETARD DE LA RÉUNION TRIPARTIE. — Le PKK libère l'Américain et le Néo-zelandais. — UNE RAFLE DES MEMBRES DU PKK PAR LA POLICE BELGE EST ATTENDUE. — Alors que son président est en prison, le DEP cherche un nouveau leader. — La cour interdit le quotidien kurde *Özgür Gündem*. (*Turkish Daily News*, 20 novembre 1993), p. 96-98.

PLUS DE 20.000 KURDES ONT MANIFESTÉ SAMEDI À BONN POUR PROTESTER CONTRE LES PERQUISITIONS qui ont visé leurs associations à la suite d'une série d'attentats commis au début novembre contre des intérêts

turcs en Allemagne, a indiqué la police. (A.F.P., 20 novembre 1993), p. 99.

PLUSIEURS PERSONNES INTERPELLÉES DANS LES MILIEUX INDÉPENDANTISTES KURDES SERONT EXPULSÉES. (*Le Monde*, 20 novembre 1993), p. 99.

COUP DE FILET ANTI-KURDES: Une avocate lyonnaise «au secret». Placée en garde à vue pendant une heure dans le cadre de la vaste opération nationale effectuée dans les milieux kurdes, une avocate lyonnaise, Florence Neple, proteste contre les conditions de sa «mise au secret». (*Le Progrès*, 21 novembre 1993), p. 100.

LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS A INTERDIT DIMANCHE UNE MANIFESTATION KURDE QUI DEVAIT SE TENIR LUNDI place de la République, à l'appel de la Fédération des associations kurdes en France (Yek-Kom), pour protester contre la vague d'interpellations dans les milieux proches du PKK. (A.F.P., 21 novembre 1993), p. 100.

LA RENCONTRE AEC LA SYRIE PRODUIT «LA MÊME CHOSE». — La Syrie promet de livrer Öcalan si «elle peut l'attraper» — La police française cherche des preuves contre le PKK. — **LE DÉPUTÉ DU DEP DEMANDENT CSCE D'ENVOYER DES OBSERVATEURS DANS LE SUD-EST.** (*Turkish Daily News*, 22 novembre 1993), p. 101-102.

TURQUIE: QUANT LES EXILÉS IRANIENS SONT TUÉS DANS L'OUEST. (*International Herald Tribune*, 22 novembre 1993), p.103.

CENT QUINZE MANIFESTANTS KURDES ONT ÉTÉ INTERPELLÉS lundi matin, à Paris, alors qu'ils se re-

groupaient pour une manifestation interdite par les autorités, a-t-on indiqué de source autorisée selon un bilan provisoire. (A.F.P., 22 novembre 1993), p.104.

PAS DE RECONDUITE À LA FRONTIÈRE TURQUE DES RESSORTISANTS D'ORIGINE KURDE, INDIQUE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (A.F.P., 22 novembre 1993), p.104.

UN JOLINOM: Edouard Baladur a reçu une lettre du dirigeant kurde irakien Jalal Talabani lui rappelant combien son nom était évocateur pour les Kurdes. En kurde, Balla-dur signifie «que le malheur soit éloigné de toi». (*Témoignage Chrétien*, 20 novembre 1993), p.104.

UNE JEUNE KURDE ARRÊTÉE À PARIS ASSIGNÉE À RÉSIDENCE DANS LES DEUX-SÈVRES. (A.F.P., 23 novembre 1993), p.105.

DEUX PARLEMENTAIRES KURDES DE TURQUIE, MEMBRES DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE (DEP), ont lancé mardi à Paris un appel à la communauté internationale concernant le sort des populations kurdes victimes, selon eux, de la répression d'Ankara et qui «risquent d'être poussées vers la solution du désespoir et de la violence». — **UN PARTI PRO-KURDE DEMANDE L'INTERVENTION DE LA CSCE.** (A.F.P.; *Le Monde*, 23 novembre 1993), p.105, 107.

LE BUREAU HUMANITAIRE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (ECHO) VERSERA UNE AIDE DE DIX MILLIONS DE DOLLARS à des organisations non-gouvernementales (ONG) en Irak en décembre prochain. (A.F.P., 23 novembre 1993), p.106.

LE VICE-PRÉSIDENT DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE (DEP), pro-kurde, 18 sièges sur 450 au parlement), Kemal

Biget, a été déféré mardi devant la cour de sûreté de l'État d'Istanbul. (A.F.P., 23 novembre 1993), p.106.

VINGT-QUATRE PERSONNES PROCHES DU PKK ONT ÉTÉ MISES EN EXAMEN. Les suites de l'opération de police dans les milieux kurdes de France. — **LES KURDES CHASSÉS DE LA RÉPUBLIQUE.** — Après l'opération policière: Les Kurdes de France en colère. (*Le Figaro*, 22 novembre; *Le Monde*; *Libération*, 23 novembre 1993), p.107, 108.

ANKARA TOUJOURS PRÉOCCUPÉ PAR SES KURDES. Les opérations policières française et allemande, déclenchées depuis début novembre contre les milieux kurdes en Europe, ont confronté le gouvernement de Mme. Tansu Çiller dans sa lutte contre les rebelles séparatistes qualifiés de «terroristes», note-ton à Ankara. (*Le Quotidien de Paris*, 23 novembre 1993), p.108.

LE VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN AZIZ RENCONTRE LE CONSEIL DE L'ONU SUR EMBARGO PÉTROLIÈRE. — Plus de terroristes capturés à Antalya. — L'éditeur du livre d'Apo (Öcalan) est condamné à un an de prison. — 30 personnes sont tuées dans des affrontements au sud-est. (*Turkish Daily News*, 24 novembre 1993), p. 109.

LE COORDINATEUR DES ACTIVITÉS HUMANITAIRES DE L'ONU en Irak, Mohammed Zejjari, a indiqué que l'aide au nord du pays, sous contrôle kurde, allait être accrue grâce à de nouveaux engagements des donateurs. (A.F.P., 24 novembre 1993), p. 110.

LE MINISTRE ALLEMAND DE L'INTÉRIEUR MANIFRED KANTHER a l'intention d'interdire jeudi ou vendredi le PKK, parti séparatiste kurde de Turquie, selon le quotidien Frankfurter

Rundschau (FR). (A.F.P., 24 novembre 1993), p. 110.

DES PARLEMENTAIRES KURDES TÉMOIGNENT : «Notre pays est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées». Ces propos ont été tenus, hier matin à Paris, au siège de la Ligue des droits de l'homme, par un député kurde de Turquie, Sirri Sakik, venu témoigner avec son collègue, Sedat Yurtdas, de l'atroce guerre menée par les troupes d'Ankara contre le peuple kurde. — **ARRÊTER LE MASSACRE.** Deux députés kurdes de Turquie lancent un appel à l'arrêt de la violence et demandent une solution politique. L'armée turque a bombardé hier la ville de Cizre. — **L'APPEL DE PARIS DES DÉPUTÉS KURDES.** Dénonçant le «génocide» contre leur peuple, des députés kurdes de Turquie ont lancé, hier à Paris, un véritable appel au secours à la communauté internationale. — **LE PLAIDOYER D'UN DÉPUTÉ KURDE.** «*Le régime turc interdit de parler de minorité ethnique*». Interview avec Sedat Yurtdas, membre du Parlement d'Ankara, député de Diyarbakir. (*L'Humanité; La Marseillaise*, 24 novembre; *L'Humanité; Le Quotidien de Paris; La Marseillaise*, 26 novembre; *La Croix*, 27 novembre 1993), p. 111, 112, 124, 125, 131, 140.

KURDES: LA TURQUIE DEMANDE PLUS. Le Premier ministre turc, Tansu Çiller, s'est réjoui vendredi soir dans une déclaration à la télévision d'État de la décision allemande d'interdire le PKK et 35 autres organisations kurdes et des rafles opérées en France. (A.F.P., 29 novembre 1993), p. 111.

LES AUTORITÉS ALLEMANDES SONT SURTOUT PRÉOCCUPÉES PAR LES SÉPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 24 novembre 1993), p. 113.

LES MÉDIAS INVITÉS À LA RAFLE KURDE. Prévenus depuis la veille de l'opération de police dans les milieux kurdes décidée par Pasqua, plusieurs journalistes ont pu en toute tranquillité préparer leurs articles et reportages du lendemain. (*Le Canard Enchaîné*, 24 novembre 1993), p. 113.

FIN DE L'ÉTAT DE GRÂCE POUR M^{ME} ÇILLER. Le premier ministre turc Tansu Çiller a été réélu à la tête de son parti, samedi 20 novembre. Six mois après son arrivée au pouvoir, les ambitions réformatrices de M^{me} Çiller, qui incarnait un nouveau souffle dans la vie politique turque, se heurtent aux difficultés économiques et à la radicalisation du conflit avec les Kurdes. (*Le Monde*, 24 novembre 1993), p. 114.

LA SÉCURITÉ INTERNE: UN DOSSIER SORTANT DES MAINS DE M^{ME} ÇILLER. — Talabani: Les défenseurs de la ligne dure aggravent la crise. — Ankara demande à la France des clarifications et l'extradition des militants du PKK. — 14 Membres du PKK tués dans le sud-est. — **LE PKK ANNONCE SES CIBLES: «EN TÊTE» LE PARTI DE PROSPÉRITÉ (RP).** — La Turquie et l'Iran envisagent des opérations communes contre le PKK. — L'ONU rapporte des violations des droits de l'homme sous le «régime de terreur en Irak». (*Turkish Daily News*, 25 novembre 1993), p. 115-119.

SELON L'ONU: Irak organise des purges contre le sud. (*International Herald Tribune*, 25 novembre 1993), p. 120.

MARSEILLE: TROIS KURDES CONDAMNÉS À MARSEILLE POUR UNE ÉCHAUFFOURÉE AVEC LA POLICE. (A.F.P., 25 novembre 1993), p. 120.

LES TÊTES DE KURDES DE PASQUA. Après les Algéro-islamistes, les Kurdo-

terroristes. la rafle (re)devient une méthode de police. Et que les adeptes du tout-sécuritaire se réjouissent: il y en aura d'autres. «Inch'Allah», a répondu M. Pasqua au micro qui lui était tendu dans les couloirs du château. (*Libération*, 25 novembre 1993), p. 121.

TURQUIE: LE NUMÉRO DEUX DU PRINCIPAL PARTI PRO-KURDE (DEP) A ÉTÉ ARRÊTÉ. (*Le Monde*, 25 novembre 1993), p. 121.

IRAK: UN RAPPORT DE L'ONU DÉNONCE LA VIOLENCE DE LA RÉPRESSION DANS LE SUD. — L'ONU DÉNONCE UN «RÉGIME (*Le Monde*, 25 novembre 1993), p. 122.

KURDISTAN TURC: L'«ÉTAU» ANTI-KURDE. Dans une dépêche datée d'Ankara et publiée par le correspondant de l'AFP, citant des «observateurs», affirme que «l'étau se resserre autour des rebelles séparatistes kurdes avec des poursuites judiciaires contre leurs sympathisants en Europe. — **CHASSE AUX KURDES.** (*L'Humanité; Révolution*, 25 novembre 1993), p. 122, 123.

PASQUA S'ATTAQUE AUX MILITANTS KURDES. (*The European*, 26 novembre 1993), p. 123.

TALABANI LAISSE ENTENDRE QUE LA FIN DE L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT: RENFORCERA SA MAIN. J'AI PEUR DES RELATIONS ENTRE ANKARA ET BAGDAD. — ... Et les hommes du PKK auraient attaqué les Kurdes irakiens. — De nombreuses preuves vont dans le sens d'interdiction du PKK en Allemagne. — **LE GOUVERNEMENT ORGANISE DES RENCONTRES AVEC DES CHEF TRIBAUX KURDES.** — Faire tuer le Kurde par le Kurde. — **VIOLENTE OPPOSITION CONTRE LE PROVIDE COMFORT.** — Les grandes affaires en Turquie: Trahi-

son, médias, terrorisme... (*Turkish Daily News*, 26 novembre 1993), p. 127-131.

LE JOURNAL TURC PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEM a été suspendu pour 15 jours par décision de la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul (CCSEI) pour «propagande séparatiste». (*A.F.P.*, 26 novembre 1993), p.132.

Mme DANIELLE MITTERRAND A DEMANDÉ LA DÉSIGNATION «DE TOUTE URGENCE» PAR L'UNION EUROPÉENNE d'un médiateur pour tenter de résoudre le conflit kurde (en Turquie) par la négociation, ainsi que l'envoi d'observateurs des Nations-Unies sur place pour protéger les populations en danger. — DANIELLE MITTERRAND DEMANDE LA DÉSIGNATION D'UN MÉDIATEUR SUR LE CONFLIT. — Mme. Mitterrand demande l'envoi d'observateurs des Nations unies (au Kurdistan turc). (*A.F.P.*, 26 novembre; *Echo Républicain*; *Ouest-France*, 27 novembre; *Le Monde*, 28-29 novembre 1993), p.132, 134, 146, 147.

LA QUESTION KURDE EST LE PRINCIPAL PROBLÈME INTÉRIEUR EN TURQUIE depuis la prise des armes en août 1984 par le PKK qui prône l'établissement d'un État kurde sur un territoire totalisant quelque 20 millions de Kurdes en Turquie, Syrie, Irak et Iran. (*A.F.P.*, 26 novembre 1993), p.133.

LE PREMIER MINISTRE TURC, TANSU ÇILLER, a qualifié vendredi à Ankara la décision allemande d'interdire le PKK de «pas important» pour l'effondrement de ce mouvement séparatiste en lutte armée contre Ankara. «L'interdiction du PKK est une confirmation de ce que nous avons soutenu jusqu'à présent. Elle constitue un pas très important pour son effondrement mais cette mesure seule n'est pas suffisante et décisive», a dit Mme Çiller dans une déclaration à la té-

lévision d'État TRT1. (*A.F.P.*, 26 novembre 1993), p.134.

KANI YILMAZ, PORTE-PAROLE DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK) en Europe, a affirmé que «l'année 1994 sera beaucoup plus dure et plus violente pour les touristes en Turquie» et que les Kurdes «ne pourrons pas garantir leur vie». (*A.F.P.*, 26 novembre 1993), p.135.

L'ORGANISATION SÉPARATISTE KURDE MISE HORS LA LOI EN ALLEMAGNE. (*International Herald Tribune*, 27 novembre 1993), p.135.

DES KURDES TURCS ENTRE EXODE ET GUERRE. Alors que cinq Kurdes, parmi ceux arrêtés jeudi dernier en France, sont toujours sous les verrous, la guérilla du PKK entre samedi dans sa dixième année de lutte armée. Les affrontements avec l'armée turque ont fait, depuis 10 000 tués. Des centaines de milliers de villageois ont fui la zone de combat, venant se réfugier dans les grandes métropoles turques, voire en France et en Allemagne. — «JE VEUX JOINDRE LA LUTTE ARMÉE» — ÖCALAN, LA TÊTE PENSANTE DU PKK. (*La Croix l'Événement*, 27 novembre 1993), p.136-139.

L'EUROPE COMMENCE A FAIRE SA PART DANS LE COMBAT CONTRE LA VIOLENCE SECESSIONNISTE DU PKK. (*Turkish Daily News*, 27 novembre 1993), p. 141-142.

ALLEMAGNE: BONN MET LES EXTRÉMISTES KURDES HORS LA LOI. Le gouvernement allemand a interdit vendredi le PKK, qu'il tient pour responsable de plusieurs attentats. — BONN INTERDIT LE PKK. — L'étau se resserre autour du PKK. (*Libération*; *Le Monde*; *Gamk*, 27-28 novembre 1993), p. 142, 144.

PAINTE CONTRE LA TURQUIE DEVANT LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. (*Gamk*, 27-28 novembre 1993), p. 144.

LES VIOLATIONS IRAKIENS CONTINUENT (*International Herald Tribune*, 30 novembre 1993), p. 144.

LES OPÉRATIONS CONTRE LE PKK EN EUROPE SONT LE FRUIT D'UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE LANCÉE PAR LA TURQUIE. — L'interdiction en Allemagne du PKK. — Mme Tansu Çiller, le Premier ministre turc, s'est vivement félicitée le 26 novembre de l'interdiction en Allemagne du PKK décidée le matin même par le gouvernement de Bonn. — «Une menace pour la société» — Effrayer les Syriens — Renouer avec l'Irak — TOUS LES PARTIS ALLEMANDS, SAUF LES VERTS APPROUVENT LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT DE BONN. (*Le Monde*, 28-29 novembre 1993), p. 145-146.

BAGDAD ACCEPTE LE CONTRÔLE À LONG TERME DE SON DÉSARMEMENT. — *Statu quo* malgré le oui irakien au contrôle des ses armements. (*Le Monde*; *Libération*, 29 novembre 1993), p. 147.

LE PRIX DE LA MÉMOIRE 1993 EST REMIS LUNDI SOIR au peuple rom et la personne de Tony Gatlif, le réalisateur gitan de «*Latcho dom*». Cette soirée musicale et chorégraphique rendra aussi hommage à deux autres peuples, dont la mémoire fut longtemps occultée, le peuple kurde et le peuple cambodgien. (*A.F.P.*, 29 novembre 1993), p. 148.

LE MINISTRE GREC AUX AFFAIRES EUROPÉENNES THÉODORE PANGALOS, au centre d'une polémique pour ses déclarations anti-allemandes, a déclaré mardi qu'il n'était pas «prêt à conseiller» aux Kurdes de mettre fin à

leurs actions. (A.F.P., 30 novembre 1993), p. 148.

TURQUIE: MENACE DE REPRISE IMMINENTE DES EXÉCUTIONS. Amnesty International est extrêmement préoccupée par des informations signalants que, pour la première fois en

neuf ans, la commission judiciaire du parlement turc a approuvé une condamnation à mort. Cette exécution serait la première en Europe de l'Ouest depuis plus de neuf ans. (*Amnesty International*, 29 novembre 1993), p. 149-150.

L'AVIATION TURQUE A BOMBARDÉ

LUNDI DES RÉGIONS du nord de l'Irak à la frontière turque dans une série de raids contre des rebelles kurdes de Turquie qui «s'apprêtaient à des actions» sur le territoire turc, a-t-on déclaré mardi de sources militaires à Ankara. (A.F.P., 30 novembre 1993), p. 151.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

GÉOPOLITIQUE N° 43
novembre 1993

Elizabeth Picard

Chercheur au CERI (FNSP)

Eau et sécurité dans le bassin de l'Euphrate

Et si les projets gigantesques de la Turquie et les protestations alarmistes de la Syrie et de l'Irak n'étaient que prétextes, pour ces Etats riverains du Tigre et de l'Euphrate, à traiter un problème autrement plus épineux, celui de la sécurité aux confins turco-arabes ?

Dans un Moyen-Orient atteint par la pénurie d'eau, Turquie, Syrie et Irak font figure de privilégiés. Aucun d'eux n'est situé dans la *water stress zone* telle que l'a définie en 1990 le chercheur suédois Falkenmark, c'est-à-dire en-dessous du seuil de 500 m³ d'eau par personne et par an. Au contraire, avec respectivement 4 500 et 4 400 m³/p/an, Turquie et Irak sont pourvus d'eau en abondance. La Syrie se place dans la moyenne régional, avec 1 300 m³/p/an. Même si elles n'atteignent pas l'ampleur de celle du Nil, les vallées des deux grands fleuves d'Asie mineure, qui traversent de vastes déserts subtropicaux, représentent une zone de développement privilégié.

Confronté à la double nécessité d'irriguer les cultures et de maîtriser les crues de fleuves dangereusement irréguliers, l'Irak a été le pre-

mier des trois Etats riverains à mettre en valeur les 30 km³/an de l'Euphrate et les 50 km³/an du Tigre. Mais, au lendemain de sa guerre avec l'Iran (1980-1988), son déficit alimentaire était tel (80 % d'importations en 1990) qu'il annonçait son intention d'augmenter la superficie irriguée du pays (2 millions ha) de près d'un million ha. Plus modestes et plus récents (ils datent des années 1960), les projets syriens d'aménagement de l'Euphrate visaient à fournir 60 % de l'électricité du pays et à irriguer 640 000 ha – superficie ramenée à 300 000 ha en raison de la forte teneur en gypse des sols de la vallée.

Trois pays pour un fleuve

Déjà, en 1973-1974, année de sécheresse exceptionnelle, la mise en eau du grand barrage syrien de Tabqa avait provoqué une crise sérieuse entre Syrie et Irak : le niveau de l'Euphrate avait baissé en Mésopotamie au point de réduire sensiblement les terres

cultivées et de susciter des émeutes paysannes. La médiation, et surtout les largesses de l'Arabie Séoudite, avaient retenu les deux Républiques ba'athistes de recourir aux armes. Mais la commission technique créée sous les auspices de Riyad n'avait pu parvenir à un accord parce que le conflit sur l'eau dissimulait une rivalité politique féroce entre les régimes autoritaires de Saddam Hussein et de Hafez el-Assad.

Le problème du partage des eaux de l'Euphrate et du Tigre – puisque les trois pays traitent les deux fleuves comme un seul bassin – a rebondi sérieusement en 1990. En janvier de cette année, la Turquie a commencé le remplissage du barrage Atatürk sur l'Euphrate – quatrième ou cinquième du monde par l'ampleur de son lac de retenue – et le débit du fleuve est tombé à 120 m³/s à la frontière turco-syrienne (son débit naturel varie entre 160 et 700 m³/s). Trois ans plus tard, durant l'été 1993, le remplissage du barrage de Birecik (à proximité de la frontière syrienne) a réduit le débit de l'Euphrate à 300 m³/s, provoquant de longues coupures quotidiennes d'électricité et d'eau en Syrie.

*Avec les années 80,
le mouvement Kurde (PPK)
se radicalise
face à la Turquie et
établit ses bases
en Syrie et en Irak*



Le barrage Atatürk et celui de Birecik comptent parmi les 21 barrages inscrits par la Turquie au Gueydogou Anadolou Projesi (Projet d'Anatolie du sud-est). Entreprise grandiose et coûteuse lancée par Turgut Özal dans les années 1980, le GAP ne devrait pas bouleverser seulement l'écologie et l'économie des six provinces turques concernées, peuplées de Kurdes à 90 %. Ses conséquences seront lourdes aussi pour les deux Etats situés en aval, Syrie et Irak.

D'abord, une baisse du débit moyen du fleuve. Alors que la Turquie a garanti, dans un protocole

signé avec la Syrie en juillet 1987, un débit minimal de 500 m³/s, les géographes américains Kolars et Mitchell (1) prévoient un débit de 300 à 600 m³/s à la frontière turco-syrienne en 2030, date d'achèvement présumé du GAP. De plus, le pompage des nappes souterraines frontalières par la Turquie réduirait encore le débit en aval, qui ne serait plus que de 130 à 400 m³/s à la frontière syro-irakienne.

Ensuite, la Syrie et l'Irak redoutent la salinisation et la pollution de leurs rivières sous l'effet de la baisse du débit et de l'usage intensif d'insecticides, d'herbi-

cides et d'engrais dans les nouvelles zones cultivées et industrialisées du GAP. C'est ainsi qu'il est prévu de déverser 35 % des eaux usées de l'agriculture là où se forment les sources du Balikh et du Khabour, les deux affluents principaux de l'Euphrate en Syrie.

Déjà handicapés par les problèmes de salinité de leur propre réseau d'irrigation, la Syrie et l'Irak devront reconsidérer des programmes agricoles extrêmement coûteux, dictés par leur projet populiste de subventionner le monde rural, et par l'ambition d'atteindre une autosuffisance ali-

*Le barrage Atatürk
construit sur l'Euphrate,
est l'un des
vingt et un ouvrages
du gigantesque projet lancé
en Anatolie du Sud-Est.*



mentaire. Du point de vue de la rationalité économique, cette recherche de l'autosuffisance est aberrante. Elle est trop souvent confondue par les Etats du Moyen-Orient (y compris et surtout par Israël) avec l'exigence de la sécurité alimentaire qui n'implique pas, elle, une politique autarcique.

C'est ce qu'a beau jeu de faire remarquer la Turquie qui propose à ses deux voisins arabes, Syrie et Irak, ainsi qu'aux autres pays de la région, de leur vendre à bon marché la production agricole abondante, mais aussi l'énergie électrique, que fournira bientôt le GAP. L'interconnexion des réseaux électriques turc et arabes, jusqu'au réseau égyptien, progresse lentement mais sûrement, au rythme de réunions techniques pluriannuelles. Pendant un temps, la Turquie a été plus loin encore, offrant, en avril 1987, de vendre au prix de 1,5 dollar le m³ (soit trois fois moins que le m³ d'eau dessalée) l'eau des rivières Ceyhan et Seyhan, transportée par deux *peace pipe-lines* de 2 000 km chacun, aux Etats du Moyen-Orient arabe et à Israël.

Outre le prix pharamineux du projet (estimé à 20 milliards de dollars dans l'étude de faisabilité de la firme américaine *Brown & Root*), les critiques acerbes formulées du côté arabe ont conduit l'administration Demirel à remiser le projet de *peace pipe-line*. Etait-il juste d'offrir de vendre l'eau (comme le pétrole), alors qu'on en prive délibérément les Etats riverains du Tigre et de l'Euphrate ? Et comment s'assurer que l'approvisionnement ne serait pas coupé un jour par l'Etat fournisseur ou par un des Etats traversés par l'aqueduc ?

Un partage juste et raisonnable des ressources

On voit que ce n'est pas tant le problème de la pénurie - l'Anatolie orientale est un véritable château d'eau capable de fournir en abondance la Turquie et les pays arabes voisins - que les questions de droit international et surtout de politique régionale, qui dictent la

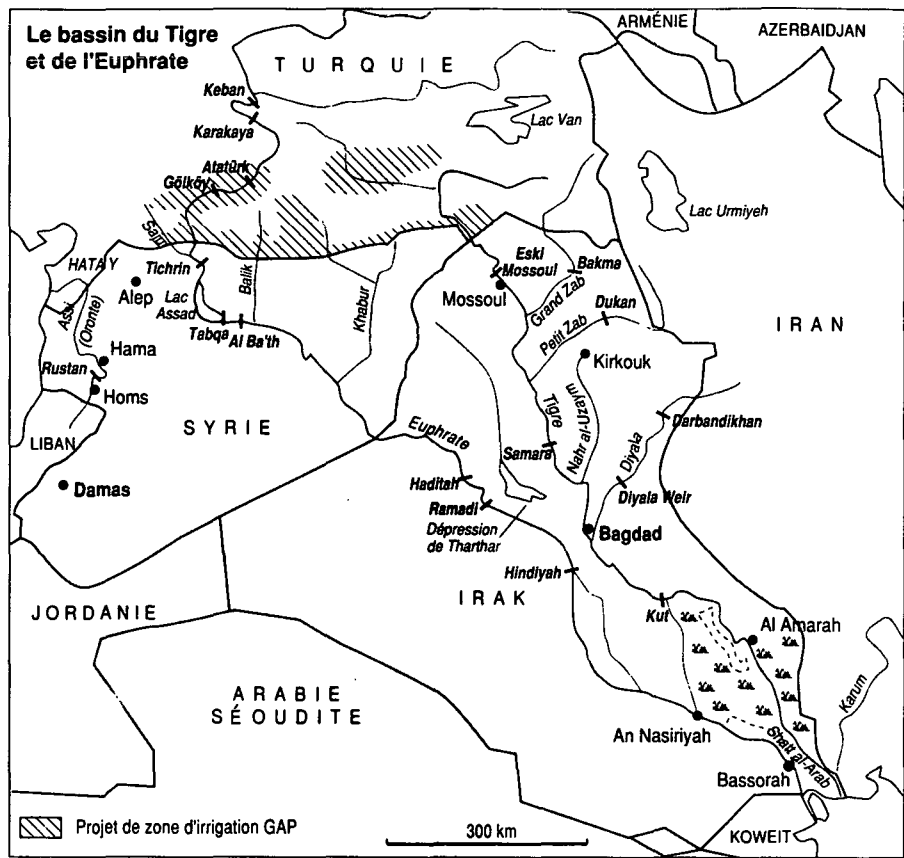
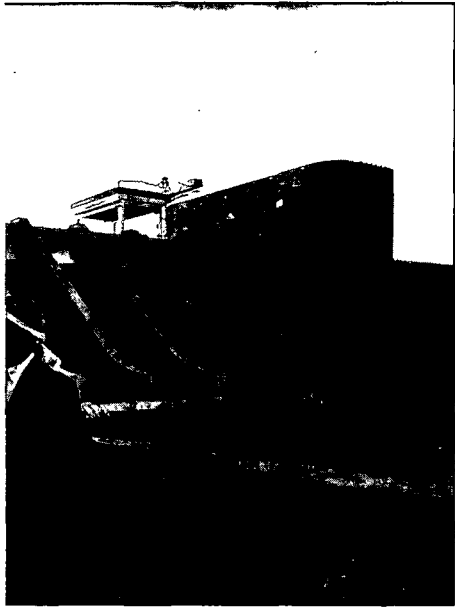
stratégie des Etats du bassin du Tigre et de l'Euphrate dans ce qu'on appelle souvent de façon abusive « la guerre de l'eau » (2).

La question juridique tient au silence du droit international concernant les règles d'utilisation des fleuves traversant plusieurs Etats, lorsque ceux-ci ne sont pas navigables.

La Commission de droit international des Nations Unies a présenté un premier projet de réglementation à l'Assemblée générale de l'ONU en avril 1992, s'appuyant sur la notion de « bassin de drainage international » et préconisant une entente des Etats membres en vue d'une utilisation « raisonnable et équitable » des ressources. Mais ce n'est encore qu'un projet, récusé par la Turquie qui, soutenant que Tigre et Euphrate sont des fleuves « transfrontaliers », refuse de signer un accord contraignant de partage de leurs eaux, et use de ses droits de riverain amont pour se réserver la possibilité d'un aménagement unilatéral, comme le GAP.

L'intransigeance de la Turquie est d'abord destinée à préserver les

En 1973-74, la mise en eau du barrage syrien de Tabqa avait ouvert une grave crise entre Syrie et Irak.



termes d'une négociation sur l'Oronte, dans laquelle sa position est inversée. La Syrie, puissance amont sur ce fleuve (d'autant qu'elle contrôle la Bekaa libanaise où il prend sa source), se réserve 90 % de son débit (410 hm³/an). Elle refuse de lui reconnaître un statut international, arguant que son cours inférieur traverse un territoire qui relève toujours de sa souveraineté : le *sanjak* d'Alexandrette, cédé par Paris à Ankara en 1939 et devenu depuis la province turque du Hatay.

Mais c'est surtout dans la perspective d'une « régionalisation » de la question kurde (3) que la Turquie, bien que Turgut Özal s'en soit publiquement défendu à Damas en juillet 1987, utilise « l'arme de l'eau ». Lorsque le mouvement nationalitaire kurde s'est radicalisé face au régime militaire turc au début des années 1980, il a établi ses bases arrière sur les territoires irakien et syrien, ainsi qu'en Iran. Le PKK a cherché un soutien politique et logistique auprès des régimes ba'athistes. Ceux-ci ne sont pas privés d'instrumentaliser la lutte

des Kurdes de Turquie pour saper l'hégémonie militaire d'Ankara, tout en opprimant leur propres Kurdes de la façon terrible que l'on sait.

Avec l'Irak de Saddam Hussein, la Turquie était parvenue à un arrangement lui donnant le droit de poursuivre les « rebelles kurdes » sur le territoire irakien. Signé en 1984 et soutenu par des ventes de pétrole qui satisfaisaient les deux partenaires, l'accord d'Ankara a tenu jusqu'en 1990, à la veille de la guerre du Golfe.

Une politique de soutien actif aux Kurdes

A cette date, le Premier ministre turc, Yildirim Akbulut, s'est entendu signifier à Bagdad que l'accord était caduc, mais aussi réclamer la reprise des négociations tripartites sur le partage de l'Euphrate et la révision du quota de 500 m³/s fixé unilatéralement par la Turquie. Dès 1988, en fait, le régime irakien avait inauguré

une politique de soutien actif au PKK, qui ne s'est pas démentie avec le massacre (1988-1989) des Kurdes irakiens, leur exode en Turquie (1991), ni même avec la création des « zones de sécurité » dans le nord du pays et l'instauration à Erbil, en juillet 1992, d'un gouvernement kurde opposé à Bagdad.

Pour la Syrie, le mouvement indépendantiste kurde de Turquie représente une des nombreuses cartes dont le régime de Hafez el-Assad a joué depuis le début des années 1980 dans son ambitieuse politique régionale : dissidents palestiniens, ASALA, groupuscules libanais et surtout opposants turcs d'extrême-gauche (Dev Sol), de la minorité alevi (les *Ajljis*), et bien sûr le PKK. A chaque étape des négociations bilatérales, on retrouve les deux points névralgiques des relations turco-syriennes : le partage des eaux de l'Euphrate, que Damas réclame plus équitable, et le contrôle des groupes terroristes de Turquie opérant à partir de camps fortifiés à la frontière syrienne ou dans la Bekaa libanaise.

Implicitement, le lien entre ces dossiers est admis dans les deux capitales, comme en témoignent les termes de l'accord bilatéral de juillet 1987 et des deux accords d'avril (sur la sécurité) et août (sur l'eau) 1992. Dans les moments de crise, le lien devient explicite : en juin 1993, alarmée par la baisse du débit de l'Euphrate attribuée à la « cupidité aquatique » de la Turquie, la Syrie a renouvelé son soutien au PKK, dont les opérations anti-turques ont pris une ampleur nouvelle. Entre autres, les combattants kurdes menacent de sabotage les coûteuses installations du GAP, dont le fameux barrage Atatürk.

La Turquie aussi se sert du mouvement kurde pour promouvoir ses intérêts de puissance moyen-orientale : on l'a vu à partir du printemps 1991, quand les dirigeants du PDK et de l'UPK irakiens ont été reçus à Ankara. Mais, pour rallier ses voisins arabes à ses objectifs – refus d'une entité kurde séparée dans la région et défaite de la lutte armée – elle dispose, grâce à sa situation de puissance amont sur l'Euphrate et le Tigre, d'arguments extrêmement convaincants.

Le terrorisme est-il soluble dans l'eau ? Il semble pour le moins douteux que la question nationale kurde puisse être résolue un jour

par l'imposition de la force turque sur les régions névralgiques des confins arabo-irano-turcs. En attendant, le problème du Tigre et de l'Euphrate, qui est plus un problème technique et juridique qu'un problème de pénurie, ne cesse de s'envenimer.

Elizabeth Picard

1. J. Kolars & W. Mitchell, *The Euphrates River and the Southeast Anatolia Development Project*, Carbondale, Southern Illinois University Press.

2. Voir l'introduction au n° 138 de *Maghreb-Machrek* : La question de l'eau au Moyen-Orient. Discours et réalités.

3. Cf. *La Question kurde*, Bruxelles, Ed. Complexe.

Monday, November 1, 1993

turkish daily news

20,000 march against PKK in Erzurum

Turkish Daily News

ANKARA- At least 20 thousand people on Sunday marched in the eastern province of Erzurum chanting anti-Kurdish slogans at the funeral of three locals killed by the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

A large number of locals on Sunday gathered in the city square and started shouting slogans denouncing the terrorist PKK, which has recently stepped up its armed campaign against Turkish targets in Turkey.

"Down with PKK," "Erzurum will be a graveyard for the PKK," "PKK is in the parliament," were among the slogans chanted by the crowd.

Addressing the crowd gathered in the city square, Erzurum Governor Oğuz Berberoğlu urged the people not to be provoked, adding he had trust in their common sense.

The crowd then left the square for the funeral of the three locals killed by PKK terrorists, shouting "Allahuekber" (God is Great).

As the crowd marched towards the Gürcükapı mosque where the funeral ceremony was to be held, Berberoğlu visited the offices of the political parties and asked the provincial chairmen to be careful and keep calm during the funeral.

PKK militants attacked the village of Çiçekli in Erzurum on Saturday, killing three villagers and

wounding six others. Infantry soldiers were dispatched to prevent the crowd from getting out of hand as intense security measures were taken in the province.

After the funeral, over 20,000 people once again gathered in the city square chanting anti-PKK slogans.

The Governor addressed the crowd gathered in the city square and drew the crowds' attention to the need to ignore provocations.

Emphasizing that the Turkish nation had overcome many enemies like the PKK in the past, Berberoğlu said: "Our enemy is clear. It is the PKK, the servant of Armenia.

In this case, we will altogether, overcome this enemy without falling into the trap of provocation."

Following radio reports that three people were killed by separatist terrorists in Erzurum's Çiçekli village, over 5,000 people on Saturday took to the streets of Erzurum chanting anti-Kurdish slogans.

They gathered in Cumhuriyet street where the offices of the political parties are located, and hurled stones at the True Path Party (DYP), the Social Democrat People's Party (SHP), Kurdish-based Democracy Party (DEP) and Human Rights Association offices.

The Democracy Party, in a statement issued on Sunday, condemned the attack directed against its provincial office and claimed the attack was led by Erzurum Governor Oğuz Berberoğlu.

"The crowd incited and led by Erzurum Governor entered into the DEP office by breaking down the door, and destroyed the furniture.

Then, they burned our party flag. We

denounce such behaviour and issue a warning to all state officials," the DEP statement signed by DEP Secretary-General, İbrahim Aksoy said.

Later on, the crowd marched towards to the Dilaver Hotel where Health Minister Rifat Serdaroğlu was staying, and shouted slogans in front of the hotel, calling the government to resign.

In the town of Pasinler, Erzurum, meanwhile, an angry crowd called on the government to resign and vandalized some of the houses and shops in the predominantly Kurdish Mahallebasi district.

Anti-PKK mass rallies throughout Turkey are commonplace at the funerals of Turkish soldiers killed in action in the troubled Southeast, where the PKK has been attacking Turkish targets in order to establish a separate, independent Kurdish state. More than 10,000 civilians, soldiers and PKK militants have been killed in Turkey since the PKK began fighting for independence in the southeast in 1984.

Security forces killed 11 Kurdish separatist militants in clashes in southeast Turkey, the Anatolia news agency reported over the weekend. Quoting the emergency governor's office in the city of Diyarbakır, Anatolia said security forces killed 10 militants of the PKK in a clash in the Küpeli Mountains in Şırnak province.

One PKK militant was killed in a gun battle with government troops in a rural area in Diyarbakır province. In another incident, a state-paid village guard was killed by the separatist militants in Ormanbağı village in Siirt's Şirvan township.

New draft anti-terror law:

Threats to press and opinion -- new funds

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Interior Ministry, without any consultations with the Justice Ministry or junior coalition partner Social Democrat Peoples Party (SHP), has prepared a draft law bringing new restrictions on press and opinion freedoms under the guise of countering terrorism. The draft, prepared by the coalition's True Path Party (DYP) wing, created a rift between the two partners which may lead to an imminent breakup of the coalition.

■ Those who establish clandestine organizations shall face imprisonment of up to 10 years and be fined up to TL 500 million. Those who commit crimes in the name of such organizations shall pay fines of up to TL 300 million as well as serving increased prison terms.

■ Those who aid and abet, propagate or extend financial assistance to such organizations shall be regarded as members of those organizations. They shall receive sentences of three to five years imprisonment and be fined up to TL 100 million.

■ If financial assistance is extended to such organizations by associations, political parties, labor unions or the like, they shall be closed down and all of their property will be confiscated. Similarly, those who close shutters or act in accordance with the orders and targets of a terrorist organization will be banned from commerce for up to six months or punished with imprisonment from one to three years depending on the level of their crime.

■ Owners of newspapers or magazines that promote outlawed organizations or their views shall pay fines of TL 200 to 500 million. Editors and owners shall be fined half the amount but shall also serve prison terms of six months to two years. Furthermore, their newspapers and magazines shall remain closed for periods ranging from three days to one month. In cases where the crime is repeated, fines and sen-

tences shall be doubled.

■ Those who spread printed or verbal propaganda or attend demonstrations aiming to topple the secularist state apparatus or violate the territorial integrity of the country shall be sentenced to the maximum five years imprisonment and fined the maximum TL 100 million.

■ An Anti-Terrorism Fund shall be established. Allocations from other funds, the budget, the National Lottery, and similar organizations shall be used to finance the project. Five percent of commercial license plate fees and three percent of the year end profits of banks and companies of which at least half of the shares are owned by the state will be transferred to other funds with the proposal of the interior ministry and the approval of the premiership.

Ten percent of traffic fines, 10 percent of fees for gun licences, driving licenses, passport and residence documents, and imported gun incomes will be transferred in the same way along with 5 percent of sports tournament and horse race revenues and national lottery. All donations to this fund on individual or company basis will be fully tax exempt and shall be dropped from income and corporate tax. All expenses of this fund will be immune from any sort of state investigation.

■ The number of lawyers acting for those suspects being tried for terrorist crimes shall be limited by the judge. Until public prosecution starts, the judge shall be authorized to forbid notification of the suspect, if need be, of certain details pertinent to his individual case. The judge shall be present at meetings where the suspect consults with his lawyer.

■ Security officials who interrogate suspects and determine the nature of the crimes committed shall, if the judge deems it necessary, testify at secret sessions.

■ Suspects convicted of terrorist crimes

shall serve their sentences in maximum security prisons with rooms for one to three prisoners. Convicts shall not be allowed privately to meet visitors. They shall be prevented from contact with other prisoners and the exchange of information amongst them shall be prohibited. Those who become entitled to certificates of good conduct halfway through their terms shall be eligible for transfer to other prisons.

■ Priority in employment shall be given to soldiers disabled in action. The spouses, children, or siblings of those martyred in action shall also enjoy priority employment.

■ Prison terms of one to three years shall be given to those who aid and abet outlawed organizations and participate in protest action on their behalf. Those who close their shops as part of such protest shall be forbidden to reopen their businesses for a period of six months. Those taxi drivers who participate in protest action by refusing to carry passengers shall be barred from circulation for up to six months.

■ Prison terms for those who make statements detrimental to state interests shall be increased.

■ The detention period of those detained on suspicion of involvement in terrorist activity shall be increased.

■ All property belonging to terrorist organizations shall be confiscated.

■ Security officials wounded in action and the spouses and children of those killed in clashes with terrorists shall receive a monthly income.

■ Those members of outlawed organizations who surrender to security forces, having otherwise committed no crimes, and inform the security forces of the activities of their organizations shall not be convicted.

The so-called Repentance Law, extended every two years, shall thus be accorded permanent status.

Tuesday, November 2, 1993

turkish daily news

AP: Kurdish problem threatens Turkey's future

By Nick Ludington

Associated Press Writer

WASHINGTON-Turkey's promising future of economic development and regional leadership is threatened by its iron-fisted handling of a separatist Kurdish revolt, according to two former ambassadors.

The growth of the Kurdish movement during the last few years "has been such that fears of civil war of the Yugoslav type can no longer be considered farfetched," French journalist-diplomat Eric Rouleau wrote in the issue of Foreign Affairs appearing Monday.

Rouleau, longtime Mideast correspondent for Le Monde and former French ambassador to Turkey, recommended a negotiated political settlement.

Morton Abramowitz, former U.S. ambassador to Turkey, said he doubts the Kurdish rebellion will develop into a Yugoslav-type civil war but says it is a major problem.

"Turkey is in trouble," he said in an inter-

view. "The Turks don't know how to deal with it."

Turkish Prime Minister Tansu Çiller, on a recent visit to the United States, said there were only 5,000 "terrorists" involved in the revolt. But Rouleau cited an official Turkish report saying the separatist Kurdish Labor Party, known by its Kurdish initials PKK, has 10-15,000 well-armed, battle-hardened guerrillas in southeast Turkey.

The report said it has 375,000 activists counting guerrillas, active supporters and sympathizers among Turkey's 10 million Kurds, 17 percent of the population and spread throughout the country.

An estimated 10,000 people have been killed in fighting between Turkish armed forces and the Kurdish rebels in nine years of fighting in southeast Turkey. Some 300 were killed in October alone.

According to many experts, the Turkish

Kurds, despite their call for independence, would settle for cultural identity, schooling, publishing and broadcasting in Kurdish, and formation of political parties to defend their interests. Abramowitz said Turkey "has to let the Kurds be both Kurds and Turks. Let them, as Turks, do whatever they want in their own language. It may not solve the problem, but it's a necessary condition."

Çiller's government, ignoring foreign

pressure mostly from Europe, has permitted continuation of a nine-year policy of throwing massive military power at the Kurds.

According to press reports, villages suspected of sympathizing are often razed or burned to the ground.

Human rights organizations in the West allege that captured Kurdish fighters and sympathizers are tortured and some, including journalists, have been executed.

ANAP offers conflicting views on PKK terrorism

Deputy chairman Çelebi argues hardline policies no solution, Hatinoğlu demands emergency rule in cities newly hit by terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Main opposition Motherland Party (ANAP) on Monday came up with two strikingly different solutions to outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorism raging through the country's eastern and southeastern provinces.

While ANAP deputy chairman Işın Çelebi argued for a "solution within limits drawn by civilian politics and law," ANAP Artvin Deputy Süleyman Hatinoğlu called for the immediate declaration of the emergency rule in provinces that have been newly hit by PKK terrorist activity, chief among them the eastern province of Erzurum. They voiced their opinions in a joint press meeting held in Parliament.

In his report on the recent incident in Diyarbakır's Lice town, Çelebi said the masses were demanding a parliamentary solution to the problem, adding that he believed the Kurdish problem could be solved through "democratic patience." Çelebi also warned that apart from the PKK, the fundamentalist clandestine organization Hezbollah was also becoming more powerful in the region.

He emphasized that despite the official figure of 13 civilian casualties during the shootout in Lice, the locals claimed the real number was more than 30. "Out of 1,500 dwellings in the town, 400 have been burned down. The majority of the locals are homeless. Police intelligence is inaccurate. The locals are deserting the town," Çelebi told reporters.

Çelebi added that a solution was being sought against terrorism that foresaw the use of force and that all other solutions were considered suspect. "Yet hardline policies have never been of much use throughout the world," he added. Çelebi called on Parliament to tackle the issue, saying that fighting terrorism with terrorism could only be a short term policy that created impen-

etrable barriers for long-term reforms. "It is compulsory to win the people over to our side to defeat terrorism," Çelebi added. He claimed that the government had no "serious" policies to wipe out terrorist activity.

"Policies that strive to divide the country along ethnic lines have long been known to go bankrupt, yet a policy of creating opposing fronts is being favored by the administration," Çelebi maintained.

Erzurum report

Hatinoğlu, who headed an ANAP delegation to Erzurum, demanded the immediate imposition of the emergency rule in provinces other than those

where it is already in force. This was provoked by Turkish locals who recently staged heated demonstrations against the PKK that, at one stage, almost turned into an attack on the city's Kurdish quarter.

He argued that people in the city were protesting against the government, attacking party buildings, burning flags, and demanding firearms to fight the PKK.

"Yet no one chose to attack the ANAP building in the city," Hatinoğlu said. Asked by reporters about the apparent dichotomy in their reports, Çelebi told reporters that the official party policy ran along the same lines as his.

Aftermath of Erzurum incident

Health minister says state grateful to the people of Erzurum for their 'democratic reaction' to PKK terrorism

ANAP's Aşık argues Erzurum incident 'red alert,' calls for parliamentary intervention to take initiative from weak government

Ecevit says Erzurum result of public reaction to PKK, opposes animosity against innocent Kurds, demands action against Armenia

Turkish Daily News

ANKARA- Weekend mass demonstrations against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Erzurum, which tottered on the brink of becoming an onslaught on the Kurdish quarter of the city on Sunday, have been welcomed by Health Minister Rifat Serdaroğlu as a "democratic reaction."

"The state is grateful to (the people of) Erzurum for their democratic reaction against the PKK, an enemy of our state, our land, and our people," he said Monday.

"None of the 20,000 to 30,000 people that attended the rallies reacted to provocation. Not one single casualty was reported. You have given your backing to the state and security forces. Rest assured that we will defeat terrorism. Our state is unitary and we are determined keep it so," said Serdaroğlu, officiating at the opening ceremonies of two

public dispensaries in Erzurum. In another development, Eyüp Aşık, deputy chairman of the Motherland Party (ANAP) parliamentary group, argued that the weekend's incidents in Erzurum were a "red alert."

"Such public reaction is a red alert by all means. But this government has not fully understood the magnitude and significance of the events there," Aşık argued. Speaking at a press conference in Parliament, Aşık called for parliamentary intervention aimed at taking over the initiative from this "weakening of a government."

"Parliament should make certain decisions in spite the government. We propose, once again, that Parliament discuss the issue in a debate open to the public," he added.

Meanwhile, ANAP Artvin deputy Süleyman Hatinoğlu demanded that Erzur-

um and a number of other provinces be added to those provinces where emergency law is in force. He demanded that more security forces be deployed in the city which, he said, is threatened by PKK terrorists trained in nearby Armenia. He maintained that the masses were angry with the coalition government but had not as yet lost hope in the Turkish Parliament.

In another development on Monday, Democratic Left Party (DSP) leader Bülent

Ecevit qualified the recent incident in Erzurum as a natural outcome of public reaction to PKK terrorism. "Yet," he added, "we cannot accept the idea of animosity against people of Kurdish origin that have no ties with the PKK."

Speaking at a press conference in Parliament, Ecevit told reporters that the spread of terrorist activity to Turkey's eastern provinces was closely intertwined with Armenia's backing of the PKK. "We have tried, time

and again, to make the government see that Armenia is serving as a PKK base, and to force the government to take dissuasive measures," Ecevit said. "Armenia is practi-

cally attacking Turkey. According to Article 51 of the United Nations Charter, Turkey is entitled to take military measures to prevent this. If only there were people who had the heart to do so," Ecevit maintained.

Çiller sends message to Assad to stop PKK

Turkish Daily News

ANKARA- A high ranking Turkish delegation is traveling to Syria today to ask Damascus to prevent the activities in this country of the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) against Turkey.

The delegation, which is headed by Prime Minister Tansu Çiller's chief advisor Ambassador Volkan Vural, will forward a letter to Syrian President Hafez Al Assad from the prime minister demanding Assad's cooperation on the issue. Vural will be accompanied by the Turkish foreign ministry's deputy undersecretary in charge of political affairs, Bilgin Unan, and the head of the intelligence and research desk, Cenk Duatepe.

Sources say a high ranking official from Turkey's National Intelligence Organization (MIT) may join to the delegation as well.

In her letter to the Syrian President, the Turkish PM is said to be pointing out that a further delay in prohibiting the PKK's activities in Syria could endanger future cooperation between the two countries in other fields.

Pointing out that the warning to Syria about PKK activities is not the first one, well informed official sources say they have little hope that Turkey's attempts will bear fruit this time. They say Syria is now in an advantageous position to dispel accusations by other countries, because western countries, lead by the United States, are trying to convince Damascus to support the Middle East peace pro-

cess. Sources say US and other countries are not very likely to put pressure on Syria, under these circumstances, for its backing of terrorist groups.

High ranking Turkish sources say that a decline in the activities of the PKK was observed after the Turkish Prime Minister at the time, Süleyman Demirel, and Foreign Minister Hikmet Çetin, visited Damascus in early 1993.

Following the end of the PKK's unilaterally declared ceasefire late May, these activities have accelerated again. Denying Turkey's claims, Syrian Ambassador to Ankara Abdul Aziz Al-Rifai told the press over the weekend that there was no PKK presence in Syria, and that joint on-the-spot inspections could be carried out to prove this if the Turkish government wanted.

Syria, on the other hand, accuses Turkey of trying to use the waters of the River Euphrates in pursuing its regional politics. In a Protocol signed in 1987 between the two countries, Turkey promised to release 500 cubic meters per second of water on a yearly average from the River Euphrates, on which Turkey is currently building giant dams and hydroelectric power plants. Syria promised in return that it would not permit any activities against Turkey on its territory.

The PKK leadership has been based in Syria since 1980. Meanwhile, official sources say that there are no plans for the time being to launch a similar diplomatic initiative aimed at Turkey's other neighbors, Iran and Armenia.

The PKK is believed by Ankara to be sheltering in these countries as well.

Nine PKK militants killed

Turkish Daily News

ANKARA- A total of nine militants from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed in clashes in the village of Zengok in Muş and in the town of Beytüşşebap in Hakkari, a statement from the office of the emergency rule regional governor said

on Monday.

It said eight of the terrorists were killed near Zengok and one was killed in the clashes near Beytüşşebap. In a separate development on Monday, four people, three of whom were armed, robbed a branch office of a bank in Istanbul and stole TL 1.7 billion.

aventure au XX^{ème}
siècle, n° 63/64
Automne Hiver 93

visages de l'aventure solidaire

KURDISTAN IRAKIEN

Reconstituer un avenir pour les enfants

L'urgence aujourd'hui, pour les enfants du Kurdistan irakien, c'est la reconstruction. Mission Enfance y participe.

Qui se souvient encore du Kurdistan? De ces images effrayantes d'enfants en haillons, gravissant à bout de souffle les cols enneigés? De cet exode moyenâgeux où chaque flaque de boue assuraient, pour quelques heures, la survie d'un enfant? Mai 91 est déjà loin. Et peu de gens ont eu connaissance de la vision d'angoisse des familles kurdes, une fois rentrées dans leur pays.

Le Kurdistan irakien est aujourd'hui une terre vierge. La destruction des villages du nord de l'Irak fut presque totale - 4.000 villes et villages (sur 4.500) ont été dynamités par l'armée irakienne. L'horizon kurde n'est désormais plus qu'un champs de ruines. Les pierres tombales sont l'ultime témoignage qu'hier, dans ces montagnes et vallées fertiles, vivaient des hommes. Les survivants, après un exil iranien ou turc, ne retrouvèrent plus, pour tout domicile, que quelques pierres recouvertes d'herbes sauvages. Pour ces familles de paysans et montagnards, le retour au pays, à l'automne 91, fut un véritable cauchemar. Plus de toit, plus de terres, et l'hiver approchait.

Sensible à l'oubli dont souffraient les kurdes du nord de l'Irak, Mission Enfance réalise alors une opération d'urgence. 2.500 enfants (et leurs parents) sont ainsi nourris et vêtus en mars 92. Mais pour l'association humanitaire, cette action ne suffit pas. L'urgence aujourd'hui, pour les enfants du Kurdistan irakien, c'est la reconstruction. Un



Le père Rabban, soutenu par Mission Enfance, discute avec les maçons sur les chantiers

million de kurdes sont encore sans-abri ou sous des toits de tente. 120.000 maisons sont à édifier. Les terres sont en friche et plus grave, l'exode des kurdes, lassés d'avoir à rebâtir une quatrième fois, pour certains, leur habitat, ne tarit pas. Ils partent. Vers le Canada, les Etats-Unis ou le Danemark. Sans se retourner. D'autres, ceux qui y croient encore, ou tout simplement qui n'ont pas les moyens de fuir, restent et appellent au secours.

Le père Rabban fait partie des premiers. Il a décidé de vivre coûte que coûte dans sa Vallée de Sapna (nord-ouest de l'Irak), et, plus fort, il aide les Kurdes à reconstruire leur maison. Grâce à son courage

et sa détermination, dix villages sont déjà rebâties, plus de 2.000 personnes relogées. Devant le sérieux et les résultats de cet homme solitaire, Mission Enfance a décidé de travailler avec le Père Rabban. Ainsi, en mai 93, l'association a financé la reconstruction d'un village de la vallée de Sapna, Araden. Les villageois eux-mêmes participèrent aux travaux. Un premier noyau de quinze familles reconstitue désormais le village. "Les autres, réfugiées à Bagdad ou à l'étranger, viendront tôt ou tard se réimplanter dans leur village d'origine" pensent les habitants d'Araden. Lors de cette mission de mai 93, l'équipe de Mission Enfance a réalisé une mission

exploratoire dans la Vallée de Nehel (nord-ouest de l'Irak). Située sur la route de l'exode de 1991, la piste de cette vallée est jalonnée des tombes des enfants morts d'épuisement. Sur place, tous les villages ont été rasés. Les paysans, regroupés en comité villageois, continuent pourtant à travailler leurs terres. Les hommes vivent sous la tente. De temps à autres, ils redescendent dans la plaine, rejoindre leur famille dans les bidonvilles. Leur seul souci aujourd'hui, comme pour les hommes d'Araden: redonner vie à leur vallée, reconstituer la société paysanne telle qu'elle existait hier. Et donner un nouvel espoir à leurs enfants, par la construction

d'écoles et la stabilité de leur nouvelle existence.

Ces familles, n'ayant absolument pas les moyens d'entreprendre la rehabilitation de leur vallée, ont demandé à Mission Enfance de les aider. C'est pourquoi, l'association lance pour 1994, un projet de reconstruction des 158 maisons pour les 780 habitants de la Vallée de Nehel, sachant que cette

zone est totalement protégée par les forces alliées. Le Military Coordination Center, M.C.C., basé au nord de l'Irak, assure la sécurité de cette partie de l'Irak située au nord du 36° parallèle, ligne de partage définie entre le Général Shwarskopf et Saddam Hussein au lendemain de la Guerre du Golfe.

Depuis deux ans, les kurdes

d'Irak profitent de la paix, pour redonner un avenir à leur région. Choisisant la voie démocratique, ils ont élu leur propre gouvernement. Leur seul objectif désormais, faire redémarrer leur économie. Subissant toujours l'embargo imposé à l'Irak, et devant la pression du maître de Bagdad, le redressement économique promet d'être laborieux. Les

Kurdes savent qu'ils ne peuvent se passer, dans l'immédiat, de l'aide internationale. Se souvenant que, lors de l'exode de mai 91, des amis occidentaux les ont tant soutenus, ils ne peuvent croire qu'ils soient aujourd'hui tombés dans l'oubli.

Domitille LAGOURGUE

İSMET G. İMSET

turkish daily news — Tuesday, November 2, 1993

Prime Minister Çiller should travel to Lice

When Prime Minister Tansu Çiller this weekend wanted to go to the Lice township of Diyarbakır — which is now nothing but ruins following a recent security operation there — the country's security forces prevented her from going. She was told it would not be safe for her and that if she insisted on travelling somewhere, she could go to the eastern province of Kars where she could attend some inauguration ceremonies instead! She ended up spending the weekend in Istanbul, opening schools and, thousands of kilometers from the crisis region, delivering a lot of rough and tough speeches against terrorism.

Living in a rose-colored world, Mrs. Çiller spent the weekend without any information on what was happening in Lice and had no channel to the truth apart from State Minister Erman Şahin who went there in her place.

Perhaps those around her intentionally leaked the report to Turkish papers that she had wanted to go to Lice. Perhaps she never did insist on being permitted to go there. Maybe this, too, was only a face-saving scenario, as many other developments related to Çiller are.

Actually, if this was the case, no one would be surprised — not even those who, highly appreciative of Çiller's financial credit to their newspapers, continuously praise her in their columns.

Was it not the same Çiller who mentioned to her closest columnists a "Spanish model" solution to the Southeast and later backed out? Was it not the same prime minister who later denied even mentioning such a model? And, was it not she who, after a week in which everyone in Turkey debated the Basque solution, insisted that she had still not heard of any such thing?

Whatever the case, while in Istanbul she emphasized once again that the state had control in every single part of Turkey.

Çiller could not bring herself to say that she could not even go to Lice. Neither, when telling teachers they had to serve everywhere in Turkey, could she confess that hundreds of schools in the Southeast had closed down because they could not be secured by the state.

On Monday, Şahin's report of his Lice findings was forwarded to Çiller. What mattered most, however, were those things said privately in her ear. Now, hopefully, Mrs. Çiller at least has an idea of what the expression "a massive crack-down" means. At least, in the case of Lice.

Turkey, which for years debated the build-operate-transfer model for great industrial investments, is now faced with a new model: destroy-compensate-rebuild. This is what Şahin, on behalf of his government, must do. Others did the destruction, he must compensate and rebuild. Maybe the reason he was sent there in the first place. Ironically, Şahin is the minister in charge of urban development.

So let us tell the truth: Lice was not subject to a security operation of a simple order but was literally punished. This town, populated by 9,000 and

rebuilt after a major earthquake, has been hit by another tremor. Those who wish to see the results could well look at the photographs published in this week's issue of Nokta.

For years, the people of Lice have been accused by local security officials of supporting terrorism and providing logistic supplies — with a great deal of dough — to the PKK. Hurriyet newspaper on Monday quoted a police officer as saying: "Everything has to be paid for. Now Lice has had to pay for what it has been doing." Major Istanbul newspapers, almost all of whom have received state credit to stay in business, have successfully provided the necessary camouflage.

It was evident, even when the first curfew was imposed and a state official hiding in the governor's office told us of a tank bombardment of the city, what was going on. Those who know the story of how Sırnak was destroyed in August 1991, know what realities also lie behind Lice.

Unfortunately, once again our forces have been provoked into reacting excessively to a brief PKK attack and, as if playing into the hands of terrorists, have ended up with devastation in their own hands.

"The prime minister should go to Lice and go there fast. But not to make promises as usual. This time she must apologize. First, for the lack of security, which is, in fact, the prime duty of any state. Secondly, for what has gone on. If a population of 9,000 is pointing the finger in one direction, she should go to Lice to keep her promise — that no crime committed against the state will go unpunished"

As for Çiller, she is still a prime minister who could not visit a town of Turkey for security reasons.

Perhaps we are wrong and the PM is truly sincere in her wish to go to Lice. This would actually strengthen the argument that there is too much to hide in that town and that the forces who prevented her from going, do not want her to see what has gone on.

What Şahin did, for his part, was a form of sweeping up. His between-the-lines emphasis on the need to treat the people with affection was accompanied with immediate promises for the reconstruction of the city. The situation is so bad that about TL 5 billion

is necessary along with aid in the form of cement. This is what Şahin is saying. To put it bluntly, the damages are over TL 5 billion.

The true damage, however, is that everyone in Lice blames the security forces for what happened and says they pulled the town down.

Left behind are only pictures: of the debris of houses, bullet- and rocket-ridden minarets and crying women. Now, for the second time in its history, Lice will be reconstructed. Houses put up after an earthquake but ruined in another disaster must be repaired. Şahin's guess is that many pre-fabricated houses will be needed this winter.

Damage, in the sense of the further destruction of local confidence with operations of this sort, is more than the financial loss. Because this damage is one inflicted on the state. The prime minister should go to Lice and go there fast. But not to make promises as usual. This time she must apologize. First, for the lack of security, which is, in fact, the prime duty of any state.

Secondly, for what has gone on. If a population of 9,000 is pointing the finger in one direction, she should go to Lice to keep her promise — that no crime committed against the state will go unpunished.

The prime minister should go to Lice and speak up. She should, at least this time, tell the truth. If she shrinks even from this, there will be very many more Lices, which Turkey cannot afford.

Le Nouveau Quotidien - 3 novembre 1993

Un village kurde rasé en Turquie

L'armée a utilisé des lance-flammes.

Un médecin belge rentrant d'une mission en Turquie affirme que l'armée turque a détruit au lance-flammes le village de Lice, dans le sud-est du pays, lors d'une attaque menée le 22 octobre et qui a duré une dizaine d'heures.

Les murs de centaines de maisons en ruine sont noirs de suie et les rues sont recouvertes d'une substance non identifiable laissant penser qu'il s'agit d'une attaque au lance-flammes plutôt qu'à l'artillerie lourde, a déclaré

le Dr Geert Van Moorter hier, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles. Il faisait partie d'une délégation comprenant également des députés et des journalistes allemands qui a rencontré des villageois kurdes.

Ceux-ci ont fait état d'un assaut mené par les «askerler» (les soldats en kurde), et non pas par la guérilla du PKK (le Parti travailleur kurde). La mission était organisée par l'organisation humanitaire belge Médecine pour le tiers monde.

Le médecin belge ne peut dresser un bilan exact des opérations, mais selon lui, il y aurait des centaines de tués et de nombreux Kurdes sont hospitalisés. Les habitants ont fui Lice en masse pour se réfugier à Diyarbakir. Sur les 10 000 villageois, il n'en resterait plus que 1500.

Un général turc, Bahtiyar Aydin, avait été tué le 22 octobre à Lice lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes.

AFP

Kurd rebellion spoils Turkey's 70th birthday

By John Murray Brown
in Istanbul

THERE was an air of unreality last weekend as Turkey celebrated its 70th year as a republic. As television quiz shows hosted young soldiers in full battle dress, the evening news carried footage of conscripts being air-freighted in coffins draped in the red Turkish flag.

The worsening rebellion in Turkey's Kurdish-speaking region is putting intense strain on the conservative-led coalition of Mrs Tansu Çiller, raising questions about its survival.

Last week, hardliners from Mrs Çiller's True Path party were promoted to key defence and interior ministries, appar-

ently without the junior partner Social Democratic Populists being informed.

As both parties now set their sights on the nationwide municipal elections next March, and as they appeal to their traditional constituencies, the cosy cohabitation of the coalition looks shaky.

If the coalition breaks up, as Turkish newspapers were already predicting at the weekend, western diplomats believe Mrs Çiller could win support as a minority government. Should the her party emerge strongly from the March polls, Mrs Çiller might then be tempted to call early general elections, probably in the autumn.

The logic for both parties is that the present policy stalemate could damage their electoral chances. Since they swept the municipalities in the last local elections in 1989, the Social Democrats' standing has been hurt by a corruption scandal in the municipality of Istanbul, which it runs, and the failure to unite with other left-of-centre parties.

When the coalition was formed following the election in October 1991, there was a

popular expectation that the need to find common cause would force both parties to moderate their traditional positions - the True Path party forced to take on a more reformist Kurdish policy, and the Social Democrats to adopt a more pro-business and economic stance.

But Mrs Çiller has paid only lip service to the need for a national policy on the Kurds, while ceding more powers to the military in the prosecution of what one of her ministers last week publicly conceded was now a full-scale war. With the bloodshed escalating - more than 2,000 people have been killed this year alone - last week's cabinet reshuffle reflected her party's concern that the military may use the current crisis to impose martial law in the region.

Equally, Mrs Çiller's economic reforms have been hampered by what one senior western diplomat called the "bureaucratic inertia" of the Social Democrats. Her efforts to legislate by decree have now been overruled by the constitutional court.

When the coalition was formed following the election in October 1991, there was a

popular expectation that the need to find common cause would force both parties to moderate their traditional positions - the True Path party forced to take on a more reformist Kurdish policy, and the Social Democrats to adopt a more pro-business and economic stance.

But Mrs Çiller has paid only lip service to the need for a national policy on the Kurds, while ceding more powers to the military in the prosecution of what one of her ministers last week publicly conceded was now a full-scale war. With the bloodshed escalating - more than 2,000 people have been killed this year alone - last week's cabinet reshuffle reflected her party's concern that the military may use the current crisis to impose martial law in the region.

Equally, Mrs Çiller's economic reforms have been hampered by what one senior western diplomat called the "bureaucratic inertia" of the Social Democrats. Her efforts to legislate by decree have now been overruled by the constitutional court.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

GLGL

FRA0309 4 I 0276 BEL /AFP-MS10

Turquie-Kurdes

Un village kurde détruit par l'armée turque

BRUXELLES, 2 nov (AFP) - Un médecin belge rentrant d'une mission en Turquie a affirmé mardi à Bruxelles que l'armée turque a détruit au lance-flammes le village de Lice (sud-est) lors d'une attaque menée le 22 octobre et qui a duré une dizaine d'heures.

Les murs de centaines de maisons en ruines sont noirs de suie et les rues sont recouvertes d'une substance non-identifiable laissant penser qu'il s'agit d'une attaque au lance-flammes plutôt qu'à l'artillerie lourde, a déclaré le Dr Geert Van Moorter dans une conférence de presse.

Le médecin faisait partie d'une délégation comprenant également des députés et des journalistes allemands qui a rencontré des villageois kurdes.

Ceux-ci ont fait état d'un assaut mené par les militaires turcs et non pas par les maquisards du parti des travailleurs kurdes (PKK). La mission était organisée par l'organisation humanitaire belge Médecine pour le Tiers monde.

Selon la délégation, les cantonnements de l'armée turque et les bâtiments officiels turcs (poste, commissariat de police...) n'ont pas été touchés.

Le Dr Van Moorter n'a pu dresser un bilan exact des opérations, mais a-t-il indiqué, il y aurait des centaines de tués et de nombreux Kurdes sont hospitalisés.

Les habitants ont fui Lice en masse pour se réfugier dans la capitale provinciale, Diyarbakir, à 80 km. Sur les 10.000 villageois, il n'en resterait plus que 1.500, d'après des militaires turcs cités par les membres de la mission.

Le général turc Bahtiyar Aydin avait été tué le 22 octobre à Lice lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes.

bur/pl

AFP 021630 NOV 93

BC-IRAQ-IRAN-KURDS

DANIELLE MITTERRAND WANTS UN ACTION FOR KURDS

UNITED NATIONS (Reuter) - Danielle Mitterrand, the wife of the French president, Wednesday said the United Nations had failed miserably to guard Kurds in northern Iraq and asked the Security Council to take action.

Mitterrand, head of the French foundation France-Libertes and wife of President Francois Mitterrand, told a press conference she and other human rights organizations demanded resolutions on four issues:

-- Deployment of human rights monitors in Iraq for Kurdish civilians in the north and Shiite Muslims in the South.

-- A commission of inquiry into attempted genocide against the Kurds by Iraq.

-- A selective easing of sanctions against Iraq so that more humanitarian supplies could go into Kurdish areas.

-- Condemnation of Iran for shelling Iraqi Kurdish border villages in search of Iranian opposition groups based in northern Iraq.

Mitterrand, who has travelled to northern Iraq and Iran
ENTER STORY NUMBER or PRESS RETURN-

several times, and her colleagues noted that the United States last May called for a commission of enquiry into crimes against Kurds but this had been blocked by Britain and France.

There was no immediate response from council members on her new proposals but French envoys, who had sponsored her press conference, said they did not expect any action soon.

She said the United Nations had shown admirable resolve in ridding Iraq of weapons of mass destruction but this commitment "unfortunately has not been matched by determination to ensure that the Bagdad regime no longer poses a genocidal threat to its own people."

Mitterrand said that the Kurdish youth in the region appeared to find no recourse but armed rebellion and to answer violence with violence after moderate leaders had been killed in various countries.

Asked repeatedly by Turkish reporters about Kurdish separatist rebels in Turkey, she said she noted that radicalization of the crisis served those elements among the Kurds and Turkey who wanted to solve the problem militarily.

At the same press conference the Middle East Watch group released a report saying that Iraq in 1988 had systematically destroyed villages and massacred Kurds.

"Based on a careful examination of all the evidence, Middle
ENTER STORY NUMBER or PRESS RETURN-

East Watch is convinced that the Iraqi campaign went far beyond a counter-insurgency campaign against Kurdish rebel groups to target entire population groups living in rural areas of northern Iraq," the report said.

It alleged the operation was masterminded by Iraq's defense minister, Ali Hassan al-Majid, and included the widespread use of chemical weapons and nerve gases against the town of Halabja as well as dozens of Kurdish villages.

The report lists about 40 separate attacks and says thousands of people, mainly women and children, died.

REUTER

Reut17:49 11-03

Paris-Normandie — 2 novembre 1993

Exposition de photos

C'est où, le Kurdistan ?

On les aurait presque oubliés, ces gens-là. Et d'abord, où sont-ils, comment vivent-ils ? Cette absence de mémoire révèle sou-

dainement l'étendue de notre lâcheté.

Heureusement qu'il subsiste

encore des témoins, de vrais Kurdes, qui, avec leurs yeux et leur âme, nous racontent leur véritable histoire.



Les photos qu'il expose révèlent une quotidienneté irremplaçable, émouvante et simple. La vie de tous les jours, après, sans concession. L'effort, la crispation, la pudeur, le rare sourire que l'on dissimule. Mais surtout la dignité.

Après s'être exilé - comme ont été obligés de le faire plus de 100.000 des leurs, en Europe et aux Etats-Unis - avoir erré à Paris, Suayip s'est ancré à Pont-de-l'Arche.

Il y tient même un restaurant. Mais ce n'est qu'une façon de subsister. Sa véritable passion, c'est l'image.

« Je me sens l'interprète de la culture kurde », affirme-t-il. Et il ne se fait pas faute de s'exprimer. Ses clichés réalistes ont été exposés et primés à Paris ou en Normandie. Il a participé notamment aux « Premières rencontres photographiques » à Rouen en mai 91, est passé sur France III Haute-Normandie en juin de la même année.

Apraravant, ses titres de gloire ont été d'avoir collaboré avec Yilmaz Guney, grand cinéaste de son pays.

Il a réalisé aussi un spectacle

trilingue (kurde, turc et français) pour Amnesty international. Autre manifestation à Evreux « Dix jours pour le Kurdistan », exposés, photos, films, musique, danse.

« La pauvreté, ce n'est rien, pourvu que l'on reconnaisse l'existence de notre civilisation, avec ses propres valeurs, ses propres traditions, pourvu que se révèle notre identité ». Une véritable profession de foi.

Notre photographe est aussi musicien. Tous les moyens sont bons pour exprimer sa confiance en l'avenir.

« Mon but est sensibiliser les Normands (il est l'instigateur de l'Association franco-kurde à Val-de-Reuil) aux problèmes de mon peuple. »

Un appel au secours, afin que l'opinion et l'aide internationale se penchent sur leur drame, qui va en s'amplifiant. Parce qu'un jour, les peuples - dits nantis - les ont oubliés.

Pierre Perret l'a chanté, comme Suayip le joue au « tembir », un instrument à cordes de chez lui. Le drame, avec l'espoir, a désormais une musique et une image. A nous d'avoir du cœur et de la mémoire.

P.J.G.

■ Suayip Adlig expose provisoirement ses photos chez des amis à « La Pizzeria », rue de l'Union à Bernay, en attendant de trouver de plus vastes locaux. Si des fois...

GLGL

FRA0020 4 I 0259 /AFP-PM06

ONU-France-Kurdes

Mme Mitterrand tente de sensibiliser davantage l'ONU au sort des minorités d'Irak

NEW YORK (Nations unies), 3 nov (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés et épouse du chef de l'Etat français, a entamé mardi une visite de deux jours à New York en vue de sensibiliser davantage l'ONU au sort des minorités d'Irak.

Dans un communiqué, quatre organisations, deux américaines et deux françaises, dont France-Libertés, condamnent "l'échec" des Nations unies dans la défense des droits de l'homme en Irak et demandent le "déploiement immédiat" d'observateurs de l'ONU.

Le communiqué rappelle que la résolution 688 du Conseil de sécurité était censée protéger les minorités d'Irak. Aucun représentant des Nations unies n'est aujourd'hui présent dans le sud, déplorent les quatre organisations.

Un rapport, publié par France-Libertés et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et fait sur la base d'une mission en juillet dans le nord de l'Irak, affirme que la campagne menée en 1988 par le gouvernement irakien contre les Kurdes d'Irak équivalait à une "tentative de génocide".

Mme Mitterrand a rencontré, peu après son arrivée à New York, M. Jan Eliasson, secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des Affaires humanitaires. Elle devait ensuite dîner avec le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali.

Les deux organisations américaines associées à cette campagne sont l'International Human Rights Law Group et Middle East Watch.

ras/nbv tp. tmf.

AFP 030133 NOV 93

FRA0691 4 I 0267 USA /AFP-VM68

ONU-Irak

Quatre organisations souhaitent l'envoi d'observateurs des droits de l'homme en Irak

NEW YORK (Nations Unies), 3 nov (AFP) - Quatre organisations, deux américaines et deux françaises, ont demandé mercredi à l'ONU l'envoi d'observateurs des droits de l'homme en Irak et la création d'une commission d'enquête sur les "crimes" du régime de Saddam Hussein contre les populations kurdes et chiites.

Dans une conférence de presse au siège des Nations Unies à New York, ces organisations ont également souhaité que l'ONU condamne l'Iran pour ses bombardements contre des zones kurdes et qu'elle adopte une "approche plus sélective" dans la mise en oeuvre de l'embargo économique contre l'Irak, afin de "diminuer la pression injustifiée" sur la région kurde.

Les quatre organisations sont l'International human rights law group, le Middle East Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme et la Fondation France-Libertés, cette dernière étant présidée par Mme Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français.

"A l'heure où nous parlons se prépare la suite d'un génocide savamment orchestré" contre les Kurdes, a dit Mme Mitterrand, arrivée mardi à New York et qui s'est entretenu avec le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

"Cette génération d'hommes d'Etat de la fin du 20ème siècle et de citoyens informés aura à rendre compte à l'Histoire de son laxisme et de sa responsabilité de non assistance à peuple en danger, a-t-elle ajouté. Elle sera considérée comme complice par indifférence ou, pire encore, par intérêt semble-t-il".

Le Monde - 2 novembre 1993

TURQUIE : des nationalistes manifestent contre le PKK. - Les obsèques, dimanche 31 octobre, de trois villageois tués vendredi près d'Erzurum, dans l'Est anatolien, par des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont transformées en manifestation de protestation contre la rébellion kurde, a rapporté l'agence semi-officielle Anatolie. L'agence indique que quelque 20 000 personnes se sont rassemblées au centre d'Erzurum - bastion des nationalistes turcs islamistes - en brandissant des drapeaux turcs et en lançant des slogans de soutien aux forces de l'ordre. - (AFP.)

La Croix 3 novembre 1993

Bloc-notes

EXPOSITIONS

■ **Mémoire du Kurdistan.** Du 5 novembre au 3 décembre, se tiendra à l'Institut kurde de Paris une exposition-vente de tableaux au profit des enfants kurdes victimes de la guerre. 18, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. : (1) 42.46.43.44.

L'Officiel des Spectacles- 3 novembre 1993

Peintres de l'Anfal. - Mémoire du Kurdistan : lauréats du Prix de la Mémoire 93. **Monde de l'Art**, 18, rue de Paradis, 42 46 43 44. Du mar au sam de 13h à 19h30, lun de 14h à 19h. **Du 5 Novembre au 3 Décembre.**

Ouest France - 3 novembre 1993

Turquie : un village kurde détruit par l'armée

Selon un médecin belge de retour de mission en Turquie, l'armée turque a détruit au lance-flammes le village de Lice (dans le Sud-Est), le 22 octobre, lors d'une opération qui a duré une dizaine d'heures. Il y aurait eu des centaines de tués, et de nombreux Kurdes sont aujourd'hui hospitalisés.

Pariscope- 3 novembre 1993

PEINTRES DE L'ANFAL. Mémoires du Kurdistan. Du 5 novembre au 3 décembre. **Le Monde de l'Art**, 18, rue de Paradis (10^e). 42.46.43.44. Du Mar au Sam de 13h à 19h30, Lun de 14h à 19h.

turkish daily news — Thursday, November 4, 1993

Ankara expects Syria to take convincing action

Turkish Daily News

ANKARA- As a Turkish delegation arrived in Syria for talks on security and cooperation, Ankara said Wednesday that Damascus should back up its statements expressing opposition to terrorism with "convincing" action.

"To make frequent statements expressing its opposition to terrorism and its willingness to cooperate is not enough in itself," the acting spokesman at the Turkish Foreign Ministry Ferhat Ataman said during a weekly press briefing. "These need to be proven by concrete action."

Ankara has sent Volkan Vural, foreign policy advisor to Prime Minister Tansu Çiller, and two other senior foreign ministry officials to Syria to ask it to halt its support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

They are also to deliver a message to the Syrian leaders from Prime Minister Çiller on "cutting terrorism's international links."

"Turkey expects all countries to conform to all obligations pertaining to international law, not to turn a blind eye or aid and abet terrorism," Ataman said.

He added, meanwhile, that the delegation's talks would center around security and cooperation and not in anyway include the subject of water, another point of contention between the two countries.

Syria and Turkey signed a security cooperation agreement in 1991 and the PKK was reported to have closed its bases in Syrian-controlled areas of Lebanon where PKK leader Abdullah Öcalan is believed to be based.

Çiller last week accused Syria, Iraq, Iran

and Armenia of allowing the PKK to use their territory.

Meanwhile, a senior Iranian foreign ministry official is expected to arrive in Turkey Nov. 11, for a meeting with his Turkish counterpart Bilgin Ünan, deputy undersecretary in charge of political affairs, for security talks.

This will be followed by the 7th Turkish-Iranian Joint Security Commission, to be held in Ankara on Nov. 26.

Tehran, increasingly threatened by the Iranian wing of the Kurdistan Democrat Party (KDP) is said to be seeking sincere cooperation with Turkey. Iran, during the series of official talks with Turkey, which are expected to be followed up by a visit from the Iranian president, will discuss what can be done to defeat the threat.

Kazan says troops torched a number of villages in Muş

Kazan proposes plan for 25 deputies to look into Southeast incidents on rotating basis

Turkish Daily News

ANKARA- Reports have reached the Welfare Party (RP) that a number of villages have been partly or totally torched by security forces in Muş province, RP parliamentary group Deputy Chairman Şevket Kazan has said.

Speaking at his party's group meeting Wednesday, Kazan disclosed the locals had complained to the Mus governor that it was security forces, "and not the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party)," that were burning their villages. "That's got nothing to do with us," has been the answer they got," Kazan said, adding that the state must immediately stop the practice and embrace those that fled the

region. "Such villages as Güzeltepe, Eralan, Yörecik, Köşk, Ulukaya, Yemeç, Toprakkaya, and Güdümlü have been burned down by security forces on the grounds that villagers aid and abet the PKK," Kazan said.

Kazan proposed an action plan for 25 deputies from various political parties to travel to the region on a seven-day rotating basis to look into incidents and investigate claims. Referring to the latest development in the Eastern province of Erzurum, where the locals have protested against PKK terrorism with mass rallies that got out of hand at times, Kazan said the governor's promise to hand out firearms to the locals aimed

at something other than ensuring the safety of the local people. He demanded a parliamentary investigation into the incident. Kazan claimed that on Nov. 9, the main opposition Motherland Party (ANAP) would vote "yes" once again to the governmental demand to extend emergency rule in the Southeast.

"Prior to the last parliamentary debate on the extension of emergency rule, the ANAP had announced it was voting 'yes' for the very last time," Kazan added.

Referring to the current visit by a Turkish delegation to Syria over this country's support for the PKK, Kazan claimed the "real source of terrorism is Armenia."

"Yet they can send no delegation to Armenia because they're afraid of their American elder brothers," Kazan argued.

'Kurdish problem should be solved in Parliament'

Turkish Daily News

ANKARA- Members of parliament from Turkey's eastern and southeastern provinces who represent various political parties have said that the current problem in the region should only be solved by Parliament.

A total of 22 eastern and southeastern deputies of Parliament representing the True Path Party (DYP), the Social Democrat People's Party (SHP), the Welfare Party (RP), the Republican Peo-

ple's Party (CHP) and the main opposition Motherland Party (ANAP) met in Parliament on Tuesday to debate the current crisis in the region and to reach a common solution.

The Kurdish-based Democracy Party (DEP) and extreme Nationalist Movement Party (MHP) were not invited to the meeting. SHP Sivas Deputy Ziya Halis who delivered a statement after the meeting on behalf of other regional deputies said they agreed to solve the problem in

Parliament.

"It is high time the problem is solved through democratic and political means. We have decided to continue our efforts for the democratic and political solution to the problem," Halis said. Halis also said that they will meet on Friday to continue their efforts to bring about a democratic solution, adding that the findings of the meeting will be submitted to the office of the Parliament speaker and the party chairmen.

Ankara pratique la politique de la terre brûlée au lance-flammes

GAMK - 4 novembre 1993

Que s'est-il vraiment passé à Lice le mois dernier? De retour d'une mission en Turquie, un médecin belge a apporté son témoignage sur ce village kurde du sud-est anatolien, levant le voile de silence qui pesait sur ce village kurde du sud-est anatolien, théâtre d'une véritable tragédie le mois dernier. Il a affirmé mardi à Bruxelles que l'armée turque avait presque entièrement détruit au lance-flammes cette localité de 10 000 âmes, lors d'une attaque menée le 22 octobre; le village, "coupable" de collaboration avec le PKK, aurait

subi pendant une dizaine d'heures ce déluge de feu. En témoignent les murs de centaines de maisons en ruines, noirs de suie, et les rues recouvertes d'une substance non-identifiable, mais laissant penser qu'il s'agit d'une attaque au lance-flammes plutôt qu'à l'artillerie lourde, selon le Dr Geert Van Moorter.

Ces informations corroborent en tout cas celles données au lendemain de cette opération "punitive" de l'armée turque par le PKK, qui avait alors fait état du "massacre de 300 habitants" de Lice. Les autorités d'Ankara préféraient quant à elles garder le silence, se contentant d'indiquer que le général turc Bah-tyar Aydin avait été tué le 22 octobre lors d'un "accrochage" à Lice avec des rebelles kurdes. L'"accrochage" aurait été d'envergure, si l'on en juge au spectacle de désolation qu'offrirait aujourd'hui le village de Lice.

Des villageois kurdes, interrogés par les députés et journalistes

allemands membres de la délégation dont faisait partie le médecin belge, ont aussi fait état d'un assaut mené par les militaires turcs et non pas par les maquisards du PKK, comme le laissaient entendre les autorités militaires turques. Selon la délégation, envoyée en mission par l'organisation humanitaire belge "Médecine pour le Tiers Monde", les cantonnements de l'armée turque et les bâtiments officiels et administratifs (poste, commissariat de police, etc...) n'auraient d'ailleurs pas été touchés.

Le Dr van Moorter n'a pu dresser un bilan exact des opérations, mais il y aurait selon lui des centaines de tués et de nombreux blessés actuellement hospitalisés. Les habitants auraient fui Lice en masse pour se réfugier à Dيارbakir, la capitale régionale à 80 km. Sur les 10 000 villageois, il n'en resterait plus que 1 500, d'après des militaires turcs cités par les membres de la

mission.

C'est donc au lance-flammes que le gouvernement central d'Ankara pratique sa politique de la terre brûlée dans le sud-est anatolien et compte régler une question kurde dont il réfute de toute manière l'existence. Et alors que le PKK a mis en garde les journalistes turcs mais aussi étrangers, leur "interdisant" de travailler dans le sud-est anatolien, les témoignages de cette mission montrent, s'il en était besoin, que le silence est le pire ennemi de la population majoritairement kurde de la région.

KURDES: PEUPLE TORTURE

Quatre organisations, dont France-Liberté et la FIDH, ont condamné hier «l'échec» de l'ONU dans la défense des droits de l'homme en Irak. Elles ont comparé la campagne antikurde menée par Bagdad en 1988 à une «tentative de génocide».

«Pendant deux ou trois jours, ils n'ont cessé de torturer mon père. Ils ont torturé son corps. Ils ont mis des cigarettes allumées sur son bras, sa poitrine et son dos. Ils l'ont fait 3 ou 4 fois en une journée. Tous les jours, 50 ou 60 personnes mouraient à cause de la torture.» Ce témoignage d'un jeune Kurde d'Irak sur la campagne irakienne menée contre les siens en 1988 (Anfal) a été recueilli par France-Liberté (dont la présidente est Danielle Mitterrand) et par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Dans le rapport sur le Kurdistan irakien que ces deux associations ont publié hier, les témoignages se multiplient sur les exactions et les persécutions continuelles dont est victime la population kurde d'Irak. Bombardements, descentes de police dans les villages, campagne d'intimidation, disparitions: «Ils prennent 1,5 dinar pour chaque balle qu'ils utilisent pour tuer votre enfant. Quand ils ramènent le corps, ils vous font payer», témoigne un habitant de Kirkuk. Même si les «exactions sont en voie de diminution» par rapport à la campagne de 1988 comme le souligne le rapport, les organisations demandent «le déploiement immédiat» d'observateurs de l'ONU. Elles condamnent également les effets pervers sur le développement de la région kurde du double embargo international et irakien. C.D.



Photo: Yann Morvan

LIBRE BELGIQUE - 4 novembre 1993

Les Kurdes d'Irak : oubliés, persécutés

Un rapport fustige l'échec de la politique des Nations unies



Les Kurdes d'Irak lavent leur linge. Entre les menaces d'invasion irakienne et les persécutions irakiennes. (Photo AP)

Projetées brièvement sous les feux de la rampe au lendemain de la guerre du Golfe, les souffrances du peuple kurde n'en ont pas moins une longue histoire et une actualité tristement brûlante. En 1988, la campagne irakienne de répression avait été significativement baptisée «Al-Anfal», c'est-à-dire le «butin» et s'apparentait à une véritable tentative de génocide du peuple kurde. Le rapport diffusé aujourd'hui par quatre organisations, dont la «Fondation France-Libertés» dirigée par Danielle Mitterrand fustige l'«échec» des Nations unies dans la défense des droits de l'homme en Irak et demande le déploiement immédiat d'observateurs de l'Onu, en rappelant que la résolution 688 du Conseil de Sécurité était censée protéger les minorités d'Irak.

Car les faits ne laissent aucune équivoque. Pris dans la mâchoire irano-irakienne, les Kurdes d'Irak tentent de survivre entre les menaces d'offen-

sive d'Ali Khamenei et les persécutions irakiennes jusqu'en bordure de leur région sous tutelle. Et tomber aux mains de l'ennemi, signifie souvent: brûlures de cigarettes, chocs électriques sur la peau, harcèlement et abus sexuels et, parfois, la mort.

La région souffre en outre de l'embargo imposé à l'Irak, son incontournable partenaire économique. Les entreprises ne peuvent se fournir en pièces détachées, l'énergie manque, les agriculteurs n'ont pas les engrais nécessaires et, à l'instar du Cambodge, de nombreux champs sont encore minés. L'ironie de l'histoire est que les Kurdes payent autant, sinon plus que les populations irakiennes, les effets des sanctions internationales. Et que, en dépit de l'initiative remarquable de la tenue d'élections démocratiques durant l'été 1992, ils bénéficient d'une autonomie, dont ils n'ont pas les moyens politiques et économiques de sa mise en œuvre.

L.Dh.

The Financial Times - November 5, 1993

Kurd separatists turn to terror

Wave of attacks across Europe shows deepening crisis in Turkey

By John Murray Brown
in Ankara

THE attacks on Turkish targets in Europe yesterday reflect the increasingly desperate measures being taken by Kurdish militants to draw attention to their cause.

They also coincide with an unprecedented wave of violence in Turkey's Kurdish speaking south-east region.

In the last 10 days, more than 130 people have been killed, of whom 77 were civilians from pro-government villages, allegedly murdered by the Kurdish Workers' Party (PKK).

The deepening crisis has already forced the prime minister, Mrs Tansu Çiller, to reshuffle her cabinet, and diplomats believe the latest incidents will force her to cede

further powers to the military in fighting the PKK.

"These outrages show once again that the PKK is a terrorist organisation and that governments in Europe must now curb its activities," a foreign ministry official said yesterday.

The Turkish right wing was already calling for punitive measures, ahead of next week's key parliamentary debate on extension of emergency rule in the 13 south-eastern provinces.

The government has been trying to win cross-party support for the new draconian provisions of the anti-terrorism law. But it may fail in the absence of a clear national policy on the Kurds.

Mrs Çiller's own party is concerned that the military may use its extended powers to impose martial law in the region, with the government appearing to have given up the pretence of normal civilian rule in the region. Ankara already has an estimated 150,000 troops in the area, and is preparing to send 7,000 special forces in early December.

Last week, the government

announced the cancellation of all public works in the region, after reports that contractors were being forced to pay protection money to the PKK.

Basic services such as primary schools have become targets, with television carrying gruesome footage of six young teachers murdered last week, apparently by the PKK. More than 700 schools in the Diyarbakir area alone are now closed.

Meanwhile, local officials are adopting desperate ad hoc measures. In Erzurum province the local governor's office is arming Turkish villagers, in the wake of bloody attacks by the PKK.

Large numbers of local party officials have resigned, after threats from the PKK, and five mayors are reported to have disappeared. The PKK also last month warned all offices of the "bourgeois" press to withdraw from the region.

It must now be increasingly unlikely that the government can hold municipal elections in the region in March as planned, which would be a further evidence of the PKK's tightening grip on the region.



THE INDEPENDENT

FRIDAY 5 NOVEMBER 1993

PKK separatists suspected of mounting firebomb attacks throughout

Europe in protest at Turkish 'genocide'

Kurds blamed for wave of bombings

ONE PERSON was killed and several injured yesterday after suspected Kurdish separatists launched a wave of attacks against Turkish consulates, properties and businesses across Europe.

The attacks, with petrol bombs, sledge-hammers and baseball bats, bore a striking resemblance to a similar concerted action in June. As then, they were precisely coordinated and focused primarily on cities in Germany, home to nearly 2 million Turks. Targets in Britain, Austria, France, Denmark and Switzerland were also hit.

Kurdish firebombers managed to penetrate the ring of steel erected as a security cordon round the City of London to prevent IRA car bombs.

ADRIAN BRIDGE
in Berlin

Five British Telecom employees were taken to hospital, one with serious burns, after one of five firebomb attacks on Turkish buildings in the capital hit the wrong target. The building is in Gresham Street, in the heart of the City.

Nearly 1,000 people were evacuated after a bomb which exploded in a ground-floor office hit a female building inspector. Three suspects had been detained and were being questioned about the incident, a City police spokesman said.

Another firebomb went off at the Turkish Sabanci bank in Finsbury Square, again in London's financial

district. The attacks raise questions about how effective is the security of the City of London, and how much longer Western governments can allow the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) to operate in Europe.

Other London firebomb attacks were at the Turkish embassy in Belgrave Square, Turkish Airlines offices in Hanover Street near Oxford Circus and a Turkish working men's club in Stoke Newington. They all went off around 10.30am.

Criminal investigators in the German *Land* (regional state) of Hessen said four people were arrested after a Turkish restaurant in Wiesbaden was set ablaze, killing one person and injuring eight. A

spokesman for the investigators said the attacks bore the hallmark of the PKK, which has been fighting for a separate Kurdish state since 1984.

In Bonn, police found a leaflet protesting about "Turkish genocide" against Kurds close to the scene of another firebombing, while in Stuttgart two Turks and one policeman were injured after a gang of masked men who had run through the city's pedestrianised zone hurled petrol bombs into the Turkish consulate and the office of Turkish Airlines.

In Frankfurt, two banks, one airline office and a travel agency were firebombed and attacked with sledge-hammers. No one was injured. Protesters forced their way at gunpoint into the European headquarters and printing plant of Turkey's *Hurriyet* newspaper and vandalised it before fleeing. One guard was hit by a sledge-hammer.

In Mainz, police arrested 10 youths after they broke into a cultural centre and ransacked it. In Bremen, two travel agencies and one shop were damaged in petrol bomb attacks.

In the French city of Strasbourg, two Turkish travel agencies and a bank were attacked with firebombs.

Le Nouveau Quotidien - 5 novembre 1993

No one was hurt. A petrol bomb was thrown into the local branch of the Bosphore bank at about 11.35am. There were similar attacks minutes later against the Marmara and Mondial Tourism travel agencies in the city centre.

The attacks were all highly coordinated. If the PKK is found to have been behind them, Bonn more than other government will come under renewed pressure from Ankara to ban the party, which is believed to have close to 4,000 members in Germany.

Ankara warns neighbours not to help rebels

TURKEY warned yesterday that Syria, Iran, Iraq and Armenia could become targets of its anger if alleged Kurdish rebel training camps on their borders were not closed down. "It is time for our neighbours to show they are together with us... to see who is our friend. There is no in-between," said the Turkish Prime Minister, Tansu Ciller.

Mrs Ciller unveiled a hardline strategy for dealing with a Kurdish rebellion on the brink of running out of control. Turkey has several options in dealing with cross-border infiltration from the east, although some are risky, may backfire or have failed to have much impact in the past nine years of conflict: cutting off Euphrates river water to Syria; increasing border defences; or launching cross-border raids.

Mrs Ciller's strategy included harsh anti-terrorist laws and the founding of a 10,000-man force of specialist police and army volunteers to go into the mountains "where they will live just like the terrorists". A fourth stage would be a 1.5 trillion Turkish lira (£750m) economic and social development package. But Mrs Ciller warned: "There can be no investment until and unless security and calm is restored."

Mrs Ciller ruled out concessions to the Kurdish rebels' demands for ethnic, cultural and political rights. Despite all her

HUGH POPE
in Istanbul

harsh talk, the most interesting development in Mrs Ciller's speech was her public references to Kurds and ethnic diversity, showing how far Turkey has moved from the total denials of Kurdish identity of five years ago.

Mrs Ciller walks a tightrope between what ageing hardliners in the military, the bureaucracy and in her own party can accept and where most people in the Turkish elite know they have to go if they are to continue living with the 12 million Kurds.

One senior Turkish official said: "Things will be black and white... fighting will be heavy for a while. But later you will see that we have some ideas that are working in parallel to this." He said that their greatest problem was co-ordinating security forces in the fight against rebels.

The Turkish government this week sent envoys to Syria, the chief backer of the nationalist Kurdistan Workers' Party. Mrs Ciller said talks were also planned soon with the Iranian leadership.

"Like Britain's fight with the IRA and other terrorist movements, this conflict cannot be wiped out in a day and may never completely disappear," Mrs Ciller said.

De Gaulle à Ankara

ALAIN CAMPIOTTI

La guerre est désormais totale en Turquie, et ses rescacs jusque dans nos rues sont de plus en plus fréquents. Une bonne vingtaine de villes européennes ont dû être touchées hier par les manifestations violentes des militants kurdes du PKK.

Après les coups de massue infligés il y a juste un an par l'armée turque sur ses bases en Irak du Nord, après un cessez-le-feu offert ce printemps et refusé par le gouvernement d'Ankara, le parti d'Abdullah Öcalan a choisi la fuite en avant dans la violence. Comme un animal blessé qui rassemble toutes ses forces pour éviter l'affaissement ou la marginalisation.

Combat sur tous les plans. Par les armes d'abord, en étant présent dans le Sud-Est turc jusque dans les villes. Que s'est-il vraiment passé à Lice il y a dix jours? Difficile de le dire encore, mais une effrayante bataille de rue a été livrée dans cette cité de 15 000 habitants par les chars et des canons de l'armée turque, faisant fuir une bonne partie de la population. Le PKK cherche aussi à imposer l'idée qu'il est désormais le maître dans cette partie de l'Anatolie (ce qui n'est qu'en partie vrai) en y levant l'impôt, en y administrant sa justice populaire, et en chassant les

journalistes qui ne lui sont pas acquis. Il veut aussi briser les profitables relations de la Turquie avec le reste de l'Europe (tourisme, investissements industriels) en menaçant les intérêts étrangers dans le pays, et — on l'a vu hier — en montrant sa force dans nos contrées; il cherche aussi par ce moyen à nous empêcher de dormir tant que la question kurde n'aura pas trouvé un début de solution.

Car le fond des choses est là. L'aveugle violence que pratique le PKK (et que lui rend bien l'armée d'Ankara), comme le caractère de plus en plus ethnique donné à sa guerre de libération, ne peuvent pas dissimuler qu'au commencement était l'intolérable injustice faite au peuple kurde, que le régime kémaliste a voulu dissoudre dans l'assimilation. Rien ne changera tant qu'à Ankara ne se lèvera pas un homme assez clairvoyant et assez fort pour tendre la main aux Kurdes et chercher un compromis. Turgut Ozal, à la veille de sa mort, semblait pouvoir être ce de Gaulle qu'il faudrait à la Turquie. Aujourd'hui, hélas, le président Souleyman Demirel et son premier ministre, Tansu Çiller, ont retrouvé les accents martiaux et inflexibles qui plaisent tant à l'aile la plus dure de l'état-major. □

Des attentats kurdes contre les intérêts turcs en Europe

Plusieurs banques, agences de voyages et consulats turcs en Europe ont été hier la cible d'attentats aux cocktails Molotov comme lors de la première grande opération antiturque revendiquée par les rebelles kurdes le 24 juin en Europe. En Allemagne, un ressortissant turc est mort et plusieurs autres personnes ont été blessées dans l'incendie, à Wiesbaden, d'un magasin d'alimentation. Quatre personnes titulaires de passeports turcs ont

été interpellés et placés en garde à vue. Le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a réagi en plaçant pour l'interdiction du Parti des travailleurs du Kurdistan.

A Londres, cinq personnes ont été blessées à la suite de plusieurs attaques à la bombe incendiaire. Des actions similaires se sont déroulées à Copenhague et dans plusieurs villes suisses. A Bruxelles, la police a évacué par la force une trentaine de Kurdes installés dans l'entrée du siège de la Commission européenne à Bruxelles pour dénoncer les interventions de l'armée turque contre la population kurde. A Strasbourg, des commandos ont lancé trois attaques simultanées contre une banque et deux agences de voyages turques. S.Etr. avec AFP



Turkish Probe November 4, 1993

7

The New Draft Anti-Terror Law

The Interior Ministry last week, without consulting with the Justice Ministry or the junior coalition partner Social Democrat Peoples' Party (SHP), prepared a new law to curb terrorism. The law is under fire now both from Turkey's business community and the SHP for being anti-democratic. If passed, it will be shelving major human and press rights in Turkey.

Excerpts from the most controversial parts of the draft are as follows:

- Those who establish clandestine organizations shall face imprisonment of up to 10 years and be fined up to TL 500 million. Those who commit crimes in the name of such organizations shall pay fines of up to TL 300 million as well as serving increased prison terms.

- Those who aid and abet, propagate or extend financial assistance to such organizations shall be regarded as members of those organizations. They shall receive sentences of three to five years imprisonment and be fined up to TL 100 million.

- If financial assistance is extended to such organizations by associations, political parties, labor unions or the like, they shall be closed down and all of their property will be confiscated. Similarly, those who close down their shops or act in accordance with the orders and targets of a terrorist organization will be banned from commerce for up to six months or punished with imprisonment from one to three years depending on the level of their crime.

- Owners of newspapers or magazines that promote outlawed organizations or their views shall pay fines of TL 200 million to 500 million. Editors and owners shall be fined half the amount but shall also serve prison terms of six months to two years. Furthermore, their newspapers and magazines shall remain closed for periods ranging from three days to one month. In cases where the crime is repeated, fines and sentences shall be doubled.

- Those who spread printed or verbal propaganda or attend demonstrations aiming to topple the secularist state apparatus or violate the territorial integrity of the country shall be sentenced to the maximum five years imprisonment and fined the maximum TL 100 million.

- An Anti-Terrorism Fund shall be established. Allocations from other funds, the budget, the National Lottery, and similar organizations shall be used to finance the project. All donations to this fund on individual or company basis will be fully tax exempt and shall be dropped from income and corporate tax. All expenses of this fund will be immune from any sort of state investigation.

- The number of lawyers acting for those suspects being tried for terrorist crimes shall be limited by the judge. Until public prosecution starts, the

judge shall be authorized to forbid notification of the suspect, if need be, of certain details pertinent to his individual case. The judge shall be present at meetings where the suspect consults with his lawyer.

- Security officials who interrogate suspects and determine the nature of the crimes committed shall, if the judge deems it necessary, testify at secret sessions.

- Suspects convicted of terrorist crimes shall serve their sentences in maximum security prisons with rooms for one to three prisoners. Convicts shall not be allowed privately to meet visitors. They shall be prevented from contact with other prisoners and the exchange of information amongst them shall be prohibited. Those who become entitled to certificates of good conduct halfway through their terms shall be eligible for transfer to other prisons.

- Priority in employment shall be given to soldiers disabled in action. The spouses, children, or siblings of those martyred in action shall also enjoy priority employment.

- Prison terms of one to three years shall be given to those who aid and abet outlawed organizations and participate in protest action on their behalf. Those who close their shops as part of such protest shall be forbidden to reopen their businesses for a period of six months. Those taxi drivers who participate in protest action by refusing to carry passengers shall be barred from circulation for up to six months.

- Prison terms for those who make statements detrimental to state interests shall be increased.

- The detention period of those detained on suspicion of involvement in terrorist activity shall be increased.

- All property belonging to terrorist organizations shall be confiscated.

- Security officials wounded in action and the spouses and children of those killed in clashes with terrorists shall receive a monthly income.

- Those members of outlawed organizations who surrender to security forces, having otherwise committed no crimes, and inform the security forces of the activities of their organizations shall not be convicted. The so-called Repentance Law, extended every two years, shall thus be accorded permanent status.

- Prison terms of up to five years to security personnel will be abolished, and if the officials are sentenced to more than five years of imprisonment, five years of their prison terms will be automatically deducted.

- Public employees involved in the anti-terrorist campaign will serve their prison terms either in military prisons or in special sections of normal prisons, without having to face other criminals. ■

The Week in Perspective

OCT. 25 Outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists attack a coffee-house in the village of Yavi in the Eastern province of Erzurum, killing 32 people.

■ The National Security Council (MGK) decides in favor of extending the state of emergency imposed in the Southeast seven years ago in response to the insurgency by Kurdish separatists.

■ A criminal court in Istanbul starts to look into the controversial ISKİ (Istanbul's Waterworks Department) case where former ISKİ director Ergun Göknel is charged with embezzlement, falsifying documents and failure to declare his assets.

■ The Commonwealth summit demands the speedy withdrawal of Turkish troops and "mainland settlers" from Cyprus in a draft communique taking a stronger than usual line on the war-divided island.

■ Foreign Minister Hikmet Çetin departs for the Czech capital of Prague to pay the country an official visit as a guest of Foreign Minister Josef Zielesnec.

■ A Paris group closely linked to the PKK says the organization has revoked a ban prohibiting foreign reporters from areas of southern Turkey where it operates.

■ The government lifts a three-day curfew on the town of Lice that was heavily damaged in a battle between PKK militants and government troops.

OCT. 27 Arsonists set fire to two apartment buildings occupied by more than 30 Turks and Germans. Three Turks and two Germans suffer the effects of smoke inhalation in the fires.

■ Ankara says the Commonwealth meeting was exploited by Greek Cypriots and adds that such behavior will hamper all efforts made toward peace for Cyprus.

■ Turkey denounces the latest Armenian attacks on Azerbaijan and says international reaction to this aggression can wait no longer.

■ U.S. Assistant Secretary of Defense for Regional Security Affairs Chas. W. Freeman arrives in Turkey for a three-day official visit.

OCT. 28 William Safire, a prominent U.S. columnist, accuses Prime Minister Tansu Çiller of foreign policy blackmail, citing her

demand for compensation for losses from the boycott of Iraq in return for continued U.S. use of Turkish bases and highways to feed Iraqi Kurds.

OCT. 29 The 70th anniversary of the foundation of the Turkish Republic is celebrated in ceremonies throughout the country, in the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC) and at Turkish representative offices abroad.

■ With the brutal murders of school teachers by the PKK continuing in the Southeast, the government closes 700 more elementary schools and withdraws teachers in Diyarbakır, bringing the number of schools closed in this province alone to 1,083.

OCT. 30-31 Following two PKK attacks on villages in Erzurum, large groups of locals gather in the city center to protest against the PKK. The rallies are on the verge of violence. The locals stone party buildings, occupy the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) building and burn its banner. Approximately, 20,000 citizens march, demanding that the government resign. The crowd hurls stones at visiting Health Minister Rifat Serdaroğlu and destroy the official cars of the governor and the province's security chief as well as five police cars. They turn towards the Kurdish quarter of the town and are dissuaded only after the governor asks an old prayer leader to help him defuse the tension.

NOV. 1 The first ever Religious Council organized by the Prime Ministry-affiliated Religious Affairs Directorate is convened in Ankara, with the participation of representatives from Islamic countries.

■ Main opposition Motherland Party (ANAP) comes up with two strikingly different solutions to PKK terrorism. While ANAP Deputy Chairman Işın Çelebi argues for a "solution within limits drawn by civilian politics and law," ANAP Artvin Deputy Süleyman Hatinoğlu calls for the immediate declaration of emergency rule in provinces that have been newly-hit by PKK terrorist activity.

■ A high-ranking Turkish delegation, headed by Prime Minister Tansu Çiller's chief advisor Ambassador Volkan Vural, flies to Syria to ask it to stop the activities of the secessionist PKK on Syrian territory against Turkey.

NOV. 2 Israeli Foreign Minister Shimon Peres proposes a Middle East regional cooperation model that includes Turkey and will "translate a geographic proximity into an economic advantage."

Amnesty  international
SECTION FRANÇAISE

SERVICE DES ACTIONS URGENTES
66, RUE PARCAMINIÈRES
31000 TOULOUSE
TELEPHONE : 61 23 53 73
TELECOPIE : 61 23 53 90

Action
urgente

EXTERNE

POUR INFORMATION SF 93 U 0961
EUR 44/101/93

AVERTISSEMENT : "Amnesty International défend des individus, sans prendre position sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

EXTRA 93/93

CRAINTE DE TORTURE/CRAINTE DE "DISPARITION"

TURQUIE :

Savme Durmaz (41 ans) Chrétien assyrien du village d'Alagöz
Sükrü Durmaz, 15 ans, son fils

Londres, le 4 novembre 1993

Amnesty International s'inquiète gravement de la sécurité de Savme Durmaz et de son fils Sükrü qui ont été arrêtés le 26 octobre 1993 et placés en détention non reconnue officiellement. On ne sait pas où ils se trouvent et on peut craindre qu'ils ne soient interrogés sous la torture. Ils ont été arrêtés par des membres de la gendarmerie (soldats effectuant des missions de police dans les zones rurales, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur) qui sont venus dans leur village d'Alagöz, province de Mardin située sur la frontière avec la Syrie. Les motifs de leur arrestation n'ont pas été communiqués.

Le 30 octobre, six villageois et le fils cadet de Savme Durmaz, âgé de 10 ans, tous des chrétiens assyriens du village d'Alagöz, ont également été arrêtés quand ils se sont rendus auprès des autorités pour s'enquérir du sort de Savme et de Sükrü Durmaz. Ils ont été libérés deux jours plus tard dans un état déplorable et ont dû s'alliter. Ils avaient été gravement torturés en détention et accusés d'avoir nourri des guérilleros du Parti des travailleurs kurdes (PKK). Le village a refusé de participer à la milice de garde des villages.

INFORMATIONS GENERALES

En juillet, Amnesty International a publié un rapport intitulé "Escalade des violations des droits de l'Homme contre les villageois kurdes" (EUR 44/64/93) donnant des détails sur les violations dont sont accusés la police, la gendarmerie, des membres d'équipes spéciales (unités lourdement armées opérant sous le contrôle du ministère de l'Intérieur et entraînées au combat rapproché contre les guérilleros) et des gardes de villages, violations commises au cours de raids de sécurité sur des villages kurdes qui refusent de participer aux milices de garde. L'enrôlement dans ces gardes de villages, force de défense civile organisée et financée par le gouvernement pour combattre la guérilla du PKK, est en principe volontaire, mais les villageois, en particulier les chrétiens assyriens, sont en fait pris entre deux feux. Nombre d'entre eux hésitent à s'engager dans les gardes de villages de crainte de représailles de la guérilla. Ceux qui refusent sont toutefois soumis à des représailles des forces de sécurité ou de gardes de villages voisins qui les accusent de soutenir la guérilla.

Il y a vingt ans, environ 20000 chrétiens vivaient dans cette région proche de la frontière syrienne, connue sous le nom de Tur Abdin. Ils ne sont aujourd'hui plus que 2000, les autres ayant fui, la plupart vers l'Europe de l'Ouest. En janvier, cinq chrétiens et deux Yezidis (membres d'une église syncrétiste) ont été tués et de nombreux autres blessés lors de deux attaques, lesquelles auraient été commises par les gardes de villages. Plus tard, quatre villageois chrétiens ont été arrêtés et auraient été torturés, maltraités, victimes de vols et de destruction de propriété (voir EXTRA 07/93, EUR 44/05/93 du 21 janvier 1993). La peur a pris de l'ampleur après l'enlèvement d'un jeune enseignant chrétien, dont sont soupçonnés les gardes de villages, ainsi que, plus tard, d'un garçon de cinq ans qui a été retrouvé assassiné. L'enseignant a été libéré en septembre après sept mois de captivité.

La Turquie a ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture le 25 février 1988 et la Convention des Nations Unies contre la torture le 2 août 1988. La plupart des allégations ont trait au mauvais traitement de détenus pendant leur garde à vue, période où ils n'ont en général pas la possibilité de voir leurs familles ni leurs avocats. Les détenus non politiques peuvent être maintenus en garde à vue pendant un maximum de huit jours avant d'être officiellement inculpés ou libérés. Les détenus soupçonnés de délits politiques peuvent être retenus sans inculpation pendant 15 jours au maximum. Dans les 10 provinces soumises à l'état d'urgence, dont celle de Mardin, la période maximum de garde à vue pour les détenus politiques peut atteindre 30 jours.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/télex/télécopie/aérogramme :

- Inquiétez-vous du sort de Savme Durmaz et de son fils Sükrü, âgé de 15 ans, tous deux originaires du village d'Alagöz dans la province de Mardin, arrêtés le 26 octobre et détenus dans un lieu tenu secret ;
- insistez pour qu'une enquête soit ouverte immédiatement afin de déterminer où ils se trouvent ;
- demandez à être assuré qu'ils ne sont pas soumis à la torture ou autre forme de mauvais traitement pendant leur détention ;
- demandez à être tenu informé des résultats de l'enquête ainsi que des charges qui pourraient être retenues contre Savme et Sükrü Durmaz.

APPELS A:

1) (Commandant de la Gendarmerie de Mardin)

Mardin Jandarma Komutani
Mardin Jandarma Alay Komutanligi
Mardin, TURQUIE
Télégramme : Jandarma Komutani,
Mardin, TURQUIE
Télex : 72004 JIMR TR

3) (Ministre de l'Intérieur)

Mr Nahit Mentese
İçişleri Bakanligi
Bakanliklar
06644 Ankara, TURQUIE
Télégrammes : İçişleri Bakanligi,
Ankara, TURQUIE
Fax : 90 312 418 1795

2) (Procureur de Mardin)

Cumhuriyet Bassavciligi
Mardin, TURQUIE
Télégramme : Bassavciligi,
Mardin, TURQUIE

4) (Vice Premier Ministre)

Mr Murat Karayalçın
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
06573 Ankara, TURQUIE
Télégrammes : Deputy Prime Minister,
Ankara, TURQUIE
Télex : 44061/44062/44063 BBMT TR
42099 BASB TR 42875 BBK TR
Fax : 90 312 417 0476
90 312 230 8896

COPIES A:

Ministre des Affaires Etrangères

Mr Hikmet Cetin
Ministry of Foreign Affairs
Disişleri Bakanligi
06100 Ankara, TURQUIE
Fax : 90 312 287 3869

Ambassade de Turquie dans votre pays:

Pour la France, 16 avenue de Lamballe
75016 PARIS

FRA0337 3 I 0222 /AFP-BS41

Turquie-Kurdes

Mme Ciller accuse les voisins de la Turquie d'aider les rebelles

ISTANBUL, 4 nov (AFP) - Le premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a annoncé jeudi à Istanbul un renforcement des forces spéciales pour lutter contre les rebelles kurdes et mis en garde ses voisins du sud-est et de l'est qu'elle a nommément accusé de "soutenir" la rébellion kurde.

Cette double mise en garde aux rebelles kurdes de Turquie et aux pays voisins (Syrie, Irak, Iran et Arménie), accusés de les héberger, a été faite dans une conférence de presse à Istanbul peu avant une nouvelle opération kurde contre des intérêts turcs en Europe, note-t-on.

Plusieurs banques, agences de voyages et consulats turcs en Europe ont en effet été jeudi la cible d'attentats au cocktail molotov, comme lors de la première grande opération anti-turque revendiquée par les rebelles de Turquie le 24 juin en Europe.

Mme Ciller a annoncé de "nouvelles mesures" contre les rebelles en Turquie avec un renforcement des "forces spéciales" qui seront portées à 10.000 hommes. Elle a justifié ce renforcement en affirmant que le PKK s'était "transformé" en une "milice" basée dans les villes.

Mme Ciller a aussi averti de la "fermeture des frontières" au PKK par de "strictes mesures de sécurité", pour "couper les voies du trafic de drogue".

KG/mfm

AFP 041610 NOV 93

Gazeta Wyborcza - 4 listopada 1993

Turcja sprzyja wejściu Polski do NATO

Partner z Azji Mniejszej

(P) Turcja jest gotowa do współpracy z Polską w tworzeniu nowej Europy - powiedział prezydent Sulejman Demirel, który wczoraj rozpoczął oficjalną część trzydniowej wizyty w Polsce. Turcja należy do większości struktur zachodnich, w tym do NATO.

- Oba kraje jako sąsiedzi terytoriów d. ZSRR powinny - podkreślał Lech Wałęsa w rozmowach prowadzonych wczoraj rano w Belwedrze - razem występować na arenie międzynarodowej. Jeśli nie będziemy współpracować po likwidacji polityki konfrontacji w Europie i świecie, to polityka ta ma szanse powrócić.

Sulejman Demirel i Lech Wałęsa podpisali wczoraj w Belwedrze traktat o przyjaźni i współpracy. Uzupełnia on nadal obowiązujący traktat z 1923 r. Lech Wałęsa udekorował Demirela Orderem Orła Białego.

Na prośbę prezydenta Demirela Polska proponuje udział przedstawicieli Turcji jako obserwatora w pracach Grupy Wyszehradzkiej. Polska już ma taki status we Wspólnocie Czarnomorskiej, utworzonej przez Turcję i dziesięć innych krajów.

- Turcja opowiada się za powiększeniem NATO i popiera starania

Polski o wejście do Paktu - powiedział towarzyszący Demirelowi minister spraw zagranicznych Hikmet Cetin. Stambuł poparcia nie cofnął po spotkaniu ministrów NATO w Travemünde, gdzie Zachód praktycznie odmówił, szybkiego przyjęcia krajów Europy Środkowo-Wschodniej do Paktu.

Węzeł kurdyjski

Na stwierdzenie „Gazety”, że krwawy konflikt z Kurdami to porażka demokracji tureckiej, min. Cetin gwałtownie zaprzeczył. - Żaden kraj nie może tolerować terroryzmu. Z Kurdami żyjemy w pokoju od tysiąca lat. Są we wszystkich strukturach władzy i w parlamencie.

Po konferencji współpracownik Cetina powiedział mi, że sam minister jest Kurdem.

Turcja i podbrzusze Rosji

Turcję niepokoi konflikt azersko-ormiański i wprowadzenie przez Rosję wojsk na granicę turecko-ormiańską. - Żaden kraj nie powinien podejmować jednostronnych działań w tym konflikcie - powiedział dziennikarzom turecki minister po spotkaniu w MSZ. Jeśli do zaprowadzenia pokoju w tym regionie trzeba

będzie użyć siły - zaproponował - musi to być wspólna akcja międzynarodowa.

Po spotkaniu z Andrzejem Olechowskim uzgodniono wyższy poziom konsultacji dyplomatycznych (dwa razy w roku zakończone protokołem). Zaplanowano wymianę misji handlowych i wspólne wchodzenie na rynki południowych republik b. ZSRR (pięć z nich jest tureckojęzycznych).

Turcja i my

W MSZ podpisano umowę o unikaniu podwójnego opodatkowania. W Ministerstwie Finansów - o przekazaniu przez Turcję 750 tys. dolarów (jej wkładu do funduszu stabilizacyjnego złotówki) na prywatyzację polskich banków.

Prezydent Demirel był też wczoraj gościem marszałków Sejmu i Senatu, spotkał się z premierem Waldemarem Pawlakiem. Czwartek spędzi w Gdańsku.

Stosunki z Turcją ożywiły się po 1989 r. MSZ-y konsultują się na temat konfliktów na Bałkanach i w dawnym ZSRR. Oficjalne obroty handlowe sięgają 300 mln dolarów rocznie plus ok. 200 mln dolarów z prywatnego handlu polsko-tureckiego z b. ZSRR. Między Polską a Turcją nadal obowiązują wizy turystyczne.

(krzem, PAP)

Turkiets politiker har gripits av panik

ANKARA
NÄGONSTANS på den anatoliska högslätten berättar han om sitt trångnål. När han försäkrat sig om att de närmaste passagerarna på bussen har somnat säger han:

- Jag har ett problem. Jag vill inte döda folk.

Han är på väg till sin lilla hemstad vid kusten - nyutexaminerad från universitetet utan jobb och ogift. Så han kommer med största säkerhet snart att tvingas göra sin uppskjutna militärtjänst. Han räknar då - som så många andra unga män - med att skickas till östra Turkiet.

- Flera av mina vänner är kurder, säger han. Jag ligger inte i krig med dem eller deras folk.

Efter att i årtionden ha förnekat det kurdiska folkets existens har kurdkonflikten till sist blivit en verklighet turkarna inte längre kan förtränga. Hela Turkiet följer nu upprört kriget i öster.

Tidigare på natten har flera passagerare diskuterat de senaste nyheterna från "östfronten". En brigadgeneral har dödats under strider vid den lilla staden Lice.

- Han fick inte uppleva våren, var en torr kommentar.

ÄNDA SEDAN den marxistiska rörelsen Kurdistans arbetarparti, känt som PKK, tog till vapen mot den turkiska centralmakten 1984 har statsledningen i Ankara haft samma besked att ge: "Till våren är terrorismen krossad." Få tror längre på politikernas och militärens försäkringar.

Allt fler värnpliktiga pojkar kommer tillbaka till sina byar och hemstäder för att begravas. Hittills har sammanlagt omkring 11 000 människor dödats.

Och denna höst ser PKK ut att vara starkare än någonsin. Från

■ ■

Ett för både turkar och kurder förödande krig håller på att bli verklighet.

■ ■



Ciller står handfallen.

att ha bestått av några små gerillaförband i bergen och en våldsbenägen hemlig rörelse i västeuropeisk landsflykt har PKK växt till en massrörelse i landets kurdiska del.

Journalisten Ismet Imset, som studerat PKK i flera år, uppskattar PKK:s militära styrka till mellan 7 000 och 10 000 reguljära gerillasoldater och en milis på 50 000 deltidssoldater. Dessutom antas det finnas åtminstone 375 000 aktiva sympatisörer som hjälper gerillan med underrättelser och förnödenheter.

Centralregeringen försöker slå ner upproret med ungefär 120 000 soldater och en polisstyrka på 50 000 man. Dessutom ska sammanlagt 30 000 av regeringen anställda byvakter försvara byar mot anfall från PKK.

Trots denna anseliga militära styrka håller säkerhetsstyrkorna på att förlora kontrollen över allt större landsbygdsområden. Militära utposter dras in och förband i svår försvarade baser dras tillbaka till städerna.

Därmed har PKK fått möjlighet att upprätta ett eget kurdiskt - eller revolutionärt - välde i byar och små städer.

Organisationen driver in skatter och dess domstolar avgör tvister mellan medborgare. Och "folkfiender" dödas skoningslöst. Flera besinningslösa massakrer har begåtts i byar som inte har velat

underordna sig PKK. Även kvinnor och barn har gång på gång dödats.

Alla turkiska regimer sedan det moderna Turkiets grundande har förvägrat kurderna deras minoritetsrättigheter för att bevara statens enhet. Nu håller de i stället på att få en kurdisk terrorregim inom den turkiska statens gränser.

Insikten om hur illa det står till har närmast vållat panik bland politikerna i Ankara. "Terrorismen" överskuggar nu all politisk verksamhet.

DEN KVINNliga premiärministern Tansu Ciller, som har gjort ett så fördelaktigt intryck i väst, verkar stå handfallen. Hon talar om en "ny strategi", vars konkreta innehåll knappast är något nytt.

Samtidigt knakar regeringskoalitionen i fogarna. Medlemmar ur hennes eget parti anklagar det andra koalitionspartiet för slapphet gentemot terrorismen. Partierna skyller på varandra och fruktan för en militärkupp sprider sig.

Men bland dem som har något att säga till om är det inte tal om att diskutera självstyre för den kurdiska minoriteten. På nationaldagen den 28 oktober förklarade president Süleyman Demirel:

- Inga privilegier till vissa kretsar.

I stället håller ett samförstånd på att växa fram mellan ledande politiker och militären. De begränsningar kampen mot terrorismen hittills har varit underkastad måste undanröjas.

Vad det innebär kan striderna vid den lilla staden Lice i slutet av oktober ge en olycksbådande förning om. Armén besköt då själva staden eftersom den bedömdes "tillhöra" PKK. När så många kurder - med eller mot sin vilja - redan lever under PKK:s välde blir omfattande militära offensiver med stor eldkraft förödande anfall på civilbefolkningen. Allt fler kurder kommer att i desperation gripa till vapen mot den yttre fienden.

Ett för både turkar och kurder förödande krig håller på att bli verklighet. Turkiet måste erkänna kurderna - även för sin egen skull.

Hans-Henrik Rönnow



Friday, November 5, 1993

turkish daily news

PKK storms through Europe

Separatists firebomb, attack Turkish business and offices in six European countries

Compiled by TDN staff from wire dispatches

ANKARA- Separatist Kurds on Thursday attacked Turkish businesses and offices in at least a dozen cities in six European countries, killing at least one person and wounding five others. The firebombings and smashing of windows and office equipment in Germany, France, England, Switzerland, Austria and Denmark were coordinated attacks of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), security sources based in Ankara said. They recalled a recent communique by the PKK European Committee that threatened to turn "everywhere into hell" if any action was taken against the organization in European countries. The attacks started simultaneously in the morning at 10:30 GMT, news agencies reported. A firebombing at a building housing Turkish apartments and businesses in Wiesbaden, near Frankfurt, killed one person, the local police said.

A Kurdish man was arrested in Stuttgart, after a group of masked men ran through the pedestrian zone downtown, hurling firebombs into the Turkish Consulate and the office of the Turkish Airlines. Two Turks and a police officer were slightly injured, a police spokeswoman said.

Fires also hit an airline office and a travel bu-

reau in Bonn, and at least one bank in Cologne, about 20 miles (32 kilometers) north of Bonn. Windows and computers were smashed by masked men at a bank and airline in Mannheim, between Frankfurt and Stuttgart.

More attacks were reported in Hannover, Bremen, Frankfurt and Berlin.

The Turkish Embassy in Bern and Turkish properties in other Swiss cities were also attacked Thursday. A spokeswoman for the Turkish Embassy said an unknown assailant threw a molotov cocktail toward the building but it landed in the grounds without causing damage. There were no injuries. Pro-Kurdish leaflets were found nearby. Police said molotov cocktails were also thrown at two Turkish travel agencies in Zurich and Basel. Other Turkish businesses received telephone threats. In London, police said five people were injured in an organized attack on Turkish targets there.

Police said petrol bombs were thrown simultaneously at the Turkish Embassy, the Turkish Airlines office, a Turkish bank, and at the Turkish Working Men's Club in north London. The bombs caused minor damage, Scotland Yard said in a statement. A City of London police spokesman said the bomb at the Turkish bank, Ziraat Bankasi, injured five people. He said the bomb damaged the British Tel-

ecom offices next door. In each case, an official said, a group of five or six men walked into the premises and threw one petrol bomb. At three of the premises, the bombs caused small fires but no injuries. On Friday, terrorists threw a petrol bomb into the Turkish Airlines office in central London during a demonstration by about 150 Kurds outside. No one was injured.

A statement from the separatists at the time said the protestors were "angry at the massacre of their friends and relatives in the town of Lice on Oct. 22." They were referring to a controversial three-day-long security operation in the town during which at least 500 houses and shops were destroyed and damages worth TL 5 billion were reported. Officials said at least 13 were killed in the incident while locals claimed 125 people were unaccounted for. Earlier this year, on June 24, Kurdish militants attacked Turkish businesses and diplomatic buildings across Europe, including 16 German cities. One demonstrator was shot to death in Switzerland during an attack.

The German government said then it would consider banning the PKK, which was blamed for the attacks and is said to have about 5,000 members in Germany where there are some 400,000 Kurds.

Turkish MP to apply to European Human Rights Commission

Parliament body concurs with ruling removing Işıkclar's immunity

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Fehmi Işıkclar, a member of the Turkish Parliament stripped from his legislative immunity and parliamentary status, said on Thursday he would apply to the European Human Rights Commission against the relevant court order.

Işıkclar made his announcement after the Parliamentary Constitutional Commission concurred with an earlier ruling of the Constitutional Court stripping him of his legislative immunity.

The former deputy Parliament Speaker and junior coalition partner Social Democrat Peoples' Party (SHP) deputy, was sentenced for speeches he had made two years ago during a party convention.

The Constitutional Court had decided on July 14 that Işıkclar, as the former head of the defunct Peoples' Labor Party (HEP), had violated the constitution and the Political Parties Law by "differentiating between the nation as Turks and Kurds and describing the Kurds as an oppressed nation" in his speeches prior to the October 1991 elections. In its decision, the court had also de-

cided to close down HEP.

The ruling True Path Party (DYP) and SHP members of the Parliamentary Constitutional Commission took different stance during the voting of the court decision. The DYP and the main opposition Motherland Party (ANAP) members of the commission voted jointly for the lifting of Işıkclar's immunity.

During the part of the commission meeting which was closed to the press, the members examined Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk's request for clarification of Işıkclar's situation in view of the court ruling.

Coşkun Kırca, one of the DYP member of the commission, argued that Işıkclar lost his parliamentarian status when the Constitutional Court announced its verdict and that no one could prevent the enforcement of the court order.

For this reason Kırca said the Parliament Speaker could not refrain from applying the court ruling.

Mümtaz Soysal, a SHP member of the commission, opposed Kırca's motion. How-

ever at the end of a three and a half hour debate, ANAP and DYP members of the commission voted in favour of Kırca. Thus, a majority of the commission members concluded that the court decision has become final and binding. Following this decision of the commission, Işıkclar said he will apply to the European Human Rights Commission. Shortly before the October '91 elections, Işıkclar and other HEP deputies had agreed on an election alliance with the SHP and were elected to Parliament as SHP deputies. Eighteen Kurdish-origin deputies had later resigned from the SHP and rejoined the HEP.

But Işıkclar, a former and well-known trade union leader, stuck with the SHP and took a strong stance against separatism.

The court decision which lifted Işıkclar's parliamentary immunity, opened the way to put him on trial for violating Turkish Penal Code 125.

The code concerns the "unity of the nation and state" and suggests punishment up to the death penalty for carrying out "separatist actions" and propaganda.

Çiller warns neighbors, says PKK to be crushed

PM says PKK setting up murder network with Armenians

Turkish Daily News

ISTANBUL- Prime Minister Tansu Çiller on Thursday said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was being nourished in Iran, Iraq, Armenia and Syria and being supported by these countries. She said the separatists would certainly be crushed and that the state was in control in every part of Turkey. Speaking at a press conference at the Holiday Inn Crowne Plaza Hotel, Çiller stated, "If these countries are our friends, they will show their friendship and not let this terror organization take refuge in their lands. If they aren't friends, the time has come to do what is necessary. If the PKK is nourished there against the wishes of these countries, we will help them in this matter, too." She noted that a serious diplomatic offensive had been mounted.

Çiller went on to accuse the PKK of setting up a murder network with the assistance of the Armenians. "Facing us is a terrorist movement that has been turned into a militia movement and has spread. Its purpose is not to bring democracy and welfare to the people but to split the country. They kill whoever crosses their path whether it is Turk, Kurd, woman or child. They don't want the press to work because that way their murders won't be seen. They are also trying to prevent the upcoming election from being held. Only, we won't let them achieve their aims."

The purpose of the terror is to frighten and terrorize the people in the area, Çiller said. "They want to create psychological pressure and the image (that the government can't get on top of it). Only, the government is there in every way. If the governments in the past had taken up this matter as seriously as this government has, things wouldn't have reached this point."

Çiller said the separatist terror movement went through a two-year standstill after Sept. 12, 1980, (the date of the last military coup) and then reorganized itself between 1982 to 1984. The prime minister also said that terror had burst out again in 1984 and continued until 1987, even while martial law existed. During 1987 to 1991, when the Motherland Party (ANAP) was in power, the government did not address terrorism in a decisive way or devise an effective means to combat it.

She said it was the coalition of the True Path Party and the Social Democrat Peoples' Party, which came to power in 1991, that had begun treating the issue seriously.

"During the cease-fire period, the terrorist organization had once again reorganized itself and had again resumed activities after

giving the world a sign of peace," she said. During this period, because assaults were being made on tourism, Turkey suffered a \$1 billion loss.

"During our government the terror organization has turned to a new strategy. Coming out of the villages, it began murdering in the cities.

And what's more, the Armenian-PKK cooperation came on the agenda, and our people in those areas are now being killed.

"With the militia movement, a tactic of 'hit and run' is being used. We will continue our efforts with the regular army and add new mobil forces. This new security force, which is being trained at the moment, will take up its duties at the start of the year, and its numbers will increase gradually until it reaches 10,000.

"In addition, we know that the terror is being nourished on the other side of the border in Syria, Iran, Iraq and Armenia. We have begun a serious diplomatic offensive on this subject. We are making it clear to these people that if they are our friends, they must show their friendship. If they aren't, we will do what is necessary. We hope that they are friends. If these events are being conducted against their wishes, we will help them in this matter, too." Çiller added that she expects the Iranian prime minister to visit Turkey.

Çiller accused the PKK of collecting "taxes" on government contracts and from people who start businesses, in addition to being involved in the drug trade. She threatened that concerted action will be taken to prevent this.

Revealing that the president and the general chief of staff believed that it wasn't necessary to institute martial law at the moment in the struggle against terrorism, Çiller continued, "Whatever struggle is made under the roof of Parliament, it will be achieved within the rules of law.

The most important problem is to separate the terrorist and the citizen from one another. The new security force, not a private army, will be attached to the army and the police. I want you to be sure that with the support of the people and the press and with these measures we will get on top of this business."

Acknowledging that terror is not only Turkey's problem, Çiller pointed out that it exists in many countries around the world. "Only let no one deceive himself. Terror never ends completely.

It's the base all over the world. Only be-

ANAP Istanbul Deputy:

'No one in Parliament dares to debate the Lice incident'

Turkish Daily News

ANKARA- A member of Parliament representing the main opposition Motherland Party (ANAP) said on Thursday that none of the deputies in Parliament dared to discuss the Lice incident in which a general died

cause we are applying the correct remedy will we arrive at quite a different point within a very short time."

Çiller admitted that the fight against terrorism required large resources, and she said, "To create these resources we must take advantage of taxes. The phenomenon that is eating up the biggest share is the terror we're facing.

We must increase all these during the period in which we bring about reconciliation and understanding."

In replying to questions at the end of the press conference, Çiller reiterated that the government would take whatever steps are necessary if it is seen that neighboring countries are not friends, although the question concerned what those measures might be.

Asked what could be done with regard to Armenia, Çiller's answer was that the PKK had definitely begun to receive support from Armenia, that there is Armenian-PKK cooperation and that the organization from time to time, despite religious exploitation, was cooperating with the Armenians.

Çiller answered a question on human rights by saying, "The most important right is the right to life. The people there want to live.

The PKK is killing Kurdish women, Kurdish children. Are they doing this because they want a better life for them? No. They are blocking economic measures from the region. They are blocking investments. There are ministers of Kurdish origin in our Cabinet. When we selected them, we didn't think about asking where they are from. If we protect democratic rights, we will first protect the right to life. There is no compromise to be made on this."

To a question about who would select the new security force and how the terrorists could be separated from the people, Çiller replied, "In this struggle, what is important is separating the terrorist from the citizen. Those who are creating the new security forces are people who have served in the military as commandos. Those who are making their selection are from the police force and the army.

"We do not mean ethnic roots when we say Turk. We are talking about the citizenship of this country. The people whom we have against us is the PKK, not Turk or Kurd. Anatolia is a mosaic.

There are people with various ethnic roots. It is a very dangerous matter to turn this fight into a Turkish-Kurdish quarrel. This matter needs serious attention."

and over 400 houses were destroyed last month.

The Human Rights Commission of the Turkish Parliament on Thursday listened to representatives from the General Staff and Security Directorate regarding the Lice incident.

Fevzi İşbaşaran, Istanbul deputy for ANAP, said none of the deputies dared to voice their opinions on the realities of the situation when addressing Parliament despite the fact that they did so in private. "Lice is in a state of distress. No one in Parliament dares to discuss this issue," İşbaşaran said. "There is a closed regime in our country. We do not know what will happen tomorrow. In a country where the prime minister and other ministers have been executed, and where ministers have been put in jail, it is not clear what will happen to us when we leave our homes." İbrahim Halil Çelik, the Welfare Party (RP) Şanlıurfa deputy, called on deputies to clarify the facts. "Our commission should disclose the acts of both the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the state." General Staff representative Major Eryılmaz said Regional Gendarmerie Commander Brigadier Gen. Bahattin Aydın had been killed by a gun meant specifically for assassination. Deputy Security Director Kamil Tecirlioğlu pointed out that migration from Lice had already stopped. The commission decided to listen to the interior minister, the housing minister and the state minister responsible for human rights at a meeting to be held next week.

Ankara tries to trust Syria

Vural says agreement reached to cooperate for mutual interests

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey and Syria have agreed that the two can improve cooperation through trust and respect for mutual interests, a senior Turkish official said in Damascus Thursday.

The statement came amid reports in the Turkish press that relations between the countries were getting tenser with a Turkish memorandum to Damascus demanding that Syria immediately stop the activities of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in its territories.

Volkan Vural, senior foreign policy advisor to Prime Minister Tansu Çiller who was sent by her to Damascus for security talks with Syrian officials on the PKK issue, met Foreign Minister Faruk El Sara on Thursday.

"The meeting was conducted in an open and constructive atmosphere," he said. "It was agreed that an environment for cooperation between Syria and Turkey be created."

The tone of the meeting seemed mild and cordial, and in marked contrast to a statement made by the Turkish Foreign Ministry Wednesday which called on Syria to back all statements expressing opposition to terrorism with conviction.

ing, concrete action.

Vural, who is accompanied by Turkish Foreign Ministry Deputy Undersecretary Bilgin Unan and Foreign Ministry official Cenk Duatepe, is also expected to meet Syrian President Hafiz Essad, but no exact date has been set for the meeting. They are to hand him a message from Prime Minister Çiller.

In Istanbul meanwhile, Çiller held a press conference during which she said Ankara had launched a "diplomatic process" to curb foreign support to the PKK.

"If our neighbors are our friends, then it is time they show their friendship. If they are not our friends, then it is time we become aware of this," she said.

Lebanon hampers visit to PKK leader so as not to harm relations with Turkey on page 3

She added that Turkish officials would go to all of these countries "one by one" to start the diplomacy process. If these countries were to claim that the PKK is conducting operations beyond their control, she said, Turkey would then "be prepared to lend them help to do this."

Çiller also said that the Iranian prime minister had expressed his desire to come to Turkey to discuss the issue.

Speaking at another meeting later, Çiller referred to the PKK's organizations in Europe which she said obtained funds from Turkish citizens and through drug trafficking, and declared that the countries which allowed the PKK to operate on their soil would, in the long run, suffer the most from them. "But in the meantime, how many more are going to die in my country?" she asked.

Meanwhile, a veteran Turkish Foreign Ministry official suggested Thursday that Turkey could take measures that would squeeze Syria into a corner.

"If a country is harboring an illegal gang that is active in another country, and despite all warnings this country is still a refuge for this gang, this is international law violation," retired Ambassador Oğuz Gökmen told the Anatolia news agency Thursday.

"If the Arab has oil, we have water," Gökmen said in reference to the waters of the Euphrates-Tigris river basin, of which Turkey controls the flow.

He suggested that diverting the waters of the Euphrates on which Syria is heavily dependent to the Ceyhan river in western Turkey, would be a means of "forcing Syria down on its knees."

L'Agriculteur Normand - 4 novembre 1993

Aide aux agriculteurs du Kurdistan

L'Association d'Aide aux Agriculteurs du Kurdistan organise une soirée avec un groupe folklorique Kurde KO' ZAN, comprenant des musiciens et danseurs à Saint-Lô le 6 Novembre 1993 au Foyer des Jeunes Travailleurs, Rue Michel Brodon à partir de 20 heures.

Durant cette soirée, il sera proposé :

- une projection de diapositives sur les projets déjà réalisés
 - une présentation des projets pour cette nouvelle année,
 - un buffet froid avec des spécialités kurdes. (Réservation : soit par tél : 33.50.74.27 ou 33.90.42.07, soit par fax : 33.51.93.10
- Entrée au spectacle : 40 F (gratuit pour les enfants) non compris le buffet froid.

Boiling Cauldron Kurds Tighten Grip In Southeast Turkey; Counterstrike Looms

Guerrillas Step Up Terrorism,
Expel News Media, Parties;
Ciller Tries Tougher Line

A Dangerous Place to Teach

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL—It may not be a homeland, but it is rapidly becoming a no man's land.

Kurdish separatists in Turkey's southeastern provinces have raised their challenge to government authority there to new heights in recent months. The breakdown in law and order is visible everywhere.

Skirmishes between government and rebel forces have been fought almost daily since the end of a short-lived ceasefire this spring. Kidnappings and shootings of state representatives from politicians to schoolteachers are now commonplace. Taxes once paid to the government are collected by the Kurdish Workers Party. Turkish political parties and even journalists have recently retreated from the area under a ban enforced by the Kurdish party, known by its initials PKK.

While government officials still nominally run the 200 municipalities, economic life in the southeast has come virtually to a standstill. Banks refuse loans unless they are secured with real estate in western Turkey; investment and construction have come to a complete halt. Mobil Oil Corp. announced in mid-October it was suspending operations in southeast Turkey in response to PKK attacks and extortion attempts.

"Today there are two powers in the region," boasts Zubair Aydar, an official of the pro-Kurdish Democratic Party: "The Kurdish nationalist forces and the Turkish state."

Attacks in Europe

The steady buildup of Kurdish violence and political muscle has put the once-conciliatory administration of Prime Minister Tansu Ciller in an increasingly difficult position—and not only at home. Bringing

their war to Western Europe for the second time in four months, Kurdish militants on Thursday smashed and burned Turkish consulates and businesses in more than 60 attacks in six countries (see article on page 2).

No longer toying with a political solution to the Kurdish problem, senior Ciller officials now say they are weighing broader military action to reassert the state's authority. Ms. Ciller announced Thursday that Turkey is sending diplomats to neighboring countries, pressing them to crack down on Kurdish forces seeking refuge after staging attacks in Turkey. Turkish officials have long accused PKK guerrillas of training and operating from bases in Syria, Iran, Iraq, the corners of which form an unofficial homeland for millions of ethnic Kurds, as well as in Armenia.

"An intensive diplomatic effort has been undertaken," Ms. Ciller told a news conference Thursday. "If our neighbors are friendly, it is time for them to prove their friendship. If they are not friendly, it is time for us to know it as such and do whatever is necessary."

More than 8,000 people have died since the PKK launched a guerrilla war in 1984 for self-rule in Kurdish-dominated southeastern Turkey. Intensified fighting over the past year has claimed more than 2,000 lives.

Special Force

Ms. Ciller also announced on Thursday the creation of a special armed force to deal with the rebels. The force would number 10,000 men and be ready for action by next January, she said. Turkey already has poured thousands of elite troops into the area to battle the insurgency.

Senior Turkish officials have shuddered at the damage an all-out military offensive is likely to cause Turkey's already tarnished human-rights image. Ms. Ciller, however, faces a challenge to her leadership of the conservative True Path Party at its annual conference Nov. 27, and must be seen to be coming to grips with a crisis that threatens to destabilize Turkey for years to come. Moreover, there are growing fears in the government that failure to regain control in the southeast could spark a military coup.

Pressure is mounting from President Suleyman Demirel, an unabashed critic of the Ciller administration, and who has sided with the military in ruling out any political solution to the Kurdish problem. In a speech on the eve of the 70th anniversary of the Turkish republic last week, Mr. Demirel said that seeking a political solution was "a waste of time"; he rejected the granting of "privileges" to Turkey's estimated 12 million Kurds.

Senior government and military officials say a major military offensive is possible in the coming months. In a newspaper interview last July, Chief of Staff Gen. Dogan Gures hinted at the imposition of martial law if the Kurdish rebellion had not been suppressed by the end of winter. Troops and rebels on Oct. 22 fought a daylong battle in Lice, a town of 8,000 about 675 kilometers southeast of Ankara. Casualty reports con-

flict, but the pro-rebel Kurdistan New Agency, based in Germany, has said about 160 civilians were killed. Turkish Brig. Gen. Bahtiyar Aydin also died in the fighting, the highest-ranking Turkish officer to be killed so far in the war.

The ruling coalition of Ms. Ciller's True Path Party and the Social Democrat People's Party could fall apart over the junior partner's opposition to a military solution. Noting that the government has until now been reluctant to give the military a free hand, one senior government official concedes that the PKK has effectively defeated Ms. Ciller's efforts to convince Mr. Demirel and the military that granting the Kurds cultural autonomy could defuse the crisis.

To emphasize their determination and ability to cause havoc, PKK guerrillas last month kidnapped the Social Democrats' party chairman in Diyarbakir, the unofficial Kurdish capital. "From now on no one will be allowed to be part of bourgeois parties while claiming they are representing the Kurdish people," the PKK said in a statement claiming responsibility.

Teachers Killed

In a bid to disrupt the education system, guerrillas have killed an estimated 120 teachers in the past two months, including 15 in one recent week. Regional Supergovernor Unal Erhan has instructed provincial governors to withdraw the estimated 20,000 teachers in the region, according to Turkish news media.

Turkish journalists themselves recently quit the area practically en masse after a senior PKK official issued a blanket threat to their lives. Only state-run television, radio and a PKK mouthpiece, the newspaper Ozgur Gundem, remain in the region. Summoned to a meeting in a military camp in the hills above Diyarbakir, Turkish journalists say they were ordered by Cemal Bayrak, a senior aide to rebel leader Abdullah Ocalan, to immediately shut down their operations in Kurdish areas. Mr. Bayrak, according to reporters at the meeting, charged that Turkish journalists were propaganda tools of the Turkish military and from then on would be regarded as enemy soldiers. A correspondent of Milliyet, Turkey's largest circulation daily, was held captive for several days after the ban began; four other Milliyet correspondents are missing.

Newspapers have put pressure on the government to reestablish its authority in the southeast following the threat and kidnappings.

Some Turkish journalists admit privately that their papers have been less willing to report the rebel side of the story since Gen. Gures charged last July that the press was aiding the Kurdish separatists. "We are not free to report," says one correspondent just back from southeastern Turkey.

Seeking Recognition

Some 16 foreigners have also been abducted in the region in recent months. While most were later released, PKK



Tansu Ciller

guerrillas still hold an American and a New Zealander who were taken hostage three weeks ago, hours before a meeting in Washington between President Bill Clinton and Prime Minister Ciller. The guerrillas' strategy seeks tacit recognition from foreign governments, who are asked to send representatives to meetings with the rebels to win the release of their citizens. Turkey has grudgingly allowed British, French and Italian officials to come to eastern Turkey to supervise the release of their nationals. The U.S. has so far refused.

Turkey is already under mounting pressure from Western governments and international human-rights organizations to stop alleged human-rights abuses. Recent reports by Amnesty International, Helsinki Watch and Physicians for Human Rights have censured Turkey for torture of prisoners and its conduct of the war in southeastern Turkey.

Western diplomats have warned Turkey that stepping up the war could strain its relations with the European Community as it moves toward a customs union with the EC by 1995. EC officials are debating whether the community should publicly express concern about human-rights abuses in Turkey.

"Relations with the West are certainly going to become strained," says human-rights activist Murat Belge of the Helsinki Citizens' Assembly. Just back from an international conference in Sweden, Mr. Belge says he was bombarded during the meeting with questions about human rights in Turkey.

Export Drive

Fearing that escalation will provoke terrorism in Istanbul and Ankara, Turkish and foreign businessmen warn that the conflict is likely to undercut Ms. Ciller's recently launched export drive designed to narrow Turkey's yawning balance of trade deficit. "The Kurdish situation is so bad that nobody even wants to talk about it," says John McCarthy, Istanbul representative of the Dutch ING Bank.

"It's a choice between two evils," says John Cal, a prominent Istanbul real-estate developer as he surveys the government's options. "I'd rather upset the West than upset the military.

"The choice is between a bad democracy and no democracy. As a Turk I'd rather have a bad democracy," Mr. Cal adds, arguing that a military takeover would stop domestic and foreign investment and effectively put a halt to business in what is with average annual growth of 6% the fastest-growing economy in the Organization of Economic Cooperation and Development.

Sources close to the PKK say the rebels hope that by achieving a standoff with the military and an effective victory in local elections scheduled for next March, they will force the government to negotiate far-reaching autonomy for the Kurds. But negotiating a solution with Kurdish nationalists would involve a radical break with long-term Turkish policy that has aimed at assimilating the Kurds. Those Kurds who

have endorsed the principle of a Turkish nation-state have been fully integrated into Turkish society, reaching in many cases some of the most senior positions in the government.

Acknowledging a separate Kurdish identity, some government officials and analysts say, would entail lifting all restrictions on Kurdish cultural expression as well as granting the Kurds a far-reaching degree of self-rule. Many Turks fear that scenario could lead to the current no man's land becoming a Kurdish homeland. Such a move could cost Turkey as much as one-third of its current territory and loss of

control over a region strategically important because of its control of water resources.

To most Turks, this price is too high. Some, however, argue that granting Kurds full cultural autonomy and a degree of self-rule within Turkey would resolve the conflict and establish Turkey as the dominant power in the region.

Says Hikmet Ozdemir, an adviser on Kurdish affairs to the late President Turgut Ozal: "At stake is the future of Turkish democracy."

THE WALL STREET - November 5, 1993

Kurdish Militants Hit Turkish Sites Through Europe

Associated Press News Service

BONN — Kurdish militants smashed and burned Turkish consulates and businesses across Europe in a coordinated violent protest against Turkey's treatment of its Kurdish minority.

At least one person was killed and 16 were injured in the more than 60 attacks that left smoldering shops and offices and shattered glass in the streets of urban centers in Germany, Switzerland, Austria, Britain, France and Denmark.

More than 40 Kurds were arrested.

Turkish Businesses Hit

The wave of attacks hit Turkish consulates, travel bureaus, airlines, banks, a newspaper office in Frankfurt and a cable television station in Berlin.

The Kurds accuse the Turkish government of a brutal counterinsurgency campaign to uproot a Marxist guerrilla insurgency battling for a Kurdish homeland near the borders of Iraq and Iran.

It was the second major assault on Turkish properties this year, and German officials said they will try to ban the Marxist group that police suspected in Thursday's attack and a similar day of rage on June 24.

The attacks began simultaneously at 11:30 a.m. local time. Police said they found leaflets at several sites denouncing "Turkish genocide" against the Kurds.

Spokesmen for the National Front for the Liberation of Kurdistan refused to comment on who was responsible. The group is the political wing of the rebel Kurdish Workers' Party, known by its Kurdish-language initials PKK.

German Police Were Notified

The Turkish Embassy in Bonn said it first tipped off German security forces Sunday to intelligence about planned attacks by the PKK, which has about 5,000 members in Germany.

Police patrols were increased but weren't enough, said Numan Hazar, the No. 2 official at the embassy. Seven Turkish consulates were among the more than three dozen targets in Germany.

Foreign Minister Klaus Kinkel said it was time to accede to Turkey's demands that Germany ban the PKK, which "has abused our tolerance and liberal laws for foreigners."

"It's a bad day for Germany's internal security," said Interior Minister Manfred Kanther, reflecting the view of many Germans who blame foreigners for the rising violent crime rates in Germany.

Germans Fear Civil War

Some German officials have said they worry about a civil war breaking out among the 1.9 million Turkish citizens living in Germany — 400,000 of them Kurds.

There were attacks Thursday against the Turkish embassy in Berne and at a Turkish bank in Vienna. Five people were injured in attacks on the Turkish Embassy and three other targets in London. A bank and two travel agencies were hit in Strasbourg, France.

About 30 Kurds staged a peaceful sit-in at European Community headquarters in Brussels. Belgian police quickly broke up the protest.

In Wiesbaden, west of Frankfurt, flames from a firebombed Turkish restaurant killed a man and injured eight other people, including a small child.

Attacks on Downtown Areas

The attacks hit downtown areas of many cities, including Bonn, the quiet German capital, where a Turkish Airlines office was firebombed.

After assailants smashed windows at two banks and an airlines office in Frankfurt, police with automatic rifles fanned out through the main train station checking identification papers.

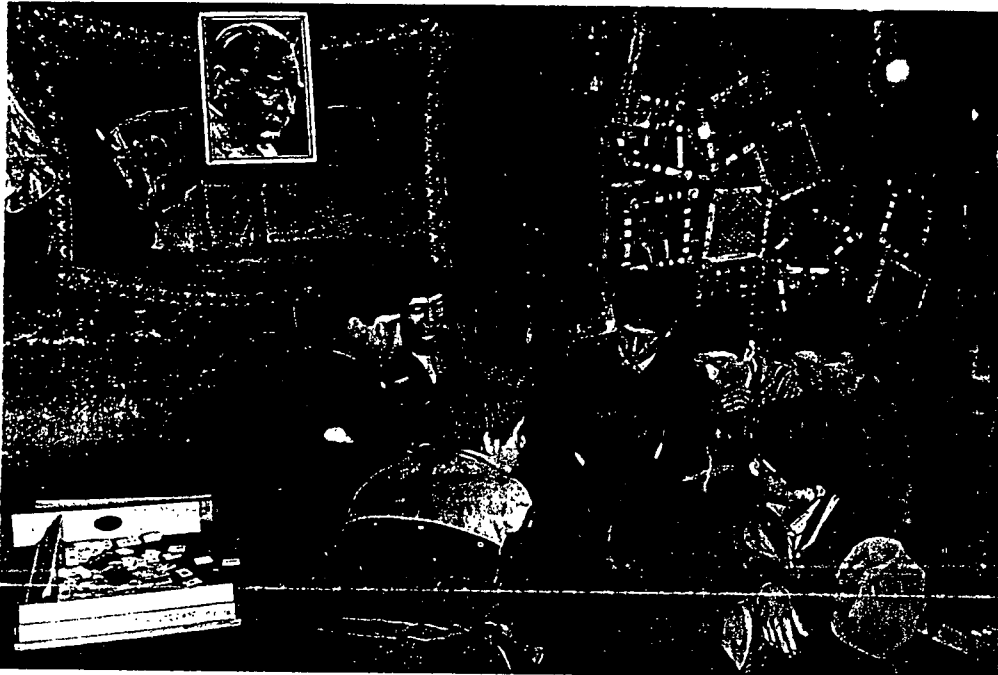
In Stuttgart, capital of Baden-Wuerttemberg state, masked men ran through the downtown pedestrian zone, hurling firebombs into the Turkish consulate and the office of the Turkish Airlines. Two Turks and a police officer were slightly injured, a police spokeswoman said.

In Hanover, a Molotov cocktail exploded in the hands of a Kurdish man, badly injuring him, police said.

Géopolis

Turquie Si elle persiste à traiter la délicate question kurde par le déni ou la répression, la jeune démocratie turque risque de s'effondrer.

Le borbier kurde



A Diyarbakir, « capitale » du Sud-Est, des enfants kurdes dans une maison de thé.

Il s'appelle Suleyman (Soliman). La magnifique montre en or qu'il arbore au poignet s'abat dans un bruit sourd sur la table d'apparat. Sous des portraits de Kemal Atatürk — père de la nation de 1923 à 1938 et désormais gri-gri officiel ornant tout lieu public du pays —, le président Demirel reçoit dans son palais républicain d'Ankara. Septuagénaire carré, il débite quelques données : « *La Turquie est une démocratie. Notre presse est libre, comme nos esprits et nos cœurs. Notre monnaie est convertible. Nous avons des problèmes dans le Sud-Est...* »

Tiens ! Nichée dans l'énumération présidentielle, la guerre qui ravage le Kurdistan passerait presque inaperçue. Suleyman Demirel a jadis reconnu la « réalité kurde » en Turquie : « *Mais pas leur indépendance* », s'empresse-t-il de nous préciser. Pas de quoi fouetter un chat. Et pourtant, en Turquie, il n'y a guère plus audacieux, sur le sujet, que ce politicien insubmersible. Seul feu Turgut Ozal, son prédécesseur au sommet de l'Etat, était allé plus loin, qui encouragea, lors d'une noce à Istanbul,

un artiste kurde à chanter dans sa langue maternelle : inoui !

La Turquie vit dans la hantise de la partition. Elle ne s'est jamais remise du dépeçage de l'Empire ottoman par les Alliés, aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Les Kurdes, dont le berceau historique couvre aussi le sud-est anatolien, sont priés de se taire, voire de se terrer : de « turquiser » patronymes et toponymes. Humiliés par un Etat centralisateur et broyeur de particularismes, les Kurdes de Turquie ont fini par céder à la tentation terroriste, en 1984, lorsque le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) s'est lancé dans la guérilla, contre la deuxième armée de l'Otan.

Neuf ans après, la classe politique d'Ankara, sous haute surveillance militaire depuis les putschs de 1960, 71 et 80, chante l'air de l'éradication finale : « *Notre République est indivisible. Nous ne négocierons jamais avec les terroristes du PKK.* »

L'homme de la rue, gorgé de propagande anti-kurde, commence à voir d'un mauvais œil ces « séparatistes ». Artun Unsal, ancien correspondant du *Monde*

à Ankara, craint que les Kurdes disséminés dans les grandes villes du pays ne connaissent quelques pogroms.

Certes, les autorités ont raison d'insister sur le caractère fort peu démocratique du PKK et de son leader, Abdullah Ocalan, dit Apo, couvé par la Syrie d'Hafez el Assad. « *Une bande de marxistes-léninistes qui veulent établir un ordre très démodé* », dénonce le président de la Grande Assemblée nationale d'Ankara. Seuls quelques pionniers reconnaissent que le gouvernement de Mme Tansu Ciller pourrait lâcher du lest culturel : conférer aux Kurdes une télévision régionale, le droit d'enseigner leur langue, la possibilité de magnifier leurs traditions. Des contacts indirects et discrets auraient lieu. Mais toujours revient le même refrain : « *Il faut d'abord écraser le terrorisme !* »

La guérilla, fin octobre, a pris un tour funeste dans la région de Diyarbakir (« capitale » du Sud-Est). Un général a été tué par le PKK, qui, par ailleurs, a fâcheusement interdit aux journalistes de travailler sur place. Il est vrai que la presse, sur cette question, apparaît de plus en plus aux ordres d'un Etat qui se crispe. Et les rebelles kurdes rappellent que des correspondants locaux, jugés trop favorables à leur cause, sont éliminés par des escadrons aux mains des services secrets turcs.

Cette sale guerre qui embrase le Kurdistan, conjuguée à une crise économique marquée par l'inflation galopante, auxquelles s'ajoute le camouflet de la CEE, qui renvoie toute intégration aux calendes grecques : cela suffit au bonheur du Parti de la prospérité (islamique), qui frémit dans les sondages en attendant les frustrations.

De même que le conflit algérien faillit engloutir la France, « *les événements du Sud-Est* » risquent d'avoir raison de l'unique démocratie laïque de la région ; cette fabuleuse passerelle entre l'Europe et l'Asie, qui a déjà senti passer quarante-deux civilisations, des Hittites aux actuels boursicotiers américanisés... ●

De notre envoyé spécial en Turquie

Antoine Perraud

Former anti-terror officer murdered

turkish daily news

Saturday, November 6, 1993

- Ersever found dead, hands tied, two bullets in the head
- Told TDN he was followed and feared abduction

Turkish Daily News

ANKARA- One of Turkey's most senior retired gendarmerie intelligence officers, known throughout the country for his controversial and outspoken criticism of Ankara's counter-terrorist policies in the Southeast, was found murdered near the Turkish capital, officials said on Friday. Officials said Ahmet Cem Ersever, retired colonel and founder of the gendarmerie intelligence unit, was found in a field near the district of Elmadağ with his hands tied behind his back and two bullets in his head. They said a coroner had determined he had been killed at least three days ago.

Ersever had told TDN's Hayri Birler earlier that he was followed and feared his pursuers might kidnap him to get information out of him. The retired colonel participated in major anti-terrorist operations in the Southeast and was involved in various clandestine crackdowns.

Police said Ersever, who retired from the armed forces after dubbing its Southeastern policy "passive," was missing for the past 10 days. He last called the TDN on Oct. 25, a day before his trial at a military court, which he later failed to attend. Sources said he had been "missing" since Oct. 26.

Despite his military background and tradition, observers noted that no statement was issued from any military commander after news of Ersever's murder was made public.

A spokesman for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which Ersever had fought against for years, claimed the killing was result of an intra-military dispute over Southeastern policies.

A terrorism expert based in Ankara told the TDN that he suspected the same and that this killing was linked with the death of former gendarmerie forces commander Gen. Eşref Bitlis and Diyarbakır gendarmerie commander Gen. Bahtiyar Aydın. Unidentified people last Friday sent the official ID card of Ersever to the left-wing daily *Aydınlık* and later called the newspaper saying they had killed the officer. They claimed responsibility on behalf of the PKK.

Meanwhile, a person identifying himself as member of the ultranationalist outlawed Turkish Revenge Brigades (TIT) told the *Sabah* and *Ozgür Gündem* newspapers that they were responsible for the murder.

Police said the body of Ersever was found first by a gendarmerie patrol and that it was brought to Ankara immediately to be identified by his wife.

Ersever, aside from his 13 years of active service in the special gendarmerie forces, was also the author of anti-PKK books, which are now being distributed to the Kurds in southeastern Turkey by government troops.

In these books, he claimed PKK leader Abdullah Öcalan was of Ar-

menian origin, had sexual problems and was responsible for the rape of many Kurdish girls.

He also said the PKK was a foreign-controlled organization that needed to be completely crushed militarily.

Recently, in his articles and in the interviews with the PKK, Ersever had strongly lashed out at Ira-

qi Kurdish leader Jalal Talabani and accused him of supporting the PKK.

It is known that Ersever regarded Talabani as a major threat to Turkey. Ersever had dealt with the Iraqi leaders while in charge of clandestine operations in the region up until last year.

Germany puts pressure on Kurdish separatists

30 PKK-related offices raided by German police, records of Kurd-Ha news agency seized, Turkey appreciates German response to PKK

TDN with wire dispatches

BONN/ANKARA- German police raided Kurdish offices in at least two states on Friday after a wave of attacks in six European countries by suspected Kurdish extremists the previous day, officials at Bonn's interior ministry said.

Kurdish sources in Germany confirmed that some 30 offices connected with the secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK) were raided, and the doors of some of them were broken down by the German police. The headquarters of the pro-PKK Kurd-Ha news agency in Düsseldorf was also raided by the German police who seized computers and archives for inspection, leaving only telephones and the fax machine behind.

German police made more than 46 arrests after Thursday's barrage of attacks, which spanned the country from Berlin to Munich. The Federal Prosecutor's office is

in charge of the investigation.

Federal interior ministry spokesman Detlef Dauke is quoted by news agencies as saying that "serious measures" were under way to prohibit future PKK activities.

The German police were looking for Kurds suspected of taking part in Thursday's simultaneous assaults on Turkish consulates, travel agencies and airline offices in at least 28 German cities, during which one Turkish man was burned to death by the PKK militants.

In one of the most spectacular attacks, about 20 armed assailants stormed the European headquarters of the Turkish newspaper *Hürriyet* in Frankfurt and ransacked offices, hitting a guard with sledgehammers and beating a journalist.

They also sought material that could be used to ban the PKK, of-

ficials said.

Turkey deeply appreciates the German government's response to the PKK attacks, a high-ranking source at the Turkish foreign ministry said. The source said that in a letter to German Foreign Minister Klaus Kinkel on Thursday, the Turkish government said that activities of Kurdish associations and Kurd-Ha are "clear" violations of German laws on terrorism. Turkish Foreign Ministry Undersecretary Ozdem Sanberk, who is currently in Germany for economic and political consultations, is in contact with the German government on the subject, the source said.

According to Reuters, Chancellor Helmut Kohl is seriously considering banning the PKK, whose militants he considers criminals who have misused Germany's hospitality, his spokesman Dieter Vogel said. Turkey's ambassador to Bonn urged Germany on Friday to outlaw the PKK and associated groups. This is the most important measure that can be taken to ensure that Thursday's attacks on Turkish installations did not happen again, he said. Ambassador Onur Oymen also told German radio

there were close links between "terrorism" and the illegal drug trade. "Our information indicates they collect a lot of money -- millions of marks -- from the drug trade in Germany," he said.

Bonn estimates there are around 3,800 militants among its 450,000 Turkish Kurds living in Germany. The PKK finds a conducive atmosphere in this Kurdish community and is aided by the flexibility of German law.

One high-ranking German official complained to the TDN that the same laws did not even enable the German government to ban the extreme left, armed organization of Baader-Meinhof. "It is not possible to outlaw an organization that is already illegal. That includes the PKK," he said.

The official said that the best way to combat the PKK is to deal with the individual members of the PKK as criminals and to punish them with the utmost severity in the courts if they are found guilty.

The German press took a strong stand on Friday against PKK actions. Quoted by the Anatolian news agency, Bild, one of the most popular newspapers in Ger-

many, said the foreigners in the country should not "forget" and "abuse" their status and should abide by the German laws.

Frankfurter Allgemeine Zeitung wrote, "It is easy to guess that these coordinated attacks have been launched by the PKK." Frankfurter Rundschau said, "PKK uses terrorism as a means of achieving their aim, and it creates suspicion about the validity of that aim."

Danish police revealed on Friday that a 19-year-old asylum seeker from Turkey was remanded in custody in connection with a firebomb attack on a Turkish airlines office in Copenhagen on Thursday.

The attacks against Turkish targets in Europe were condemned by Switzerland and Britain, where attacks took also place. The Israeli foreign ministry also condemned the PKK attacks as "terrorist acts." Seeking an independent Kurdish state carved out from Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984 in which nearly 11,000 people have been killed in eastern and southeastern Turkey so far.

Bonn Holds 46 in Turk Attacks Germany Considers Ban on Separatist Party

Compiled by Our Staff From Dispatches

BONN — The police raided Kurdish offices and apartments throughout Germany on Friday following a wave of attacks on Turkish properties by suspected Kurdish militants.

The Interior Ministry said 46 people had been detained on suspicion of carrying out the simultaneous assaults on Turkish consulates, travel agencies and airline offices in at least 28 German towns on Thursday. One Turk was killed.

There also were attacks on Thursday in Britain, Denmark, France, Austria and Switzerland.

German police seized large amounts of material as part of an investigation into whether the separatist Kurdish Workers Party, or PKK, which is suspected of organizing the attacks, should be banned.

Chancellor Helmut Kohl said he wanted a fast and thorough examination of a possible ban, according to a spokesman.

The attacks embarrassed Bonn because in June, after a first round of attacks, it had promised Turkey that it would tighten security, consider banning the Kurdish Workers Party and try to head off such attacks in the future.

This time Ankara's criticism has been more moderate. It has focused on condemnation of the Kurdish Workers Party, which is banned in

Turkey for the armed independence struggle that it has been waging in the southeast of the country since 1984.

Turkey's ambassador to Bonn said a ban on the party in Germany and other countries was the most important measure to prevent the attacks from recurring.

Germany's federal prosecutors are already investigating the party, which is believed to have about 4,800 activists in Germany, on suspicion of being a terrorist association.

But security sources said it was difficult to find proof that would stand up in court for the existence of a well-defined organization or for terrorist motives.

Interior Minister Manfred Kanther has expressed doubts about what value a ban would have.

The Kurdish Workers Party has not claimed responsibility for Thursday's attacks. But the attacks were accompanied by leaflets protesting Turkey's "genocide" against the Kurds.

The Kurdish Workers Party denied Friday any involvement in the attacks.

"Media reports, particularly in Germany, have asserted that those who carried out the attacks are members of the PKK. There is no truth in these statements," a state-

ment from the party's European representative said.

"While we see these incidents as a natural and understandable reaction to the massacres and attempted assimilation of our people, we stress that our party had no part in these actions," the statement said.

The Kurdish Workers Party and other organizations have been waging a war for an independent Kurdish state in southeast Turkey. More than 10,100 people have been killed in Turkey since the party began its campaign for independence in 1984.

Meanwhile, a retired army officer who led an intelligence unit against Kurdish guerrillas in southeast Turkey has been found dead, the Anatolian news agency reported in Ankara.

The police told the agency that Major Ahmet Cem Ersever had been shot to death. His body was found Thursday near a lime pit outside Ankara. He had been missing for 10 days.

Anonymous telephone callers had previously claimed his murder on behalf of the Kurdish Workers Party and the extreme-rightist Turkish Revenge Brigades.

A Kurdish Workers Party caller told Aydinlik newspaper last week that the group had executed the major for being a member of a secret counter guerrilla group whose existence Ankara denies.

(Reuters, AP)

DEP criticizes efforts to remove MPs' immunity

Kartal: Violence should be rejected no matter who it is by, however, the circumstances that create the grounds for violence should be eradicated as well

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Democracy Party (DEP) deputies presented a declaration to Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk on Friday and said that the removal of their legislative immunities would serve the purposes of violence.

They said they condemned efforts made in that respect. Cindoruk said the collective removal of the deputies from Parliament was out of the question.

During their visit to Cindoruk's office, 12 DEP deputies said all legal obstacles to freedom of discussion should be removed so that matters to be resolved. Emphasizing that discussion of the Kurdish issue will not damage the country's indivisible integrity, the deputies said they will continue to advocate unity based on the equity of the Turkish-Kurdish people.

Cindoruk said there were 134 files in Parliament containing motions asking for the removal of the legislative immunities of the deputies who are charged with various crimes. He said he is sure that the parliamentary commissions will be loyal to the principles of justice.

He said that the issue of removing the deputies' legislative immuni-

ties is under the scrutiny of the Constitutional Court.

He noted that if Parliament makes a mistake, the Constitutional Court will scrutinize it in view of the law.

"For this reason, I find your impression that Parliament will remove a group of deputies or their whole party from Parliament with a collective decision to be wrong," Cindoruk said.

Pointing out that there are such pressures in the press and in some sections of the media, Cindoruk said: "Some parts of the country are sorry about the incidents and express their regrets accordingly. It is difficult not to find them unjustified in that regard.

Frequent burials of martyrs, as if there was war, causes outbursts by the public. Perhaps there would not be that much of a public outcry if there was war in Turkey." Cindoruk said there was no subject that could not be made the subject of discussion as long as it accepted the indivisible integrity of the country and advocated strong reactions against violence.

He continued: "Whoever carries out the violence, the state has the right to use violence against him. This is also provided for in interna-

tional accords and in the basic laws of the state. If these limits are not exceeded, everything can be talked over in this country."

The DEP deputies' spokesman Remzi Kartal, from Van, said violence should be rejected no matter who it is by, however, the circumstances that create the grounds for violence should be eradicated as well.

Cindoruk objected to Kartal's words. He said: "It will be wrong if you bring this up as a reason. A human rights activist, a democrat should reject violence. You cannot talk about democracy within violence."

Cindoruk said it was also not possible to tolerate violence, because if the killing of a two-year-old child was tolerated, it would mean that the person who showed tolerance was without humane feelings.

He said whoever used violence to obtain a goal was not justified in his cause. He said, "From time to time, I have been deprived of my rights as well. However, I have never resorted to violence. If a defender of a right acts using violence, he will then put his right in danger."

Pointing out that those who do not believe in democracy will act violently, Cindoruk said such people cannot then find democrats who will associate with them.

He said one should first be against violence.

"As a matter of fact, an intelligent person will not use violence," Cindoruk added.

When Kartal said that the State Security Court (DGM) was a barrier to freedom of discussion, Cindoruk said DGM-like specialized courts also existed in many other countries, including Germany. Noting that a state of emergency should be preferred to martial law, Cindoruk said, "At least it (state of emergency) is a civilian administration. There are democratic alternatives. You can criticize its practices, however, you cannot claim that its existence is against democracy." Cindoruk added that violent acts were the reason Turkey could not speed up its democratization process. He said when the violence came to an end, the democratization process would accelerate.

"This is the barrier. This is clear. Within the course of time, all bans will come to an end. Internal peace in Turkey will accelerate this process," Cindoruk added.

Meanwhile, 18 eastern and southeastern deputies from parliamentary political parties met in Parliament on Friday for the second time to seek solutions to problems in the region. Speaking on behalf of these deputies, Social Democrat People's Party (SHP) deputy from Sivas Ziya Halis said they were not a Kurdish lobby and that their purpose was to find solutions to existing problems.

turkish daily news — Saturday, November 6, 1993

Assad meets Turkish envoy on the PKK

TDN with wire dispatches

DAMASCUS/ANKARA- Syrian President Hafez al-Assad on Friday met a senior Turkish official who came to Damascus to seek help in curbing the anti-Turkish activities of the secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK) in Syria.

Officials said Foreign Minister Farouq al-Shara was present at the three-hour meeting with Ambassador Volkan Vural, a top advisor to Turkish Prime Minister Tansu Ciller. The meeting took place at the presidential palace in Damascus.

Shara had talks with Vural on Thursday and told him Syria wanted to see the unity of Turkey's territories preserved. Turkish officials accuse Syria and other neighbors of sheltering members of the PKK. Aiming to create an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK launched an armed campaign against Turkey in 1984. Nearly 11,000 people have been killed so far.

Two PKK bases in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa Valley were reported to have been closed after Damascus

and Ankara signed a security cooperation agreement in 1992. But Ankara complains that the activities of the PKK started again in May 1993, and the organization's leader Abdullah Öcalan is still living in Syria.

Vural was quoted by the official Syrian news agency Sana as having denied, in his talks with Shara, any aggressive statements against Syria made by Turkish officials. He said Turkey wants to have the best possible ties with Damascus. Turkish press claimed on Friday that Vural had exhibited documents showing details of PKK camps and activities in Syria and had threatened Damascus with cutting the water supply of the Euphrates river.

In a security protocol signed in 1987, Turkey had promised Syria that it would release a yearly average of 500 cubic meters per second of the waters of the Euphrates. This is vital for Syria. As part of that protocol, Syria had promised not to permit anti-Turkish activity within its borders.

Two high-ranking officials of the Turkish foreign ministry are accompanying Vural in his mission to Syria: deputy undersecretary Bilgin Unan and the head of the intelligence department Cenk Duatepe.

The Turkish envoy's visit coincided with a wave of coordinated attacks against Turkish premises across Europe on Thursday, for the second time in a little more than four months.



TURQUIE

Le conflit avec les Kurdes se durcit et s'internationalise

Le conflit kurdo-turc s'aggrave avec le renforcement de la répression de la violence en Turquie. L'annonce vient d'en être faite par le premier ministre.

Les autorités des pays touchés par les attentats kurdes de jeudi ont pris hier des mesures contre les sympathisants du PKK. Un ancien responsable des services de renseignement de la gendarmerie turque a par ailleurs été retrouvé assassiné par balles près d'Ankara. Le commandant Ahmet Cem Ersever a été retrouvé les mains liées dans le dos près d'Ankara, a rapporté l'agence semi-officielle turque Anatolie. Le commandant Ersever, qui avait pris sa retraite début 1993, était l'auteur d'articles et de livres sur le PKK.

MESURES RÉPRESSIVES

Le premier ministre turc Tansu Ciller a pour sa part annoncé des mesures répressives. Peu avant que ne commencent les attentats qui ont fait un mort en Europe, elle a annoncé un renforcement des forces spéciales de lutte contre la rébellion. Cette mesure était réclamée par l'extrême droite turque, qui tente de la mettre en difficulté avant le congrès de son Parti de la juste voie (PJV, droite traditionnelle), qui doit la confirmer dans ses fonctions le 20 novembre.

En difficultés aussi avec le Parti populiste social-démocrate (PPSD, deuxième composante de la coalition), M^{me} Ciller a par ailleurs agité à nouveau la menace du danger venue de l'étranger. Pour forcer le probable renouvellement de l'état d'urgence dans la région à la mi-novembre, auquel est opposé le PPSD, elle a accusé la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie de soutenir les rebelles.

Par cette internationalisation du conflit et la simplification du « problème kurde » en un « danger extérieur » menaçant l'intégrité territoriale, M^{me} Ciller a réussi, selon les observateurs, à satisfaire les ultras. Elle justifie en effet la répression à laquelle s'oppose la gauche au nom des droits de l'homme. De son côté, le président syrien Hafez el-Assad a rencontré un émissaire turc venu à Damas pour examiner les moyens de réprimer les activités des séparatistes kurdes du PKK.

ATS/AFP/Reuter



Partie des hauts plateaux de l'est et du nord de la Turquie, la rébellion kurde s'est intensifiée à l'échelle européenne. Keystone

Vague d'attentats anti-turcs en Europe

Une série d'attentats a touché, jeudi 4 novembre, des missions diplomatiques et des sociétés turques en Europe, provoquant d'énormes dégâts matériels et la mort d'un homme à Wiesbaden, en Allemagne, lors de l'incendie d'un restaurant turc. Ces attaques ont eu lieu presque simultanément vers 11 heures en Allemagne, Grande-Bretagne, France, Suisse, Norvège, Danemark et Autriche. Elles n'ont pas été revendiquées mais elles sont imputées aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les autorités allemandes ont signalé des attentats au cocktail Molotov et des actes de vandalisme dans au moins vingt-huit villes. La police de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a interpellé vingt-deux suspects. A Hanovre, un cocktail Molotov a explosé dans les mains d'un Kurde, le blessant grièvement. Une prise d'otages a eu lieu également au consulat de Turquie à Munich. Tous les otages ont été libérés sains et saufs dans la journée.

M^{me} Mitterrand tente de mobiliser l'ONU en faveur des Kurdes d'Irak

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le président François Mitterrand, accompagné de son épouse Danièle, a assisté, jeudi 4 novembre, à l'inauguration d'une exposition de peintures à l'Institut kurde de Paris. Les œuvres présentées sont celles de peintres kurdes, « témoins de la campagne d'extermination menée par Saddam Hussein contre le peuple kurde », a expliqué l'Institut dans un communiqué. M^{me} Danièle Mitterrand, qui préside la Fondation France-Libertés, a demandé, mercredi 3 novembre, lors d'une conférence de presse donnée à New-York avec les représentants de trois autres organisations humanitaires, que le Conseil de sécurité des Nations unies se penche sur le sort de la population kurde en Irak. Elle a reproché aux Occidentaux d'avoir encouragé les Kurdes irakiens à la révolte pour ensuite les abandonner.

Elle suggère quatre mesures spécifiques pour alléger la souffrance de cette population : le déploiement d'observateurs des droits de l'homme au Kurdistan ; l'établissement d'une commission d'enquête sur le « génocide » commis par le gouvernement de Bagdad, ce qui pourrait déboucher sur l'instauration d'un tribunal international ; l'application « sélective » des sanctions contre l'Irak pour permettre

En Grande-Bretagne, des manifestants ont lancé des cocktails Molotov contre quatre représentations turques à Londres, dont l'ambassade et les bureaux de la Turkish Airlines. Le siège d'une association de travailleurs turcs a également été attaqué à Stoke-Newington, dans le nord de Londres.

A Vienne, trois jeunes ont infligé « des dommages considérables » aux locaux de la Banque turque et à Copenhague la Turkish Airlines, le bureau de tourisme de Turquie et la chambre de commerce turque ont été attaqués. Strasbourg a été également touché : les agences de voyages Marmara et Mondial Tourisme ainsi que le siège local de la Banque du Bosphore ont été la cible de cocktails Molotov. A Berne, c'est l'ambassade de Turquie qui a été visée par un engin de ce type. Ankara a réagi jeudi en demandant l'interdiction du PKK : « Tous les pays doivent (...) prendre des mesures pour interdire les activités du PKK sur leur territoire ». (Reuter, AP, AFP.)

l'assistance à la population kurde ; la condamnation de l'Irak pour les attaques contre les villages frontaliers.

Présentant le rapport de la mission entreprise par sa fondation, M^{me} Mitterrand a énuméré les atrocités des troupes de Bagdad contre la population civile kurde. Evoquant des espoirs qu'avait éveillés l'idée de l'ingérence humanitaire, elle a demandé à la communauté internationale si « cette ingérence devient lettre morte ». Les quatre organisations ont également condamné la Turquie et la Syrie pour les crimes contre leurs propres populations kurdes.

M^{me} Mitterrand a aussi rencontré les ambassadeurs des Etats-Unis, de Russie et de Grande-Bretagne. Elle aurait évoqué la possibilité de la création d'un Etat Kurde, ce qui, selon des diplomates, a « été très mal reçu ». L'ambassadeur des Etats-Unis, Madeleine Albright, aurait en revanche accueilli « chaleureusement » l'idée d'une commission d'enquête.

Par ailleurs, selon des sources bien informées, la Commission spéciale pour le désarmement de l'Irak a reçu des informations selon lesquelles l'armée irakienne aurait utilisé des armes chimiques contre la population chiite du sud du pays. La Commission aurait l'intention d'ouvrir une enquête.

AFSANÉ BASSIR POUR

Ankara internationalise le conflit kurde

Le conflit kurdo-turc est en passe de s'internationaliser et de se durcir sur le plan intérieur. La vague d'attentats qui a touché les intérêts turcs dans plusieurs pays d'Europe occidentale avait pour but d'attirer l'attention de l'opinion sur la situation dans le Sud-Est anatolien où les forces de l'ordre accentuent la répression contre les rebelles. Des manifestants kurdes ont dénoncé à Bruxelles les méthodes des forces de l'ordre contre les villes et des villages kurdes, qui, dans les environs de Diyarbakir, avaient entraîné la fuite de 15.000 personnes. Cependant, ces attaques d'intérêts turcs en Europe ont eu un effet boomerang immédiat : les autorités des pays touchés ont pris des mesures énergiques contre les sympathisants supposés de la cause kurde.

C'est ainsi que l'Allemagne étudie la possibilité d'interdire le Parti des travailleurs du Kurdistan et qu'une vingtaine de personnes ont été interpellées, notamment à Wiesbaden, Frankfurt et Stuttgart.

A Wiesbaden, la police a annoncé l'interpellation de quatre personnes détentrices d'un passeport turc, qui avaient été surprises alors qu'elles lançaient un cocktail Molotov, qui n'a pas explosé, dans la vitrine d'une

salle de sports. Ailleurs à Wiesbaden, un ressortissant turc a péri carbonisé et au moins dix personnes ont été blessées à la suite d'autres attentats au cocktail Molotov.

C'est le 24 juin que des militants du parti des travailleurs du Kurdistan avaient lancé une vague de violences dans toute l'Europe, culminant avec des prises d'otages dans les consulats de Turquie à Marseille et à Munich. En Turquie même, le gouvernement refuse toute discussion avec les terroristes en dépit de voix de plus en plus nombreuses qui en appellent au dialogue.

Le Premier ministre Tansy Çiller a quant à elle annoncé des mesures répressives et dénoncé une menace extérieure.

Elle accuse la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie de soutenir des rebelles qui, selon elle, menacent l'intégrité du pays et elle se prépare vraisemblablement à renouveler l'état d'urgence dans la région.

Par cette internationalisation du conflit et la simplification du problème kurde qualifié de danger extérieur, M^{me} Çiller a réussi à satisfaire les ultras sur sa droite et à justifier la répression à laquelle s'oppose la gauche, au nom des droits de l'homme. (D'après AFP.)

Vague d'attentats kurdes en Europe

Une vague d'attentats a frappé jeudi matin des intérêts turcs dans plusieurs pays d'Europe occidentale, faisant un mort et plusieurs blessés à Wiesbaden (Allemagne), où un Turc est mort dans l'incendie d'un magasin d'alimentation attaqué à coups de cocktails Molotov. Les attentats, généralement attribués par la police à des groupes kurdes, ont été nombreux en Allemagne. Un tract dénonçant « le génocide de l'Etat turc contre les Kurdes » a été découvert à Wiesbaden. A Strasbourg, trois attaques aux cocktails Molotov ont frappé des intérêts turcs, occasionnant des dégâts matériels limités dans

une banque et deux agences de voyage. D'autres attentats ont eu lieu à Londres, Copenhague et Berne.

Cette vague d'attentats a suivi de près l'annonce, jeudi matin, par le premier ministre turc Tansu Çiller, d'un renforcement de la lutte contre la rébellion kurde active dans le sud-est du pays. Les effectifs des forces spéciales vont être augmentés. Tansu Çiller a aussi accusé la Syrie, l'Irak, l'Iran, et l'Arménie d'aider les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

A Bonn, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé à l'interdiction du PKK en Allemagne.

LE MONDE - 7 NOVEMBRE 1993

M^{me} Ciller annonce de nouvelles mesures pour lutter contre les séparatistes du PKK

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, a dévoilé, jeudi 4 novembre, plusieurs mesures nouvelles prévues par son gouvernement pour combattre les séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), sur le sol turc et à l'étranger, et pour mettre fin au conflit qui, selon les chiffres officiels, a déjà causé plus de dix mille morts.

ISTANBUL

de notre correspondante

Un sévère avertissement a été adressé jeudi par M^{me} Ciller aux pays avoisinants - la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie - qui « soutiennent, nourrissent et entraînent » les combattants du PKK. « Ils doivent choisir entre l'amitié de la Turquie et l'organisation séparatiste. Il n'y a pas de milieu », a déclaré M^{me} Ciller. Une délégation turque s'est rendue en Syrie, qui abrite le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan,

et des pourparlers auront lieu prochainement avec les autorités iraniennes. M^{me} Ciller n'a pas précisé quelles mesures la Turquie prendrait si ses voisins refusaient de coopérer, mais elle a affirmé que son gouvernement « ferait ce qu'il a à faire ».

Pour combattre le PKK sur le terrain, une nouvelle force a été créée, composée de troupes recrutées parmi les commandos de l'armée et la police. Initialement, six mille hommes, puis dix mille, spécialement entraînés pour « vivre comme les terroristes et combattre avec leurs méthodes », seront déployés en unités mobiles dès la fin de cette année. Aucune réforme démocratique n'a été annoncée. M^{me} Ciller, qui parle d'introduire des lois antiterroristes plus strictes encore que celles en vigueur, a répété que son gouvernement ne ferait aucune concession à « cette organisation meurtrière ». La seule « carotte » offerte à la population kurde a été la promesse de 1

milliard de dollars (environ 6 milliards de francs) d'investissements lorsque le calme sera restauré.

A court terme, l'option militaire continue de dominer la politique d'Ankara. Mais les collaborateurs du premier ministre affirment en privé que, au-delà des propos martiaux de M^{me} Ciller, le gouvernement continue, en parallèle, d'explorer d'autres voies. M^{me} Ciller a souligné les dangers de se polariser sur un face-à-face Turc-Kurdes. « Lorsque nous disons Turcs, nous ne parlons pas d'un groupe ethnique. Nous parlons des citoyens de la Turquie. Notre pays est une mosaïque de cultures, » a-t-elle déclaré.

Le premier ministre a plaidé pour que les divers partis politiques présentent un front uni face au défi des séparatistes kurdes. Des failles importantes sont récemment apparues au sein de la coalition gouvernementale,

causées par l'approche radicalement différente des conservateurs du Parti de la juste voie (DYP), en faveur d'une solution purement militaire, et des sociaux-démocrates du SHP, partisans de réformes démocratiques. M^{me} Ciller, tiraillée entre ces diverses tendances et poussée sur la voie militaire par l'armée, maintient pour l'instant un équilibre difficile.

NICOLE POPE

M^{me} Mitterrand dément avoir évoqué l'idée d'un Etat kurde

Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, « dément formellement » avoir évoqué la possibilité de la création d'un Etat kurde lors des entretiens qu'elle a eus mercredi 3 novembre au siège des Nations unies à New-York (le Monde daté du 6 novembre). « Elle ne peut être porteuse d'une telle revendication qui ne correspond ni à sa pensée ni aux démarches qu'elle a entreprises pour protéger les populations kurdes », précise France-Libertés dans un communiqué.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - November 8, 1993

Kurd Refugee Shelter Set Ablaze in Germany

Reuters

STUTTGART — A home for Kurdish refugees was destroyed by fire, and in a separate incident Russian war graves were vandalized during the night, German policemen said on Sunday.

In Potsdam, tombstones in a cemetery for Russian soldiers who died in World War II

were uprooted and Nazi symbols scrawled on a monument during the night.

In Waldshut in Baden-Wuerttemberg state, a portable shelter was set on fire Saturday by unidentified assailants, but none of the 14 asylum seekers living there was injured.

Up to 30 people have died, many of them foreigners, in a wave of neo-Nazi violence

that has swept Germany since the unification of East and West in 1990.

In Bonn, the police said the leader of a far-right party was beaten up by suspected leftists. Friedhelm Busse, 73, the leader of the Free German Workers Party, apparently was recognized when he visited an information booth run by leftist groups. He lost several teeth.

GAMK - 8-9 novembre 1993

Le Conseil de l'Europe condamné les attentats anti-turcs

Catherine Lalumière, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, a condamné vendredi « avec la plus grande fermeté », les attentats meurtriers et « les divers actes de violence qui ont été commis jeudi contre les institutions turques à travers toute l'Europe

et notamment en Allemagne ». Dans un communiqué, Mme Lalumière a estimé que « ces actes desservent la cause qu'ils prétendent défendre, la violence ne pourra rien pour la défense des minorités ». « La voie de la conciliation entre toutes les communautés qui composent l'Europe », choisie par le Conseil de l'Europe, est « la seule voie de la raison », a assuré le secrétaire général, estimant que « c'était la seule façon de garantir la cohabitation de toutes nos cultures sur le continent ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, NOVEMBER 9, 1993

The Iraqgate Stone Wall Runs All the Way to Reno

By William Safire

WASHINGTON — Let me take you behind the scenes in the exposure of a scandal, as the irresistible forces of inquiry slam into the immovable stone wall of coverup.

In Iraqgate, the Bush administration arranged for billions in unlawful financing of President Saddam Hussein through the Atlanta office of Italy's Banca Lavoro. To avert embarrassment after the Iraqi's double-cross, the U.S. Justice Department conspired with Italy to obstruct the investigation of Saddam's bankers and George Bush's top aides.

This Sunday, the forces of inquiry got a bible to work from: "Spider's Web: The Secret History of How the White House Illegally Armed Iraq." Alan Friedman, whose reports in the *Financial Times* and on ABC's "Nightline" have helped move the revelations along, brings together the story that most media have shied away from because corruption's great friend is complexity.

In Congress, the relentless Inspector Javert of Iraqgate — the House Banking Committee chairman, Henry Gonzalez of Texas — will take testimony from the convicted Atlanta branch manager who is the designated fall guy for higher-ups in Rome and Washington.

Also subpoenaed is Rinaldo Petrigani of Rogers & Wells, who as Italian ambassador made the approach to Mr. Bush's attorney general for the "damage control" that Dick Thornburgh denies ordering. But my friend Rinaldo, who was only doing his country's bidding, is also being sought by Italian authorities on a bribery charge and may be too busy to finger American culprits.

That's what revelation has going for it this week. But the forces of inquiry can do little without a court-appointed independent counsel, which calls for passage of a new law.

On the side of stonewalling is a group of Republican senators led by John McCain, protected by Bob Dole, who want to delay a floor vote on the independent counsel bill.

They have high-sounding excuses, but the real reason is to drag a foot until the 1989 crimes of Iraqgate come under the statute of limitations. Despite no agreement from Republicans not to filibuster, George Mitchell, the majority leader, assures me: "I will bring up the bill for a vote before the Thanksgiving recess." We'll see.

Behind that stone wall is another stone wall: Attorney General Janet Reno. When asked if she would seek a special prosecutor from the court if the law passed, she told me: "I have no conflict of interest on Iraqgate." In other words, she will profess to be a Democrat investigating a Republican administration's crimes, and will refuse to honor Bill Clinton's promise of independent counsel.

Her protestation of no-conflict is a charade: The former Criminal Division chief who stands to be investigated in the Banca Lavoro damage control is Ed Dennis, the whitewasher chosen by Ms. Reno's deputy to find "no blame" in her Waco blunder. It is all one cozy, self-protecting establishment; but when asked if Justice's Criminal Division can investigate itself, Ms. Reno replies blithely, "It's my Criminal Division now."

Do not lose heart; persistence pays. In February, revelations in *The New York Times* forced the Senate intelligence committee into reporting that the CIA told Justice about Rome's corrupt involvement, following which everybody lied. But that staff report was fuzzy; I submitted 28 groups of questions following leads in it.

Example: The report read, "The chief prosecutor and chief investigator on the

case were part of a Justice delegation which met with the Italian ambassador." I asked: "Who were these two Americans? Who arranged this meeting and where was it? Were minutes kept? Was this the same Italian ambassador [Petrignani] who saw Attorney General Thornburgh at a White House reception? Did Senate staff ask why a memo was prepared by the chief of the Criminal Division [Dennis] for the AG three days before the approach at the White House?"

Committee staffers, who did not want to admit that they failed to ask the right questions, stonewalled. But recently I sat next to the co-chairman at a dinner and lo! the staff found time to answer my questions seriatim. (In the example given, the Americans were Justice's Gail McKenzie and Agriculture's Art Wade, and no, the hurried committee staff did not think to ask the follow-ups.)

That's how the battle between revealers and resisters goes on. Justice will prevail when somebody in Justice goes to jail.

The New York Times.

Turkey and the Kurds

Regarding "Here's a Better Road for Turkey to Travel" (Opinion, Oct. 29) by William Safire:

The solution to the Kurdish problem is not a military one, but a political and economic one. While the Kurdish Workers Party, or PKK, remains murderous Marxist anathema in this age, the Turkish armed forces, with their clumsy and brutal response to PKK terror, have not only alienated local Kurdish inhabitants but made them sympathetic and responsive to the otherwise unattractive PKK.

If I may offer some advice to Prime Minister Tansu Ciller: For the sake of Turkey, be stronger than the generals. Return to your pledge of accommodation with the Kurds. Turkey shall be not only the richer but also the wiser.

ERIC SEAN GOLDSTEIN.
Oxford, England.

6-7 listopada 1993

Sokół siedział na poręczy żelaznego łóżka, przywiązany za nogę sznurkiem. Łóżko

KURDOWIE NA

Maria WIERNIKOWSKA



Wystarczy trochę wody, a zakwita ogród, w którym tutejsi zwykli trzymać zwierzynę - znak szczęścia i dobrobytu. O dzień drogi stąd, gdzie się zbiega Tygrys z Eufratem, leży biblijny raj. Ale drogi nie ma.

A raczej urywa się, nie wiadomo dokładnie gdzie. Na rozstaju dróg lepiej zaczekać na miejscowych kierowców, żeby nie skręcić w złą stronę, bo to może kosztować życie. Mówi się, że Saddam Husajn wyznaczył 7 tysięcy dolarów nagrody za głowę cudzoziemca, złapanego albo zastrzelonego na terenie irackiego Kurdystanu. Trzeba więc trzymać się górskich dróg, żeby nie wpaść na szosę do Mosulu, gdzie stacjonują żołnierze Saddama.

Wjeżdżamy jedynym legalnym przejściem granicznym, od strony Turcji: na posterunku transparent „Wolny Kurdystan wita”. Wszystko jest czarne od nafty: usmarowani

chłopcy w usmarowanych ubraniach, przesiąknięta naftą ziemia, zatłuszczone plastikowe kanistry i lejki.

Przez kilka kilometrów ciągną się prowizoryczne stacje-ki benzynowe: daszek z liści, taboret.

Paliwo z przemytu nalewa się ręcznie. Czasem podjeżdża cysterna, z której hurtownik rozlewa czarną ciecz do pięciolitrowych baniek. Czasem taka cysterna wybucha i płonie długo smolistym płomieniem. Może dlatego sokół na łóżku miał osmalone skrzydło.

Kraina wody i nafty

Najbogatszy zakątek świata. Tu pod ziemią płynie „czarne złoto”, a ziemia rodzi kilka razy w roku. O żyzną Mezopotamię bili się ludzie przez tysiąclecia. Tu ścierają się światy: arabski, perski, turecki. Na roponośnych polach, w dorzeczu wielkich rzek żyje dumny naród - Kurdowie. Już tysiąc lat

GAZETA

zło przy szosie. „Wolny Kurdistan wita”

UWIEŻI



temu mieli swoją literaturę, wielkich wodzów i arystokrację. Mają swój język i wojowników, nie mają swojego kraju. Jeśli nie liczyć tego dziwnego państewka na ziemiach wyrwanych Husajnowi dwa lata temu przez partyzantów kurdyjskich.

Demokracja – tak, niepodległość – nie

O dzień wyboistej drogi od granicy turecko-irackiej, o cztery tysiące kilometrów od Warszawy leży Irbil, stolica Wolnego Kurdistanu.

- **Plakalem** – wyznaje Burchan Dżaf, dziennikarz BBC, pierwszy raz po dziesięciu latach w kraju.

Powracający z uchodźstwa przywożą z Europy nową kulturę polityczną – demokrację. W tej części świata od wieków załatwiano się polityczne porachunki podrzynaniem gardel.

Przed pierwszym zjazdem Demokratycznej Partii Kurdistanu w mieście pojawiły się transparenty o demokracji i jedności. O suwerenności – ani słowa. Dlaczego? Bo politycy w Wolnym Kurdistanie żyje dziś 3,5 mln Kurdów tylko dzięki protektoratowi Rady Bezpieczeństwa i kurczącej się pomocy humanitarnej. Sąsiednie państwa – Turcja i Iran robią zbrojne rajdy w głąb Kurdistanu w pōścigu za buntującymi się „swoimi Kurdami”, którzy mają tu swoje bazy. Cała ta niebezpieczna granica może w każdej chwili stać się linią frontu.

- Jesteśmy częścią Iraku – mówi mi nie koronowany przywódca Kurdów, syn legendarnego wodza powstań, Masud Barzani. – Nie domagamy się uznania naszego państwa.

W Wolnym Kurdistanie żyje dziś 3,5 mln Kurdów tylko dzięki protektoratowi Rady Bezpieczeństwa i kurczącej się pomocy humanitarnej. Sąsiednie państwa – Turcja i Iran robią zbrojne rajdy w głąb Kurdistanu w pōścigu za buntującymi się „swoimi Kurdami”, którzy mają tu swoje bazy. Cała ta niebezpieczna granica może w każdej chwili stać się linią frontu.

- Nasza demokracja jest solą w oku mocarstw w tym regionie – mówią politycy w Irbilu. – Dajemy niebezpieczny przykład.

- W zeszłym roku bombardowali nas Turcy, teraz Iran. Gdzie jest parasol ochronny ONZ? – pyta Dżohar Namyk, przewodniczący parlamentu.

- Niepodległe państwo? To piękny sen – tłumaczy.

Wojna trwa

Na każdym skrzyżowaniu w Irbilu stoją jeepy z karabinami maszynowymi gotowymi do strzału. Nawet najwięksi demokraci noszą pod tradycyjnymi kurdyjskimi bluzami rewolwer. W pałacu przewodniczącego parlamentu, strzeżonym przez mury i wojsko, w ogrodzie śmigają sarenki, ale w wytorowej jadalni na rzeźbionym krześle leży karabin maszynowy.

- Dlaczego wszyscy chodzą pod bronią? – pytam. – Przecież jesteście u siebie.

Uśmiechają się grzecznie. Nie chcą straszyć rzadkich zagranicznych gości. Policja dyskretnie rozbraja samochod-pułapkę z dynamitem pod naszym hotelem.

- Agenci Saddama są wszędzie – tłumacza.

Ale to nie jest cała prawda. Po latach wojny domowej jest tu więcej mężczyzn z bronią niż bez. Wszystkie partie zachowały swoje oddziały, choć część z nich przeszła do wspólnej armii. Jeszcze niedawno partyzanci dwóch największych wodzów – Barzaniego i jego rywala Talabaniego – strzelali do siebie.

W czerwcu w Dahuk „nieznani sprawcy” zastrzelili przywódcę Partii Proletariatu. W domu jego brata w Zachu mężczyźni oględnie dawali mi do zrozumienia, że o mord podejrzewają jedną z partii u władzy. Milczące kobiety siedziały w żałobie – szaflir i seledyn.

Działacze z Komunistycznej Partii Iraku (tu mają główną bazę, ale ich podziemie działa na terenie Iraku) opowiadali mi, jak ich towarzysz zginął w rządowym więzieniu.

Labid Abbawa z Komitetu Centralnego nie ma złudzeń co do tutejszej demokracji. Uważa, że wybory, które w maju '92 podzieliły władzę równo między dwie partie Barzaniego i Talabaniego, były sfałszowane.

- Kto oddał głos, maczał palec w atramencie, na znak, że już głosował, a potem zmywał acetonem i jeszcze raz...

Przed siedzibą Komunistycznej Partii Iraku stoją CKM-y. Za to na błękitnych ścianach namalowano labędzie i białego konia.

W Wolnym Kurdistanie ma swoją siedzibę Narodowy Kongres Iracki, koalicja irackich partii opozycyjnych. Wszyscy tu wiedzą, że nie będzie Kurdów ani Kurdistanu, dopóki w Bagdadzie panuje krwawy dyktator.

Ludzie mówią o nim po prostu Saddam.

Halabdzja – gaz musztardowy

16 marca 1988 r. nad miastem Halabdzja samoloty irackie zostawiły za sobą ciężkie, żółte chmury. Jednego dnia 5 tysięcy osób otruto gazem musztardowym. Rany tych nielicznych, którzy przeżyli, ropieją do dziś.

To było w Paryżu, na spotkaniu laureatów pokojowej Nagrody Nobla. Na przyjęciu u premiera Francji Laurenta Fabiusa, w zgielku bankietu, brodaty Kurd podszedł do siwego pana. Wtedy pierwszy raz dowiedziałam się o tragedii Kurdów. Ten zatrzymał się i długo rozmawiał tylko z nim, nie bacząc na tumult dziennikarzy i osobistości politycznych, które przyszły zobaczyć wielkiego gościa.

To był Andriej Sacharow. Pytał o szczegóły: jaki gaz, ile ofiar... Stali samotni w rzece ludzi, zajętych zupełnie innymi sprawami.

Anfal znaczy zagłada

Anfal dla Kurdów znaczy to, co dla Żydów Shoah. Po wojnie z Iranem Husajn postanowił rozwiązać kwestię kurdyjską masowymi deportacjami i egzekucjami. Nazwał to „wojną przeciwko niewiernym”. Dlaczego „niewiernym”, skoro Kurdowie też są muzułmanami – nie starał się tłumaczyć. 200 tysięcy ludzi zginęło bez wieści.

Kierowca-żołnierz wiezie mnie aleją ruin, naprzeciwko parlamentu w Irbilu. Cmentarzysko betonowych kikutów ciągnie się przez kilka kilometrów. Tu były największe irackie koszary.

Na prawo – cmentarzysko wojskowych pojazdów: piaskowo-brunatne wozy pancerne, ciężarówki (enerdowskie IVY) i czołgi. Zostały z nich same skorupy. Ale zawsze jeszcze coś da się wygrzebać: mężczyzna z łomem przyszedł do pracy z synkiem. Dziecko bawi się niewypałem od granatnika.

Na lewo – łukiem, jak pół stadionu, usypana ściana z ziemi. Ludzi spędzano tu, żeby patrzyli na egzekucję.

Dalej zaczynają się cmentarze.

Ludzkie kości są duże.

Groby kopano płytko, byle jak. Zwłoki wkładano niedbale do skrzyni.

– W ubraniu – mówił z oburzeniem mój przewodnik, wyciągając brunatną szmatę z rozkopanego przez jakąś komisję grobu. To tak, jakby u nas pochowano kogoś nago. Do skrzyni wrzucano deseczkę z nazwiskiem i numerem identyfikacyjnym. Tu chowano rozstrzelanych dezertersów – którzy nie chcieli iść na iracką wojnę z Iranem.

Kawałek dalej nasyp z twardego piachu i kamyczków: znów ściana straceń. Jak podlubać, wypadają pociski.

Parę kroków dalej wzgórze porośnięte żółtymi ostami. Gdzie nie zarosło, wystają blaszane tabliczki z arabskimi literami.

– Dziewczyna. Miała 16 lat – czyta tłumacz. Kurdowie nie czczą długo swoich zmarłych. Zresztą, więcej tu cmentarzy niż domów. Chłopi zostawili ten kawałek pola – póki ktoś pamięta, nie będą tu orać.

12-letni Kurd przeżył swoją egzekucję. Rozmawiał z nim Kenan Makiya, Arab z Iraku. W książce o „Anfal” przytacza rozmowę z chłopcem. Do dołu spędzono kilkaset osób. Nikt nie protestował, żołnierze zabijali ich strzelając całymi seriami. Ranny chłopak zdołał się wygrzebać.

– Chwyciłeś się żołnierza?

– Tak.

– Coś do niego powiedziałeś?

– Nic nie powiedziałem. Wziąłem go za rękę. Wtedy inny żołnierz zaczął na niego krzyać i kazał mu wrzucić mnie z powrotem do dołu.

– Patrzyłeś w jego twarz?

– Tak.

– Co widziałeś?

– Wyglądał, jakby mu się chciało płakać. Ale tamten na niego krzyzał, więc musiał z powrotem zepchnąć mnie do dołu.

– Strzelili do ciebie jeszcze raz?

– Tak. Tamten mu kazał. O, tu mnie trafił.

Pokazuje bliźnię w dole pleców. Druga kula, tak jak pierwsza, przeszła na wylot.

Wolni, ale głodni

Pod Irbilem, 20 km od miasta, we wsi Kusz Tapa mieszkają cztery tysiące samotnych kobiet z dziećmi. Mówi się o nich „wdowy z gór”.

Ale one same wciąż czekają na mężów, którzy zginęli dziesięć lat temu. Ich wieś została w górach na północy, skąd władze irackie przegnały ich w 1974, po powstaniu Kurdów pod wodzą starego Barzaniego. Przez pięć lat żyli w obozach na południu, by trafić tu, pod namioty.

Jednego dnia o świcie żołnierze Saddama zabrali wszystkich mężczyzn. Od tamtej pory w Kusz Tapa stanęły już parterowe domy z betonu.

Kobiety szują ubrania w fabryce. Za 450 dinarów (15 dolarów) miesięcznie pracują od piątej do 17 i czekają, aż dorośnie ich młodszy brat. Kiedy nie ma ojca, on może wyznaczyć im mężów, ale przedtem sam musi się ożenić. Takie prawo.

Ibrahima na razie nie stać na żonę. W Kusz Tapa, gdzie na jednego mężczyznę przypada kilkaset kobiet, cennik zapewne jest niższy niż wyczajowo w tych regionach (mężczyzna musi uzbierać trzy do pięciu tysięcy dolarów, żeby założyć rodzinę). Ale Abdulla Ibrahim nie ma nawet pracy.

Hadzi Hidyk, jeden z dziesięciu mężczyzn, którym udało się ukryć w czasie tamtej łapanki, ma dwie żony. Inni mają po cztery kobiety – na tyle zezwala islam.

Jedzą to, co dostaną w sklepiku: rory z pomocy humanitarnej. Dziś właśnie w Kusz Tapa rozdzielają mąkę: 4,5 kg na rodzinę na trzy miesiące. Był też cukier: po pół kilo. Do następnego przydziału.

Ich ziemia została w górach, ta dookoła nie należy do nich, więc nie mogą nic zbierać. Na dokupienie nikogo nie stać: na bazarze kilo mąki kosztuje 10 dinarów. Wspominają, że za Saddama było lepiej. Za 2,5 dinara można było kupić worek mąki, a racje dostawali regularnie, co miesiąc, czasem nawet ryż.

Mówiąc o Saddamie, pokazują głową na południe – żołnierze iraccy są o sześć kilometrów stąd.

– Teraz jesteśmy wolni, ale głodni.

– To samo mówią coraz głośniejszy politycy w Irbilu.

– Dzięki ONZ możemy istnieć, ale nie żyć samodzielnie.

Moglibyśmy sami się wyżywić, gdybyśmy mieli kombajny, paliwo, transport – powiedział mi Barzani.

Łaska tyra

Żyją w Wolnym Kurdystanie na garnuszku Zachodu. A przecież w tym roku chłopci kurdyjscy zebrali 350 tysięcy ton zboża. Rząd chciał kupić od nich dwie trzecie zbiorów za obiecane pieniądze od Wspólnoty Europejskiej i instytucji ONZ-owskich, żeby rozdać ludności. Ale cała pomoc humanitarna idzie przez Irak.

– Ze 120 mln dolarów z Zachodu 119 zostaje w Bagdadzie – mówi doktor Kemal Kerkuki, wiceminister do spraw koordynacji pomocy humanitarnej. Koordynacja też jest jego zdaniem fikcją. – ONZ pomaga Saddamowi. Żywność i naftę dla Kurdystanu organizacje humanitarne kupują od Saddama.

– Na cały Irbil przywieziono 15 mln ton ropy, a potrzeba 74. Ludzie musieli wyrąbać drzewa w górach na opał.

No kahraba – nie ma prądu, no au – nie ma wody

Mzurki to jedna z wielu „wsi nowoczesnych”. Sześcianny z betonu, ustawione w równych odstępach: osiem domów z jednym oknem – przerwa, znów osiem domostw i przejście. Do takich kolchozów spędzał Saddam Kurdów z górskich wiosek, żeby oczyścić strefę przygraniczną i kontrolować wieśniaków, którzy dawali wsparcie partyzantom.

Kolektywizacja wsi zaczęła się w 1975 roku – wtedy telewizja pokazywała, jak prezydent w chłopskim odzieniu rozdawał wieśniakom telewizory – znak dobrobytu i cywilizacji w naftowym mocarstwie. Zaraz po reformie rolnej i nacjonalizacji pół naftowych największym osiągnięciem władz w Bagdadzie była elektryfikacja wsi. „Nowoczesna wieś” najeżona jest słupami, oplątana kablami. Latarnie zapalone przez całą noc pozwalały strażom baczenie obserwować mieszkańców z gigantycznej twierdzy panującej nad osiedlem.

Teraz strażnice są puste, a lampy nie świecą, bo nie ma prądu.

– No kahraba, no au – pokazują mi wieśniacy suche rury, którymi nie płynie już woda. We wsi nie ma studni ani potoku.

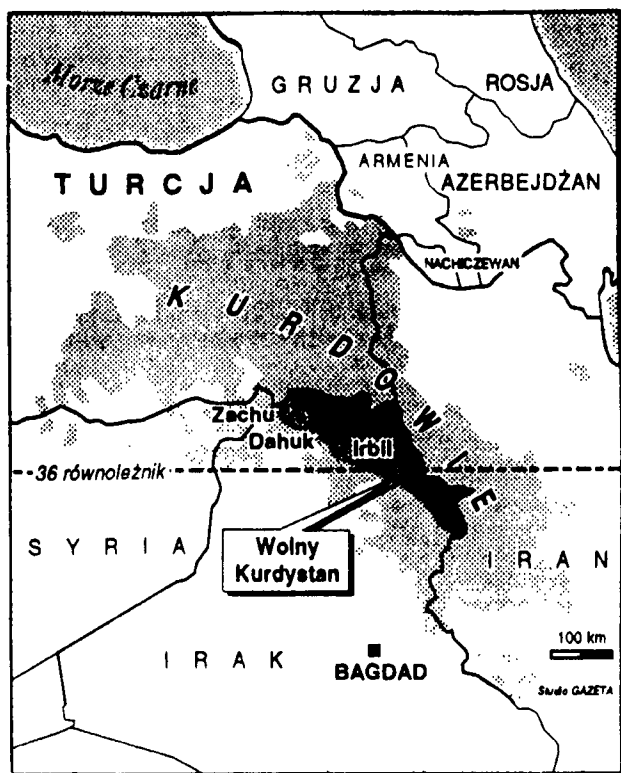
W regionie Dahuk 800 tysięcy ludzi zostało latem tego roku bez elektryczności. Dotychczas prąd płynął z Mosulu, kontrolowanego przez wojska irackie. W połowie sierpnia tamci odcięli prąd.

– Robią wszystko, żeby pokazać ludziom, że tu nie da się żyć. Teraz znów zacznie się fala uchodźców – kto w naszych czasach umie żyć bez wody i prądu? Dokąd? Nie wiem, przez góry, do Iranu, do Turcji czy z powrotem do Iraku... Nie mamy gdzie uciekać – mówi tutejszy nauczyciel.

W 150-tysięcznym mieście Zachu całe życie skupia się teraz nad rzeką: tu się pierze, myje naczynia, kapie się dzieciarnia (dziewczynki w sukienkach). Czasem płynie z prądem wiązka chrustu, którą spławiają chłopcy z gór, czasem martwa owca. Kobiety targają dzbany z wodą do picia. Zaczęły się biegunki.

Nawet w szpitalach nie ma prądu.

W domu dostojnika partyjnego, który mnie przyjął, służba (z karabinem) nosiła przede mną lampę naftową i dzban z wodą do wykładanej kafelkami łazienki. Po upalnym dniu gos-



25 milionów Kurdów – żyjących w Turcji, Iraku, Iranie, Syrii i Azerbejdżanie – to największy naród bez państwa. Jeśli nie liczyć Wolnego Kurdystanu, powstałego w północnym Iraku po operacji „Pustynna Burza”. Wojska ONZ zatrzymały wówczas lotnictwo irackie na 36. równoleżniku, żeby osłonić 2 miliony Kurdów uciekających przed wojskami Saddama próbującymi napalmem stłumić kolejne kurdyjskie powstanie przeciwko Bagdadowi.

Po 70 latach powstań, na które mocarstwa tego regionu odpowiadały egzekucjami, deportacjami i masowym wychodźstwem, Kurdowie stworzyli w strefie bezpieczeństwa załazek demokratycznej państwowości, nie uznawanej zresztą przez żadne państwo.

podarż jeździł z obstawą na ekskluzywny basen za miasto, wyrąbany w skałę, na pustkowiu. Gdy pływalimy w chłodnej wodzie górskiego strumienia (ja obowiązkowo w spodniach i koszuli), na brzegu spacerowali i kucali ciekawie wojownicy z karabinami. Było ich więcej niż pływających – na basen przyjeżdżają cudzoziemcy, a każdy z kilkoma ochroniarzami.

Gospodarka szmuglerska

Kurdowie mogliby w każdej chwili uruchomić wydobycie ropy naftowej, ale nie mają ani jednej rafinerii. Jako część Iraku podlegają embargo Rady Bezpieczeństwa. Jako buntownicy są blokowani przez Bagdad.

W Kurdyście stoi przemysł, bo nie ma energii. Paliwo na rynku pochodzi z przemytu. Szmuglerzy przywożą ropę z irackiej strony i sprzedają z 50-krotnym przebicciem. W drugą stronę handlarze wiozą owoce, zboże i skóry – wszystko za bezcen. Państwo kurdyjskie bierze cło od jednych i od drugich. Jest to jedyny dochód Wolnego Kurdystanu.

- Jestem ministrem podziemnej szmuglerskiej gospodarki – wyznał mi Amin Mauluc, minister przemysłu i energii. - Mielismy dużo propozycji z zagranicy, dużo obietnic, ale praktycznie skończyło się na niczym. Wszystko zależy od ropy, ale duże firmy tu nie przyjdą – sytuacja jest zbyt niepewna.

Pieniądze Kurdystan też nie ma. Przed konfliktem dinar był wart 3,5 dolara, teraz dolar to 35 dinarów. Do gwałtownej inflacji doszedł nowy chwyt Saddama: unieważnił ban-

knoty 25-dinarowe i drukuje nowe na podłym papierze. Największe majątki kurdyjskie zmieniły się z dnia na dzień w kupki papieru. Ale i z tym Kurdowie jeszcze się nie pogodzili i trzymają je w oczekiwaniu na powrót starych, lepszych czasów. Kto nie może czekać, wymienia za bezcen, bo tylko za pogardzane dinary Saddama można coś kupić od przemytników. Na bazarach są całe uliczki „kantatorów”: chłopcy z paczkami różnych banknotów wymieniają stare na nowe i – rzadziej – z powrotem.

Amerykianie nie kierują się miłością

- Jeśli Amerykanie są w stanie z całą precyzją zniszczyć iracką stację radarową, która namierzyła ich samoloty, to czy nie mogą zmusić Saddama do podpisania każdej ugody? Dlaczego nie mogą znieść blokady wobec Kurdystanu? – pyta Labid Abbawa z Komunistycznej Partii Iraku. - Amerykanie nie kierują się miłością: tu w grę wchodzi interes. Chcą, żeby ludzie tkwili w takiej nędzy, żeby byli skazani na ich pomoc. Przy pomocy kurdyjskich partii politycznych, które są w pełni uzależnione od Ameryki, mogą kontrolować polityczny rozwój sytuacji w Iraku, jednym z najbogatszych krajów świata.

Kurdowie świetnie wiedzą, że w dniu, kiedy Amerykanie się wycofają, grozi im kolejna zagłada. Są wdzięczni. Ale świetnie pamiętają, że przed dwoma laty Amerykanie pozwolili Saddamowi na użycie lotnictwa przeciwko powstańcom.

Sukces wojsk alianckich w operacji Pustynna Burza był dla nich sygnałem do walki. Ale rzekomo zdruzgotany Husajn mógł uderzyć w powstańców na północy i na południu kraju. Próba obalenia władzy Husajna została krwawo stłumiona. Milion Kurdów irackich umknęło do Iranu, pół miliona ruszyło przez góry do Turcji, gdzie zatrzymała ich armia Ankarę. Dopiero międzynarodowa opinia zmusiła wojska sprzymierzonych do roztoczenia opieki nad obozami uciekinierów i do powstrzymania Husajna na 36. równoleżniku.

„Kurdowie nie mają przyjaciół” – mówi stare kurdyjskie przysłowie.

- Oba powstania, w kwietniu i w sierpniu 1991, upadły na oczach Amerykanów – mówił minister spraw zagranicznych.

- Pozwolił Saddamowi na użycie helikopterów, bo bał się rozpadu Iraku.

- Dlaczego Amerykanie nie zniszczyli Saddama? Sam nie wiem. Panuje przekonanie, że Saddam jest przeciwwagą dla Iranu. Ale nie sądzę, by tym kierowali się Amerykanie. To nie jest już Iran lat 80. Eksport rewolucji islamskiej się nie udał. Prezydent Bush drogą zapłacił za pozostawienie Saddama przy władzy. Może dlatego przegrał wybory?

Zdradzeni

Słyszałam też opinię, że nie byłoby wojny w Zatoce Perskiej, gdyby w tej części świata istniało państwo kurdyjskie, państwo, które mogło powstać po rebelii peszmergów w 1974 roku. Ale wtedy nie doszła obiecana amerykańska pomoc.

Tak samo zdradzili ich wtedy Irańczycy, wycofując wojska wspomagające powstańców kurdyjskich. Zostawili ich na pastwę Bagdadu, w zamian za co dostali od Irakijczyków prawa do żeglugi po Szat el-Arad.

Tak jak Stalin nie pomógł w 1946 swojemu sojusznikowi, Muhammedowi Qazi, stojącemu na czele kurdyjskiej Republiki Mahabadzkiej. Prezydent pierwszego kurdyjskiego państewka pisał wiersze, wychwalające go i wierzył w poparcie Wielkiego Brata. Kiedy Sowietci dogadali się z Persem w kwestii pół naftowych, Qazi skończył na irańskiej szubienicy.

Tak jak Turcy zapomnieli o kurdyjskich bojownikach, którzy w latach 20. wstawili się walecznością w tureckiej armii. Kurdyjski przywódca Chalid Beg przepowiedział wówczas: „Naostrzyliśmy miecz, który poderżnie nam gardła”. Rzeczywiście, kilka lat później stracono go w tureckim więzieniu.

Tak jak zapomniano o Kurdach władze brytyjskie w Iraku, które rozważały w latach 20. ich autonomię.

Tak jak w Lozannie zapomniano o traktacie z Sevres, który przyrzekał Kurdom oderwanie od Turcji.

Komu potrzebni są Kurdowie? W dorzeczu Tygrysu i Eufratu mogłoby kwitnąć kurdyjskie państwo, ale mocarstwa, które chcą kontrolować bogactwa tej ziemi, wolą utrzymać tam wojowniczy, niepokorny naród, gotowy do walki Jak sokoła do polowania.

Fot. Andrzej Koziana

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FR0208 4 I 0306 TUR /AFP-UI60

Turquie-Kurdes

34 rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 8 nov (AFP) - Trente-quatre rebelles kurdes de Turquie ont été tués depuis samedi dans des combats avec les forces de sécurité turques, a annoncé lundi la super-préfecture de Diyarbakir chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion kurde.

26 rebelles, dont 5 femmes, d'un groupe de militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dans un accrochage armé dans la nuit de dimanche à lundi près de Silopi, province de Sîrnak à la frontière avec la Syrie et l'Irak, selon un communiqué de cette préfecture.

Des étrangers et des responsables locaux du PKK figurent parmi les militants tués et une quantité importante de munitions et d'armes ont été saisies, affirme le communiqué de cette préfecture, sans autres précisions.

Cinq "terroristes" (militants armés du PKK selon la terminologie officielle) ont été tués lors d'opérations samedi et dimanche en Irak du Nord près de la frontière avec la Turquie à la suite d'informations sur une possible attaque contre le poste d'Uzumlu de la gendarmerie turque à Cukurca dans la région de Hakkari, frontalière avec l'Iran et l'Irak, indique le document.

Trois autres militants kurdes ont été abattus dans la région de Mus (est) et plusieurs grottes contenant des vivres et des armes et servant d'abri aux maquisards ont été détruites, affirme le communiqué.

Par ailleurs, des avions de combat turcs ont bombardé dimanche les monts Cudi, Gabar et Namaz dans la région de Sîrnak et le mont Herakol dans la région de Siirt (est), selon la presse turque. Aucune information officielle n'a été donnée sur ces opérations aériennes menées depuis 5 jours contre ces montagnes, couverts de neige, dont les grottes servent de refuge aux rebelles kurdes.

CE/jcc

AFP 081337 NOV 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 10, 1993

Iraqgate Cover-Up: 'The President Was Very Mad'

NEW YORK — The full truth has not yet been told about how the White House illegally armed Iraq during the Reagan administration and then engaged in a wide-ranging cover-up that personally involved President George Bush and his national security adviser, Brent Scowcroft.

Getting that truth out may seem politically awkward for the Clinton administration at a time when it needs to work with Republicans on issues such as health care reform and free trade. But information about to be made public should prove that a serious investigation — by the Justice Department or, preferably, a special prosecutor — is urgently needed.

Until now the scandal known as Iraqgate has revolved mainly around the court case of a lowly bank manager in Atlanta who provided \$5 billion in loans to Iraq that fueled Saddam Hussein's nuclear and chemical weapons projects.

By Alan Friedman

That manager, Christopher Drogoul of the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro of Italy, has spent the last year and a half without bail in a federal penitentiary in Atlanta; he was to appear for the first time Tuesday before the House Banking Committee, where he is likely to testify that his superiors in Rome and U.S. officials knew what he was doing.

Yet there was far more to America's dangerous embrace of Saddam than the Lavoro loans.

I have been investigating the flow of arms to Iraq since 1989, when I was first told of CIA involvement in the Lavoro money machine by a senior executive at the bank's Rome headquarters.

Now, after four years of investigation, hundreds of interviews and the accumulation of thousands of pages of government and banking

documents from the United States, Italy and Britain, it is clear that a far more serious abuse of power, including violations of law, occurred at the White House. Here are some of my findings:

- Off-the-books arms transfers to Iraq were illegally kept from Congress from 1982 to 1987.

- President Ronald Reagan personally asked the Italian prime minister in 1985 to help arm Iraq.

- The CIA knew of and was involved in the flow of money through the Lavoro bank to Iraqi arms procurers, despite its statutory obligation to notify U.S. law-enforcement agencies of such activities.

- Despite the Bush administration's denials, James Baker's State Department approved of U.S. exports that helped Iraqi efforts to develop nuclear weapons.

- Former White House officials say, and notes of their meetings confirm, that in 1991 Mr. Bush and Mr. Scowcroft joined in a prolonged

and aggressive effort to withhold documents from Congress.

It is already known that during the long war between Iran and Iraq in the 1980s, Washington tilted toward Saddam to staunch Iran's Islamic fundamentalism.

But the American people have never known the breadth and depth of the illicit manner in which the Reagan and Bush administrations helped create Saddam's war machine and bring on the Gulf War.

What has never been made public is that officials at the Reagan White House, working with William Casey, director of central intelligence, broke the law requiring that congressional intelligence committees be notified of clandestine operations.

They did this by directing the transfer of U.S. arms to Iraq in operations that were carried out by covert agents outside the government, thus also evading arms-ex-

port control legislation.

Howard Teicher, a former member of the National Security Council staff, told me he learned of this "dirty policy" while serving at the Reagan White House. He recalled that officials would pick up the phone and "clear" the deployment of planeloads of ammunition, spare parts and computers to Iraq.

Although the law required not only the notification of Congress but an explicit presidential finding that such a covert operation was in the interest of national security, Mr. Teicher said it was all done "off the books" — and with regularity.

"Yes, they were illegal," he said of the transfers.

The public may have thought that the Iran-contra affair was

Participants in a series of crucial meetings say Bush and Scowcroft were the driving forces behind efforts to stop Congress from getting Iraqgate documents.

unique, he said, but "it wasn't; it was just the one that went public."

Among those who knew of the operations, Mr. Teicher said, were William Clark, Mr. Reagan's second national security adviser, and George Bush, then vice president.

Mr. Clark told me that he had "no recollection" of any involvement; Mr. Bush declined to speak with me for the book.

So convinced were White House officials that they knew what was best, regardless of the law, that some clandestine shipments were even sent to Iraq straight from NATO weapons stockpiles.

The Reagan and Bush administrations did not work alone as they sought to build up Iraq's military in the 1980s. The British and the Italians played their part.

Last spring I spoke with Giulio Andreotti, the former Italian prime minister. He confirmed in a taped interview what two other participants had told me about a March

1985 Oval Office meeting between Mr. Andreotti (then foreign minister), Bettino Craxi (then prime minister) and Mr. Reagan.

I asked Mr. Andreotti whether Mr. Reagan had sought help from Rome in arming Iraq. "Yes," he replied, "that is true."

The Italian government then approved the sale of land mines that went by a circuitous route to Iraq, with help from the Lavoro bank's Singapore branch.

But it was the Atlanta branch that really opened the financial floodgates after 1985.

The supposedly secret Atlanta loans, which the Bush administration claimed were masterminded by the branch manager, Mr. Drogoul, not only helped Iraq in its efforts to make missiles that could carry nuclear weapons, it even helped enhance Scud missiles.

A U.S. intelligence officer involved in monitoring the arms trade told me: "BNL's work with the Iraqis was known about for a long time. The CIA knew about it, and so did the Defense Intelligence Agency."

Then there is the Jordanian connection. King Hussein, I learned through interviews with U.S. intelligence officers and former diplomats, served as a channel for covert U.S. arms transfers to Iraq. His friend Wafai Dajani was a key Jordanian middleman between Baghdad, the Lavoro bank in Atlanta, and the U.S. government.

Mr. Dajani denies having worked with the CIA, but Mr. Teicher said that Mr. Dajani performed services for the CIA. He ended up as an unindicted co-conspirator in the Lavoro case after aides to Mr. Baker told the Justice Department in February 1991 that indicting him could damage U.S. relations with Jordan.

As for Mr. Drogoul, who has recently agreed to a plea bargain in the Lavoro case, he should be asked in Congress about a dinner with U.S. and Iraqi officials at a restaurant in Washington just before the 1988 presidential election.

There, he told me in a prison interview, he heard U.S. officials urge Iraqis to sign up for more U.S.-backed loans because if Michael Dukakis were to defeat Mr. Bush, "the Democrats will cut you off."

After Mr. Bush took office, he

turned the previous tilt to Baghdad into a bear hug, approving a secret national security directive (NSD 26) in October 1989 that stepped up military and financial aid to Saddam Hussein even though the Iran-Iraq war had ended.

Mr. Baker nonetheless rushed to implement the secret policy by brushing aside repeated warnings that Saddam was using U.S. loan guarantees in violation of the law.

Documents show that the secretary of state not only pushed through a further \$1 billion in credits; his State Department also approved exporting U.S. equipment and technology to Iraq even though it was clearly suggested in a November 1989 memo that the goods were likely to go into Saddam's nuclear weapons project.

In early 1990 — just 11 months before the United States went to war with Iraq, partly for the stated purpose of stopping it from building atom bombs — a Baker aide drafted a letter to the Commerce Department to suggest that such concerns were not all that serious.

The letter, prepared for Undersecretary Robert Kimmitt, cited "explicit presidential authority" to improve trade with Iraq. It said the government's scrutiny of exports that could bolster Baghdad's nuclear ambitions "needs to be balanced by other considerations, including our duty to support U.S. exporters."

After the Gulf War, congressional investigators started looking into allegations of improprieties in pre-war dealings with Baghdad. The Bush administration first tried to hang it all on Mr. Drogoul, and then aides to the president tried to thwart Congress.

Starting on April 8, 1991, Mr. Scowcroft's legal adviser, Nicholas Rostow, joined the White House counsel, Boyden Gray, and lawyers from the CIA, the State and Commerce departments and other agencies in a series of meetings to devise ways to withhold Iraq-related documents from Congress for months.

The mechanisms they decided upon marked one of the most robust assertions of White House prerogatives since the days of Richard Nixon. A White House aide who took part in the meetings said there was considerable discomfort about the process. "People were already

suggesting a cover-up," he said. "Everybody was nervous."

Mr. Gray told me that he did not consider the process a cover-up and that he could remember Mr. Bush's becoming "involved personally" in only one decision. But three other participants at the spring 1991 meetings said the president and Mr. Scowcroft had been the driving forces behind efforts to stop Congress from getting the documents.

Handwritten notes from the meetings bear this out.

"Protect," read one of the minutes. "Pres has decided to."

Those lines were then crossed out and replaced with the notation "B.S. has decided to review EP": Brent Scowcroft has decided to review executive privilege.

Other notes describe conversations between Mr. Scowcroft and Mr. Bush about documents being withheld. They report that the president was "very very mad."

Last year, when a federal judge in Atlanta and the House Judiciary Committee demanded an investigation of the suspected abuse of tax-financed programs and U.S. export laws, and of attempts by the Bush administration to obstruct justice and Congress, they were given the cold shoulder.

During the presidential campaign, Bill Clinton pledged to get to the bottom of Iraqgate.

This year Attorney General Janet Reno promised to look beyond the Lavoro case to determine if other wrongdoing occurred.

The first indictments of U.S. companies that helped to arm Iraq are said to be in the pipeline.

The story of Iraqgate goes beyond mere policy blunders; it is a story of flagrant disregard for the law at the highest levels. No matter how awkward it may be, the Clinton administration should live up to its promises and broaden its investigation. The rule of law is not an expendable principle.

The writer, who has been a correspondent with the Financial Times, is author of "Spider's Web: The Secret History of How the White House Illegally Armed Iraq," from which this comment was adapted for The New York Times. He is to join the International Herald Tribune as economics correspondent in January

LE NOUVEAU
POLITIS
10 NOVEMBRE 1993

Récit d'un kurde

Ma vie de kurde, le récit autobiographique de Noureddine Zaza, publié en 1982, vient d'être réédité. Décédé en 1988, l'écrivain y relate le combat de sa vie pour la cause kurde. Orphelin très jeune, il quitte le Kurdistan pour se réfugier en Syrie où il tentera d'organiser la jeunesse kurde puis créera, après avoir connu la prison en Irak, le Parti démocratique kurde de Syrie, ce qui

lui vaudra d'être à nouveau emprisonné et torturé. Après plusieurs années d'exil, il retrouve son Kurdistan mais pour très peu de temps. Déchu de la nationalité turque, il devra se réfugier en Suisse d'où il poursuivra son combat, jusqu'à ses derniers jours. Ce livre est marqué par une violence inouïe autant que par l'immense tendresse d'un homme pour son pays et sa culture.

M.-E. A.

Ma vie de kurde, Noureddine Zaza, Labor et Fides, distribution le Cerf, 259 p.

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FRA0248 4 I 0349 /AFP-CL83

Turquie-Kurdes

Nouvelle stratégie contre le PKK: l'armée distribue des armes à la population

ANKARA, 9 nov (AFP) - L'état-major général turc a adopté une nouvelle stratégie dans sa lutte contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) notamment en distribuant des armes à la population, a annoncé mardi le quotidien populaire turc Hurriyet.

Plus de 27.000 fusils ont déjà été distribués aux villageois dans la région d'Erzincan et d'Erzurum (est), aux termes de cette nouvelle stratégie annoncée sous le couvert de l'anonymat par un haut responsable de l'état-major turc cité par Hurriyet.

Cette région, connue pour être le bastion des ultra-nationalistes turcs, a été fin octobre l'objet d'attaques du PKK. Ces attaques ont été suivies de manifestations anti-kurdes à Erzurum.

La nouvelle stratégie de l'armée vise également un contrôle plus strict des personnes soupçonnées de collaborer avec les rebelles kurdes dans les villes, selon cette source militaire. Elle prévoit l'utilisation de nouvelles armes "plus efficaces" par les troupes turques déployées dans le sud-est anatolien, et l'organisation d'opérations hivernales dans la région contre les rebelles du PKK, en dépit de conditions climatiques défavorables.

Les opérations de l'armée turque se poursuivront, si cela s'avère nécessaire, en Irak du Nord, région frontalière avec la Turquie, et "en Iran si Téhéran le permet", selon cette même source.

Plus de 110.000 mines ont été déjà posées à la frontière avec l'Irak pour empêcher l'infiltration de maquisards du PKK en territoire turc depuis le nord irakien, selon cette source citée par Hurriyet.

Un nouveau réseau de renseignement a été mis en place dans le sud-est anatolien où les autorités turques se plaignent du manque d'informations pour prévenir les activités du PKK.

L'annonce de cette nouvelle stratégie intervient après le durcissement de la position du Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, qui s'est déclarée récemment décidée à "éradiquer le PKK" qui a pris les armes contre le pouvoir central depuis 1984.

CE/jcc

AFP 091249 NOV 93

turkish daily news

Wednesday, November 10, 1993

Emergency rule discussed by Parliament

Parties debate new anti-terror methods

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Turkish parliament on Tuesday met to extend emergency rule for four months in ten eastern and southeastern provinces where an armed separatist

campaign since 1984 has claimed over 11,000 lives.

A diluted version of martial law, emergency rule empowers state-appointed provincial governors to im-

pose curfews, ban meetings and rallies, halt strikes and issue search warrants in the region.

In operation since 1987 and renewed every four months, emergency rule will continue to be in force in the provinces of Şırnak, Batman, Diyarbakır, Bingöl, Bitlis, Tunceli, Van, Hakkari, Mardin and Siirt.

Tuesday's extension debate comes amid a wave of talk in political circles about the implementation of new measures against terrorism and how successful former measures have been. Before the parliament meeting, the leader of the junior coalition partner, the Social Democrat Peoples' Party (SHP), deputy prime minister Murat Karayalçın argued that the practice of emergency rule had not been successful. Karayalçın noted that despite the increase in the number of security forces in the re-

gion, there was no drop in the number of terrorist incidents. The leaders of the ruling senior coalition partner True Path Party (DYP) and SHP, who also accused past governments of failing to solve the terrorism issue, said Tuesday that new methods were necessary for eradicating the problem. While DYP Chairperson and Prime Minister Tansu Çiller announced that 4,000 of the new security forces -- who are undergoing a special training for anti-terrorism -- will be sent to Turkey's southeastern region early next year. SHP's Karayalçın said Turkish armed forces had to be used not for domestic security but to guard the country against foreign threats.

Speaking at her party's parliamentary group meeting before the emergency rule debate, Çiller said that the fact that terrorism has become

Iraqi ambassador says Saddam Hussein denounces the PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Iraqi Ambassador to Turkey, Rafi Mijwel Tikriti, said on Tuesday that Iraqi President Saddam Hussein did not back the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and in fact condemned the organization, Anatolia news agency reported.

In speaking to Anatolia, Tikriti said that Iraq had nothing to do with the acts of terrorism in Turkey and was prepared for any kind of cooperation against the PKK.

"It is the instability in the region that gives rise to such events," the ambassador said.

"Through cooperation with Turkey, and by establishing rule and order in the region, we can overcome these kinds of events." He added that the issue had been discussed during former Interior Minister Ismet Sezgin's recent visit to Iraq.

Referring to the PKK violence in the Southeast as "inhumane," Tikriti said Iraq condemned the perpetrators of such acts. "We look upon the Kurdish people in Iraq and in Turkey as peaceful people.

Terrorism is a separate issue from the Kurdish people," the ambassador added.

Claiming that lately there has been a rise in biased propaganda in favor of the Turkoman in Iraq, Tikriti said reports that the Turkoman were being oppressed were not true. "Whether they are Turks, Arabs or Kurds, they are our citizens and as such enjoy equal rights," he said.

Also rejecting claims of genocide through the use of chemical weapons in southern Iraq, he said such rumors were being spread to keep the "implacable" embargo and pressure on Iraq. Meanwhile, the ambassador reported that the eight Iraqis brought to the embassy by Turkish police had entered Turkey from Northern Iraq with counterfeit passports. "We have told the police to extradite them," he said.

widespread stemmed from the previous Motherland Party (ANAP) administration's lack of a strategy. In a strongly worded statement Çiller criticized ANAP Chairman Mesut Yilmaz, who led the last ANAP government. She accused Yilmaz of leaving his post -- although he was in power for only three months -- at a time when economic and security problems had reached a high point. She pointed out that Yilmaz's party was then in power by itself. Çiller also claimed that those who quit office do not later have the right to abuse the current government and the security forces. She said Yilmaz does not now have the right to make politics over the shedding of blood.

Çiller said both the American and German administrations share the same view -- that the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) is a terrorist organization. She stressed that the PKK is a murderous organization which extorts from the people and does not want them to become prosperous. She noted that the Israeli government also condemns the PKK as a terrorist organization.

4,000 person special force

Reiterating that the PKK is a murderous gang which kills unprotected people, Çiller said special security forces have been created which will use severe methods against that organization. She said that the special security force which is receiving training in İzmir's Foça town will be sent to the region at the outset of the new year. She noted that she and her colleagues attach great importance to the special security force and that she has been to observe the training of that force on the spot. She said intensive efforts are being exerted to raise the numbers of the force to 10,000 and that experts may be brought from outside Turkey if necessary.

Çiller said that the government is concerned with border security as well as with the efforts to eradicate terrorism. She said her administration will make it impossible for terrorists to cross the borders, and that it is seeking ways to cooperate with Iran and Syria to combat terrorists who take shelter and receive training across the borders. She noted that after the contacts made by her special envoy, two delegations from those countries will come to Turkey.

Pointing out that the government has launched a "diplomacy shuttle," Çiller said that the issue of putting a stop to the terrorists' sources of money is also on the government's agenda. She said that the PKK will be prevented from appropriating investments which go to the region. She said that the PKK will also be prevented from extortion in big cities.

Çiller continued that she and her colleagues will not use anti-terrorism as a tool for internal politics and that they will not be involved in "dirty politics". They

will carry on their struggle by democratic means.

Stressing that the solution to the issue of terrorism should be sought within parliament, Çiller said anti-terrorism required substantial sums of money. She noted that around TL 500 bn. is needed just for the purchase of Sikorsky-type helicopters. She said TL 60 trillion has been spent for military quarters in the region, noting that these expenditures can be covered by revenues from taxation and privatization.

Çiller said that the tax reform will definitely be passed in parliament before the end of this year, but that the resulting revenues will be available in 1995. She said that the TL 20 trillion to be obtained from the three percent increase in the Value Added Tax (VAT) will also be spent on anti-terrorist measures.

Çiller said the year of 1994 will be a difficult one but still a better year than 1993. She added that everything necessary for Turkey's interests will be done without considering the DYP convention or the general election.

Muş deputy claims 7 killed in custody

Governor says villagers found dead 'a day after release'

Turkish Daily News

ANKARA- A Kurdish member of parliament claimed on Tuesday that seven out of 70 villagers detained in the eastern province of Mus last week were tortured to death by security forces, as opposed to claims that they were killed by separatist militants. Anatolia news agency had reported on Monday that the villagers, including a religious chieftain, were found dead after being murdered by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"They were all tortured to death after detention," Sırrı Sakık, a Kurdish MP from Mus province said. A senior official argued, however, that the villagers were killed "a day after their release."

Sakık told the TDN on Tuesday that there were reports that 23 more villagers, held by security forces, may have been killed as well. Sakık, deputy for the Democracy Party (DEP), which is suspected of PKK affiliation, claimed that 70 villagers from the Eralan village of Muş, including a 63-year-old local religious leader, were detained by troops last week.

"They were detained near Kızılağaç while

they were returning from their own village, which had been evacuated by soldiers a few weeks ago," he said. "The tortured bodies of the seven were later found near the village of Köykent."

Muş governor Ahmet Refik told the TDN the same day that seven villagers had been killed, but argued, "They were in military custody. Their bodies were found a day after their release." "But," he added, "some circles are trying to put the blame on security forces. Such allegations are totally baseless and wrong."

Two other villagers had been machine-gunned by soldiers a few weeks ago, Sakık said. One villager escaped the incident and witnessed the execution of the others. "Yusuf Söylemez, 80, and Fadil Baran, 60, were sprayed with bullets while Vahdettin Yalçın, 56, escaped by chance.

"According to the villagers' relatives," Sakık went on to say, "three of the seven villagers could not be identified because they had been severely tortured. Mehmet Emin Bingöl, 63, who was a famous religious sheikh in Muş, Mahmut Acar, 45, Alican Öner and Yakup Tetik, could only be identified in the morgue. Öner's eyes had been gouged while both Acar's arms and legs had been broken," Sakık added.

Human Rights Diary

A Paris group closely linked to the anti-Turkish outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) says the PKK has revoked a ban prohibiting foreign reporters from areas of southern Turkey where it operates. "The (Paris-based) Kurdistan Committee invites all the journalists of the European press to go to the area to verify the seriousness of the situation," says a committee spokesman, making clear he has had PKK clearance for the announcement. The Paris spokesman says he especially hopes reporters will travel to the town of Lice. He says 380 Kurdish civilians have been killed there by Turkish troops since Friday.

(Newspapers, Oct. 25)

PKK militants attack a coffeehouse in the village of Yavi in Erzurum province, killing 32 people. The terrorists apparently target the village of Yavi because many of its Kurdish residents reportedly have sided with the government. The victims include women, children and old people. In another incident, PKK gunmen rake the occupants of a passenger bus with automatic weapons fire near Erzurum, killing four people and injuring 12.

(Newspapers, Oct. 26)

The Parliamentary Human Rights Study Commission adopts a motion for sending delegations to Çat town of Erzurum and Lice town of Diyarbakır to make on-the-spot inspections following the recent terrorist incidents in those places. In another development, Social Democrat People's Party (SHP) Adıyaman Deputy Celal Kürkoğlu and his 13 colleagues present a motion to the office of the parliament speaker for a probe into counter-guerrilla claims. They say that all of Turkey, including the Turkish Armed Forces, suffers from the allegations concerning the counter-guerrilla. They noted that Parliament cannot be expected to retain its credibility unless such claims are clarified.

(Newspapers, Oct. 28)

With the brutal murder of school teachers by the PKK continuing in the Southeast, the government has been forced to close 700 more elementary schools and withdraw teachers in Diyarbakır, bringing the number of schools closed in this province alone to 1,083. In addition to banning the Turkish press and political parties in the region, the PKK wants Turkish teachers out. In an attempt to accomplish this goal, the PKK has been carrying out a bloody campaign of terror, killing 54 teachers this year alone.

(Newspapers, Oct. 29)

Eight people have died under police or gendarmerie custody in Turkey since Prime Minister Tansu Çiller took office in June 1993, Turkish human rights sources reveal. According to the records of the Ankara-based Human Rights Foundation of Turkey, six of the deaths under custody took place in July and August. Human rights sources speculate that the deaths may be a result of torture or mistreatment the detainees may have suffered under custody during their interrogations.

(Turkish Daily News, Oct. 29)

PKK militants kill four state-paid village guards and five civilians in a village in the eastern province of Kars. They launch a rocket attack on the village of Belencik in Kars' Sarıkamış town. Four other villagers are wounded in the incident.

(Newspapers, Oct. 29)

Ten high-school students go on a hunger strike in Istanbul to protest the dismissal of eight students from Istanbul's Sefaköy High School on the grounds that they had spent the time limit accorded to a student to finish school.

(Cumhuriyet, Nov. 1)

Visiting Danish Foreign Minister Niels Helveg Petersen says it is every state's right to combat terrorism, but adds this should be done within the scope of human rights and democracy. "It is true that Turkey comes under a lot of stick from the European Parliament and other European institutions for the measures it takes in the Southeast," he says, "but it should not be forgotten that the incidents in the region are terrorist actions."

(Newspapers, Nov. 2)

Approximately 80 books, their authors and publishers are currently being tried at state security courts (DGMs) as if they had "committed acts of terror." Two authors are serving prison sentences after being convicted of "terrorist crimes." A publisher is in prison for the same reason. For books to be tried for "terrorist crimes," the words "Kurd" or "Kurdistan" are sufficient. When such words appear in books, their authors are instantly charged with attempting to spread subversive Kurdish propaganda by means of printed media and are charged with "terrorist crimes."

(Cumhuriyet, Nov. 3)

LE MONDE — 7 NOVEMBRE 1993

Histoire de promesses non tenues

Juridiquement, le peuple kurde n'existe pas... Pourtant vingt-cinq millions de Kurdes vivent dans cinq pays du Proche-Orient.

**Enterrement
chez
les Kurdes
de Turquie.**



OLIVIA HEUSSLER/FOTOFOLIE

TÉLÉVISION

GÉOPOLIS : FRANCE 2, 13 h 25

« **G**ÉOPOLIS » est le parfait antidote à l'information fast-food. A contre-courant des reportages sans queue ni tête, sans mémoire ni suivi, qui nourrissent l'actualité chaude des journaux télévisés, le magazine de Claude Sérillon analyse des situations complexes – le Liban, l'ex-Yougoslavie, l'Irlande du Nord – en les replaçant dans leur contexte historique, géographique et politique. Seul Jean-Christophe Victor, dans son émission « Le Dessous des cartes » sur ARTE, avait eu l'idée, avant tout le monde, de faire ainsi de la « géopolitique ».

La question kurde. On a entendu parler, plus ou moins distraitement, de ces populations malheureuses, gazées par Saddam Hussein, un moment secourues, après la guerre du Golfe, par un Occident culpabilisé. Mais qu'en savons-nous vraiment ? Où habitent-ils, depuis quand, dans quelles conditions ? « Géopolis » fait le point utilement sur ces musulmans majoritairement sunnites, pris en étau depuis des siècles entre empires rivaux, jouets de toutes les puissances régionales.

On comprend alors le drame de ce peuple sans Etat, réparti entre la Turquie (de 10 à 12 millions), l'Iran (de 6 à 7 millions), l'Irak (de 3 à 4 millions), la Syrie (800 000) et l'ex-URSS (300 000). Se référant à son âge d'or, sous le règne emblématique de Saladin (1138-1193), ou encore à l'ère de paix et d'unité culturelle au

seizième siècle, ce peuple rêve de retrouver une identité politique nationale. Rêve impossible face aux ambitions des empires perse et ottoman puis, à partir de la première guerre mondiale, aux intérêts égoïstes des grandes puissances occidentales. Sans parler de ses propres divisions internes...

L'histoire des Kurdes est celle d'une longue série de promesses non tenues. Après la chute de l'empire ottoman, Londres installe un « gouverneur » kurde en 1918, Cheikh Mahmoud, arrêté et exilé un an plus tard par les mêmes Anglais. En 1920, on promet une « autonomie limitée » aux Kurdes mais, en 1923, le traité de Lausanne raye le Kurdistan de la carte, au profit du nouvel homme fort de Turquie, Mustapha Kemal Atatürk, qui interdit à ceux qu'il nomme avec mépris « les Turcs des montagnes » de parler leur langue... La loi martiale est instaurée en Turquie jusqu'en 1946, alors qu'en Irak Cheikh Mahmoud, rappelé entre-temps, est éliminé par les Britanniques !

Après la seconde guerre mondiale, le Parti démocratique kurde (PDK) est créé en Irak, puis en Iran, et la première République kurde est proclamée, avec le soutien des Soviétiques. Au départ de ceux-ci en 1946, la République est écrasée par le shah d'Iran. La spécificité kurde est toujours taboue en Turquie et, en Irak, le nouveau parti Baas s'attaque aux

Kurdes, malgré les promesses de Saddam Hussein (déjà lui !) de leur accorder un statut d'autonomie.

En 1979, l'imam Khomeiny les réprime sauvagement en Iran alors que Saddam Hussein utilise des armes chimiques contre leurs villages lors de la guerre Iran-Irak. Les Kurdes profitent de la guerre du Golfe pour se révolter enfin contre Saddam Hussein et créer un « Etat fédéral kurde du territoire d'Irak ». Sans reconnaître celui-ci (pour ne pas déplaire aux pays voisins), les Occidentaux apportent une aide humanitaire limitée aux assiégés, avant de détourner leur attention vers d'autres conflits : en ex-Yougoslavie, en Somalie...

Devant tant de mauvaise foi et de trahisons successives, des militants kurdes de Turquie ont créé, en 1977, un parti marxiste-léniniste, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Celui-ci décide de recourir à la lutte armée, en s'attaquant notamment aux intérêts économiques et touristiques de la Turquie. Les deux cents militants en 1984 sont dix mille « terroristes » aujourd'hui. Admirés ou haïs – ils n'hésitent pas à terroriser les populations locales –, ces séparatistes menacent de déstabiliser toute la région. Le reportage de Renaud Fesaguet et Bruno Girodon montre la complexité de cette lutte « coloniale », de plus en plus meurtrière.

ALAIN WOODROW

KURDISTAN IRAKIEN

La FONDATION FRANCE-LIBERTES, la FIDH, l'INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS LAW GROUP et MIDDLE EAST WATCH condamnaient, lors d'une conférence de presse commune, mercredi 3 novembre à l'ONU à New-York, l'échec des Nations-Unies en Irak. Communiqué.

HUMAN RIGHTS GROUPS COMBINE TO CONDEMN U.N. "FAILURE" OVER IRAQ

Call For Monitors to be Despatched Without Delay

FRANCE-LIBERTES (Danielle Mitterrand Foundation), the INTERNATIONAL FEDERATION OF HUMAN RIGHTS (FIDH), MIDDLE EAST WATCH and the INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS LAW GROUP today condemned the failure of the United-Nations to ensure respect for human rights in Iraq. Joining forces for the first time, the two French and two American human rights organisations called for the immediate deployment of U.N. monitors in Iraq, as has been repeatedly approved by U.N. bodies including the General Assembly, without further delay.

A report released today by FRANCE-LIBERTES and the FIDH, based on a July mission to northern Iraq, assert that the Iraqi government's 1988 campaign against the Kurds amounted to attempted genocide. Middle East Watch concluded earlier this year that the *Anfal* campaign had breached the 1951 Genocide Convention ; tens of thousands of captured Iraqi secret police document examined by MIDDLE EAST WATCH over the past year support this judgement. Our conclusions require action on the part of the international community, to ensure legal accountability for this gravest of crimes and continued protection for the Kurds.

Charged with implementing Security Council Resolution 688, passed in March 1991 to protect Iraqi citizens from further state violence, the U.N. has failed miserably. Despite a clear mandate, evidence of continual breaches of the UNSC Resolution 688, and the means of deterrence - trade sanctions, over flights and U.N. guards - in practice. the United-Nations has done little to protect Iraqi civilians. Not a single U.N. representative is present today in southern Iraq, where the worst outrages are currently taking place.

In an alarming new development, refugees speak of the army's use of chemical weapons in the marshes region during September and October - against civilians and rebel fighters alike. Reliable estimates of casualties cannot be made, due to lack of access to the region. Approximately 7 000 Iraqi

**Appel commun
de FRANCE-
LIBERTES,
de la FIDH, du
INTERNATIONAL
HUMAN RIGHTS
LAW GROUP et
de MIDDLE
EAST WATCH
condamnant
l'échec des
Nations-Unies
au Kurdistan
d'Irak.**

La Lettre

DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME

refugees have crossed into Southwest Iran since July, due to constant shelling of their villages and a massive government program to drain the marshes and lakes near the confluence of the Euphrates and Tigris rivers.

Arguments that Iraqi government intransigence and the paramount need to preserve the integrity of the state preclude further action by the U.N. are not acceptable to us. Human rights monitors deployed in the Kurdish-controlled enclave of Northern Iraq, in defiance of Baghdad, could act as an important source of real-time information for U.N. Special Rapporteur Max van der STOEL, FRANCE-LIBERTES and the FIDH that abuses such as arbitrary arrests and the expulsion of Kurds from Kirkuk continue to take place in government controlled part of Kurdistan. Additionally, U.N. monitors in the north could alert the Secretary General to violations of UNSC Resolution 688 elsewhere in Iraq.

Iraqi crimes against humanity, war crimes and acts of genocide - past and present - demand appropriate responses from international community. One mechanism, proposed by the US last May, calls for a commission of enquiry to be established by the Security Council, on the lines of the commission examining war crimes in former Yugoslavia, followed by the establishment of a special tribunal to hold those responsible accountable. Regrettably, for different reasons, this proposal has been blocked at the Security Council by Britain and France. The British and French objections are not serious, and must not interfere with the pursuit of justice on behalf of Saddam's innumerable victims.

Secretary General Boutros BOUTROS GHALI should now break the six-month-long impasse : it is his responsibility to uphold human rights, as well as peace and security. The U.N. has shown admirable resolve in insisting on the full implementation of UNSC Resolution 687 on the elimination of Iraq's weapons of mass destruction. This commitment to curbing the threat to Iraq's neighbours has, unfortunately, not been matched by comparable determination to ensure that the Baghdad regime no longer poses a genocidal threat to its own people.

We wish also to draw the international community's attention today to an overlooked crisis along the Iran/Iraq border, where tens of thousands of Kurdish villagers have once again been forced out of their homes and turned into refugees as a result of military action. This time, it is Iran which is responsible. For the past seven months the Iranian army has been shelling Iraqi Kurdish border villages on an almost daily basis, under the pretext of countering Iranian opposition groups based in northern Iraq. Scores of casualties among innocent civilians have ensued, and over 100 villages damaged or destroyed.

The Security Council should condemn Iran for its bombings. It should also warn Iran that its continued breaches of international and humanitarian law will evoke an appropriate response from the allied air forces patrolling Iraq north of the 36th parallel. The silence of the international community over these flagrant breaches by Iranian government forces can only encourage further aggression

against the Kurds by others. A new security Council resolution would signal U.N. resolve at this delicate moment in regional affairs.

Finally, our four organisations, all of whom have extensive experience of Iraqi Kurdistan, call on the U.N. to adopt a more selective approach to the enforcement of the economic embargo against Iraq, so as to relieve the unwarranted pressure on the Kurdish region. The 3,5 million residents of the Kurdish administered region are being punished twice: by the international community and by Saddam Hussein, who has laid siege to the region for the past two years.

Given Baghdad's withdrawal of its authority and services from the enclave, there can be no justification for the Sanctions Committee's persistent refusal to give preferential treatment to Iraqi Kurdistan. By emphasising short-term relief aid in Kurdistan and refusing to provide development assistance. U.N. policies are, perversely, contributing to the region's destitution. Such an approach, endorsed by the international community as a whole, compromises the efforts of the Kurdistan regional government to consolidate the autonomy of the territory and this new democracy.

November 3, 1993.

turkish daily news

Thursday, November 11, 1993

Turkish envoy says Turkey committed to the embargo on Iraq

Anatolia/Associated Press

WASHINGTON-Turkey's ambassador to the United States, responding to an American columnist's criticism, said Tuesday that Turkey is committed to the Western alliance and to the embargo against Iraq.

Nüzhet Kandemir wrote in the New York Times of his country's "deep commitment to the Western alliance of which Turkey is an integral part."

He said in a letter that Turkey stood by the United States and coalition partners during the Desert Storm campaign and "has no intention of weakening its position over the situation in Iraq." Kandemir was responding a column in the Times last week titled "Ally for Sale" in which William Safire said that visiting Turkish Prime Minister Tansu Çiller was demanding compensation for Turkey's losses arising from the embargo against Iraq in return for continued U.S. use of Turkish bases near Iraq's border.

The ambassador said Turkey has lost \$20 billion in four years because of the embargo which has closed a pipeline carrying Iraqi crude oil across Turkey and stopped lucrative cross-border trade.

He said it was difficult to understand Safire's contention that Turkey must continue suffering these losses.

After a meeting between Çiller and President Clinton, Clinton said Turkish and U.S. experts would seek ways of alleviating Turkey's losses without involving government-to-government transfers.

The embargo "has had adverse effects especially in the southeast region of Turkey," Kandemir said. The southeast is Turkey's poorest region and the scene of tough measures by the Turkish military to put down a revolt by Kurdish separatists of the Kurdistan Workers Party (PKK).

"PKK's terrorism is determined to pursue its own destructive separatist aims," Kandemir said. "Turkey is determined to protect its territorial integrity and sovereignty."

Thursday, November 11, 1993

turkish daily news

Ankara to create tremendous fund against terrorism

All Turks to pay for anti-terrorism war

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey will allocate a tremendous budget, the highest ever in its 70 years as a republic, to combat terrorism if a new draft anti-terrorism bill is approved in Parliament. The bill foresees the establishment of a fund based on income from cuts in various sectors, which will gradually build an anti-terrorism fund worth billions of dollars. Moreover, officials will be free to use the fund to combat terrorism -- without having to have new budgets or allocations approved by a superior body.

The bill, which was submitted to Parliament on Wednesday, is to be debated at the Justice and Planning and Budget Commissions before being submitted to the General Assembly.

According to the draft, which had raised tension between coalition partners and which was amended several times in accordance with the demands of both parties, those propagating on behalf of a terrorist organization will face increased prison sentences and immense fines.

The highlight of the draft, however, is the new fund. This fund, referred to as the Fund to Combat Terrorism, will consist of:

- annual allocations to the budget of the Interior Ministry.
- five percent of all income from commercial licence plates.
- three percent of the annual profit of all enterprises whose capital is half or fully owned by the state (SEEs included).

- transfers from other funds upon proposal by the Interior Ministry and approval by the Prime Minister.

- ten percent of all traffic fines.

- ten percent of all license fees to carry or keep weapons, to obtain driver's licenses, passports, residence documents and registration documents.
- donations and voluntary assistance.

- ten percent of all income from imported weapons.

- five percent of all revenues from sports tournaments and horse races.

- five percent of national lottery incomes.

- interest rate incomes.

According to the law, this fund will be kept in a special bank account controlled by the Interior Ministry. All donations made to the fund by individuals or corporations are exempted from every kind of tax and fees.

These donations can also be deducted from corporate and income taxes.

The Court of Audits will be able to inspect the fund on an annual basis, which means that any sort of advanced approval of expenditures is not necessary.

Southeastern MPs call for silencing the guns

Turkish Daily News

ANKARA- Members of Parliament from Turkey's eastern and southeastern provinces who represent various political parties on Wednesday issued a joint declaration calling for a peaceful solution to the current Kurdish problem and for the silencing of guns in the southeast. A total of 33 eastern and southeastern deputies of Parliament representing the True Path Party (DYP), the Social Democrat People's Party (SHP), the main opposition Motherland Party (ANAP), the Welfare Party (RP) and the Republican People's Party (CHP) held a joint press conference in Parliament to disclose the declaration.

The current problem in the region, the deputies said in the declaration, should only be solved by Parliament through democratic and political means.

"We call on the Kurdistan Workers' Party (PKK), which launches armed and violent campaigns, to abandon its actions, and we call on the government not to exert pressure against democratic and peaceful demands," the declaration said. It added that democratic steps implemented in the southeastern region will not divide the country but reinforce its sovereignty.

The declaration also said that deputies will meet from time to time,

adding that they are waiting for efforts from other political parties that have no group representation in Parliament. The Kurdish-based Democracy Party (DEP) and extreme Nationalist Movement Party (MHP) were not invited to the meeting because they have no group in Parliament.

The declaration, meanwhile, was sent to the president, the Parliament speaker, the Constitutional Court chairman, the party chairmen and other deputies of Parliament. It was signed by 23 deputies from SHP, one deputy from DYP, seven deputies from RP, one deputy from ANAP and one from CHP.

The PKK: A foreign

Turkish Daily News

ANKARA-Turkey has once again put the blame on foreign countries for its domestic terrorism problem. Officials ignore the fact that if circumstances at home were not appropriate and if conditions did not exist, not even the strongest of powers could mobilize more than 375,000 people. This is Ankara's current official figure for the number of sympathizers for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has around 10,000 full-time fighters.

Back in the 1980s when the first activities of the separatists were felt, the then head of state, Kenan Evren, argued that terrorism was the result of the Iran-Iraq war, which had created a vacuum of authority in the region. According to him, the state would have been able to deal with it once the war was over. Years ago.

Even was one of the best examples of the Turkish tendency to turn attention outside when confronted with problems inside. In the early 1980s, falling under heavy criticism for human-rights violations and confronted with security problems, it was he who made the historical announcement that Turkey could reconsider membership in NATO, a statement that caused much trouble for his aides who had to go about correcting it later.

With regard to the PKK, the situation has been no different. Over the past 10 years in which more than 11,000 people have died, officials argue before and after every "attack season" that the organization had been crushed.

Instead of looking at the circumstances in Turkey that created the PKK and rapidly turned it into a mass movement, Ankara prefers to put the blame on others. For years Turks have listened to the customary line: "The roots of terrorism are outside."

In reality, the roots of the PKK are inside — in the Turkish Southeast — and are expanding every day. Only part of the organization's leadership, the secretary general, military council commander and political council chief, are outside. If one can argue that the PKK has a Central Committee, even if not in the same sense as Latin American guerrilla movements, the majority of the members of that committee are in Turkish territory.

And, had the necessary conditions not existed in Turkey, not even a leadership fully based and supported from abroad could have been able to reach the organizational level the PKK has. Today, Turkish politicians are blaming almost every one, every force in the world, of backing terrorism — and they may be right to some extent. But saying that their support is the sole reason for terrorism is another issue.

On one hand, there are those who now blame the coalition forces based in the Southeast for supporting the PKK and providing logistic support to that organization. There are others who openly say America, Britain and Germany are actively participating in this plot. Again there are accusations against Syria, Iraq,

Iran, Armenia, Greece and Russia.

As far as extreme nationalists are concerned, "The Turks have no friends but Turks," and this mentality explains why such accusations frequently surface. For

them, almost anyone, even this country's closest allies, can be categorized as "external enemies."

Turkish leaders have shown that they cannot admit to failure easily and that always, during times of crisis, they prefer to turn national attention elsewhere.

Stopping foreign support of terrorism is the natural right of any country, but not a solution, unless the reasons for terrorism are also dealt with. Moreover, not even this can justify a national policy that accuses everyone outside the country but does nothing about the domestic situation. During the Ottoman era, when problems within became pressing and the sultan's finances declined, the immediate solution was to launch a foreign campaign, invade new lands and get hold of new finances. This also served to unite people of different origins under one army and gain time for the administrators. Arabs often boast of the unity they portray especially when threatened from the outside.

Now Turkey seems to be in the throes of an Arabic-style mentality with an Ottoman touch. Failure in its anti-terrorism policies of military origin have forced Ankara once again to seek a foreign threat that may be the last chance to unite the nation and prevent the people from seeing the government's failure.

Thus, the PKK is everything. It is Armenian. Syrian and Armenian. American-backed and even a German instrument. It is affiliated with Iran, Iraq and Syria. It is tolerated by the evil Western imperialist powers to divide Turkey, and even supported by coalition forces based in the Southeast — with the aim of protecting the Iraqi Kurds.

Indeed, the PKK is everything but Turkey's own internal problem. This seems to help Turkish officials relax, because it is the best excuse to shift the burden of solving the problem. Meanwhile, some 11,000 people have died.

Iran faces its own Kurdish dilemma

By Ilnur Çevik

Turkish Daily News

ANKARA-For nearly a decade terrorism experts as well as state officials have pointed the finger at Iran as well as Syria for sheltering clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) militants. Iranian officials have, on the other hand, repeatedly denied any

or domestic problem?

involvement with the PKK and have counter attacked saying Tehran is unhappy because Iranian dissidents have been given refuge in Turkey.

The accusations and counter-accusations have generally been traded in the media in both countries at times with some official support.

Turkish press reports have repeatedly claimed the PKK has bases in Iran. The Iranians deny this and claim these stories are fabricated by those in Turkey who want to spoil friendly relations between Ankara and Tehran.

The late President Turgut Özal as well as then Prime Minister Süleyman Demirel have raised this issue several times with the Iranian leaders and each time, just as in the case of Syria, they have been told the PKK does not exist on their soil. During Demirel's rule as prime minister the Turkish government took special care not to name Iran directly as a "PKK supporter." According to official statements, Iran was referred to as a "neighboring country" and special care was taken not to offend Tehran. Yet, no one could deny the fact that Turkish border posts near the Iranian border were being raided by PKK militants and that the terrorists were later fleeing to "a neighboring country."

Recently Prime Minister Tansu Çiller let the cat out of the bag accusing Iran, Iraq and Syria of harboring PKK terrorists and saying "our neighbors have to decide whether they will be our friends and act accordingly or not."

In the past, the official explanation in Ankara was that "maybe the Iranian leaders are unaware that some people in the administration are cooperating with the PKK in a clandestine fashion or that some elements in the country are supporting the PKK without the knowledge of the government."

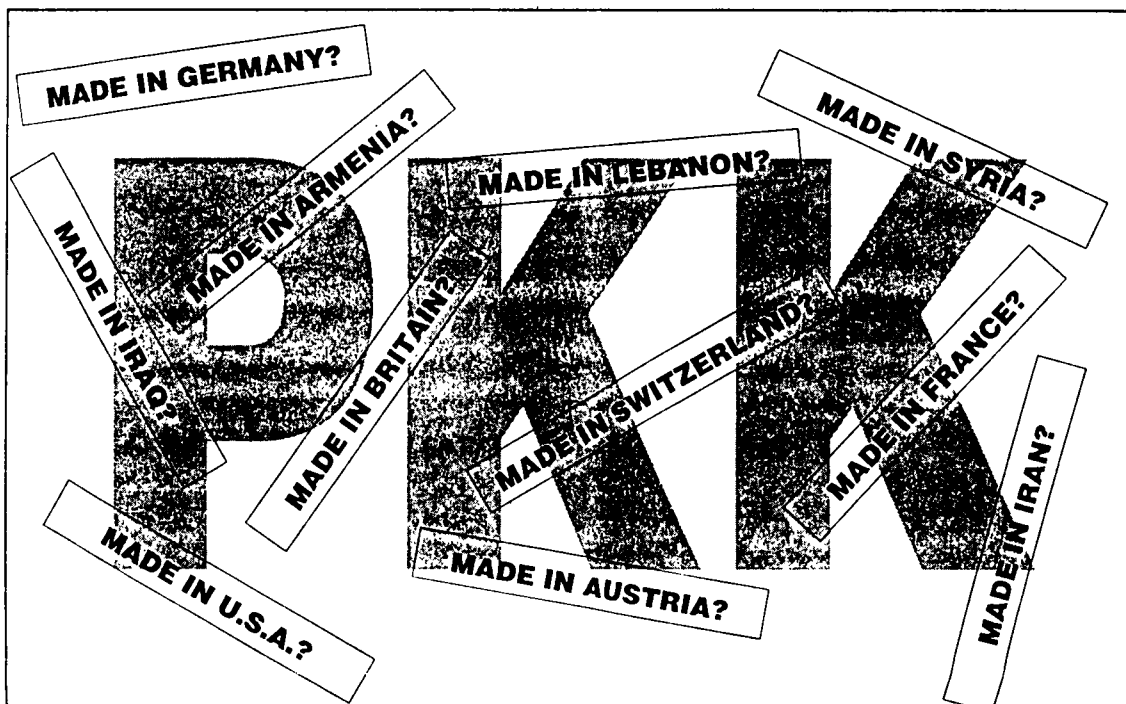
Recently, however, some leading Iraqi Kurdish sources added a new explanation to the Iranian

involvement with the PKK. They told the Turkish Daily News that the Iranians are experiencing a growing problem with the Iranian Kurdish Democratic Party, which is seeking autonomy for "Iranian Kurdistan." Iraqi Kurdish officials say the members of the Iranian KDP are their guests and will be allowed to operate from northern Iraq.

"They are not like the PKK, which is a militant group. These people in Iran are mature people with a good political structure and they are not terrorists. Thus we extend them support and our hospitality and Iranians do not like this," a leading Iraqi Kurd told the TDN. He asked not to be named.

The official said Iran does not have any control over its Southwestern border regions and thus is not in a position even to confirm or deny the existence of PKK bases in its territory. What is known by international experts is that in 1989, PKK leader Abdullah Öcalan did his best to establish relations with Tehran and receive Iranian support for his armed campaign. It is also known that especially after the October 1992 Turkish incursion into northern Iraq after which some 2,000 PKK militants were moved to the Iranian border, Iranian territory was used in the form of a "corridor" for the terrorists to infiltrate back into Turkey.

Also, since the late 1980s, the PKK has had several training grounds in Urumiye province. But, the general belief is that these areas were literally "hired" from the local Iranian Revolutionary Guards or Pastaran in return for money and/or assistance in smuggling narcotics out of the country. There have only been two claims, in the summers of 1991 and 1992, that senior PKK staff were spotted in Tehran having meetings with religious clergy. But, observers say, taking into account the power struggles in Tehran, this is not evidence that the Iranian "administration" backs PKK terrorism.



*PKK in Syria:***Burden for Öcalan; trouble for Turkey**

By İsmet G. İmset
Turkish Daily News

ANKARA- The presence of the PKK in Syria can be traced back to 1979, although relations with senior Syrian officials were only established in the early 1980s.

Realizing that developments in Turkey were gradually thrusting the country towards a new military coup, the PKK leadership held a secret meeting during which it decided to act before such a crisis occurred and move to safer grounds.

The organization's leader, Abdullah Öcalan, held a meeting with his close aide, Cemil Bayık, current commander of the ARGK military council, and agreed that it was vital that he leave Turkey. He already knew about Palestinian organizations and that the Turkish extreme left was being channeled to Lebanon by Palestinian representatives in Ankara. But Öcalan lacked this direct contact and had to find his own way out.

As he prepared to leave the country, Öcalan sent to Ankara a special envoy who contacted other Turkish left-wing movements and requested their attention to the upcoming crisis. The proposal put forth by the PKK was for the leaders of all illegal movements to leave Turkey and organize abroad. Had the suggestion been accepted, it would have eased the way for the PKK, which was only about a year into activities and lacked the contacts which Turkish Marxist movements enjoyed.

Learning that he had no allies in the Turkish left, Öcalan sought the only way to leave Turkey — finding a contact in Syria. Soon, he was told that a Turkish Kurd by the name of Mehmet Sait had relatives on the other side of the border who could help. Contrary to Turkish suspicions, Öcalan's first trip to Syria was not of a professional nature. He first crossed the border with Sait and arrived at his relatives' house. After staying there for a few days, he went to Damascus. These were the developments as of May, 1979.

Once in the Syrian capital and aware mainly of the activities of the Hawatme group and Abu Jihad's relations with the Turkish Marxist movements, the PKK leader first sought contact with the Palestinians there. He contacted the Palestinian Democratic Front in Syria and told them about his organization, that he wanted to struggle in Turkey, and that he needed help.

But the Palestinians were rightly suspicious. Before Öcalan, the only Kurdish example they had seen was Molla Mustapha Barzani's movement in Iraq, which had alleged relations both with the Iranian Shah's intelligence SAVAMA and the Israeli MOSSAD — which at one time even trained the Kurdish guerillas. When Öcalan asked for support, the Palestinians withdrew. But gradually the PKK leader pestered them until they gave in, though reluctantly. He wanted training and they agreed. He wanted to bring in his men. They again agreed. But when he asked for travel documents and for the Palestinians to facilitate PKK militants, he was told off. That was too much responsibility, and the Palestinians did not wish to take the burden. Having arranged for training, though, Öcalan — still alone in Syria — issued his first orders to Turkey, telling his militants to organize the departure of at least 50 people for Syria. But this was impossible because without its leader the PKK had become even smaller, and sending 50 away would mean sending everyone off.

As a result of Öcalan's insistence, two of the organization's high-level militants — both prison escapees — were instructed to go. With them alongside their leader, there were three senior PKK leaders in Syria in the summer of 1979. These were Öcalan, Kemal Pir and Halil Ataç (alias Ebu Bekir). However, even they were more than Öcalan could then handle. He was new in that country and had no direct support or financing. Thus, he had problems looking after his own people.

At one point, still angry at his people for failing to send 50 people for training, Öcalan turned to Bayık, calling him to Damascus as well. He gave Bayık precise instructions: There will be a coup in Turkey; what we need to do is survive this coup; if need be, the group should do nothing in Turkey and the "temporary center" should become "passive."

Immediately after Bayık returned to Turkey, he started making contacts. The first person he sent out of the country was Kesire (Yıldırım) Öcalan who, until arriving at the border one night, was still not aware of her husband's whereabouts.

The Armenian connection

Turkish Daily News

ANKARA- Despite increasing Turkish claims of an Armenian connection with the PKK, and Nationalist Movement Party (MHP) leader Alparslan Türkeş' repeated argument that the organization's notorious leader Abdullah Öcalan is actually an Armenian by the name of Agop Agopian, there seems to be no concrete evidence for such a connection in Ankara's hands. The most recent "evidence" reportedly forwarded to Ankara by the Emergency Rule governate is that some of the militants killed on the mountains were uncircumcised.

It is no secret that a Kurdish population exists both in Armenia and in neighboring Azerbaijan, and that this group of people have even offered military assistance to the PKK. Last year, for instance, Öcalan was offered Kalashnikov rifles at a cost of \$5 a piece from Armenia, and wanted to sell them to other regional movements at a higher price. Later, he told the TDN that he had also been offered similar rifles from within the Azerbaijani Peoples' Front.

The Armenian Kurdish connection is clearly supported by Armenia as well. Recently, the Armenian Writers' Union went to the extent of giving Öcalan an award for the books he had written on popular and guerrilla war. But this too falls short of constituting the concrete evidence which would be needed on the international platform.

Currently, the PKK is believed to have one camp in Armenia used to train militants and later infiltrate them into Turkey. It is also purchasing weapons from certain circles within that country. As for direct links and support from the Yerevan government, the only piece of intelligence to reach the press was that a senior PKK official recently visited the Armenian capital for top level talks.

Later, the first group of 50 — mostly new recruits — was sent out of Turkey. They crossed into Syria and from there to Lebanon where they were distributed into a number of Palestinian training camps.

Using the code name of Ali, Öcalan was then living in both Syria and Beirut. Within a matter of months, he established contact with almost all regional movements as well as East Bloc embassy personnel. In Damascus, Öcalan was heavily pressured by the Soviets to create a Kurdish Communist party with all of the necessary structures — politburo and all. But he refused.

Bayık met with many Bulgarian, Soviet and Cuban officials, seeking understanding and support — almost always getting promises of support but in exchange for what he branded as “concessions.” But this was a contact and one which gradually turned into a systematic relationship, using mainly a KGB contact at the Soviet Culture Center in Damascus.

At about the same time, somewhat surprised that Öcalan managed in the first months to gather his units to be trained, the PKK started to build some influence over the Palestinians. Meanwhile, Öcalan also established first contact with Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan who, according to Öcalan, was not aware that he was dealing with Öcalan. He knew the PKK leader as Ali and understood that this was a new Kurdish organization that needed support. PKK sources say that in this period Talabani was particularly influential in gathering initial finances for the organization by traveling to other countries having large populations of Turkish Kurdish laborers.

Having received his first financial aid in the form of donations from Turkish Kurds in the Middle East, Öcalan was shown an area in the south of the Syrian-controlled Bekaa Valley in Lebanon. First he systemized assistance from Kurds living in Libya, Germany and Sweden. Later, he made contacts with Syrian and Lebanese Kurds. In the Bekaa Valley, where the Armenians from Turkey are influential, contacts were established with this populace as well.

Training opportunities provided to the PKK by the Hawatme group were crucial at this stage, during which the organization turned rural gangs into professional fighters.

In 1980 there were two major developments for the PKK, and both were related to Syria. First, the PKK infiltrated its first group into Turkey over the Syrian border under the leadership of Mehmet Karasungur. Although some of the fighters managed to survive and actually reach Siverek and even Batman, most were killed by troops. The

second development was the sudden escalation in relations with Damascus.

Syrian President Hafez al-Assad’s brother Cemil, also a strongman in the minority Alawi dictatorship with his own forces, was — and still is — in charge of all relations with the Kurdish world. Syria for years supported the Iraqi Kurdish movement this way and was seeking to expand its area of influence. Thus Cemil Assad established contact with the PKK leadership.

Meanwhile, another brother, Rifad Assad, was still in Syria. Either a result of pure coincidence or of a well-planned “engagement,” he too established contact with the PKK leadership. Rifad also had close relations with Mihrac Ural, the leader of the outlawed Turkish Peoples’ Liberation Party Acilciler organization who currently enjoys Syrian citizenship. Ural married Rifad’s secretary and is frequently shuttling between Damascus and Paris.

Having set up this relationship, Öcalan’s fate changed. Living in Syria with only a single pair of trousers, the PKK leader suddenly owned a house in the city — given to him by the Syrians. He ended up under Syrian protection and got his first Mercedes.

This relationship with Syria also reflected on the results of the PKK’s first conference, held from July 15 to 26, 1981, in Syrian territory.

According to Öcalan, who still denies having any contact with the Assads, this was an era dur-

ing which “Syria wanted to win the Kurds. They approached us through the Iraqi Kurds. Then they said, ‘let’s be friends.’”

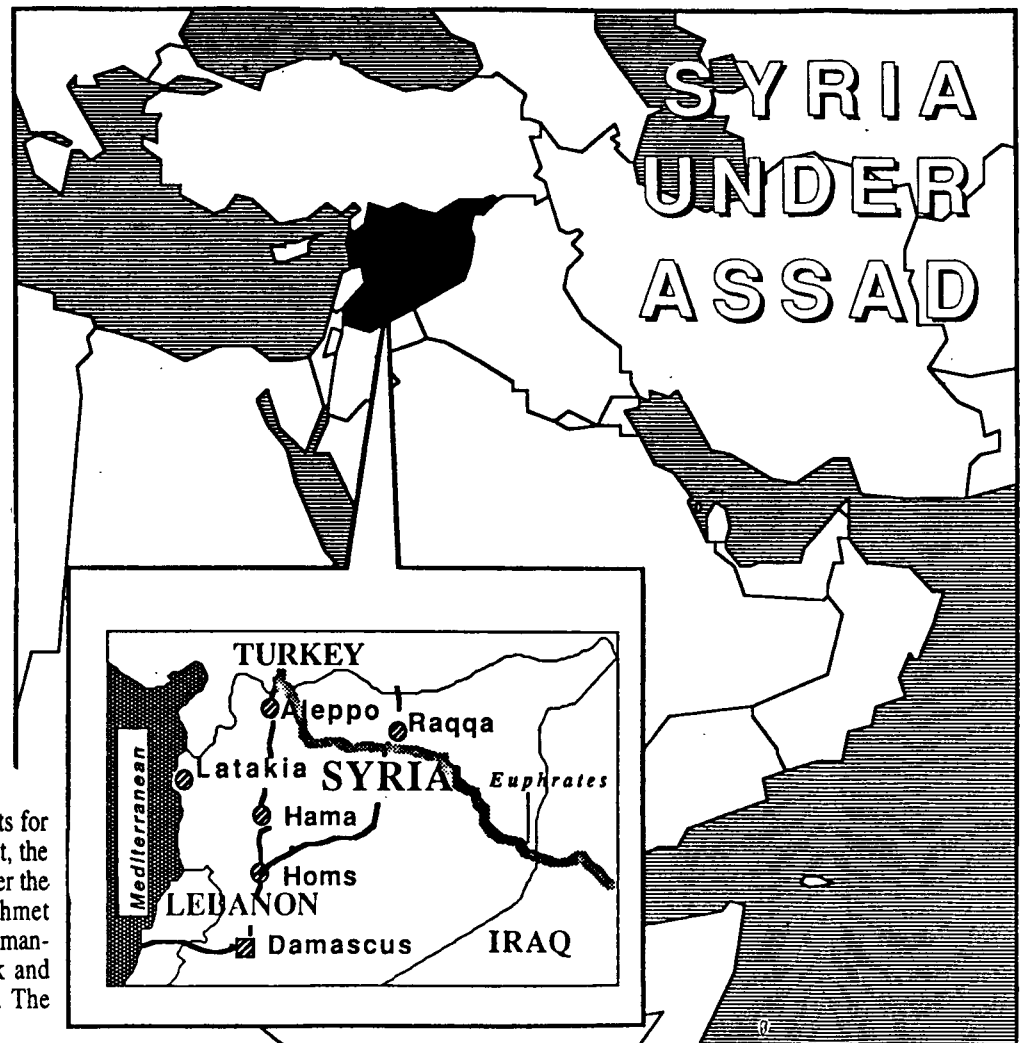
The key name in this contact, as in the case of the Kurds in Libya, was again Jalal Talabani, who himself had contact with the Assads.

In Bayık’s own words, despite what Öcalan says, “Rifad had great sympathy for the organization from the very beginning. They told us then that he had such sympathy and that he placed great value on us.” This sympathy and their subsequent relations would last for years, becoming in the 1990s a great burden for the PKK.

Crucial years which in one way or another influenced this relationship were 1982, 1987 and finally 1992.

In 1982, with the Israeli invasion of Lebanon, 12 PKK militants were killed in fighting with occupying forces, and a dozen more were placed under Israeli arrest. Many other PKK fighters took their places next to Palestinian guerrillas on the streets and in trenches, resisting Israeli troops. According to the Palestinians, this was a reflection of a “determined resistance” and a step which led to growing PKK influence, especially in the Bekaa Valley where the Palestinians had already abandoned their camps.

Having held its second congress again under Syrian influence between August 20 and 25 that year, the PKK was shown a place in Bekaa and, in



the words of Öcalan, "ended up in control of the camp which it was once a guest in." This also meant a complete withdrawal from Beirut.

From the summer of 1982 to 1992, the PKK expanded its presence in the area, gained immense control in the Kurdish-populated areas of Syria and won sympathy among the Syrian Kurds. In addition to creating recruitment offices, safe houses and several training grounds in Syrian territory, it ran the Mahzum Korkmaz [Training] Academy in Bekaa where it trained "commanders" for movements in Turkey. It could train at least 600 militants at one time.

Not even the 1987 security protocol between Ankara and Damascus changed the situation. There were incidents in which the Syrians, under pressure from the Turks, curbed PKK infiltration into Turkey by stopping trucks carrying militants to the border; but even in such cases, say repentant members, the Soviets would intervene.

If Turkish complaints grew, Öcalan would be asked to leave Damascus and would more than willingly move into Bekaa where he had a safe-house in a well-guarded town — again in

Syrian-controlled territory.

By the end of the 1980s, the PKK network in this region grew so much that trucks were being used to move militants in and out of Lebanon. Having completed training in Bekaa, groups of newly graduated "commanders" were simply walking to the highway on the Syrian side of the border, boarding trucks and being transported from there to northern Iraq to cross into Turkey.

Everything became far too systematic. After

late President Turgut Ozal's visit to Damascus and the signing of a protocol, activities were curbed for several months but the organization later continued its routine.

Only in 1992, following the visit of the then Turkish Interior Minister İsmet Sezgin to Syria, did officials there agree to close down the Bekaa camp. The government of that time turned this into an electoral victory for the Turks, who were not aware that Öcalan, even in 1991, knew that the camp was to be closed. Currently, there are a number of Syrian Kurds fighting alongside the PKK's Turkish-Kurdish militants. These men either are given salaries or have joined the struggle for the sake of getting positions of authority once the Kurds gain control. This obviously pleases the Assad regime, which is using the Kurdish card against Turkey's own water card. As the Turkish expression goes, it is thus hitting two birds with one stone. On the one hand, continuous instability is maintained in part of Turkey. On the other, Syrian Kurds are being diverted to another country, thus creating no problems for Damascus.

Where is Öcalan now? Even the answer to this question indicates how close contacts have become between the PKK and Syria. For instance, when Demirel was visiting Syria last year and telling everyone how successful his talks with the Syrian President were, Öcalan was waiting silently in a nearby town. The town is Kardaha, in Latakia — the very hometown of Hafez Al Assad and the place where Cemil Assad is currently living. Now, the PKK is living with the burden of cooperating with Syria...

The PKK in Europe

Source of income and recruits

By Murat Yetkin

Turkish Daily News

ANKARA- The European organization of the secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK) has served as a major source of income and new recruits from its beginning in the early 1980s. The core of the organization was established among those who escaped from Turkey following the military coup in 1980. Most of them were granted political refugee status in Europe and found fertile ground in countries where there was already a Turkish community.

Germany, with more than 1.8 million — then 1.5 million — Turkish citizens as guest workers and their families, 400,000 of Kurdish origin, happened to become the main base of the PKK operations in Europe. With Turkish-Kurdish populations, Sweden, Belgium, Switzerland and France also became main operation areas of the PKK.

PKK carries out its activities in Europe under the name of Kurdistan Committees or Kurdistan People's Liberation Front (ERNK).

For anyone living in eastern Turkey, ERNK is a recruitment and military-political training organization

that also supplies logistics — from arms and ammunition to food and shelter — to the Kurdistan People's Liberation Army (ARGK). ERNK itself carries out important military actions against military and civilian targets in eastern Turkey.

But, quite successfully, PKK agitators have managed to promote the ERNK to the European public as a peaceful political organization advocating an independent Kurdish state made up of Kurdish liberals.

For that reason, ERNK is regarded as almost a counterpart for European human-rights groups, political institutions and even governments regarding the Kurdish issue. That cover has enabled them to carry out recruitment and financing activities for the armed campaign of the PKK against Turkey in eastern Anatolia, which has claimed the lives of more than 11,000 people since 1984.

The financial sources of the PKK vary from voluntary or forced donation to drug smuggling, according to Turkish and Western officials.

Hiring topnotch lawyers, the PKK people discovered gaps in the liberal European legislation and started to get the maximum benefit out of them in terms of propaganda and financing. For example the official newspaper of the PKK, "Serxwebun," is published in Germany, at Vogelsangerstrasse 286, 50825, Cologne, by Ayşe Engizek. The paper is also on sale in Austria, Australia, Belgium, Britain, Denmark, France, the Netherlands, Norway, Sweden and Switzerland. The money comes into a bank account in Germany at Kreissparkasse, 31972, Cologne. Another PKK publication, "Berxwedan," is published in Markenstrasse 5-7, 4000 Dusseldorf 1.

The headquarters of the pro-PKK news agency Kurd-Ha, which reports on nothing but the official

statements of the PKK, ERNK and ARGK, is in Dusseldorf. It acts like a communications center between the organizations in Europe, Turkey and the PKK headquarters in Syria — or alternatively, the Syrian-controlled Bekaa Valley of Lebanon.

Brussels, the capital of Belgium, is known to be the center of the ERNK organization in Europe.

The PKK enjoyed the tolerant atmosphere provided by the European governments until recently, despite protests of the Turkish government.

But then the attitude of European governments started to change. The PKK has gotten more involved in actions like killing unarmed civilians en masse, kidnapping civilians, including Western tourists, and bombing Turkish institutions in Europe, which are getting more unacceptable to Europeans every day.

The latest example of that is the strong reaction of the German police against the PKK presence in Germany following a series of attacks against Turkish institutions in the country last week. PKK militants set fire to a Turk during their violent demonstrations. German police stormed some 30 PKK related associations and Kurd-Ha, seizing a part of their archives. Also, German politicians and newspapers have started to talk more about banning the activities of the PKK in Germany. If the German government is successful in prohibiting overt and covert PKK activities in its country, it will definitely set a good example for other European countries and deal a big blow to the PKK not only in financial and manpower terms, but also in political terms.

KURDISTAN

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LES RÉGIMES IRAKIEN ET IRANIEN :

Une commission d'enquête de France Libertés et de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Une commission d'enquête internationale mandatée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, composée de cinq personnes parmi lesquelles un avocat anglais, un avocat français, un avocat américain, s'est rendue du 28 juin au 11 juillet dans les territoires du Kurdistan administrés par « un gouvernement régional kurde » pour y effectuer une enquête sur les violations des Droits de l'Homme commises par les Irakiens et les Iraniens. Il ressort d'une première évaluation des faits constatés qu'outre la confirmation de très graves violations des Droits de l'Homme survenues durant les années 1980-1990, actes dont le caractère systématique relève de la qualification de génocide, le gouvernement irakien s'est rendu coupable dans les derniers mois de très graves « actions (attentats, assassinats, disparitions et tortures) à l'égard des populations civiles Kurdes, tant dans les territoires qu'il contrôle que dans ceux qui échappent à son administration.

Sur l'initiative de France-Libertés, 130 écoles ont été construites et restaurées. France-Libertés assure leur fonctionnement. Grâce à votre participation notre action doit se poursuivre et nous comptons sur vous.

Quant au gouvernement iranien, il poursuit ses bombardements des régions frontalières du Kurdistan irakien, occasionnant des morts et provoquant la fuite de populations qui comptaient déjà nombre de réfugiés.

Les faits observés et les témoignages recueillis lors de la mission feront l'objet d'un rapport détaillé qui sera rendu public en octobre.

Au moment où les conséquences des décisions monétaires de Bagdad et du double embargo qui pèse sur le Kurdistan irakien culminent, le désintérêt des pays donateurs et la politique de normalisation à petit pas vis-à-vis de Bagdad, entraînent un profond sentiment d'abandon dans la population kurde et laissent craindre de voir se répéter l'exode de 1991.

La Fondation France Libertés et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme appellent la communauté internationale à ne pas sacrifier une nouvelle fois le peuple kurde.

TURQUIE

Quinze Kurdes condamnés à la peine capitale

Quinze personnes ont été condamnées à mort hier pour séparatisme par la Cour militaire spéciale de Diyarbakir.

Le jugement est intervenu à l'issue d'un procès contre des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ouvert en 1981, a rapporté l'agence semi-officielle Anatolie.

A l'issue de ce procès qui a duré douze ans, quatorze personnes ont été également condamnées à la prison à vie pour le même délit. Elles ont été reconnues coupables « d'atteinte à l'intégrité territoriale du pays ». Les condamnés sont tous de la région de Hilvan-Siverek (sud-est, sous-préfectures de Urfa), selon la même source. 54 autres inculpés ont été condamnés à des peines de prison allant de un à 24 ans, alors que 32 autres ont été acquittés, a ajouté l'agence.

La Cour de cassation militaire d'Ankara pourrait à nouveau rejeter ces condamnations de la Cour militaire spéciale de Diyarbakir, estime-t-on de source judiciaire.

PAS D'EXÉCUTIONS

Ces membres du PKK poursuivis

dans ce procès avaient été arrêtés avant le soulèvement armé du PKK alors que cette organisation séparatiste n'était encore qu'un groupe marxiste-léniniste rassemblant moins d'un millier de personnes autour d'Abdullah Ocalan (dit Apo) qui avait créé le mouvement des « Apoïstes » en 1978 avec un groupe d'une dizaine d'étudiants d'origine kurde.

Le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre principal de la rébellion armée du PKK, est sous l'état d'urgence depuis 1987 après huit ans d'état de siège de 1978 à 1987.

Trois autres peines capitales avaient été prononcées en septembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Izmir (ouest) contre des accusés du PKK pour « homicide » et « terrorisme ». Depuis 1987, aucune peine de mort prononcée pour des raisons politiques ou de droit commun n'a été exécutée en Turquie.

ATS/AFP

Friday, November 12, 1993

turkish daily news

Çiller pushes for lifting pro-Kurd deputies' immunity

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller is pushing for an early lifting of the parliamentary immunity of pro-Kurdish deputies whom the State Security Court (DGM) wants to try for sedition and conspiring against the state, a senior deputy from the coalition government's senior partner, the True Path Party (DYP), told the Turkish Daily News on Thursday.

The appointment of a hard-line DYP deputy to the parliamentary subcommission that will deal with the pro-Kurdish deputies is seen as a development that increases the chances that the immunity of these deputies will be lifted.

Parliament's Mixed Commission on the Constitution and Justice decided on Thursday to establish six subcommissions, comprising five members each, to study 153 cases prepared on 100 deputies whose parliamentary immunity the Ministry of Justice is seeking to lift.

The Mixed Commission is expected to decide whether to lift the immunity of the deputies following the results of the investigations by the subcommissions. The investigations are expected to be completed in about a month's time.

The decision will effect 17 deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) for whom the DGM has prepared 20 cases and who are facing 22 charges of sedition and conspiring against the state.

Briefing the press on the composition of the proposed subcommissions, the chairman of Parliament's Constitutional Commission, Şerif Ercan, said these would each comprise two deputies from the DYP and one member each from

the junior coalition partner the Social Democrat People's Party (SHP), the main opposition Motherland Party (ANAP), and the pro-Islamic Welfare Party (RP).

Ercan said the cases of these 100 deputies had been classified according to the nature of the charges that they face. He indicated that 20 of these had come from the DGM, 22 covered charges of sedition and conspiring against the state, and 36 concerned the electoral law, the law on political parties, and the law on assembly and demonstration.

Ercan added that in addition to this, 20 cases concerned charges of violating the law governing civil servants, and 42 concerned the laws on slander and libel, and fire arms, while 13 concerned the law on fraud and tampering with official documents.

It is noteworthy that DYP deputy for Ankara, Baki Tuğ, who is known for his hardline and nationalist approach, was selected for the subcommission that will deal with the lifting of the immunity of the 17 pro-Kurdish DEP deputies. Tuğ served as military prosecutor after the March 12, 1971, coup and is renowned for sending Turkey's "Che Guevara," Deniz Gezmiş, and two of his friends to the gallows in 1972.

His appointment to this subcommission is seen as a development that increases the chances that the immunity of these deputies will be lifted.

Meanwhile, sources have said that Prime Minister Tansu Çiller has started to lobby her party's deputies to lift the DEP deputies' immunity before the DYP convention on Nov. 20. The

deputy chairman of the DYP's parliamentary group, Turhan Tayan, told the Turkish Daily News that Çiller "wants the immunity of these deputies lifted as soon as possible."

Tayan said that the cases concerning these deputies would not be "left in limbo" and attempts would be made to process them in the shortest possible time.

Ercan, also told reporters on Thursday that the subcommissions would work independently of each other and added that whichever of these finalizes its report first will be studied by the Mixed Commission without delay. The one-month period given to the subcommissions to finalize their investigations and prepare their reports was a maximum period, he said.

It is thought that the subcommission to which Baki Tuğ has been appointed will want to act according to the Prime Minister's directives and complete its report before the DYP convention.

The report of the subcommission, which will be prepared after the DEP deputies are questioned, also will not be binding, although its conclusions will influence the Mixed Commission that will make the final ruling.

Meanwhile, the TDN has also learned that SHP deputy and professor of constitutional law, Mümtaz Soysal, will take part in the subcommission that will deal with the immunity question of the DEP deputies facing 22 charges, among which is the charge of demeaning the state abroad. It is thought that this subcommission will opt for retaining the immunity of the deputies concerned.

Human Rights Commission decides not to go to Lice but to prepare a report on the Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- The Special Human Rights Commission of Parliament decided on Thursday not to go to Southeastern Lice township where a general was killed last month, but to prepare a report on the Southeast instead.

The commission decided to prepare a comprehensive report on the Southeast and to discuss the anti-terror law in order to determine whether it includes an article violating human rights. "Debating the anti-terrorism law is much more important than going to Lice. Ankara has become the city of murders. If people are mur-

dered suspiciously in a country, no one can express their opinions there," Fevzi Basaran, Istanbul deputy of the main opposition Motherland Party, said.

"Even members of Parliament cannot voice their opinions. In Turkey, human rights are being violated like traffic rules," he added.

True Path Party (DYP) Adana Deputy Turgut Tekin said that the Kurds in the Southeast do not kill people. "Turkey is fighting against Armenia, Iraq, Iran and Syria. There is no clash between the Kurds and Turks. Kurds do not fight in the Southeast," he said.

Iraqi Kurds: Turkey our lifeline

Supporting the PKK would be suicidal says Kurdish official

Turkish Daily News

ANKARA- Iraqi Kurds regard Turkey as their only lifeline and would under no circumstances attempt anything which might jeopardize relations with this country, a senior Kurdish official told the Turkish Daily News on Thursday.

Mohammad Tafik, a visiting member of the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) leadership committee, said recent press reports with regard to PUK leader Jalal Talabani's alleged support for the Kurdistan Workers Party (PKK) were baseless. Also the Kurdish Minister for Humanitarian Aid and Cooperation, Tafik told the TDN that everyone realized how vital an ally Turkey was for the survival of thousands of Iraqi Kurdish civilians based in Northern Iraq. Tafik said it would be suicidal for anyone, even to consider supporting the PKK, which is Turkey's main enemy in the region. He also noted that foreign and humanitarian aid for the Kurds was even more vital with the arrival of winter, which is always treacherous in the region.

"We are faithful to our agreement to the point. We are doing nothing against Turkey's interests," Tafik said, pointing out that such action would also be against the interest of the Kurds.

Asked about reports that the PUK had allowed PKK militants to settle in border stations, Tafik pointed out that such stations were controlled not only by one for-

ce, but by the combined forces of the PUK and Masoud Barzani's Kurdistan Democrat Party (KDP). Referring to a recent television appearance by Talabani in Turkey, the Iraqi Kurdish official repeated that any journalist who wanted to travel to the region to check out on claims leveled at the PUK leader was welcome to do so.

"We are helping no one and we have nothing to hide," he said.

The Turkish media recently launched a campaign with regard to Talabani's alleged support to the PKK and claimed that the PUK and Turkish-Kurdish separatists were cooperating. Following a television program branding Talabani a liar and traitor, newspapers carried reports concerning different as-

pects of this cooperation.

One report even went to the extent of claiming that the PKK was training fighters of the PUK. Another said PKK militants, in a guerilla war on Turkey, had settled down in cement border stations on the Turkish border. Another said the PKK was being allowed to carry out attacks from the camp in Zele, northern Iraq, which is several days walking distance from the border.

Talabani, interviewed by the popular weekly Cross-fire program on Monday, told Turkish viewers that the reports were baseless and argued that the PUK was not supporting the PKK. He also noted that every measure had been taken to secure northern Iraq's borders with Turkey.

Turkey-Syria-Iran tripartite security talks on Nov. 25

Turkish Daily News

ANKARA- The next round of tripartite security talks between Syria, Iran and Turkey will take place on Nov. 25, a senior Turkish Foreign Ministry official stated Thursday.

The first tripartite talks between the three countries' foreign ministers began in Turkey last November, with follow-up meetings taking place in Tehran and Damascus.

Another batch of security talks, the "Joint Security Committee" between the Iranian and Turkish interior ministries, is scheduled for Nov. 26 in Ankara.

Meanwhile, a senior Iranian official arrived in Ankara on Thursday to discuss security as well as bilateral and regional issues including the latest developments in Georgia and the Azeri-Armenian conflict. Iranian Deputy Foreign Minister Alaaddin Brucerdi, who is in Ankara as a guest of Turkish

Foreign Ministry Deputy Undersecretary Bilgin Unan, brought with him messages from Iranian President Hashimi Rafsanjani to Turkish President Süleyman Demirel, and from Iranian Interior Minister Beshareti to his Turkish counterpart, Nahit Mentese, the Anatolia news agency reported.

Brucerdi, who met Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin Thursday, told reporters before the meeting that the issue of border security was important for both countries and that Turkey's security meant as much to Tehran as did their own security.

In an earlier statement, Brucerdi said Iran put no limits on relations with Turkey and wanted to see ties improve.

He said he hoped his visit would be followed by one by Rafsanjani to Turkey and Demirel to Iran. Brucerdi is expected to meet Demirel today before departing for Tehran on Saturday.

France-Soir — 10 novembre 1993

« Le Monde de l'art » expose le martyr kurde

ANFAL est l'appellation donnée par Saddam Hussein à sa campagne d'extermination du peuple kurde qui fit rage entre 1987 et 1991 en Irak. Confrontés à cette tragédie, les peintres réagirent de manière diverse. Certains rejoignirent les maquis et partagèrent leur temps entre la résistance armée et une production picturale réalisée avec les moyens du bord.

D'autres, restés dans les grandes villes, ont dû se cacher pour échapper à la terreur et créer des œuvres reflétant de façon abstraite, allusive, l'épreuve endurée.

Les œuvres présentées dans cette exposition ont pu, pour la première fois, quitter le Kurdistan pour être montrées en Occident. Figuratives ou non figuratives, elles ont pour sujet les atrocités et la mort, les deuils et la tourmente, l'hébètement et l'impuissance, mais aussi l'espoir renaissant au milieu des ruines, l'immense désir de paix et d'une vie enfin normale.

Exposition-vente jusqu'au 5 décembre, 18, rue de Paradis, 75010 Paris.

İSMET G. İMSET / BEING VOCAL

Talabani scenarios: How much are they worth?

Part I

Turkish Daily News readers would have observed that despite the general trend in the domestic media, this newspaper has kept out of the recent fuss created over the alleged role of Jalal Talabani, Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader, in the strengthening of the PKK.

The main reason for this caution is that contrary to many other newspapers, the TDN does not have the habit of publishing whatever it is passed on and whatever some circles, claiming they are serving the interests of the state, want them to publish.

In other words, we are not one of those newspapers who go about publishing bogus reports because one or another department of the state has asked us to do so.

Thank God, we know what respecting the reader means, and this objective reporting has made us the most credible newspaper in Turkey. The values the TDN has brought to investigative journalism in Turkey is known by everyone.

When the accusations against Talabani first started, TDN editors treated the issue with care and looked, as always, at what may be lying "under the covers."

Operation Provide Comfort, based in Southeastern Turkey with the aim of deterring an Iraqi attack on the Kurds, and providing humanitarian aid to them, is once again on Ankara's agenda. Extending the mandate for this operation, which many Turks still dub "Hammer Force," is to be debated soon — or rather the debate has already started secretly.

And, whenever this issue comes to Turkey's agenda, it is always followed by claims regarding the Iraqi Kurds.

Having such great a power struggle in the state apparatus is obviously in no citizen's interests, but we are all being effected by it, often in the form of having to read inconsistent reports.

The first attack on Talabani this time started with Ertürk Yöndem's state-approved "Behind the Curtain" (or Perde Arkası) program on state-run television. Branding Talabani a traitor, Yöndem gave excerpts of a speech he had made in Suleymaniye.

Those in the TRT have come to know Yöndem — himself of Kurdish origin — well over the years:

He has a great immunity within this body and enjoys equally great privileges. Even his lodgings at the TRT central housing compound were arranged on a special order which bore the signature of the Interior Minister.

He is also known as the staunchest of supporters of hard line policies. Most recently, suspects claimed he had literally taken part in their torture as they were being questioned. Rumors are that if you're a suspect and being questioned by Yöndem, don't anger him. For it is said that he would then order the cameras off and slap you or shout orders at your face.

TRT people, though, know Yöndem for his past contributions to "cleansing" this state body from "left wing suspects," informing on many of his colleagues to the military authorities at times of martial law and military coups.

It was thus no surprise that Yöndem was the person chosen to show the footage on Talabani's speech, in which he was supposedly "confessing" that the Iraqi Kurds had supported the PKK (though Talabani never mentioned the PKK by name) and that they had facilitated them in the past.

No one knows when the speech was made, but there should be no surprise if what Talabani was actually saying was something like this: "We tolerated them only so much, but look what they are doing in return."

Or perhaps he had actually spoken during the cease-fire which broke down after Turkey refused to slow down its security operations in the troubled region.

Perhaps even Yöndem does not know what the truth is. TRT, however, broadcasted Yöndem's program over and over again as if to make sure that everyone watched it. No one really cared that part of his program, which he makes as a state employee, was devoted to insulting a member of parliament (with controversial views) who had been threatened many times with death.

Turkish press ethics are highly questionable when it comes to some of our "nationalist" campaigns which sweep mainly through major newspapers at times of crisis.

The particular campaign we are referring to here started off with Yöndem and Talabani's so called "betrayal" soon gained ground and became a key argument for the printed media as well. The first

"Turkish press ethics are highly questionable when it comes to some of our "nationalist" campaigns which sweep mainly through major newspapers at times of crisis"

report appeared in a mass circulation newspaper which claimed not only that Talabani was supportive of the PKK, but also that he had arranged for the PKK to shelter near the Turkish border. Other claims followed:

Talabani had placed PKK militants in the cement border post units constructed with Turkish assistance; PKK militants in the Zele camp were training PUK fighters under an agreement between the two organizations, and, finally, PKK militants were carrying PUK identification papers.

None of these reports even hinted at the fact that the 65 cement border stations built on the Turkish border are being used together by PUK and Kurdistan Democratic Party (KDP) staff to secure the border; or that after 32 years of warring with Iraq—which is much more ruthless than any regional regime—the PUK should be the one training the PKK not visa versa (if any training takes place); or that the second undesigning party to any agreement of substance with the PUK was Turkey, which has failed many times to fulfill its promises; or that PUK identification papers are only sheets of photocopied paper that anyone could produce and valid no where.

The writers of such reports, as well as those passing these claims on to them, are aware that Turkish readers would know nothing of these facts, and would continue to read and believe what is given them in this way.

Real officials know the facts but feel they should not be sharing these.

Now that the Operation Provide Comfort is on Ankara's agenda once again, Iraqi Kurds believe certain circles in the Turkish capital—not the government itself, and certainly not the Foreign Ministry—are seeking "to hit two birds with one stone."

Rumors are that once Prime Minister Tansu Çiller is re-elected in the up coming convention of her party, as chairwoman of the True Path Party (DYP), she will aim immediately at using Turkey's trump card; namely the question of extending the mandate of this multinational force.

Certain forces within the country, are now preparing the conditions for this, just as they did in the past when they passed on to Turkish newspapers claims that American helicopters were dropping aid to the PKK in northern Iraq.

Everything is centrally controlled and the plan is carried out with care.

Which of those columnists or journalists who have written on recent claims, ever considered travelling to northern Iraq to gauge the authenticity of these claims? Not one of them. Since this was known from the start, it was no problem to pass them misinformation.

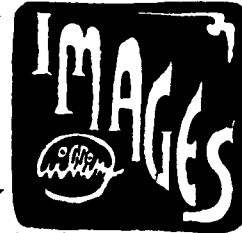
Talabani is a crucial link in Turkey's trump card concerning the coalition forces deployed in the Southeast.

This is because this trump emphasizes that the U.S. is behind Talabani and the coalition forces, and also the argument that a power vacuum exists in the region which should be filled. This is an argument which the Iraqis like as much as our expansionist Turks.

(Tomorrow: Threat of provocation)

Libération — 15 novembre 1993

"La Fosse Commune"
 "Désintégration", "La Mort
 Parfumée", "Prisonniers
 Perdus", quelques-
 uns des titres
 d'œuvres d'
 artistes Kurdes
 consacrés à
 l'ANFAL. ANFAL
 est le nom donné
 par Saddam Hussein à
 l'extermination du peuple
 Kurde en Irak. Les
 tableaux, exposés au
 "Monde de l'Art", 18 rue
 de Paradis, Paris 10, sont
 pour la première fois
 montrés en Occident,
 jusqu'au 3 décembre,
 huit peintres.
 Vous en connaissez
 beaucoup, des cannibales
 plâtriers? Des



Télérama — 10 novembre 1993

L'Institut kurde présente jusqu'au 3 décembre au Monde de l'art, 18 rue de Paradis à Paris (tél : 42-46-43-44), «Peintres de l'Anfal, mémoire du Kurdistan», une exposition consacrée aux œuvres illustrant la campagne d'extermination des Kurdes menée par Saddam Hussein au lendemain de la guerre du Golfe.

selection

GEOPOLIS

LES KURDES : VERS LA RECONNAISSANCE ?

SAMEDI 13 - FRANCE 2 - 13.25

Un génocide silencieux

Images d'archives, témoignages et reportage sur le terrain nous rappellent le combat du peuple kurde nié dans son existence même. Une émission contre le mépris, le silence et le cynisme.

La télévision, quand elle se refuse à anesthésier son spectateur captif, sait aussi éveiller l'esprit, le faire réagir ou, à l'occasion, s'indigner. Ce n'est pas en soi une performance que de faire réfléchir à propos d'un génocide silencieux, mais *Géopolis* - que propose et présente Claude Sérillon - nous soumet un dossier qui permet à chacun de se faire une opinion sans se sentir « forcément embarqué ». Ce numéro-là, avec un bel optimisme, s'intitule *Les Kurdes : vers la reconnaissance ?* La légitimité des droits du peuple kurde y est, tout d'abord, exposée historiquement, sur un rythme soutenu.

Depuis le XVI^e siècle, les Kurdes sont tiraillés entre l'Empire ottoman et la Perse. Au XIX^e siècle, les Turcs étouffent les quelques émirats du Kurdistan. Et, vers les années vingt, la situation s'aggrave encore. A partir de la chute de l'Empire ottoman, le Kurdistan sera divisé en quelques poussières d'Etats. C'est de ce moment-là que date le début de la tragédie de ce peuple dispersé.

A partir de la décomposition de l'Empire ottoman et de son flirt avec l'Allemagne, jusqu'à Atatürk (le Père de tous les Turcs) qui obtient les territoires accordés aux Kurdes, en signant, en 1923, l'accord de Lausanne, les événements s'accélérent.

Mustafa Kemal voulait une Turquie une et indivisible. Soixante-dix ans plus tard, cet accommodement bâclé continue d'être une réalité pour bon nombre de Turcs, simples citoyens ou poli-

tiques avertis, pour qui l'assimilation forcée demeure la meilleure des solutions.

Le mérite de cette émission est de faire défiler les images d'archives d'une période contemporaine turbulente, en particulier celle qui touche à la Première Guerre mondiale, ses réaménagements géographiques et la résurgence des nationalismes.

La deuxième partie de l'émission insiste sur ce peuple éclaté, qui compte en tout 25 millions d'individus divisés par les pouvoirs politiques et qui se trouvent éparpillés en Turquie, en Irak, en Iran, en Syrie et en Azerbaïdjan, dans l'ex-Union soviétique.

Inscrits dans le reportage de Renaud Fessaguet et Bruno Girodon, des intervenants font un rappel des dates essentielles de l'histoire des Kurdes que l'on nomme distraitement les Turcs des montagnes, mais aussi le point sur

Dernière minute

Le 27 octobre dernier, Ankara fêtait le soixante-dixième anniversaire de la république de Turquie, une occasion pour le président Süleiman Demirel de redéfinir sa position à propos des Kurdes, mais aussi du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : « Il existe un seul moyen, anéantir cette bande d'assassins... Personne ne doit songer à des concessions qui entraîneraient l'éclatement du pays. » Une fois de plus, M. Demirel s'est opposé à l'enseignement du kurde. Il a également rendu officiel le bilan de la rébellion kurde qui, en neuf ans, aurait fait près de 10 000 victimes : 3 144 civils, 2 270 membres des forces de sécurité et 4 517 rebelles, tués, pour la plupart dans les régions de l'Est et du Sud-Est anatolien à forte majorité kurde.

D'autre part, un journaliste turc enlevé dans l'Est, le 23 octobre, par le P.K.K., a été libéré 48 heures plus tard.



© S. Petterson/Gamma

Des exilés kurdes dans un camp de réfugiés

l'économie, la géographie, l'évolution d'une guérilla active.

On sent que, de décennie en décennie, le peuple kurde est hypocritement asphyxié. Aujourd'hui encore, la question kurde encombre ceux qui ne veulent pas se la poser. A l'évidence, il s'agit d'un génocide qui refuse de dire son nom et si Saddam Hussein (5 700 000 Kurdes vivent en Irak) utilisa l'arme chimique - la foudroyante bombe au phosphore qui brûle et détruit la peau -, on ne parle pas des bombardements, des rafles auxquelles les Kurdes sont soumis ailleurs au Proche-Orient.

C'est en Turquie que les Kurdes sont les plus nombreux - 12 millions pour une population de près de 60 millions d'habitants - c'est là que les problèmes sont les plus aigus, là aussi que le PKK est le plus offensif. On estime à un millier de guérilleros les membres du PKK - tous menacés par la loi anti-terroriste - cette poignée d'hommes mobilise des dizaines de milliers de militaires soutenus et équipés par l'Otan et 20 000 miliciens turcs, baptisés pudiquement « protecteurs de villages ».

En 1991, le gouvernement d'Ankara a modifié le régime auquel étaient soumis les Kurdes. Depuis 1924, les

Qui s'intéresse encore aux Kurdes ?

A l'affût des pulsations du monde, Gérard Chaliand se préoccupe de géopolitique et des nouveaux rapports qui opposent les nations. Spécialiste de la question kurde, il fait le point sur les répressions dont ce peuple est victime.

La répression contre les Kurdes s'exerce-t-elle de manière aussi brutale en Irak, en Turquie, en Syrie et en Iran ?

Non, pas du tout, elle s'exerce au contraire de façon très différenciée. La répression la plus dure, c'est en Turquie qu'elle se manifeste, en particulier dans les provinces de l'Est qui sont, en quelque sorte, en état de guerre permanent. Cela est vrai aussi pour les frontières de l'Irak et de la Syrie où règne également une sorte d'état de siège.

En Anatolie, 150 000 hommes sont chargés de tenir le pays car la volonté du gouvernement est claire : éradiquer le mouvement que mènent « les bandes séparatistes » entraînées par les partisans du PKK. Il est vrai qu'il y a eu un semblant d'ouverture avec Turgut Ozal et pas seulement en faveur de la pratique de la langue kurde. Mais aujourd'hui, avec Süleiman Demirel (leader du Parti de la juste voie), de tendance droite libérale, on peut s'attendre à ce que l'armée retrouve un pouvoir renforcé et se charge de remettre de l'ordre. Aujourd'hui, à l'armée traditionnelle s'ajoutent des groupes paramilitaires qui éliminent tout notable kurde passant à leur portée. Ici aussi, c'est l'intelligence que l'on assassine. Cette guerre sourde vide le Kurdistan de sa population ; cela se passe loin des grandes villes, loin des porte-voix qui pourraient faire circuler l'information.

De quand datent les premières réactions ?
L'idée d'un nationalisme kurde est né avec le siècle mais, parce qu'ils sont disséminés, ils ne peuvent mener, unis, un processus de revendication.

Et en dehors de la Turquie ?

Il en est un peu autrement. Ainsi, avec les années soixante-dix, les Kurdes d'Irak, sous l'impulsion de Mustafa Barzani, vont manifester un regain d'identité. En fait, les révoltes de Barzani s'échelonnent de 1961 à 1975 et se heurteront, pour la plupart, à une répression terrible. Quatre ans plus tard, le chef kurde disparaissait. Les Kurdes d'Irak, aujourd'hui, sont protégés par la couverture aérienne des alliés - Américains, Anglais, Français - qui, depuis la

guerre du Golfe, s'interposent entre Kurdes et soldats de Saddam Hussein.

C'est simple, partout où se trouvent les Kurdes règne une guérilla larvée, mais la population locale vit mal cette situation qui s'éternise.

En Iran, les Kurdes se regroupent aux frontières. Le coup porté au moment de l'assassinat, à Vienne, en juillet 1989, du leader kurde, Ghassemlou, alors qu'il négociait avec des émissaires iraniens, a été durement ressenti par la communauté. Le deuil de Ghassemlou a été porté avec la même émotion populaire au Kurdistan iranien que partout où la ferveur kurde se heurte à l'arbitraire.

En Syrie, les Kurdes seraient un peu plus d'un million mais, pas plus qu'ailleurs, leur sort n'est enviable. C'est ainsi que la moitié de cette population, à peine tolérée, est privée de papiers d'identité ! La semi-démocratie qui règne en Syrie est, de fait, de tradition despotique, et « soutient » les minorités pour faire illusion.

Qui s'intéresse encore aux Kurdes ?

On le voit, où que l'on se tourne, les Kurdes paraissent en surplus. Le PKK, sans que le problème kurde finirait par ne plus être posé, a souvent porté la guerre dans les villes au risque d'être impopulaire.

L'enlèvement, en 1991, de touristes allemands dans la région du lac de Van, tout à fait à l'est de la Turquie, n'avait pour but que d'attirer l'attention du gouvernement de Bonn. La preuve en est que ces touristes étaient relâchés peu après, sans aucune condition...

Les Turcs devraient finir par se faire une raison, l'assimilation n'est plus possible, l'attitude des nouvelles générations le prouve. Pour l'avoir vécu, face à d'autres minorités, le gouvernement turc devrait savoir que le nationalisme étouffé renaît toujours, quoi que l'on fasse. Quant à la solution militaire, à l'évidence, elle mène à une impasse. Reste la reconnaissance, mais là, la question demeure posée : combien faudra-t-il attendre d'années pour qu'elle soit effective ?

Propos recueillis par Jérôme Camilly

Kurdes ne peuvent pas pratiquer leur langue, ils ne peuvent toujours pas publier, ni enseigner, ni créer de clubs, d'associations, de syndicats ou de partis, sous peine d'être poursuivis et condamnés à des peines de prison ou à des amendes qui vont de 20 à 100 millions de livres turques. Le président turc Ozal, disparu il y a peu, semblait vouloir assouplir la politique d'Ankara ; son successeur prêche la tolérance à l'égard des citoyens kurdes, mais s'agit-il, comme c'est le cas depuis un demi-siècle, d'un vœu pieux ?

Toutes ces notations, toutes ces informations circulent dans cette émission qui pousse d'emblée à la reconnaissance d'un peuple menacé de disparition. L'un des participants de *Géopolis*, l'écrivain Yachar Kemal - l'auteur de *Mehmed le mince* - a trouvé le ton qui convient pour défendre la cause kurde. Il parle, face à la caméra, à hauteur d'homme. Et c'est cela, semble-t-il, dont ce peuple a le plus besoin.

Jérôme Camilly

Les Kurdes : vers la reconnaissance ?, un reportage de Renaud Fessaguet et Bruno Girodon (50 min)

A lire
Le Malheur kurde, de Gérard Chaliand, Seuil, 1992.

Turquie, sur les chemins kurdes, de Marie-Odile Pagniez et Laurent Girault, Albin Michel jeunesse, 1991.
Les Kurdes par delà l'exode, dir. Halkavt Hakim, L'Harmattan, 1992.

Dans les montagnes, les guérilleros kurdes luttent pour l'indépendance



© J. Walter/Gamma.

Program unearths Özal's secret proposal for Kurds

In letter to then PM Demirel, the late president proposes solutions to Kurdish issue, including gradual migration, and establishment of a special force

Turkish Daily News

ANKARA- Shortly before his death, the late President Özal, who viewed Kurdish secessionism as Turkey's most serious problem, sent a top-secret letter to then Prime Minister Süleyman Demirel, making a number of proposals for its solution, a public affairs program, prepared by the daily *Hürriyet* and broadcast on Show TV, disclosed Thursday night. *Hürriyet* on Friday published the 10-page letter in its entirety.

Özal's letter contains his observations on the Kurdish subversive activity in the country's Southeast and lists his suggestions for a possible solution to the issue, which he says shows signs of spreading to areas other than the Southeast. Urging a consistent, coldblooded approach to subversive activity, Özal says that the "fire in the Southeast built by foreign powers which aim to prevent Turkey's development will die out in five to 10 years unless mistaken policies are pursued."

Özal further advises state officials not to project an image that shows Turkey wary of raging PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) terrorism.

"It will be of great help to show to the world outside of Turkey that the state is capable of tackling any such issue and that it is not at all wary of, or worried about, terrorism," Özal urges.

Touching on the sense of estrangement felt by the locals in the Southeast owing to military measures being taken to wipe out terrorist activity, Özal admits it is the case that the ordinary people in the region have been subjected to harsh treatment. "If there have been mistakes, they should be openly discussed and solutions must be sought," Özal adds.

Listing his suggestions for short-term solutions, Özal proposes that the villages and hamlets in the area be gradually evacuated in a pre-planned fashion.

"With this group of PKK supporters, in number no more than 150,000 to 200,000, being resettled in the Western parts of the country, logistic support for the PKK will have been cut off," Özal argues.

"To prevent their return to the region, a large number of dams should be built in appropriate places," he adds.

"A 40,000- to 50,000-strong special force, comprised of fully professional units, with at least one year of special training behind them, should be set up to fight against the PKK. Unit commanders in this force should be given leeway to take initiatives on any issue when conditions necessitate it. The special force must not be a force on the defensive. It must be a force that tracks terrorists down and attacks them," Özal says. The late president urges the purchase of 20 Cobra and 20 to 30 Sikorsky helicopters for the security forces deployed in the area.

"This will help create a rapid deployment force that can handle incidents that might occur simultaneously."

Özal proposes a complete overhaul of the security network in the region, urging the transformation of security personnel from a defensive force to one that is offensive.

"On all highways in the region, 24-hour patrol duty is a must. By day helicopters and night-vision personnel carriers at night must be on patrol duty," he says.

Referring to intelligence activity in the region, Özal demands the restructuring of state intelligence organiza-

tions active in the Southeast.

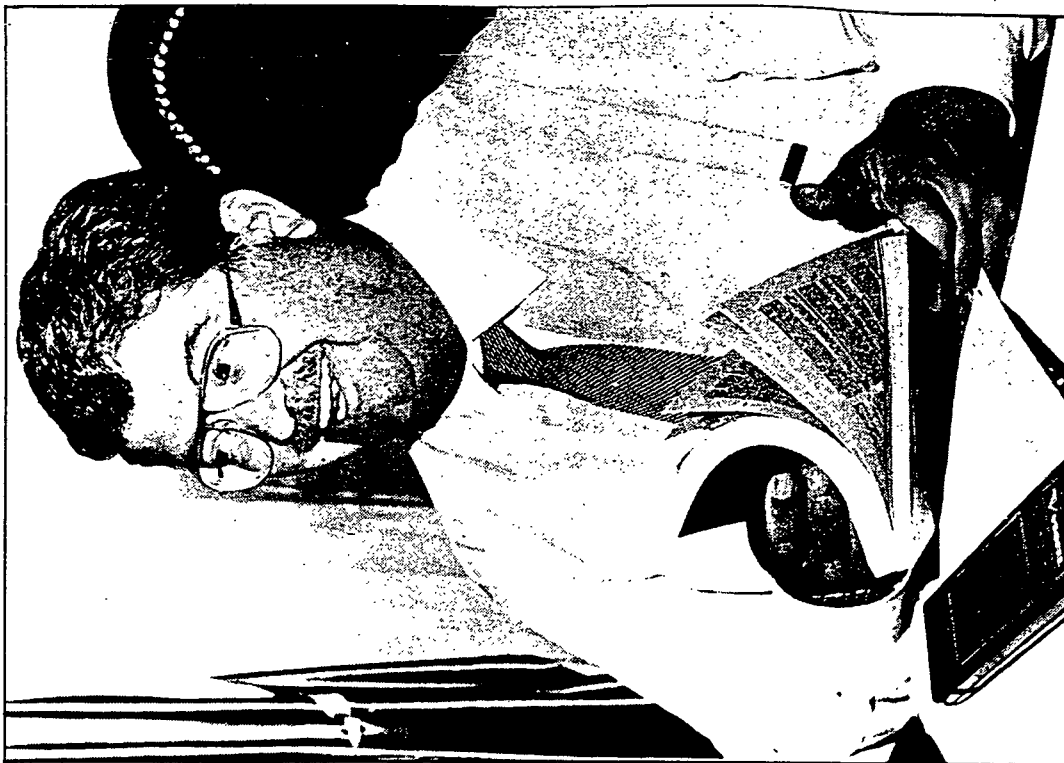
"Coordination must immediately be effected between the National Intelligence Organization (MIT), the generalist intelligence command, the armed forces, and police," Özal urges. The late president also demands an increase in propaganda activity by the state to counter widespread PKK propaganda in the region.

"In addition to committing terrorist acts, the PKK is spreading widespread, effective propaganda with a view to winning the locals over to its side. Counter-propaganda to beef up local support for the state, to boost morale, and correct disinformation is of great significance," Özal argues. The late president says that in the light of a tendency on the part of wealthy locals to migrate to the west of the country, only 2-3 million people will inhabit the region in the future. "If this migration is not regulated, only the relatively well-off portion of the population will have left and the poor will have been left behind. Thus the area will turn into a breeding ground for more anarchy. To prevent this, the migration must be regulated by the state.

A planned, balanced migration, including members from all segments of society, to predetermined settlements in the West is compulsory," Özal maintains. He also warns against press reports which could be exploited by the PKK to highlight itself as either a "heroic or an innocent" organization.

"Such reports, written and visual, should not be allowed," Özal writes.

The late president's medium- and long-term proposals include the creation of "centers of attraction" in the area. "Such cities as Adiyaman, Diyarbakir, Urfa, Mardin, Batman, Siirt, Elazığ, Malatya, Erzincan, Er-



Late President Turgut Özal

zurum, Kars, Ardahan, and Iğdir must be turned into centers of attraction for the local population settled in the countryside. This should be done through special-incentives for investments."

Özal further urges incentives for the private sector to invest in the region, adding income tax levied on the locals must be decreased and electricity supply must be cheapened. Lastly,

the late president demands open, free, and unbiased discussion of the Kurdish issue.

"Through debate, the rights and wrongs will come to light, thus leading us closer to the truth. To bar discussion, to cover up the truth, will not alleviate the problem. On the contrary, it will lead to further chaos because of the wrong approach being adopted."

Saturday, November 13, 1993

turkish daily news

Turkish nationalist upsurge threatens internal peace

68 % believe Turks should rise up against Kurds, ultranationalist leader Türkeş enjoys unprecedented popularity

Turkish Daily News

ANKARA- With countless bloody acts of terrorism by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) whetting Turkish nationalist sentiment, the possibility of internal ethnic strife between Turks and Kurds now seems greater than ever. According to a recent poll, 68 percent of Turks have now come to believe that Turks should rise up against Kurds in the country.

In a sign that Turkish nationalist feeling has assumed dangerous proportions, another poll conducted by Piar-Gallup revealed Friday that 61.7 percent of Turks now demand that pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies be expelled from Parliament.

In a commentary entitled "Scary Picture," Hürriyet's Ertuğrul Özkök on Thursday wrote that the Turkish and Kurdish communities in the country were now poles apart.

"The poll which says 68 percent of Turks want action against Kurds is proof that the government faces not only a Kurdish problem but also a Turkish one, too," he argued.

"If this series of incidents continue on without any abatement, the west of the country will also be affected by the fire," he added.

Referring to the increasing popularity of Alpaslan Türkeş, leader of the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP) among differing segments of society, Özkök wrote that with his popularity undoubtedly on the rise, Türkeş was even backed by the diehard leftists of the 70's.

Özkök added Prime Minister Tansu Çiller, too, was worried about the latest event throughout the country where at funereal ceremonies for soldiers killed in action against the PKK, the masses shout anti-PKK slogans and say they want the DEP out of Parliament.

In one incident in the eastern province of Erzurum, where the PKK on Oct. 25 attacked a coffeehouse in the village of Yavi, killing 32 people, the locals organized mass rallies and were prevented attacking the Kurdish quarter only after a well-liked religious leader appealed to them.

The Piar-Gallup public opinion poll, whose findings were announced on A-TV main news Friday night, revealed other worrying aspects of the Turkish nationalist upsurge. Only 18.6 percent of those polled believe that DEP deputies should not be discharged from Parliament.

As for those who still think Turks and Kurds can coexist "under the prevalent conditions," they make up 66.4 percent of those polled.

28.8 percent think they could only live with Kurds if "certain conditions change."

4.4 percent say under no conditions whatever can Turks and Kurds live together any more.

An 51.7 percent majority believes that the Kurdish question in southeastern and eastern Turkey cannot be solved. Furthermore they believe that the problem will assume more severe dimensions.

REFORME — 13 NOVEMBRE 1993

TÉLÉ À VOIR

Les Kurdes : un peuple écartelé

Jean-Kely PAULHAN

Résumer l'histoire du peuple kurde en quelques pages ou quelques minutes de télévision tient du pari impossible. Les spécialistes convoqués pour l'émission évoquent la Turquie, l'Irak, la Syrie, les rivalités qui les opposent dans une région aux frontières fluctuantes, les convoitises occidentales quand le pétrole devient indispensable aux ambitions des grandes puissances, les tentatives des Kurdes pour échapper, le plus souvent par la violence, à leurs « protecteurs »...

En Irak a pu se constituer un Etat fédéral du Kurdistan à la faveur de l'émotion provoquée en Occident par la destruction et le gazage de villages entiers par les troupes de Saddam Hussein. Fragile, pauvre et en proie aux mêmes difficultés que l'Irak, il représente une première expérience démocratique pour les Kurdes, même s'il n'est toujours pas reconnu officiellement par les Occidentaux, sans doute sensibles aux pressions hostiles des pays arabes et de la Turquie.

C'est précisément en Turquie que Renaud Fessaguet et Bruno Girodon ont choisi de nous emmener, pour mieux faire comprendre la complexité et la cruauté d'un conflit qui tourne à la guerre civile. L'écrivain Yachar Kemal résume le drame : quinze à vingt millions de personnes très pauvres, privées de toute reconnaissance et traitées en citoyens de seconde zone.

En 1991, le gouvernement Ozal a

reconnu l'existence de la culture kurde, mais la rébellion n'en a pas pour autant été arrêtée. Les Kurdes qui ont choisi de rester, ou qui n'ont pas eu le choix - deux à trois millions ont émigré à Istanbul, quelques-uns y ont réussi très brillamment... mais refusent les interviews -, sont pris entre le PKK, parti terroriste, et l'armée d'Ankara, qui se livrent une guerre très dure.

Le reportage de *Géopolis* montre des lieux qui illustrent l'extrême variété des situations sur le terrain : ville peu à peu abandonnée, contrôlée de jour par les forces de sécurité et de nuit par le PKK, campagne paralysée par la peur, où le choix d'un camp obéit parfois au hasard ou à des « histoires de famille », région où les technocrates d'Ankara s'efforcent de vaincre la rébellion par la prospérité, en investissant massivement dans le développement économique. Le « grand projet anatolien » arrive-t-il trop tard, comme notre « Plan de Constantine » ? L'émission ne tranche pas. Elle nous montre aussi un petit village kurde prospère, resté à l'écart de la tourmente. Au moment des congés d'été, l'instituteur turc dépose, tout de même, le buste de Mustafa Kemal, fondateur de la Turquie moderne (et massacreur des Kurdes à deux reprises), en lieu sûr. Il le remet en place, sur le socle situé devant l'école, quand les classes reprennent.

● *Géopolis*,

« Kurdes : vers la reconnaissance ? », samedi 13 novembre, à 13 h 25, France 2.

DIMANCHE 14 NOVEMBRE 1993

Face à la mort

Une organisation se mobilise depuis un an pour «nettoyer» la région. Reportage

PAR

Paul Castella
et Marlène Castella-Micheloni

Au moment d'arriver au check-point de Penjwin, dernière localité du Kurdistan d'Irak avant la frontière iranienne, une explosion secoue l'air. Tir des pasdaran ou de l'armée irakienne? «Non, ce sont les mines détectées que l'on détruit», explique Ali, sergent du Service de sécurité kurde. Le dénouement est souvent plus dramatique.

Pour un sac de farine

«Nous recevons au moins deux ou trois fois par semaine des blessés ou des tués par mines», nous dit le Dr Rahim Govand, seul médecin de l'unique hôpital de la région. Démunis, frappés par le double embargo de l'Irak et l'ONU, les paysans et les réfugiés prennent d'énormes risques à collecter le rare bois des collines minées. Un danger que ne veulent pas courir les Iraniens.

«Lors de la guerre contre Saddam Hussein, les Iraniens ont perdu beaucoup d'hommes ici, dont les cadavres se trouvent encore sur les collines. Comme c'est miné, ils récompensent d'un sac de farine les Kurdes irakiens qui ramènent la plaquette d'identité que les morts portent autour du cou», raconte le Dr Govand. Une nourriture qui peut coûter cher.

Face à cette «mort cachée», une organisation non gouvernementale a décidé de se mobiliser: le Mines Advisory Group (MAG). Présente en Afghanistan, au Cambodge, au Koweït, cette ONG composée d'anciens militaires est arrivée au Kurdistan il y a une année. Dans son camp d'entraînement de Dyana, elle forme de jeunes Kurdes au déminage. «Pour des raisons évidentes, nous demandons qu'ils aient 20 ans minimum et soient célibataires», précise Dave, responsable de la mission. L'âge moyen des stagiaires est de 23 ans et leur salaire — entre 75 et 100 dollars, c'est-à-dire dix fois plus élevé que celui d'un fonctionnaire du Kurdistan irakien — compense les risques encourus.



□ **FRONTIÈRE IRANO-IRAKIENNE**

Un panneau d'avertissement très répandu.

Paul Castella

cachée

Le déminage lui-même s'accomplit toujours sous la supervision d'un expatrié du MAG. Sans les plans des champs de mines — qui «sont soit à Téhéran, soit à Bagdad» — le travail s'effectue centimètre par centimètre grâce à un détecteur de métal, remarque Chris, le visage brûlé par le soleil. Le problème est que la région de Penjwin a vu l'une des plus importantes batailles de blindés entre l'Iran et l'Irak, et le sol est truffé de fragments de métal: le détecteur siffle donc constamment, souvent pour un simple éclat. Ce qui ralentit la progression, car à chaque alerte, il faut nettoyer la place en partant de l'idée qu'il s'agit d'une mine réelle, comme le dit Bryn: «Chaque bout de métal détecté peut t'arracher la vie.»

Constat pessimiste

Depuis une année, MAG a déminé dans la région de Penjwin entre 2,5 et 3 km². «Seulement», aurait-on la tentation de dire. «A cause de la fonte des neiges, un champ «nettoyé» l'année précédente comporte à nouveau des mines au printemps suivant», explique Chris. Ainsi, même les rivières sont minées.

A quand un Kurdistan irakien déminé? «Jamais», répondent en chœur les spécialistes du MAG. Un constat pessimiste mais réaliste quand on sait qu'une enquête de l'après-guerre du Golfe a montré que l'Irak avait reçu, pendant le conflit qui l'opposait à Téhéran, une livraison illégale de neuf millions de mines antipersonnel. Combien d'autres en a-t-il reçu?



□ **BLESSÉ PAR UNE MINE EN 1991**

Paul Castella

Karim Ahmed a été amputé des deux jambes et a perdu l'œil droit.

Intimidation iranienne

Des responsables kurdes irakiens accusent Téhéran de bombarder des zones civiles

L'Iran a bombardé il y a trois jours le village de Nawtaq, dans le Kurdistan irakien, à une quarantaine de kilomètres de la frontière iranienne, a indiqué hier à Souleimanieh un responsable kurde, qui n'a pas fait état de victimes. Selon le «ministre» de la Défense du «Gouvernement» kurde autoproclamé, Cabbar Ferman, les attaques iraniennes se rapprochent de plus en plus des zones habitées dans le Kurdistan irakien, contrôlé depuis 1991 par les formations kurdes

d'opposition et qui échappe au contrôle de Bagdad.

Selon lui, le village de Zergouz, à 10 km au sud de Souleimanieh, a été la cible de missiles, il y a dix jours. Deux jours plus tard, des avions iraniens ont survolé la région frontalière de Penjwin, à l'est de Souleimanieh, a ajouté le ministre. Selon M. Ferman, les Iraniens «veulent montrer qu'ils sont capables d'attaquer nos villes» et ainsi accentuer la menace contre le «Gouvernement» kurde autonome.

Lundi dernier, le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani a dénoncé l'«escalade» des tirs d'artillerie et de roquettes par les troupes de Téhéran contre des villages du Kurdistan irakien. Ces bombardements ont visé dix villages au nord et à l'ouest de la ville de Rawandouz qui «n'abritaient aucune base de l'opposition iranienne». Ces villages se situaient parfois à 50 km de la frontière avec l'Iran.

Le PDK ajoute: «Même si ces bombardements n'ont fait aucune victime, ils ont terrorisé la population, essentiellement composée d'anciens réfugiés retournés chez eux après leur exil.» — (afp-LM)

LE DESTIN DU PEUPLE KURDE

par Pierre Rondot

■ A nos petits neveux du XXI^{ème} siècle, l'interminable servitude du peuple kurde paraîtra incompréhensible. Puissent-ils y mettre un terme, ce que nous n'avons pas su faire. Que les Etats modernes et nationalistes, surgis en Orient avec la Turquie d'Atatürk, l'Iran du chah Reza et l'Iraq de Faysal I^{er} et Nouri Saïd, n'aient pu tolérer que les survivances émirales et tribales subsistant dans les montagnes kurdes se muent en nationalisme étatique et unitaire, cela peut se comprendre : ils pouvaient tenir, pour des séquelles du passé féodal, ces prémices d'un avenir national.

Mais que l'Occident, une fois effacé un Traité de Sèvres improvisé (1920), qui contenait l'esquisse d'un Kurdistan, ait délibérément oublié le problème national du Kurdistan dépecé et asservi, ce fut, certes, profondément égoïste, mais en somme naturel. L'Occident avait urgent besoin d'une ceinture défensive opposée, en Orient, aux éventuelles entreprises soviétiques ; et ce rempart, c'était Turquie, Iraq et Iran, qui l'édifiaient.

Cependant, depuis la dislocation de l'Empire soviétique, et la disparition de la menace qu'il faisait peser sur l'Occident, il est étrange que subsiste cette monstrueuse anomalie : le dépeçage et la servitude de la plus grande partie du pays kurde.

L'Iran a su mettre à profit la « guerre du Golfe » qu'il a observée en « neutre » attentif, pour « nettoyer » sa part de Kurdistan ; les champions de la libération kurde y sont réduits à une étroite clandestinité, et à un exil ponctué de féroces assassinats.

La Turquie, en dépit de quelques périodes de relatif apaisement, comme tout à la fin de la présidence de Turgut Özal (printemps 1993), exerce à l'encontre des Kurdes une répression d'autant plus légitime aux yeux de ses dirigeants que l'actuel, et puissant, mouvement national kurde, y est mené au nom d'une formation théoriquement marxiste-léniniste (!), le P.K.K. (Parti des Travailleurs du Kurdistan) ; en fait, le mouvement recrute dans toutes les catégories sociales du peuple kurde, mais surtout parmi les jeunes montagnards de l'Anatolie orientale (aux abords du lac de Van).

Mais la défaite de l'Iraq au début de 1991, sous les coups des Alliés de la « guerre du Golfe », a permis de créer dans le Nord de ce pays une sorte de providentiel sanctuaire, un îlot de paradoxale liberté et précaire sécurité.

Depuis bientôt trois ans se développe là une petite démocratie, étonnante démocratie naissante ! Les premières, mais très libres et correctes élections de l'été 1992, n'ayant pu départager les deux partis rivaux de MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, consacres l'un et l'autre par les luttes nationales, il a été décidé que ces deux dirigeants historiques gouverneraient de concert. C'est donc ensemble que, pour la troisième fois, ils ont été reçus, en mai dernier, par le président François Mitterrand ; lequel, selon M. Massoud Barzani, leur a déclaré : « *les Kurdes peuvent compter sur la France, où ils ont de nombreux amis, et qui ne les abandonnera pas* ».

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN • 13 NOVEMBRE 1993



Image du film « De mes propres yeux » (« Sertschawan »)

Mais sans doute faut-il craindre que « les Iraquiens, tout comme les Iraniens, ne pardonneront jamais aux Kurdes d'avoir démontré que la démocratie était possible dans cette région ». Ainsi s'exprime (*Globe*, 12 mai 1993) Mme Danielle Mitterrand, contre laquelle, dix mois auparavant, avait été perpétrée une tentative d'as-

sassinat, au moment où elle acheminait des secours humanitaires au Kurdistan d'Iraq.

Certes ce Kurdistan d'Iraq est petit, précaire, apparemment fragile. Mais il manifeste le courage, la volonté, l'espoir. Tout proche de l'Ararat, il est la Colombe de l'Arche. ■

LE QUOTIDIEN SOUS DES CAMÉRAS

Avec *De mes propres yeux* (Sertschawan), documentaire tourné en Iran dans un village montagnard, les cinéastes suisses Béatrice Michel et Hans Stürm se font les porte-parole des Kurdes.



« De mes propres yeux »

■ « Nous avons porté en nous le problème kurde depuis le début des années 80, après le coup d'Etat militaire en Turquie. Beaucoup de Kurdes se sont réfugiés en Suisse. En cas d'expulsion, c'était pour eux la mort certaine. Nous avons tous deux travaillé avec un petit groupe de Zurich qui s'efforçait d'aider ces réfugiés, trouvait les moyens de les retenir. Mais nous avons connu des cas douloureux, où nous sommes restés impuissants. Après quelques années, nous n'en pouvions plus. Nos amis kurdes nous ont dit alors : « *Retournez à votre métier de cinéastes et faites un film sur nous, au Kurdistan. Nous-mêmes, nous n'aurons jamais la permission de le tourner.* »

Nous avons très vite compris que réaliser ce film en Turquie était impossible. La présence des militaires aurait fait courir trop de danger aux populations kurdes. Étrangement, c'est l'Iran qui nous a donné l'autorisation, juste après la mort de Khomeiny. Sans doute dans un souci d'ouverture vers l'Ouest. Bien sûr, il y a eu une infinité de pourparlers, de revirements.

Mais enfin nous avons pu nous mettre au travail en 91, juste après la fin de la Guerre du Golfe. Nous étions hébergés à Ambé, un village kurde situé dans un triangle délimité par l'Iran, l'Irak, la Turquie. Là, venaient des

refugiés qui fuyaient l'Irak, d'autres qui avaient été refoulés à la frontière turque. Nous y sommes restés deux mois. Nous avons reçu des dizaines et des dizaines de témoignages sur les événements qui les ont conduits en exil : la destruction de leurs villages par la politique de la terre brûlée de Saddam Hussein, la déportation dans des camps, et surtout la chute d'Halabja bombardée au cyanure, le plus grand traumatisme de ces dernières années.

LA SOCLE DE LA TRADITION

Mais malgré cela, au fur et à mesure que nous les écoutions, que nous partagions leur existence, nous prenions conscience de leur formidable volonté de survivre, de se reconstruire une fois de plus, de perpétuer leurs traditions... »

● Est-ce pour cette raison que vous opposez, à l'image fixe et récurrente des morts d'Halabja, celles des habitants d'Ambé, vivantes, colorées et même chatoyantes ?

— « Ne montrer que des images de mort provoque un sentiment de pitié qui, bien souvent, est proche du manque de respect. Alors que nous, au cours des semaines passées auprès des Kurdes, nous éprouvions de la tendresse et de l'admiration pour leur société et leur culture sans cesse menacées.

Voilà un peuple âgé de trois ou quatre mille ans, islamisé par la force dès le septième siècle, et qui malgré tout, a sa langue propre (d'origine indo-européenne), une religion beaucoup plus panthéiste que le Coran et un système éducatif et social adaptés à leur mode de vie campagnard et familial.

Ce qui nous a frappés, dès notre arrivée à Ambé, c'est la tendresse qui entoure les enfants. Les fillettes, jusqu'à trois ans, sont extrêmement cajolées par leur père, et les garçons, eux, vivent pendus aux jupes de leur mère. Ensuite, tout change : les petites filles deviennent de-gourdiées, autonomes, courent partout, sont curieuses de tout. Nos meilleurs agents de liaison dans le village, alors que les garçons restent longtemps timides, « fils » à vie et quand leur mère meurt, c'est l'épouse qui tient ce rôle sans aucune réticence.

La société kurde s'appuie sur le matriarcat, non sur le machisme. Bien sûr, certains comportements paraissent surprenants. Les mariages sont décidés par les familles respectives, mais des arrangements restent possibles. Si

vraiment on sent qu'il n'y aura jamais d'amour entre deux jeunes gens, le mariage ne se fait pas. Et puis, en cas de grand amour compromis par une différence de fortune, ou une querelle de familles, il y a un recours extrême : l'enlèvement. Le fiancé, aidé de ses amis, enlève sa bien-aimée et doit se réfugier avec elle dans une famille respectée. Ce sera le chef de cette famille d'accueil qui s'arrangera avec le père de la jeune enlevée. Vite, il faut marier de toute urgence le jeune couple et dans ce cas, il sera privé de grandes fêtes pour ses noces... Il est impossible de juger les familles et les couples kurdes selon nos principes occidentaux, mais ces traditions ancestrales leur conviennent parfaitement... »

● Comment les Kurdes réagissent-ils au « lâchage », à l'indifférence des gouvernements occidentaux ?

— « Ils éprouvent de la rancune pour les Etats-Unis, et conservent à l'Europe et à la France en particulier une admiration à peu près intacte. Seulement, ils deviennent très tristes quand on leur explique les enjeux de la real-politik. Les plus cultivés qui avaient fait des études à Bagdad et Téhéran, ne comprenaient pas que les patries de Rousseau, Voltaire, Goethe, Freud... continuent à soutenir des dictatures ».

Propos recueillis par
Michèle Dufлот

La diaspora à Paris

La diaspora kurde en Europe est estimée à 600 000 personnes. C'est en Allemagne qu'est venu s'installer le plus grand nombre de Kurdes (450 000). La France vient au second rang, avec 35 000 Kurdes selon une hypothèse basse (le double si l'on prend l'hypothèse haute). Près d'un Kurde sur deux vivant en France réside à Paris.

De nombreux Kurdes ayant opté pour la capitale vivent ou travaillent dans le X^e arrondissement. De la part des « vieux parisiens », ils rencontrent surtout de l'indifférence. Il faut dire qu'aux yeux du néophyte, il est parfois malaisé de distinguer la présence kurde parmi la kyrielle de commerces turcs (épiceries, salons de thé, coiffeurs) installés dans le petit périmètre compris entre la rue du Fbg Poissonnière et la rue du Fbg Saint-Denis. Et combien d'habitants du quartier ont prêté attention, par exemple, aux affiches apparues fin octobre sur les murs ? Elles proclamaient « *Dün Saddam, Bûgün Iran, Protesto Yurüyüşü...* » (« Hier Saddam, aujourd'hui l'Iran, Marche de Protestation »).

Les obligations de modération dans un pays d'accueil obligent les Kurdes à beaucoup de discrétion. D'autant plus que les antagonismes entre tendances rivales au sein de la diaspora existent. Les interphones avec caméras, à l'entrée de certains organismes, rappellent dans quel climat d'inévitable méfiance vivent, même en exil, les Kurdes. La violence sous-jacente explose parfois en échauffourées entre militants de partis rivaux, entre

colleurs d'affiches turcs et kurdes. Toutefois, parmi les plus pauvres, on fait taire les querelles et l'on sue pour sa survie dans le même petit atelier insalubre, à faire tressauter la machine à coudre pour le compte de plus malins ou de moins scrupuleux.

Le plus célèbre représentant de cette diaspora installée à Paris fut Yilmaz Güney. Ses films « *Le Mur* », « *Le Troupeau* », « *Yol* », l'ont fait apprécier du monde entier. Après des années d'emprisonnement en Turquie, il se réfugia à Paris (en 1982). Sa mort prématurée y survint deux ans plus tard. Son itinéraire refléta la complexité de l'identité kurde. D'abord acteur archipopulaire dans la Turquie tout entière, puis cinéaste persécuté par le régime militaire, ce ne fut qu'une fois en France (parce qu'à l'abri ? grâce au recul ?) qu'il revendiqua pleinement ses origines kurdes, au grand dam de certains intellectuels turcs qui voulurent les lui dénier ! Il fut l'un des fondateurs de l'Institut Kurde de Paris.

On peut souhaiter que des contacts plus fréquents et plus profonds s'établissent entre parisiens « de souche » et Kurdes. Plus grand serait l'écho du combat de ces derniers pour leur libération.

A cet égard, l'exposition de huit peintres kurdes d'Irak, au « Monde de l'Art », est une belle initiative.

G. B.

Les peintres de l'Anfal

Une très intéressante exposition se tient sous ce titre au Monde de l'Art. *L'Anfal*, c'est le nom donné par Saddam Hussein à sa campagne programmée d'extermination des Kurdes d'Irak. Villages rasés, massacres, déportations, bétail abattu, sources d'eau bétonnées... L'horreur culmina avec les bombardements chimiques contre Halabja, en mars 1988, qui fit au moins 5.000 victimes.

« Que peindre après Halabja ? » s'interrogent les organisateurs de l'exposition dans la préface du catalogue. Les réponses sont sur les murs de cette grande galerie. Huit peintres sont réunis sur trois étages. Ils témoignent de l'angoisse et, aussi, de

l'irréductible vitalité d'un peuple martyrisé. Pas de pathos, pas de surenchère dans la douleur. Aucun de ces artistes ne veut oublier le traumatisme de ces dernières années, aucun non plus ne veut s'y laisser engloûtir.

Mentionnons particulièrement les beaux dessins à l'encre d'Omar Rassoul ; les toiles au pastel et à l'huile d'Ali Kareem Amin, où les motifs s'enroulent, se recouvrent, tourbillonnent, où le visible et l'invisible semblent échanger leurs masques ; les dessins et les huiles d'Ismaïl Khayat, le plus remarquable peut-être des artistes regroupés ici, dont on aimerait voir une exposition personnelle.

● « Peintres de l'Anfal », le Monde de l'Art, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. : 42.46.43.44, 5 novembre au 3 décembre 1993.

LE DESTIN DU PEUPLE KURDE

Les richesses d'une culture méconnue

Des siècles de résistance, un territoire que se disputent quatre nations, l'éparpillement de leur peuple, l'exil... Les conditions de vie des kurdes se répercutent sur leur culture.



Scène à Sanandaj (Kurdistan, 1979)

Comme pour beaucoup de populations sous le joug de voisins plus puissants, le folklore tient une place importante dans la préservation et la transmission de leur histoire. C'est aussi le lieu d'expression des révoltes, quand on va, comme le fit Atatürk, jusqu'à interdire à un peuple l'usage de sa langue. La chanson (*dilok*) est fréquente dans la vie quotidienne ou sociale (à l'occasion des naissances, mariages, circoncisions, ou pour fêter le Nouvel An : « *Newrouz* », le 21 mars). Il y a les *delal* et *lawiké* (chants épiques) : les *lawuj* (funérailles des jeunes morts, avant de s'être mariés) ; les *berdolavi* (chansons de travail des jeunes filles devant leurs rouets) ; les *kulamëndilan* (chants d'amour). Les danses sont, elles aussi, nombreuses et très élaborées. Les instruments de musique qui les accompagnent sont principalement le *zorna* et le *dahul*. Le foulard kurde (*destmal*) joue un rôle important dans ces danses.

La musique permet depuis des siècles aux Kurdes de communiquer entre eux par-delà les barrières étatiques.

Cette musique a subi des influences turco-arabopersanes comme elle-même a influencé les musiques des peuples qui l'entourent. Nombre des grands noms de la musique turque d'aujourd'hui sont en fait des kurdes (ainsi Ruhi Su, Ibrahim Tatlisises...).

Pour une très large part, la culture kurde est orale, en raison d'un fort taux d'analphabétisme, qui est une des conséquences du refus qu'on oppose à la volonté de ce peuple de maîtriser son destin.

La mémoire des *dengbêj* (chanteurs) et des *tchirokby* (conteurs) est extraordinaire. Ils peuvent narrer, chanter, psalmodier la longue histoire kurde. C'est grâce à leurs proverbes, poèmes, contes, épopées, que l'identité kurde s'est perpétuée, intacte, de génération en génération.

Au foisonnement de cette « littérature orale », s'ajoute la littérature écrite. Voire les littératures, puisque certains auteurs kurdes ont écrit en arabe, en persan, en turc... ou dans plusieurs de ces langues. Le plus souvent, le lecteur

français ne connaît que Yashar Kemal (qui d'ailleurs composa ses œuvres en turc). Mais si, sortant des sentiers battus, il se penche sur la littérature kurde, sa curiosité et sa patience seront récompensées. Abondante, variée, cette littérature est difficilement accessible. Mais on aura une très bonne vue d'ensemble en se reportant à l'anthologie « *Mémoire du Kurdistan* », par Joyce Blau, aux éditions Findakly. On peut aussi consulter la petite « *Anthologie de la poésie populaire kurde* », de G. Chaliand, chez Stock.

Gérard Breton

DANIELLE MITTERRAND ET LES KURDES

Madame Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, est, on le sait, particulièrement sensibilisée à la question kurde. *Le Monde* (en date du 6 novembre) signalait sa présence, en compagnie du président de la République, à l'Institut kurde de Paris le 4 novembre dernier. Elle y assistait à l'inauguration d'une exposition de peintures (voir ci-contre). La veille, lors d'une conférence de presse donnée à New York avec les représentants de trois autres organisations humanitaires, elle avait demandé que le Conseil de sécurité des Nations unies se penche sur le sort de la population kurde en Irak. Danielle Mitterrand a aussi rencontré les ambassadeurs des Etats-Unis, de Russie et de Grande-Bretagne et aurait évoqué la possibilité de la création d'un Etat kurde... Toutefois, *Le Monde* (même édition) devait publier le démenti suivant : « *Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés dément formellement avoir évoqué la possibilité de la création d'un Etat kurde lors des entretiens qu'elle a eus mercredi 3 novembre au siège des Nations unies à New York.* » Dans un communiqué, France-Libertés précisait aussi : « *Elle ne peut être porteuse d'une telle revendication qui ne correspond ni à sa pensée ni aux démarches qu'elle a entreprises pour protéger les populations kurdes.* »

A suivre, donc.

● **Manger** au restaurant Dilan, rue Mandar, dans le 2^{ème} (42.21.46.38), ou au restaurant Güney, 49, rue de Paris, dans le 10^{ème}, (45.23.13.55).

● **Consulter** l'Institut Kurde, 106, rue La Fayette (48.24.64.64). Très belle bibliothèque ouverte l'après-midi du mardi au samedi. L'Institut publie un mensuel (30 F).

● **Voir** l'exposition « Peintres de l'Anfal », au Monde de l'Art, 18, rue de Paris, du 5 novembre au 3 décembre (42.46.43.44).

● **Lire** « La Question Kurde », par Hamit Bozarslan, parue en août 93, à la Documentation Française.

LES KURDES PRIVÉS D'ÉTAT

Les quelques 20 millions de kurdes forment une véritable communauté nationale, disposant d'une même langue de la famille persane et d'une même culture, sur un espace géographique précis au Proche et Moyen-Orient et dans le Caucase.

Mais ils ne disposent pas de leur Etat, malgré les promesses des Traités de Sévres (1919) et de Lausanne 1924. Ils n'ont été, pour certains, indépendants que dans le cadre de l'éphémère République de Mahabad (Iran), en 1946. Ils se répartissent entre la Turquie (sept millions), l'Iran (sept millions), l'Irak (quatre millions), ainsi que la Syrie, les ex-Républiques soviétiques caucasiennes (principalement l'Azerbaïdjan) — où ils sont au total plusieurs centaines de milliers et, bien sûr, la diaspora.

En Turquie, leur principal mouvement, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est en guerre ouverte avec le pouvoir central, qui ne reconnaît pas aux Kurdes leurs droits culturels. En Iran, ils vivent dans trois provinces : le Kordistan, l'Azerbaïdjan occidental et le Kermanchahan. Leur expression politique est pratiquement muselée.

En Irak, le seul pays où ils jouissent relativement de leurs droits culturels — la langue kurde est reconnue dans le cadre de l'autonomie —, ils ont subi une très féroce répression politique, et ont été un enjeu permanent des relations Iran-Irak. 4 000 d'entre eux sont morts lors de bombardements à l'arme chimi-

que, par l'armée irakienne, à Halabja, près de la frontière iranienne, peu avant la fin de la guerre Iran-Irak.

Une nouvelle répression a eu lieu en mars 1991, après les opérations militaires de la guerre du Golfe. Près de deux millions de Kurdes se sont réfugiés quelques semaines en Iran principalement, mais aussi en Turquie. Puis ils sont rentrés, et leurs principaux dirigeants, Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan, fils du chef historique des Kurdes), le Maulana Mustapha Barzani et Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan) engagent des négociations avec Saddam Hussein. Celles-ci échouent ; et jouissant de la protection militaire, notamment aérienne de la part des Etats-Unis et de leurs alliés — depuis la Turquie —, ils ont depuis pratiquement fait sécession. Les trois provinces majoritairement kurdes, au nord de l'Irak — Erbil, Dohuk et Souleimanieh — échappent pratiquement au contrôle du régime de Bagdad. La situation est précaire et les dirigeants kurdes — qui font fonctionner de nouvelles institutions spécifiquement kurdes —, ne revendiquent pas l'indépendance, mais une réelle autonomie. Mais ils affirment qu'aucune solution n'est possible avec Bagdad, tant que Saddam Hussein sera au pouvoir.

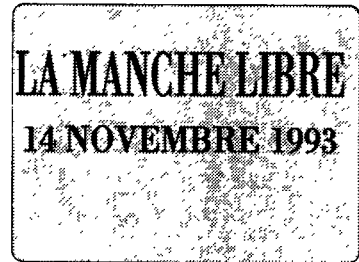
P. F.

DES ACTIVISTES DANS L'ACTUALITÉ

On a assisté, ces derniers jours, à un certain nombre d'attentats attribués à des extrémistes kurdes contre des sociétés turques et des missions diplomatiques en Europe, provoquant la mort d'un homme à Wiesbaden (Allemagne) et d'énormes dégâts matériels. Jeudi 4 novembre, des attaques ont eu lieu, presque simultanément vers 11 heures en Allemagne, Grande-Bretagne, France, Suisse, Danemark et Autriche. Elles n'ont pas été revendiquées mais sont généralement imputées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

On pouvait lire la même inscription dans des locaux attaqués à Francfort, Dusseldorf et Cologne : « *Nous protestons contre le génocide du peuple kurde que l'Etat turc a proclamé.* » Cette flambée de violence a entraîné la réaction immédiate de Madame Ciller, Premier ministre turc qui, immédiatement, annonçait « *un renforcement des forces spéciales pour lutter contre les rebelles kurdes.* » En proclamant « *la guerre totale contre la Turquie* », le PKK se lance dans une nouvelle stratégie, espérant ainsi attirer l'attention des pays européens sur sa lutte désespérée.

aide aux agriculteurs kurdes l'opération porte ses fruits



Sa pépinière est à Hambye mais son cœur bat pour le Kurdistan irakien, où un peuple tente de relever la tête après dix ans de guerre et d'extermination. Serge Mouhedin a créé une association pour lui venir en aide. Samedi soir, au foyer des jeunes travailleurs, elle organisait une soirée. Pour récolter des fonds mais surtout pour informer sur son action.

La foi peut soulever des montagnes, dit-on. Pour sa part, Serge Mouhedin emploie la sienne à en repeupler. Les riches et fertiles massifs du Kurdistan avaient été désertés par les quelque trois millions de Kurdes qui y vivaient. Depuis la fin de la guerre du Golfe, ils sont peu à peu revenus sur leur terre et tentent de faire renaître leur pays de ses cendres. L'expression est à prendre au sens propre car, du Kurdistan, il ne reste rien. "Par endroit, on voit des fils électriques qui arrivent nulle part", raconte Serge Mouhedin. On apprend alors qu'à cet endroit, il y avait un village qui a été complètement rasé par l'armée de Saddam Hussein.

Il a mangé ses courgettes

En 1989, Serge Mouhedin effectue un séjour touristique en Turquie. Là, il rencontre par hasard un réfugié kurde avec qui il sympathise. De lettres en lettres, les liens deviennent plus forts et le pépiniériste manchois prend fait et cause pour ce peuple maudit. En 1992, un parlement kurde est officiellement élu. L'été-même, Serge Mouhedin effectue son premier voyage sur place. A son retour, ébranlé par la détermination des Kurdes à reconstruire le pays, il fonde l'Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'un appel lancé dans la presse professionnelle, il rassemble 80 000 jeunes plants d'arbres fruitiers - pommiers, poiriers et quelques pêchers -, ainsi que 50 kilos de graines de courgettes, aubergines, carottes... Le tout est expédié sur place au mois de mai 1993. "Je n'étais pas très optimiste car c'était un peu tard pour les planter".

Il avait tort. Au cours de son dernier voyage, cet été, Serge Mouhedin a non seulement mangé ses courgettes mais il a pu constater que 80 % des arbres avaient pris et pourront être greffés cet automne. "Cela montre bien leur force et leur volonté", se réjouit-il.

Rejoint par quelques personnes, dont un autre pépiniériste de la Pointe du Raz, il mène une action exemplaire pratiquement unique en France. Comme en témoigne Shewki, permanent de l'Institut kurde à Paris. Admiratif du travail fourni par l'association, il lui sert d'intermédiaire avec l'administration kurde.

reconstruire les villages

"Nous essayons de nous placer à long terme, explique Serge Mouhedin. Livrer de la poudre de lait ne nous intéresse pas ; ce que nous voulons, c'est reconstruire des villages, faire redémarrer l'élevage et les cultures". Des paroles dans le vide ? "Nous avons bon espoir de recevoir un don de deux moissonneuses-batteuses de la part d'une entreprise d'exportation", indique le président de l'association.

Son objectif présent est de sensibiliser les collectivités. "Il faut environ 2 500 F pour reconstruire une maison et nous souhaiterions obtenir des aides des conseils régional et général, ainsi que des municipalités". L'appel est lancé.

Contact : Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak, La Martinière, 50450 Hambye. Tél. 33.50.74.27 ou 33.90.42.07 ; fax 33.51.93.10.



Dans le village de Paraki, on vit sous la tente en été pendant que se reconstruisent les maisons.

Monday, November 15, 1993

turkish daily news

PKK leader calls for liberated zones

*Says Turkey forced to surrender authority in Southeast
Claims over 1,000 fighters can attack at one time*

By Ismet G. imset
Turkish Daily News

ANKARA-According to recent orders issued by outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan to his commanders in Turkish territory, the organization will in the near future be attempting to create at least two liberated zones in the Southeast.

Öcalan, in his orders carried in the monthly party paper Serxwebun, has told his militants that in some areas the PKK is currently able to carry out a single attack with as many as 1,000 fighters. He also said it was possible for the organization to arrange as many as a thousand militants to defend a single area in parts of the region against Turkish forces, for up to a week.

Defining his new guerilla strategy as similar to the experiences in China and Vietnam, Öcalan said in his orders that the Botan area, consisting of four separate parts, had reached the level of becoming a Red Zone, meaning a liberated zone. PKK secret organizational documents show that the organization, following its 1990 2nd National Conference and 4th Congress, has divided its action zones in the Turkish Southeast into nine separate regions which it refers to also as "eyalet" or province.

These include the Botan (North) and Behdinan (South or northern Iraq), Garzan, Amed, Mardin, Dersim, Middle (Orta) and the Serhad (northern area) provinces.

"In Botan," Öcalan said, "there is territory to be controlled. One has to develop underground activities, take control of various strategic and tactical lines... approach the issue of expansion with a new vision... As I have said, war tactics may now change daily, weekly or monthly."

In his orders, the PKK leader argued that according to the nature of the combat zone, whether it be where the PKK is strong (Red), only now gaining strength (Mixed) or weak (White), there should be different tactics put into force.

Red Zones:

According to Öcalan, the Botan and Behdinan regions are part of the Red Zone and "especially the northern parts of these regions present the conditions for the creation of a liberated zone."

The PKK leader calls for plans to be put into practice for Garzan, too, to be turned into a Red Zone and continues: "Two lines in Garzan could also be arranged according to the Red Zone. In the north there are Mutki, Sason and Kozluk -- or even the area up until Mus, where efforts can be put into effect

to create a Red Zone. The conditions for this exist. In the South, it is not difficult now to create liberated zones in Hizan, Tatvan, Sirvan and Baykal."

Öcalan believes that the geographical conditions here are "marvelous" and that the forces are also "marvelous." "It is a daily process now," he says, "to get to know the region step-by-step and invade it in stages."

He also says that the same conditions can be created in Amed. He is, however, cautious with regard to past experiences. Noting that such an attempt took place last year, Öcalan points out that the general conditions throughout the whole of the region were not ripe for the establishment of liberated zones anywhere and that the "war" had not reached its current levels.

Öcalan's future plans for the Amed or Diyarbakır region are these: In the south Genç, Kulp, Lice, Palu, Dicle can be turned into a Red Zone.

In the north, conditions for this also exist. The Middle (Orta) Region can immediately be placed within this plan and even a part of Dersim could be added. Kiği and the north of Bingöl as well as Karhova, Erzurum and all the way up to Erzurum, there could be Red Zones.

In other words, what Öcalan is suggesting is for two separate Red Zones to be established and to be linked to two main guerilla command centers.

Aside from these, the PKK Secretary General believes that two separate command centers can also be created for Dersim Province, and that this arrangement could be seen as the north and south battle lines.

According to Öcalan, Kiği, Pülümür, and Nazimiye center to Ovacık are already Red Zones. "If," he says, "the southern battle line can be connected to Ovacık, Hozat and the new battle line, and if it can be connected to Erzincan, this can be seen as (the creation of) a new Red Zone."

Mixed Zones:

As for what Öcalan refers to as the interim or mixed zones, the PKK tactic with regard to these in the new period is different. Accordingly, these are areas where the guerrilla campaign is not developed and still operating in the form of small units. Areas where the guerrillas can conduct attacks but cannot control zones, and places where they cannot fight for a long time with Turkish government forces.

"These," Öcalan says, "are places where the guerillas can achieve results with hit-and-run tactics and by acting fast." This is true for some provinces, including, accord-

ing to him, Mardin and the GAP region. Serhad, however, is a bit different and could be turned into a liberated zone in the future. Also, Tendurek, Ağrı, Greater Ağrı and Small Ağrı can be turned into liberated zones if the necessary effort is made.

Other areas are places where there are fighters but not in great number and where, according to Öcalan, secrecy is essential and there must not be any major operations. Öcalan advises only very rapid and safe raids in such zones, saying that PKK forces should refrain from long-term clashes and carry out attacks in very small units and not to take many risks. "In these areas," the PKK leader says, "organizational activities on behalf of the Front are more important. Militia can also be made operative."

The difference between these zones and Öcalan's Red Zones are that in the latter, the people are regarded as under "full control" and all affairs are run under a peoples' administration -- not under the Turkish system.

White Zones:

Öcalan regards the White Zones as "the centers of the enemy." For him, these are areas where "the enemy is in total control." Thus, he advises his militants to enter such areas in full secrecy. "You go in there, make your action and move out," he says in his new orders.

"Those units working inside also have to work in full secrecy," he adds.

The PKK leader believes that there can be no guerrilla activities in such regions and that the guerrilla should enter, hit and run. He adds, however, that the militia should be developed in the White Zones.

He calls for the creation of surveillance units and some local cooperation units. "In other words, the weapons are on the outside," he says. "They are brought in for strikes and moved out again."

Future Struggle:

The PKK leader, in separate orders to his units in the Southeast, instructed his commanders to give special emphasis to new recruitment efforts -- saying they should even exceed the limits they were ordered to observe before. "There were some figures we gave you," Öcalan said. "Now you must go beyond them. At times the increase should be twofold."

Referring to Turkey's new policy in the region, Öcalan said that Ankara was after the complete destruction of the PKK and that the only way to prevent this was "to es-

calate the war and protect our force."

"In order to create a (popular) army," he said, "you must show all of your strength. You must give all requisite training, provide all equipment and everything else which is necessary." If this was done, Ocalan said, the creation of liberated zones would be possible.

In a separate "editorial" in the October issue of the Serxwebun, the PKK claimed that "in the 70th year of the Turkish Republic, it has started to crumble."

The editorial claimed that authority in the Southeast was now passing to the PKK and that the state had become "indexed to the PKK."

It further said that the escalation of the war was creating divisions in the Ankara power structure.

"They will fall apart among themselves," the editorial said. "Their internal conflict will grow..."

This situation will create a great gap in the authority structure of the regime and will also lead to problems in the chain of command within the army. On the other hand, our growing... struggle will fill these gaps and fan the conflicts and make the problem grow even further."

Proposed Zones:

Liberated Zones:

Botan, Garzan, Amedin Dersim, Behdinan and Serhad:
Mutki, Sason and Kozluk
The area up until Muş
Hizan, Tatvan, Sirvan and Baykal
Genç, Kulp, Lice, Palu, Dicle
The Middle (Orta) Region
Part of Dersim
Kiğı and the north of Bingöl
Karlıova, Erzurum and all the way up to Erzincan
Kiğı, Pülümür, Nazimiye to Ovacık

Mixed Zones:

Mardin and the GAP region
Tendürek, Ağrı, Greater Ağrı, Smaller Ağrı

The 'Provinces' according to the PKK

Botan Province:

1st zone: Şemdinli, Başkale
2nd zone: Hakkari, Uludere, Çukurca
3rd zone: Şirnak, Cizre
4th zone: Çatak

Garzan Province:

1st zone: Baykan, Sason, Mutki
2nd zone: Şirvan
3rd zone: Tatvan, Bitlis
4th zone: Batman, Kozluk, Beşiri, Ovalık

Amed (Greater Diyarbakır) Province:

1st zone: Bingöl, Tilan
2nd zone: Part of Sason
3rd zone: Hazro, Silvan, Lice, Kulp, Hani
4th zone: Çermik, Sivrice, Cümbüş, Maden, Ergani

Mardin Province:

1st zone: İdil, Midyat, Kerboran
2nd zone: Nusaybin, Savur
3rd zone: Ömerli, Bismil, Çınarlı
4th zone: Kızıltepe, Derik, Mazıdağı

Dersim (Greater Tunceli) Province:

1st zone: Ovacık, Refahiye (Erzincan)
2nd zone: Dersim, Hozat, Pertek, Kemah
3rd zone: Nazimiye, Mazgirt, Pülümür
4th zone: Karakoçan

Middle (Orta) Province:

Karlıova, Varto, Hınıs, Bulanık, Malazgirt, Tutak

Serhad Province (Northern Area):

Kars, Ağrı, Erzurum and Van.

South-West Province:

Kahramanmaraş, Gaziantep, Şanlıurfa, Adıyaman

GAP Region:

Hilvan, Siverek, Viranşehir, Çınar

Behdinan Province:

Northern Iraq border region with Turkey

Eastern Province:

Iranian Kurdistan

PKK War Zones

Red Zone:

Areas where the guerrilla campaign is developed and guerrillas can stage attacks or defend themselves with units of up to a thousand fighters. Where defence and resistance can continue for up to a week, where the people have fully accepted PKK authority and where liberated zones can be created.

Mixed Zone:

Areas where the guerrilla campaign is not developed and operations are still in the form of small units, where the PKK can attack but cannot control zones and places, and where it cannot sustain long conflicts with Turkish government forces.

ces. Areas where secrecy is essential and there must not be any major operations. Only very rapid and safe raids should be carried out.

Militants are advised to refrain from major clashes and instructed to carry out operations only in very small units and to avoid risks.

White Zone:

Areas where Turkey has total control and where the PKK is advised to enter in full secrecy only for hit-and-run attacks conducted from the outside. Areas where the militia should be developed along with surveillance units and some local cooperation units.

DEP claims human rights abuses in Muş

Turkish Daily News

ANKARA- Large numbers of locals in the south-eastern province of Muş are being killed and forced to evacuate their villages, Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has claimed.

In a joint press release Friday, DEP deputies Sırrı Sakık, Muzaffer Demir, and M. Emin Sever claimed that since Oct. 2, a campaign of violence had been carried out by security forces in Muş province.

"On Oct. 2, a family of nine was burned alive in the Altınova township by security forces," the statement said.

"On Oct. 23, a family of four, who were returning to the village to get back their belongings after being forced out of their home, and the driver of the truck that took them home, were gunned down by security forces," it said.

"On Nov. 1, four people detained by security forces were sprayed with gunfire. Three of them died. One survived, pretending he was dead," the DEP statement alleged. "A total of 25 villagers have been murdered and 28 settlements have been forcibly evacuated," it said. "In the light of these it has become obvious that security operations are now targeting the lo-

cal instead of the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party)."

The DEP press release further claimed that security forces were using a chemical substance to burn up villages. It added that large numbers of people had been detained and they were now "missing."

"Approximately 10,000 villagers have escaped from their villages to neighboring cities," it maintained.

The statement also claimed that security forces were forcing villagers to become state-paid village guards by threatening to burn their villages too if they refuse to serve in the capacity of village guards.

"A state of law that uses such outlawed tactics has never been seen," it added.

The DEP deputies further alleged that security forces were trying to provoke the people to violence.

"They threaten villagers that if they do not attend a rally to be organized in the Muş city centre, their villages will wind up being razed to the ground," they maintained.

They called on "democrats and Parliament" to exhibit the utmost sensitivity towards what they called "such provocation by the state."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - NOVEMBER 15, 1993

Pay Attention to Saddam

An alert needs to be sounded that Iraq is stepping up its campaign to slip out of United Nations sanctions, the better to resume work on a nuclear arsenal or on a high-tech conventional arsenal threatening its neighbors scarcely less. This prospect arises from Saddam Hussein's recent response to a key UN demand to hand over a list of his foreign industrial suppliers. It helps him that some supplier states in Europe and elsewhere want to resume full and open trade with Iraq and that some others think the country or at least its victimized people have been punished long enough.

Saddam Hussein last month did hand over a long-sought list of "critical" supplies bearing on the making of biological, chemical and

nuclear weapons and of missiles. The special commission that the United Nations set up to verify the disarming of Iraq is checking the list out. Iraq argues that this fulfills its disarmament obligations. But the Security Council, if it is responsible, will insist that Iraq formally acknowledge its accountability and permit installation of a system of long-term monitoring to ensure against diversion of dual-use items from civilian to military purposes.

Iraq's words are without value. The deeds that are expected of it for the loosening of restrictions on its exports and imports go not only to disarmament. They go as well to political and human rights policies. The Security Council in past resolutions has written

itself a broad mandate to hold Iraq to international domestic and foreign norms.

Iraq cynically adds to and advertises its people's deprivations as a way to escape sanctions. But already the United Nations permits the importation of food and medicine and already Iraq could, if it chose, sell oil for such purchases. It could also, if it chose, direct scarce emergency supplies to vulnerable groups in the population. These measures, including the United Nations' program of imposed disarmament, do constitute an assault on Iraq's sovereignty and dignity. But Saddam Hussein forfeited international regard for these considerations when he invaded Kuwait and attacked Iraq's own Kurds and Shiites.

Unchecked, Iraq could be back in the chemical and biological business in a matter of months, experts say, and back in the nuclear and missile business in a matter of years. Unchecked, Saddam Hussein could resume his aggressions outside Iraq's borders and intensify them inside.

— THE WASHINGTON POST.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0241 4 I 0281 TUR /AFP-JLS1

Turquie-Iran

Accord sur une opération conjointe turco-iranienne contre le PKK, selon Ankara

ANKARA, 15 nov (AFP) — La Turquie et l'Iran sont parvenus à un accord sur une opération conjointe contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en lutte armée contre Ankara, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, cité lundi par le quotidien turc de centre gauche Cumhuriyet.

Cette annonce est intervenue après une visite à Ankara la semaine dernière du vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Alaeddine Bouroudjerdi qui avait remis un message du président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafсандjani à son homologue turc Suleyman Demirel dont la teneur n'avait pas été révélée.

M. Mentese a aussi annoncé la "prochaine création de commissions militaires" en Turquie et en Iran qui se rencontreront prochainement pour élaborer les plans de cette opération conjointe, toujours selon Cumhuriyet.

"Nous avons demandé à l'Iran de ne pas accueillir les militants du PKK. L'administration iranienne a indiqué être en faveur d'une lutte conjointe contre le terrorisme. Nos entretiens se poursuivront", a affirmé selon M. Mentese, qui avait reçu la semaine dernière M. Bouroudjerdi.

Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, avait proposé vendredi à M. Bouroudjerdi d'effectuer des opérations militaires conjointes contre les bases des rebelles kurdes de Turquie installées dans la région iranienne de Mako près de la frontière irano-turque, avait rapporté samedi la presse turque, sans citer de source.

Mme Ciller avait accusé il y a une dizaine de jours les pays voisins de la Turquie dont l'Iran de "soutenir" la rébellion kurde.

CE/pl

AFP 151425 NOV 93

Tuesday, November 16, 1993

turkish daily news

Late Özal's letter to then PM Demirel

Shortly before his sudden death, the late President Turgut Özal sent a top-secret letter to the then Prime Minister Süleyman Demirel, listing a number of proposals for a possible solution to Kurdish subversive activity, which he looked upon as the gravest danger Turkey faced.

The following is a translation of the letter.

Introduction

In the southeast, we are faced with perhaps the most significant problem in the republic's history. The "Kurdish Question" in southeastern Turkey, what with its political, social and economic aspects, and with bloody acts of terrorism, poses an ever-growing danger. The beginnings of the problem date back to the final years of the Ottoman rule. In the 15 years that ensued after the declaration of the republic, the state had to put down a number of rebellions [by Kurdish secessionists]. Blood was shed when necessary, and a certain portion of the local population was forced to migrate to the west of the country.

With the annulment of a policy of forced migration following the introduction of democracy in 1950, some of those forced to settle in the west returned. Yet starting from the 1960's, the local population again began shifting towards the west.

Despite the lack of definitive official figures, 60 percent of those called Kurds probably live in sectors of the country west of Ankara. Because the migrations were not planned ones, in certain provinces in the West — such as Adana, Mersin, Izmir, Antalya, and even Istanbul — our Kurdish citizens live in close proximity in certain districts.

Suggestions for a solution

The problem we face is way beyond the simple dimensions of terrorism. Therefore, it is imperative to consider short-, medium-, and long-term solutions and to adopt two separate approaches for dealing with the local population and the terrorists.

Short- and medium-term suggestions

Despite the availability of information on the causes of the problem, no in-depth analyses have as yet been made. In order to add to the efficiency of the policies we have been pursuing, our struggle against terrorism must be backed by comprehensive analyses by scientists, both foreign and Turkish. Research groups should immediately be set up with a view to conducting investigations on socio-economic and psychological aspects of the issue. Public opinion polls should be conducted to improve understanding of the problem. Research groups should comprise scientists, state officials, statisticians, soldiers, and other relevant experts.

■ It must be borne in mind that owing to military measures being taken to wipe out terrorist activity, the locals in the Southeast have been subjected to harsh treatment and feel, as a result, estranged. If there have been mistakes made in tackling terrorism, they should be frankly discussed and realistic solutions must be sought.

■ A complete overhaul of the training system of security forces is necessary. This should be accompanied by the modernization of their equipment and of the methods they employ to fight against terrorists. They need re-education on "public relations."

■ Starting with the most troubled zones, villages and hamlets in the mountains of the region should be gradually evacuated. With this group of PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) supporters, in number no more than 150,000 to 200,000, being resettled in the Western parts of the country according to a careful plan, logistic support for the PKK will have been cut off and their standard of living will have improved. This group should be given employment priorities.

■ With the evacuation of mountain settlements, the terrorist organization [PKK] will have been isolated. Security forces should immediately move in and establish complete control in such areas. To prevent the locals' return to the region, the building of a large number of dams in appropriate places is an alternative.

■ On all highways in the region, 24-hour patrol duty by special teams is a must. Helicopters in daytime, and night-vision armoured personnel carriers at night, must be on patrol duty. A complete overhaul of the security network in the region is urgent. Security personnel must be transformed from a defensive force to one that is offensive.

■ The purchase of 20 Cobra and 20 to 30 Sikorsky helicopters for the security forces deployed in the area will help create a mobile force that can handle incidents that might occur simultaneously. The restructuring of state intelligence organizations active in the Southeast is an urgent priority, to make up for lack of sufficient information on the [PKK's] plans. Coordination must immediately be effected between the National Intelligence Organization (MIT), the gendarmerie's intelligence command, the armed forces, and police.

■ A 40,000 to 50,000-strong special force, comprised of fully professional units, with at least one year of special training behind them, should be set up to fight against the PKK. They should be paid satisfactory salaries. Unit commanders in this force should be given leeway to take initiatives on any issue when conditions necessitate it. The special force must not be a force on the defensive. It must be a force that tracks terrorists down and attacks them. Naturally, they should maintain contact with other units deployed in the area and cooperate with them. Ordinary units of the standing army must only be used for routine military duties such as security checks and control.

■ Border trade, an important source of income for the local population, must be free. The opening of new border posts with Syria, and the reopening of those that have been closed, are necessary. An improvement in border trade will mean new opportunities for the locals and make life easier for at least some.

■ In order to cut off logistic support for the PKK, the local people should be won over to the side of the state. The people settled in faraway mountain villages and hamlets should be encouraged to move into bigger settlement areas.

■ Given a tendency for the locals to migrate to the west of the country, it would appear that only 2 to 3 million people will inhabit the region in the future. If this migration is not regulated, only the relatively well-off portion of the population will have moved and the poor will have been left behind. Thus the area will turn into a breeding ground

for further anarchy. To prevent this, the migration must be regulated by the state. A planned, balanced migration, including members from all segments of society, to pre-terminated settlements in the West is essential.

■ In addition to committing terrorist acts, [the PKK] is spreading widespread, effective propaganda with the purpose of intimidating and ultimately brainwashing the local people to win them over to its side. Counter-propaganda to strengthen local support for the state, to boost morale, and correct disinformation is of crucial importance.

■ Therefore, it is imperative that special efforts be spent to inform both the public and the international community of the true nature of developments. In order to do this, the setting up of a special team of experts to create a favorable climate of public opinion is necessary. Thus the scope of our activity in releasing press statements, leaking news, and, if need be, spreading "disinformation" will increase.

■ It is of the utmost significance that the statements made to the press regarding the security forces' struggle against terrorists be regulated with the greatest possible care. Press reports, both written and visual, which could be exploited by [the PKK] to highlight itself as either a "heroic or an innocent" organization, must be avoided.

Medium- and long-term suggestions

■ Such cities as Adiyaman, Diyarbakır, Urfa, Mardin, Batman, Siirt, Elazığ, Malatya, Erzincan, Erzurum, Kars, Ardahan, and Iğdır must be turned into centers of attraction for the local population currently settled in the countryside. This should be done through special incentives for investors. Thus, the evacuation of the countryside will have been facilitated.

■ Incentives must be provided for the private sector to invest in the region. Corporate tax should be lifted for a long period. Income tax levied on the locals must be decreased and the electricity supply must be cheapened.

■ This problem should be debated freely, in an unbiased manner, in a prejudice-free atmosphere. Through debate, the rights and wrongs will come to light, thus leading us closer to the truth. To bar discussion, to cover up the truth, will not alleviate the problem. On the contrary, it will lead to further chaos because of the adoption of a mistaken approach.

Conclusion

If mistakes are not committed, and inconsistent, unnecessarily hurried action is not taken, the fire in the Southeast will die out in five to 10 years, with the weakening of nationalist sentiment and the decrease of foreign involvement. (Because the fire has undoubtedly been started and fuelled by foreign powers which desire to prevent Turkey from using its historic opportunity to accomplish its aim of becoming a powerful nation.)

State officials must not project an image that shows Turkey as a country afraid of, and intimidated by, terrorism. It will be of great help to show to the world outside Turkey that the state is capable of tackling such an issue and that it is not at all wary of, or worried about, terrorism.

Therefore, it is the responsibility of all state officials, whatever their rank may be, of politicians, and of the press, to differentiate between terrorists and the local population and to treat them accordingly, in order to maintain our unitary state apparatus and to wipe out terrorism by taking the above-mentioned measures to prevent its incidence.

What Özal suggested & what is being done

Suggestion:

If mistakes have been made in the campaign on terrorism, resulting in harm being inflicted on the people, or the harassment and even alienation of the people, solutions for these problems should be sought without covering up the truth, and all realities should be spelled out.

In Practice:

In an effort not to demoralize the country's security forces, and based on the argument that at crucial times like this, any action or speech even hinting at criticism of their conduct would lead to such a result, governments and military officials have refrained from investigating any claims. Torturers have gone unpunished, along with those who have alienated people through the burning of their settlements and/or treatment of the locals. Had "examples" been made of these; had the instigators of such pain been caught and punished, this would have raised confidence in the state. The people would then have known that the state exists to protect them — not only to punish them.

Suggestion:

A gradual migration to western Turkey of locals settled in mountain villages and hamlets is necessary to cut off logistic support to the PKK. These people should be allocated their new settlements in western areas, compensated and even given employment priorities.

In Practice:

Villages suspected of cooperating with the PKK or of giving logistic support to the separatists are often raided and evacuated by troops. The people are neither compensated nor provided with a place to go. This practice, instead of stopping logistic support to the PKK, actually channels many more recruits into the organization's ranks. Some end up joining the mountain units of the organization. Others go to larger cities where they are often contacted by the PKK militia. Those left on their own and who attempt to reach the West frequently end up being harassed there. Unemployed, they too join the PKK.

Suggestion:

To prevent the return of villagers to the evacuated settlements, a large number of dams in appropriate places can be constructed as an alternative.

In Practice:

Once the settlements are raided and evacuated, troops are said to be burning them down so that the villagers cannot reuse them. Kurdish politicians claim more than 700 villagers have been systematically evacuated in this way. As the recent incidents in Lice and Kulp indicate, larger settlements are hit with tank and artillery fire as part of security operations. Military sources say only two buildings escaped damage in Kulp after the October operation there.

Suggestion:

24-hour patrol duty on state highways, by helicopters in the daytime and by night-vision armored personnel carriers at night, is a must.

In Practice:

Turkish troops are rapidly withdrawing from the rural areas, closing down patrol stations there and pulling back into larger and better-protected forts. Many highways are PKK-controlled at night. In many areas, security personnel go back into their barracks as evening approaches. Instead of taking the offensive against terrorism, as Özal has suggested, Turkey is giving the signal that it has been forced onto the defensive.

Suggestion:

An overhaul of intelligence activity is necessary. Coordination must be effected between the National Intelligence Organization (MIT), Armed Forces, Gendarmerie, and police.

In Practice:

Even Prime Minister Tansu Çiller has said recently that there is an internal struggle in the state apparatus — while referring to the death of Cem Ersever. There is a struggle for the top position within the MIT as well as a struggle against the current MIT boss, according to officials close

to Çiller. None of Turkey's security or intelligence departments see eye to eye, and despite attempts at coordinated intelligence, information reaching Ankara is often still an exaggeration or a playing-down of realities.

Suggestion:

A professional force of 40,000 to 50,000 should be specially trained and made ready for five years deployment in the area.

In Practice:

The Tansu Çiller administration has put the idea into practice, and the first group of special forces are to be sent to the region by the beginning of the new year. There is suspicion, however, that the new forces will be made up mostly of idealist right-wing activists and may turn into an alternative militant force which may not be controlled in the future.

Suggestion:

Counter-propaganda activity against the PKK is necessary. Such propaganda should aim to boost the locals' morale and win the local population over to the side

of the state. If need be, it should also contain disinformation.

In Practice:

Counter-propaganda and disinformation in the Turkish media, especially in past months, is at an all-time high, seriously threatening both the people's right to correct information and Turkey's attempt to find a solution to the problem. The state management itself appears to have fallen into the trap of disinformation, and is introducing prescriptions for the problem which are based on a mistaken or distorted diagnosis.

Suggestion:

Certain big cities in the region should be turned into centres of attraction. The state must encourage investors. Taxes should be decreased and the electric supply made cheaper.

In Practice:

Giving in to terrorism, the government has halted almost all investments in the region. Other projects have been seriously hindered by separatist attacks. Employment promises have turned out to

be bogus, and the state is discouraging investors for the time being — spreading the idea that investments will be attacked anyway. This too is an indication of a defensive position as far as Ankara is concerned.

Suggestion:

All debate focusing on a solution to the problem should be free, held in an unbiased manner, in a prejudice-free atmosphere.

In Practice:

Under the current laws, hundreds of people have been arrested for speeches and/or writings on the issue. 15 journalists have been killed. The chairman of the Democracy Party (DEP) is under arrest for a statement he made in neighboring Iraq, and 17 parliamentarians are being persecuted for speeches they have made on different occasions. No one is free to express opinions, facing the risk of being charged with treason by officials or by their extensions in the media. The lack of an atmosphere of debate or tolerance is leading only to a deepening of the crisis.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

GLGL

FRA0284 4 I 0200 IRK /AFP-JY41

Irak-Kurdes

Bombardement turc en Irak

ZAKHO (Irak), 15 nov (AFP) — Des avions turcs ont bombardé lundi une région du Kurdistan irakien frontalière avec la Turquie, ont indiqué des sources kurdes irakiennes à Zakho, sous contrôle kurde.

Salon ces sources, le raid a visé la région de Berwari. Des voyageurs en provenance de cette ville ont indiqué avoir entendu des détonations pendant une demi-heure.

Anakara avait appelé la semaine dernière les dirigeants kurdes d'Irak à respecter ses engagements et à empêcher le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) de réinstaller ses bases dans le nord irakien frontalier avec la Turquie.

Le "gouvernement" kurde autonome irakien avait réagi en démentant l'existence de bases du PKK dans les régions qu'il contrôle et en affirmant sa volonté d'entretenir avec la Turquie des relations de "bon voisinage".

Les militants armés du PKK avaient été délogés des zones montagneuses frontalières de la Turquie dans le nord irakien à l'issue d'une opération d'envergure de l'armée turque en automne 1992 en Irak du nord. Les dirigeants kurdes d'Irak s'étaient alors engagés à ne pas autoriser le PKK à s'y réinstaller.

ls-nas/pl

AFP 151535 NOV 93

Tuesday, November 16, 1993

Wednesday, November 17, 1993

turkish daily news

PKK frees Dutch hostage

Reuters

ANKARA- Turkey's outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) has freed unharmed a 25-year-old Dutch tourist kidnapped in southeastern Turkey last month, a Dutch diplomat said on Monday. "Jan Maarten Mos was released early on Sunday in a small village near Bingöl," the diplomat said.

He said Mos was now on his way by bus to Ankara with his father, who had flown to the southeastern city of Diyarbakır on Saturday. "He is in very good health and will probably leave for home on Wednesday," the diplomat added.

He said his government had made no contacts with Mos's captors.

Mos was kidnapped on October 14 at a roadblock set up by PKK guerrillas near the town of Karlıova in Bingöl province. The PKK, which still holds one American and one New Zealander, announced earlier that it would free the three Westerners and 19 captured Turkish soldiers on November 27 to coincide with the outlawed organization's 16th anniversary. Turkish state radio quoted Mos as saying he had spent the past month at four different PKK camps. He was moved every day and blindfolded before arriving at the underground hideouts.

The PKK has kidnapped at least 19 foreign tourists since July to win publicity for its cause and damage Turkey's money-spinning tourist industry, which it says indirectly funds military operations in the southeast.

Kurds say Iranian agents kill 6 people in Iraqi Kurdistan

Reuters

NICOSIA- Iranian rebel Kurds on Monday accused Tehran government agents of killing six people in Iraqi Kurdistan by blowing up their car with a remote-control bomb.

The Democratic Party of Iranian Kurdistan said five of its members and their Iraqi driver were killed in the explosion on a road near Darbandikhan, 240 km (150 miles) northeast of Baghdad, on Saturday.

There was no independent confirmation of the report, sent in a statement from the party's Paris office to Reuters in Nicosia.

The party urged the Kurdish administration controlling northern Iraq to prevent "saboteurs of the Islamic Republic of Iran" from carrying out such attacks in the region.

Tehran accuses rebel Kurds of mounting cross-border attacks from Iraq and has acknowledged sending troops into northern Iraq in pursuit of Kurdish guerrillas this year.

Daily Aydınlık: Turkish death squads in Europe

Turkish Daily News

ANKARA- A leading, investigative left-wing newspaper claimed on Tuesday that death squads attached to the Turkish Chief of Staff office have gone to Europe in the past month to assassinate Kurdish activists there.

Aydınlık, in its front page report, said that at least 100 officers of the Special Warfare Department, which Turkey has renamed the Special Forces Command, have left for five European countries.

A large number of the assassins, said the paper, headed for Germany and France, where senior leaders of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) are located, while others travelled to Holland, Switzerland and Britain.

Aydınlık noted that the officers were selected from among those who speak several foreign languages and are specially trained

for the job. The decision was made, it said, after the National Security Council (MGK) decided in October to eliminate all leaders of the PKK in Turkey and abroad.

The newspaper claimed that aside from the Special Warfare officers, the teams consisted of staff of the gendarmerie intelligence department, to which retired Major Cem Ersever belonged. Ersever and three of his colleagues were found dead this month.

Without naming sources, Aydınlık also said that the German secret service found out about the developments and has warned Turkey. It said the Germans had also determined that five of the 46 suspects detained there after the recent PKK attack, which claimed one dead, were attached to the Turkish state. Aydınlık further claimed that aside from the assassinations, the teams would focus on activities which would alienate the people of Europe from the PKK.

Kurdish deputy claims troops open mortar fire on village

Aydar says his village and others under continuous assault

Turkish Daily News

ANKARA- A member of Parliament representing the Kurdish-based Democracy Party (DEP) claimed on Tuesday that his village and several other civilian settlements in the southeastern province of Siirt have been under attack by government troops for some time.

DEP Siirt Deputy Zübeyir Aydar, in a written question to the Interior Minister, said his own hometown, the Erkent village of Siirt's Pervari township, and five other villages in Pervari, have been under mortar fire by troops from the nearby Doğanca military station since November 5, Friday.

"My own village, with over 100 houses, was also hit by heavy mortar fire. Villagers were warned that they would be executed if they did not evacuate within a week," Aydar said. Saying that the villagers fled to

Siirt, Aydar added that more than 15 people were taken into custody by the troops.

"Three months ago, troops burned down and evacuated everyone from three villages in Diyarbakır, where DEP Diyarbakır Deputy Hatip Dicle's relatives used to live. DEP Muş Deputy Sırrı Sakık's own village was also burned down last month. Does the implementation of security forces aim at punishing DEP deputies and their relatives?" Aydar asked the Interior Minister. "What is the reason for the attacks? How can you explain bombing civilians?" he demanded.

The left-wing daily Aydınlık, quoting a soldier who recently ended his compulsory military duty in Siirt's Pervari township, reported on Monday that troops have been burning villages in Siirt in retaliation for attacks of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

LA LIBERTÉ — 16 novembre 1993



KURDES

Ankara et Téhéran s'unissent pour contrer l'action du PKK

La Turquie et l'Iran viennent de s'accorder sur une opération conjointe contre le mouvement séparatiste, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

La Turquie et l'Iran «sont parvenus à un accord» sur une opération conjointe contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en lutte armée contre Ankara, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, M. Nahit Mentese, cité hier par le quotidien turc de centre gauche «Cumhuriyet». Le journal iranien «Jomhuri-Eslami», proche des islamistes, a pour sa part dénoncé le projet d'opérations conjointes. L'annonce d'un accord sur une telle opération intervient après une visite à Ankara la semaine dernière du vice-ministre iranien des Affaires étrangères, M. Alaeddine Bouroudjerdi. Celui-ci avait remis un message du président iranien, Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani au président turc Suleyman Demirel, dont la teneur n'avait pas été révélée.

RENCONTRES MILITAIRES

M. Mentese a également annoncé la «prochaine création de commissions militaires» en Turquie et en Iran, qui se rencontreront prochainement pour élaborer les plans de cette opération conjointe, toujours selon «Cumhuriyet».

«Nous avons demandé à l'Iran de ne pas accueillir les militants du PKK. L'administration iranienne a indiqué être en faveur d'une lutte conjointe contre le terrorisme. Nos entretiens se poursuivront», a affirmé selon le journal M. Mentese, qui avait reçu la semaine dernière M. Bouroudjerdi.

Le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, avait proposé vendredi à



En octobre 1992, les Turcs avaient franchi la frontière irakienne pour combattre le PKK. Keystone

M. Bouroudjerdi d'effectuer des opérations militaires conjointes contre les bases des rebelles kurdes de Turquie, installées dans la région iranienne de Mako, près de la frontière irano-turque, avait rapporté samedi la presse turque, sans citer de source.

BÉMOL IRANIEN

De son côté, le journal iranien «Jomhuri-Eslami» a attaqué hier le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, pour avoir «outrépassé ses limites» en envisageant de mener des opérations militaires sur le territoire iranien contre la rébellion kurde. «Il est

impératif de faire comprendre à M^{me} Ciller qu'outrépasser ses limites aggraverait ses problèmes internes», affirme le journal, proche des islamistes, dans une réaction aux propos de M^{me} Ciller. Celle-ci avait proposé d'effectuer des opérations militaires contre les bases kurdes, tout en précisant que la Turquie se lancerait dans des opérations unilatérales en cas de refus iranien. «Il est clair que les propos de M^{me} Ciller sont à usage interne, mais si ces propos portent atteinte à la sécurité et à la souveraineté des autres pays, ils provoqueraient alors une réaction ferme».

ATS

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0376 4 I 0265 CHY /AFP-QU36

Syrie-Turquie

M. Khaddam dément la présence de camps du PKK en Syrie

NICOSIE, 16 nov (AFP) — Le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam a démenti la présence en Syrie de camps d'entraînement du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en rébellion contre Ankara) et a affirmé que les accusations de la presse turque ne reflètent pas le point de vue officiel d'Ankara.

Dans une interview diffusée mardi par Radio Monte-Carlo Proche-Orient, captée à Nicosie, M. Khaddam a qualifié d'"agressifs" des articles publiés récemment par la presse turque accusant la Syrie de soutenir et d'abriter des bases des séparatistes kurdes turcs du PKK. Ces accusations n'ont "aucun rapport avec la réalité", selon lui.

"Ces articles ne reflètent pas le point de vue du gouvernement turc", a-t-il estimé, affirmant qu'Ankara a seulement "demandé au gouvernement syrien de l'aider à régler un problème intérieur turc". La rébellion du PKK, qui a fait des milliers de morts depuis plusieurs années, a connu récemment une nouvelle escalade.

Les déclarations de M. Khaddam sont intervenues alors que le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Cetin, en visite en Israël déclarait, dans un entretien publié mardi par le quotidien Jerusalem Post, que la Turquie a demandé en vain à la Syrie de ne pas soutenir le PKK.

"Nous ne pourrions atteindre une paix véritable (...) si 10 à 20 groupes terroristes sont bien à l'abri dans la plaine de la Békaa", a-t-il dit en citant entre autres les séparatistes du PKK. La Békaa, dans l'est du Liban, est sous contrôle syrien depuis 1976.

elf/pl

AFP 161616 NOV 93

Wednesday, November 17, 1993

turkish daily news

İSMET G. İMSET / BEING VOCAL

Please don't 'embrace' those in Lice

Some people really do have nerve!.. A news report on Monday said "our Prime Minister," Mrs. Tansu Çiller, would be going to the town of Lice in Diyarbakır after all. Thank you Mrs. Çiller; it is very considerate of you, if you sincerely plan to do this. As Turkish citizens, we all appreciate this gesture, despite the fact that it took several weeks for you to realize that Lice is still a Turkish town and that as prime minister of the whole

of Turkey, it is your duty to visit this town after a disaster of such proportion — even if the military didn't want you to.

What were they hiding from you for so many days? Why are soldiers now in an ant-like frenzy, busy restoring walls in Lice, filling in holes and repainting houses? Don't ever worry about these things. They are issues of little importance. For when you reach Lice, it will have been turned into the city you would want to see. A brand new city.

It may even look better than it did before, although you

may wish to ignore the fact that those within no longer like you. They don't like anyone for that matter, as they live in continuous pain and horror. So, if I were you, I would take little notice of this slight problem.

After all, as prime minister of Turkey, you are the one who gets reliable intelligence information that has not been slanted. You are the one who is allowed to know anything. We, as journalists, are but captured souls: between the threats of officials and Middle Age persecution and the ruthless threats of separatists.

We are silenced now, Mrs. Prime Minister, so you can talk. Was this not the reason for extending state credits to major newspapers before you were elected? Was this not why you became the spokesperson for media rights, including private television and radio? This is now your show and you should naturally make the best of it. We understand why you want us to be silent and, under the new anti-terror decree, be kept silent for a long time.

You need not worry, for all measures have already been taken: When you do go to Lice this time, you can fearlessly promise the people affection, the silk glove of the state, and understanding. In fact please tell them, as former prime minister Süleyman Demirel did, to trust that the state's doors will always be open to them.

Keep your fixed smile at all times. And we are sure that the people there will show you all their understanding. They will certainly be there in the main square, kept silent at gunpoint by your special and incredibly "idealist" crack teams. So there is nothing to worry about. They will listen, applaud and even cheer you.

The most they would ask for is the reconstruction of Lice. But no one has to worry. They are human beings, but people who quite unfortunately in the past 11 years have become accustomed to being treated like dogs.

Tell the people of Lice, Mrs. Prime Minister, of your motherly and sisterly feelings towards them. How much you trust them and how much trust they should have in the state. Tell them how much you want to embrace them and how soft your silk gloves are. Even go to the extent of calling them "the Kurds," despite your fear of openly mentioning their ethnic identity.

According to an associate of mine, the Kurds are seen as dogs. When bitten by the father, the only thing they need is an affectionate lick by the mother. When attacked by a brother, they need the embrace of a sister. They need a pat on the head...

Am I being too hard this time, Mrs. Çiller?

If I am, I need not worry. There is always the inquisition that will take care of such cases: People who speak out can be arrested only for what they said. Writers can be placed behind bars for what they write.

Why then should people who are given the right to write down opinions be allowed to go free? For we are all living in Turkey and we know that if the inquisition cannot get you, the bullet will. No one has to fear how far anyone can go in Turkey, our motherland. For here, "censorship by the bullet" is now a natural part of our lives. So, I shall — unfortunately — continue...

When you go to Lice, Mrs. Prime Minister, please also

visit the nearby town of Kulp, for I think it will be an extraordinary event for you. Can you imagine a town which has only two houses left standing; a town which has been pulled to the ground by tank and artillery fire? If not, please go there and give my best wishes to the people there as well.

Like you, I love them, though I have never promised to embrace them.

Had I done this, they would probably have felt the difference between how I embrace them and how, as one would translate it directly, Ankara has embraced them or "kucaklamak" in the past. Unfortunately, ever since the Demirel administration which you fully supported and worked under, these people no longer want to be "kucaklanmak" or embraced.

In March 1992, under the guidance of our Editor-in-chief İlnur Çevik, I wrote a confidential report to then Prime Minister Süleyman Demirel which I later published in full, in my second book "PKK: Ayrılıkçı Şiddetin 20 Yılı" (pp. 314-344).

"Mrs. Çiller, for you there is no problem, for a major segment of the media is on your side. Columnists who are branding a 'democratic solution' to the Kurdish problem as treason, are helping you. Those who want to prevent a solution from being found are feeding you with their own version of reality. But if you listen to them, your own Parliament speaker has also got to be a traitor for what he has been saying. Then, are we all traitors?"

There, I mentioned a certain gendarmerie sergeant by the name of Recep C. (surname withheld according to your own protection laws) and the way he was treating the local people in Kulp. I said Kulp would be lost if "Reco" was not stopped, and I listed his atrocities. Demirel did nothing, for he had no confidence in the local people and bluntly said, before seven witnesses from my newspaper and several Ministers, that "the people there know nothing of democracy, thus they cannot demand something they do not know."

Why not call on Reco this time, Mrs. Prime Minister? See what he has done to Kulp and how he has given the whole city away to the terrorists — being the self-styled Neron of the Southeast. If you intend to do that, you don't really have to go that far. For, in return for his "services," Reco has been transferred to Ankara and he lives here with us. After burning down so many villages and hamlets, torturing so many people and giving the city to the PKK on a silver plate, he is here in the Turkish capital, as our neighbor. He is in sight, and at a place where you could easily call on him. If you wish, even we could help to arrange such a meeting.

If, of course, he is not eliminated like Cem Ersever, who was — until very recently — the state's main source of information on the Kurdish issue, but was liquidated after the death of Gen. Eşref Bitlis, his closest associate.

Mrs. Çiller, Reco now has a special team like that of Ersever, and soldiers — our soldiers — are telling us that he is literally in control of higher-ranking officers. Just like what we were told about Ersever.

Does this ring any bells?

For me it does. For this is the classic contra-guerrilla structure. Where subordinates can order seniors around. Just like in Latin America, where government-sponsored contra-guerrilla teams and death squads turn great republics of one time into "Banana republics."

No, Mrs. Çiller, we don't deserve people or activities like this. If you go to Lice or Kulp, if as the prime minister of this country you seriously believe that you are in control of everywhere and do decide to visit these two towns, please ask the people about Reco and get their view.

You could also ask them about Ersever. The people have great stories to tell. And, as I said before, they need a mother and sister. "İsmet, we lost here long ago," were the words of your own senior advisor, an ambassador, when we all visited the Southeast after you were elected.

We had walked along the main road of Hakkari and listened to the people. An elderly person had told us, together with Sabah's Güneri Civaoglu: "The PKK is like a newly growing tree in our hearts. Every time you hit us and you burn our villages, it opens its flowers."

For you there is no problem, for a major segment of the media is on your side. Columnists who are branding a "democratic solution" to the Kurdish problem as treason, are helping you.

Those who want to prevent a solution from being found are feeding you with their own version of reality.

But if you listen to them, your own Parliament speaker has also got to be a traitor for what he has been saying. Are we all traitors? Was what was done in Lice and Kulp done

because the people were regarded as traitors? How far will this go?

You also have the hard-line military on your side. The "white chapter" you have promised for Turkey is unfortunately misunderstood. People appear to have gotten the idea that you meant a white page and that anyone can scribble anything on it.

Once you are in Lice, you will see a newly painted town which is also to receive compensation of more than five billion liras to restore its ruins. And the people will love you. No, seriously, they will love you.

Even if Demirel believes the opposite and you are given the customary misinformation that they are traitors, those people love Turkey as much as we all do. This is why they will be embracing you in reality and not visa versa.

This is why despite your crack-team assault rifles pointed at them and the peculiar downward "idealist" moustaches they will have to watch, they will truly be applauding you.

For these people really need to feel the state, as a state. They need affection, not in the form of your past gloves which have turned into nothing but boots in disguise, but in the form of recognition. These people are my people as well as yours, and they need us.

To get them, we really do have to call on people like the Recos, put them up in front of courts and let justice decide what to do. We need to hug them — for God's sake don't even mention "kucaklamak" anymore — and to look into their problems.

My good prime minister, I have nothing against you. You are the one who runs the country, and I'm only among those who "brag on," as Turkey's most senior commander recently put it.

But we are both Turkish citizens, paying taxes (and quite a high amount, I must say) for stability. So, when you do go to Lice, for everyone's sake, please be so good as to look into what really happened and, if need be, demand that those whose existence depends on our taxes — and who are there theoretically to serve us — explain why they did this. Do everything, but, for God's sake, don't "kucaklamak" or embrace the people. They've really had too much of this intimate relationship...

Freed Dutchman says he feared Turkish attacks

Reuters

ANKARA- A Dutch tourist freed by Kurdish guerrillas said on Tuesday he was less afraid of them than of attacks by Turkish forces hunting his captors in the southeast.

Jan Maarten Mos, 25, was released by the Kurdistan Workers Party (PKK) early on Sunday after four weeks as a hostage, and returned to Ankara with his father by bus on Monday night. "I was treated very well by the PKK and I was not afraid for one moment for my life," he told Reuters

television at his hotel. "I was not in danger except for attacks by the Turkish soldiers. That was what I was afraid of."

Mos said Turkish troops had attacked his captors just half an hour after he was kidnapped from a bus at a PKK roadblock near the town of Karliova in Bingöl province on October 14. "Later the Turkish forces told me that they could have wiped out the whole group, but did not do so because they knew I was with them," he said.

"About two weeks later there was an attack by Turkish planes. They did not bomb our area, but at some distance I could see and hear the bombs."

The PKK, which has abducted 19 Western tourists in Turkey since July, still holds an American and a New Zealander, but has promised to free them, along with 19 captured Turkish soldiers on November 27, the 16th anniversary of its founding. Mos said the Dutch embassy in Ankara had refused to make contact with the PKK. He had written what he called an objective account of guerrilla life in the mountains at the PKK's request. This and the arrival in the southeast of his father and a Dutch journalist had probably helped free him, he said.

gamk — 17 novembre 1993

Ankara demande le concours de l'Iran dans ses opérations anti-kurdes

Le journal iranien "Joumhour-Eslami" a attaqué lundi le Premier ministre turc Tansu Ciller pour avoir "outrépassé ses limites" en envisageant de mener des opérations militaires sur le territoire iranien contre la rébellion kurde. "Il est impératif de faire comprendre à Mme Ciller qu'outrépasser ses limites aggraverait ses problèmes internes", affirme le journal, proche des islamistes, dans une réaction aux propos du chef du gouvernement de turc publiés par la presse turque. "Il est clair que les propos de Mme Ciller sont à usage interne, mais si ces propos portent atteinte à la sécurité et à la souveraineté des autres pays, ils provoqueraient alors une réaction ferme qui ne profitera certainement pas à Ankara", a averti le journal.

Mme Ciller avait proposé au vice-ministre iranien des Affaires étrangères Alaeddine Bouroudjerdi, d'effectuer une opération militaire conjointe contre les bases rebelles kurdes de Turquie et avait affirmé qu'en cas de refus de Téhéran, la Turquie mènerait unilatéralement des opérations sur le territoire iranien. Le ministre turc de l'Intérieur Nahit Mentese, cité lundi par le journal turc "Cumhuriyet", avait toutefois indiqué qu'Ankara et Téhéran étaient parvenus à un accord sur une opération conjointe contre le PKK.

Confronté à une recrudescence des opérations armées du PKK contre lequel il a déclaré une guerre totale, le gouvernement turc compte sur une réédition des accords que la Turquie avait contractés, en des temps plus sereins, dans

les années 70, avec les deux autres pays de la région, l'Irak et l'Iran, concernés par le problème kurde. Mais les temps ont changé et la Turquie, qui a déjà lancé des mises en garde de ce type à Téhéran, ne peut se conduire avec l'Iran comme elle le fait avec l'Irak, affaibli par sa défaite dans la guerre du Golfe. Dernièrement, l'aviation turque a ainsi effectué de nouveaux raids dans le nord de l'Irak, sous le contrôle des Kurdes d'Irak et qu'elle accuse d'être une base arrière pour les rebelles du PKK. Les autorités turques ont certes au cours des derniers mois, fait à Téhéran des offres de coopération dans la lutte contre les Kurdes, et sont allées jusqu'à user de la menace, en faisant part de leurs soupçons concernant la complaisance manifestée selon elles par l'Iran à l'égard des militants du PKK, qui disposeraient de bases de repli sur le territoire iranien. Il n'est pas sûr toutefois qu'en cette période de tension larvée entre l'Iran et la Turquie, les deux puissances régionales rivales, Ankara puisse bénéficier de l'aval de l'Iran pour des raids punitifs sur son territoire.

turkish daily news

Thursday, November 18, 1993

Çetin says no terrorist action from neighbors will remain unanswered

Turkish foreign minister says its difficult to believe Syrian denial on sheltering PKK, opposition draw attention on Russia

Turkish Daily News

ANKARA-Turkey is determined not to remain passive in view of any act of terrorism aimed at itself by its neighbors, Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin said on Wednesday.

Speaking at the Turkish Parliament while defending his ministry's 1994 budget draft, Çetin said it will make no difference to Turkey whether such actions were "direct or indirect, overt or covert".

"Our priority is to solve the problem through cooperation and good relations with our neighbors", Çetin said. "But the issue can no longer be left in limbo."

"I want to make it clear once again", he stressed, "that Turkey has stated and proved

many times before that it has no intention to give any offence to its neighbors. A country's failure to fulfill its duties as a neighbour against terrorism cannot be justified for any reason, and cannot be the subject of conditions. Turkey can not tolerate terrorist attacks, from any of its neighbors. No one should think that Turkey will remain silent about such attacks. The necessary answer will be given." In his unusually strongly-worded speech, Çetin said that Syria denies that it was

sheltering the secessionist Kurdistan Workers Party (PKK), but it should be considered "natural" for Turkey to have "difficulties in believing that."

Underlining that Turkey wanted to improve its relations with Syria in every field to bring benefits to both countries, Çetin said that health of neighborly relations from now on depended on the immediate elimination of terrorism "which dictates those relations."

Turkey sent a high ranking delegation to Syria earlier this month in the latest attempt to convince Damascus to stop sheltering the PKK leadership. The PKK is known to have its headquarters in Syria, and training and communications facilities in Syria and in the Syrian-controlled Bekaa Valley of Lebanon, since the early 1980s.

Ankara complains that two security protocols with Damascus in 1987 and 1992 have not so far done much to stop PKK activity in Syria.

Syrian President Haféz Al-Assad reportedly rebuffed the latest Turkish attempt by once again denying Turkish claims and saying it was Turkey's own problem to put an end to Kurdish secessionism.

Syria's reported sheltering of terrorism has been a major issue in Çetin's talks in Israel

on Nov. 13-15, during which Çetin had told Israeli Foreign Minister Shimon Peres that until the region was no longer a "free terrorism zone", a lasting peace cannot be achieved in the Middle East.

A member of the main opposition Motherland Party (ANAP) in the Parliamentary commission, Safer Gaydali, backed the government's decision to improve relations with Israel and said it was a decision that could have been made before.

Another deputy for ANAP, Kamran Inan, who is known for his competence on foreign affairs, draws attention to the "expansionist intentions" of Russia as a factor which adversely affects Turkey's stability.

He claims that the United States considers Russia as a counterbalance against Islamic fundamentalism, therefore would hesitate to stand up against any threat from Russia. "But Russia's capabilities do not permit that for the time being", Inan said.

Pointing out the "importance" Turkey gives to preventing PKK militants from carrying out hit and run attacks against targets in Turkey from their bases in Iran, Çetin said that this was "vital" for creating an atmosphere of confidence in Turkey's relations with Iran.

Çetin said Ankara wanted to improve relations with Iran on the basis of friendship, mutual respect and noninterference in each other's internal affairs.

In his speech, Çetin briefed the Parliament's Budget and Planning Commission members

on the main topics of Turkish foreign policy.

Embargo on Iraq

Emphasizing that Turkey was one of the first countries to implement the United Nations embargo on Iraq after its invasion of Kuwait in 1990, Çetin said that the aim of the embargo should not be cause Turkey economic and social sufferings. "The cost of the embargo to our country and people is substantial," Çetin said.

"There have been social consequences of the heavy burden of the embargo on our economy. It's the responsibility and duty of our coalition allies to assist Turkey in taking measures to eliminate that."

The Turkish foreign minister said that the normalization of the situation in Iraq was to the region's benefit, and it is the prime responsibility of the Iraqi government to maintain the improvement.

"The basis of our policy on Iraq is the protection of this country's unity and territorial integrity," he added. In addition to a \$2 billion military assistance fund set up by some Gulf countries, granted in 1991 and distributed over five years, Turkey says the western alliance should assist more to Turkey in compensating its

losses from the Gulf War, which are estimated as being more than \$10 billion.

The issue is to be discussed in economic talks between the United States and Turkey which are expected to be held on Dec. 7-8.

Azeri-Armenian conflict

Foreign Minister Çetin said that Turkey would continue to support Azerbaijan against ongoing Armenian aggression, which holds one tenth of the country under occupation.

"Do Armenians really think that they can get away with it and live comfortably on the lands they have occupied?", Çetin asked. "Sooner or later they will have to leave those territories."

If they do not withdraw in response to peaceful methods, they will be forced to do so."

He added that Turkey will not establish diplomatic relations with Armenia who "has no respect for its neighbor's territorial integrity and sovereignty" and will not open its borders and airspace for the flow of all kind of goods to this country.

Dialogue with Greece

Çetin said that the relations between Turkey and Greece are not only important for the both countries but for the Balkans and Europe as well.

He said Turkey makes the greatest effort to keep the channels of dialogue open with Greece.

"We have the political will to take our relations with Greece further", Çetin said. "But we could not observe the same will in the new Greek government. We hope the Greek government will not repeat its former mistakes."

Çetin added that Turkey's relations with the United States, the European Community and the European Free Trade Area countries are on the right track, as are those with Balkan countries. Speaking to the Budget and Planning Commission, Parliament's Foreign Relations Commission Chairman and former deputy Prime Mi-

nister Erdal Inonu said that in order to cope with the increased scale of its mission, the foreign ministry needed more personnel and a larger budget.

Southeast crisis:

Erez: No to political solution

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Chambers of Commodity Exchanges (TOBB) Chairman Yalim Erez strongly criticized recommendations for a political solution to the Southeast problem, saying on Wednesday he "condemned with hatred," anyone who suggested such a method. Erez, also known as a close associate of Prime Minister Tansu Çiller, said those who were suggesting a political solution for the problem were "some intellectual circles who have only seen the region in postcards."

He made the speech in a ceremony held in Bursa for businessmen who had paid the highest tax in fiscal year 1992.

"The terrorist incidents in the Southeast are not only the domestic problem of Turkey but its foreign problem as well," Erez said. "The incidents are being provoked by forces who do not want Turkey to strengthen in the region. The terrorism swamp outside of Turkey should be dried up." Erez used strong language to criticize circles suggesting political measures to curb terrorism and continued: "Its only clever-mindedness to recommend that some political measures can overcome terrorist incidents... I condemn with hatred those who are proposing a political solution. There is no political angle to this incident. To ask for a political solution to this incident is wanting to treat the people living in that region as a minority and to give them some rights." Erez noted that only the Armenians and Greeks were minorities in Turkey and that this country had no minority problem.

16 PKK militants killed in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Sixteen militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed by security forces during operations conducted in separate provinces in the Southeast.

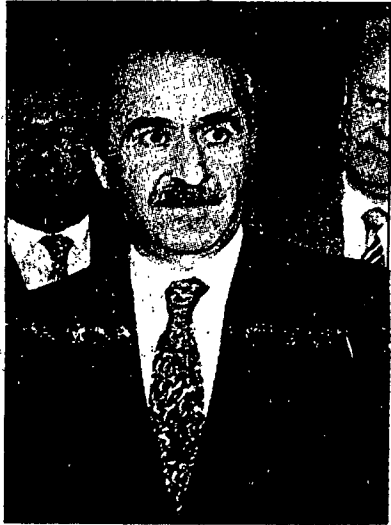
According to an announcement made by the State of Emergency Regional Governor's office, the terrorists were killed in the rural areas of Siirt, Şırnak, Tunceli and Iğdir provinces.

In another development on Wednesday, three suspects were captured, allegedly members of the outlawed Islamic Move-

ment organization. Four stolen cars and some documents belonging to the organization were also seized by security forces in Istanbul.

Istanbul police had earlier this month killed two armed militants and wounded three others in a fierce shootout that took place in the suburban district of Merter, Istanbul.

The five militants had stolen T.L. 1.5 billion from a branch of Garanti Bank and were trying to escape when they were shot at. They belonged to the Islamic Movement organization.



Foreign Minister Hikmet Çetin

Arson attempt on PKK headquarters in London

Turkish Daily News

ANKARA- A failed arson attack occurred in the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) alleged London headquarters, the Anatolia news agency reported on Wednesday.

According to information obtained from the Tottenham police station, the incident occurred in the early hours of Saturday.

Unidentified assailants broke windows of the 'Kurdish Workers Union,' known as the PKK's London headquarters, and set the office alight with gasoline, Anatolia said. It added that a patrolling policeman first noticed the fire in the office, located in Portland Gardens Street, and immediately called the fire brigade.

Anatolia quoted sources close to Scotland Yard as saying that the attack might have been launched in retaliation to recent PKK attacks in London.

It added that investigations have been initiated by Scotland Yard.

In a series of coordinated attacks by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkish businesses and offices were hit with fire bombs in at least a dozen cities in Germany, France, England, Switzerland, Austria and Denmark in early November, killing at least one person and wounding five.

Petrol bombs were thrown simultaneously at a Turkish Embassy, a Turkish Airlines office, a Turkish bank, and at the Turkish Working Men's Club in north London.

David Loader, a police inspector in London, maintained that the attack might have been the work of the outlawed Revolutionary Left (DEV-SOL) organization of Turkey because of the dispute between them and the PKK.

The left-wing daily *Aydinlik*, in its front page banner on Tuesday, claimed that death squads attached to the Turkish Chief of Staff have left for Europe in the past month to assassinate Kurdish activists there.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0595 3 GI 0355 FRA /AFP-IJ00

France-Kurdes

Plusieurs des personnes interpellées seront expulsées

PARIS, 18 nov (AFP) — Des 101 personnes placées en garde à vue suite à leur interpellation jeudi matin, plusieurs en situation irrégulière sur le plan du séjour feront l'objet d'expulsion, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Au cours de cette opération réalisée "dans le cadre de la loi anti-terroriste du 9 septembre 1986", des matériels "pouvant servir à composer des engins incendiaires et des instruments destinés à falsifier des documents administratifs ont été découverts en plusieurs lieux".

Une "importante documentation a été saisie", actuellement exploitée, qui "démontre en particulier l'ampleur de la collecte forcée de fonds auprès des résidents turcs."

"Depuis plusieurs années, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les associations qui lui servent de relais mènent dans toute l'Europe, et singulièrement en France, de nombreuses actions violentes. Des assassinats ont été commis. Des Français ont été pris en otage."

"Des agressions et des saccages sont perpétrés de façon constante à l'encontre de locaux diplomatiques turcs ou d'établissements appartenant à des entreprises turques", ajoute le ministère, qui fait état de l'existence "d'extorsions de fonds, accompagnées de pressions de tous ordres (...) pratiquées à grande échelle afin de collecter des fonds destinés à financer la guérilla au Kurdistan" et de l'organisation de "filières d'immigration clandestines."

Après avoir évoqué les attentats commis le 29 octobre et le 4 novembre, à Strasbourg et à Paris où plusieurs personnes ont été blessées, le ministère souligne que "de tels agissements ne sont pas tolérables."

Le gouvernement "entend respecter sans aucune restriction la tradition d'asile qui est celle de notre pays. En revanche, il est inacceptable que des étrangers qui vivent à l'abri de nos lois se livrent en France à des actes de caractère terroriste ou à des actions contraires au droit, ou encore se conduisent de telle façon qu'ils nuisent aux intérêts de la France et à la sécurité des Français."

Sic/ms/jl

AFP 181921 . NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0518 4 I 0208 JOR /AFP-HU51

France-Kurdes-Juppé

Kurdes: Alain Juppé justifie l'interpellation de partisans du PKK

AMMAN, 18 nov (AFP) — L'interpellation jeudi matin en France de plus de cent personnes liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) correspond à la volonté de Paris de ne pas devenir "la base arrière du terrorisme international", a déclaré à Amman le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

"C'est la concrétisation de ce que nous avons tous dit" au sein du gouvernement "depuis plusieurs semaines", a souligné M. Juppé, à l'adresse des journalistes l'accompagnant dans sa tournée au Proche-orient. "La France n'avait pas vocation à devenir la base arrière du terrorisme international", a-t-il ajouté.

"Nous sommes un pays d'asile. Nous sommes tout à fait prêts à accueillir les réfugiés politiques lorsqu'ils sont persécutés dans leur pays d'origine mais pas pour qu'ils viennent se livrer à un entraînement militaire ou para-militaire sur notre territoire", a-t-il ajouté.

"Cela n'est pas acceptable et le gouvernement français continuera d'agir dans cette direction", a encore déclaré M. Juppé.

Jeudi à l'aube, la police française avait interpellé plus de 110 personnes liées au PKK (séparatistes en rébellion contre Ankara).

hm/lch/bm

AFP 181810 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0542 4 I 0290 RFA /AFP-HY25

Allemagne-France-Kurdes

Les Comités du Kurdistan accusent la France de "payer ses dettes à la Turquie"

COLOGNE (Allemagne), 18 nov (AFP) — Les Comités du Kurdistan de toute l'Europe, organisations considérées comme proches du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, en rébellion armée contre Ankara), ont accusé la France, où a été déclenchée jeudi une vaste opération policière dans les milieux activistes kurdes, de "payer ses dettes à la Turquie".

L'opération "n'est qu'une prise de position en faveur de l'Etat turc et contre les revendications légitimes de liberté du mouvement kurde", ont-ils indiqué, dans un communiqué diffusé par leur section de Cologne (ouest).

"Les déclarations faites par les autorités (françaises) à ce sujet ne reflètent aucunement la réalité des faits", affirme le texte, qui souligne que "d'importants contrats ont été signés entre les deux pays concernant des hélicoptères et divers matériels militaires".

"En contrepartie de ce marché, il a été demandé à la France de prendre position essentiellement contre le PKK et le mouvement kurde", ajoute le communiqué, qui estime que la France a fait "une opération à la manière turque", avec "portes et matériel fracassés et plus de 80 personnes emmenées en garde à vue". Des membres de l'antenne parisienne du Comité du Kurdistan ont également été interpellés, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la section de Cologne.

Les Comités ont lancé un appel à la France et à l'Allemagne, pays où les Kurdes sont fortement représentés, pour qu'ils "participent à la résolution de la question kurde et utilisent leur influence politique dans le cadre des lois internationales afin d'arrêter les attaques de génocide de l'Etat turc".

fka/mt/bm

AFP 181827 NOV 93

France and Iraqi Kurds move against the PKK

Ankara pleased with security crackdown, meets also with Syrian delegation

TDN with Wire Dispatches

ANKARA/PARIS— French police on Thursday rounded up more than 100 suspected Turkish Kurdish militants in a nationwide search-and-arrest operation as the Kurds of northern Iraq expanded their own operation on the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

The two operations coincide with Ankara's appeal for all neighbors and allies of Turkey to reconsider their position with regard to Kurdish terrorists who have been involved in a number of massacres and armed attacks.

A ministry spokesman said the arrests were conducted around the country while the Kurd-Ha, a PKK affiliated agency based in Germany, confirmed the report. In a statement issued during the operation, Kurd-Ha said that the raids were conducted by anti-terror squads who had search warrants.

Police, intelligence and counterespionage agents raided offices and homes of supporters of the PKK before dawn in Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux, Rouen and in Brittany.

The Foreign Ministry said the raids were aimed at upholding public order in France.

Acting Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said, meanwhile, that Turkey saw the development as positive and recalled the organization was financing its terrorist activities through extortion, threats and narcotic smuggling.

"Some of these people had shown solidarity with the kidnapping of French nationals in Turkey, other had taken part in reprehensible actions, notably the occupation of consular offices," the French ministry spokesman, Richard Duque, told a briefing in Paris.

Police said 110 people had been detained by midday in a swoop aimed at preventing a series of actions by the Kurds, presumably against Turkish targets, at the end of the month.

On Nov. 27, the PKK was scheduled to celebrate its foundation anniversary with a wave of attacks.

Among those held were the suspected leader of the PKK in France, Gultekin Kavak, and his deputy, Aydin Sercan. The French press has given special emphasis, however, to the raid coming after the arrests of 88 suspected supporters of Algeria's banned Islamic Salvation Front last week. Most were released within 48 hours, but four people have been charged with being party to a terrorist conspiracy.

Interior Minister Charles Pasqua, whose hard-line on foreign activists has won broad public approval, warned this week: "France will not allow any organization on its soil to carry out activities harmful to its interest or contrary to its laws."

PKK guerrillas kidnapped four French tourists in southeast Turkey on July 5 but released them unharmed on Aug. 10.

On June 24, PKK supporters stormed the Turkish Consulate in Marseille and held six hostages as part of a Europe-wide action to draw attention to "massacres of civilians in Kurdistan" by the Turkish Army. They surrendered to police after three hours.

The Foreign Ministry spokesman said France did not consider that the PKK represented the aspirations of the Kurdish people and had condemned "PKK acts of terrorism" on several occasions.

Police say the PKK is active among Turkish Kurds living in France, Germany and Britain, and forces Kurdish businessmen in Europe to pay "revolutionary taxes" to fund its armed struggle.

Accounts seized during Thursday's raids were being analyzed for clues to this protection racket, police said.

Police sources said the PKK is active among Turkish Kurds living in France, Germany and Britain, and forces Kurdish businessmen in Europe to pay "revolutionary taxes" to finance its activities. Turkish Kurdish families have reported to the French and German authorities that their sons have been recruited in Europe and sent to fight with the militants in Turkey and those based across Turkey's Southeastern and Eastern borders with Armenia, Iran, Syria and Iraq.

Northern Iraq:

Thursday's operation in France coincided with a separate operation launched against the PKK in northern Iraq, which the terrorists use frequently to carry out hit and run attacks on Turkish targets.

Reuters reported on Thursday that up to 4,000 Iraqi Kurdish fighters had begun combing the mountains near the Turkish border for PKK militants.

"The peshmerga are combing the mountains for suspected PKK hideouts," Safeen Dizayee, Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said.

He added that about 2,000 peshmerga, acting on the orders of the regional Kurdish government, had begun a three-pronged manoeuvre on Monday

aimed at the Metin area, 15 to 20 km (10 to 15 miles) south of the Turkish border town of Çukurca.

A similar operation in the northeastern Khwakurk area, sandwiched between the Turkish and Iranian borders, had also begun after a two-day delay caused by bad weather, Dizayee said.

A similar number of peshmerga fighters was taking part.

He said the peshmerga had not yet encountered any PKK fighters, who have filtered back to the rugged frontier region in defiance of an accord with the Iraqi Kurds, who defeated them in a joint campaign with Turkish forces a year ago.

Dizayee said the Iraqi Kurdish authorities had asked Turkey to stay out of the operation because it was their job to ensure border security and because previous Turkish cross-border actions had caused casualties among Iraqi Kurdish civilians. Turkey is the main supply route for the autonomous Kurdish region in northern Iraq and is the base for Western warplanes which protect the Kurds from the Iraqi government.

Syrian connection:

In another development on Thursday, Turkish officials started talks with a Syrian delegation here to curb terrorist activities coming over that country. Diplomatic sources said the Syrian delegation, headed by that country's security chief, Gen.

Bedr El Hasan, attended a meeting on Thursday afternoon with Interior Minister Mehmet Gazioglu and other Interior Ministry officials. Officials from the Foreign Ministry were also present at the occasion.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

France-Kurdes lead

Environ 200 Kurdes dans la cathédrale Notre-Dame de Paris

PARIS, 19 nov (AFP) — Environ 200 Kurdes, dont des femmes et des enfants, occupaient vendredi après-midi la cathédrale Notre-Dame de Paris pour attirer l'attention du public et obtenir la libération des Kurdes gardés à vue depuis jeudi à la suite de l'opération policière dans les milieux kurdes liés au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), selon des sources concordantes.

Les manifestants réclament "la libération des Kurdes en garde à vue et la réparation des dommages causés lors des perquisitions dans les locaux kurdes", a-t-on appris de source policière.

Les Kurdes veulent "attirer l'attention du public" sur la politique de la Turquie à l'égard de la communauté kurde mais les choses "vont se régler de façon pacifique", a de son côté expliqué l'intendant de la cathédrale, M. François Girard. Ce dernier a obtenu, a-t-il dit, que les manifestants "évacuent la cathédrale un peu plus tard dans l'après-midi" pour que puisse se dérouler les obsèques qui y étaient prévues.

De plus, "ils sont à l'intérieur et l'église est fermée, il n'y a pas de public, ce n'est pas un très bon moyen d'attirer l'attention", a ajouté M. Girard.

Quarante-neuf des 101 personnes interpellées par la police jeudi lors de l'opération dans les milieux kurdes étaient toujours en garde à vue vendredi à Paris et en province.

pb/ft

France Detains 110 in Sweep of Kurds

Compiled by Our Staff From Dispatches

PARIS — French police officers rounded up 110 suspected Turkish Kurdish militants in a nationwide operation on Thursday, nine days after a similar crackdown on Algerian Muslim fundamentalists.

Agents from the police and intelligence and counterespionage services raided offices and homes of supporters of the Marxist Kurdish Workers Party in Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux, Rouen and in Brittany.

The Interior Ministry said that several of those rounded up would

be expelled and that at least 51 would be held for 24 hours for questioning.

"Some of these people had shown solidarity with the kidnaping of French nationals in Turkey, others had taken part in reprehensible actions, notably the occupation of consular offices," said Richard Duque, a Foreign Ministry spokesman.

The police said the operation was aimed at preventing a series of actions by the Kurds, presumably against Turkish targets, at the end of the month.

Among those held were the suspected leader of the Kurdish party in France, Gultekin Kavak, and his deputy, Aydin Sercan.

The party is fighting a guerrilla war in southeast Turkey for an independent Kurdish state. More than 10,000 people have died since 1984 in the fighting.

It has staged many attacks on Turkish targets in Western Europe, most aimed at causing damage rather than casualties.

The crackdown follows the arrests of 88 suspected supporters of Algeria's banned Islamic Salvation

Front last week. Most were released within 48 hours but four people have been charged with being party to a terrorist conspiracy.

Guerrillas from the Kurdish party kidnapped four French tourists in southeast Turkey on July 5 but released them on Aug. 10.

On June 24, party supporters stormed the Turkish Consulate in Marseille and held six hostages as part of a Europe-wide action to draw attention to what the party described as "massacres of civilians in Kurdistan" by the Turkish Army. The hostage-takers surrendered after three hours.

The police say the party is active among Turkish Kurds living in France, Germany and Britain, and forces Kurdish businessmen in Europe to pay "revolutionary taxes" to fund its armed struggle.

Turkish Kurdish families have told the authorities in France and Germany that their sons were recruited in Europe and sent to fight with the guerrillas in Turkey.

(Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, NOVEMBER 19, 1993

POLICE

Après le FIS, Pasqua réveille les Kurdes

Une vaste opération policière dans la communauté turque a permis hier 110 interpellations et des perquisitions. Les documents saisis pourraient éclairer sur le fonctionnement du PKK.

L'opération déclenchée hier à l'aube à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Annecy et Rouen contre les militants kurdes résidant en France, membres ou proches du PKK (parti des travailleurs kurdes), a, au-delà de ses aspects policiers et judiciaires, un but politique évident: montrer que la fermeté affichée par le ministre de l'Intérieur ne s'applique pas exclusivement aux ressortissants algériens. Commentant dans le Monde l'opération qui avait été réalisée le 9 novembre dernier contre le FIS, Charles Pasqua avait déclaré: «La France n'acceptera plus, sur son sol, d'activité de quelque organisation que ce soit de nature à nuire à ses intérêts ou qui soit contraire à ses lois.»

Les Kurdes, dont les activités clandestines en faveur de la lutte qu'ils mènent en Turquie (lire ci-contre) sont depuis longtemps connues des services de police, constituaient donc une cible toute désignée. C'est la DST (Direction de la surveillance du territoire) qui avait été chargée de faire la synthèse des informations recueillies depuis plusieurs années par les Renseignements généraux et la police judiciaire. Son volumineux rapport, transmis par l'Uclat (Unité de coordination de la lutte antiterroriste) au service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, a fourni le cadre juridique nécessaire aux 110 interpellations et aux perquisitions qui se sont déroulées dans la matinée de jeudi au sein de la communauté turque qui compte environ 400 000 personnes en France dont 80 000 en région parisienne. Parmi les dirigeants présumés du PKK qui ont été interpellés figurent deux personnalités présentées comme les leaders du mouvement, Gultekin Kavak et Aydin Sercan. Dans un communiqué publié hier soir, le ministère de l'Intérieur indiquait que 101 personnes ont été placées en garde à vue et que plusieurs, en situation irrégulière, feront l'objet d'expulsion.

Le parquet antiterroriste n'a pas été pris au dépourvu. Dès 1989, le substitut du procureur Patrick Lalande notait qu'une information ouverte à l'occasion de plaintes déposées par des commerçants turcs victimes de racket «mettait en lumière les activités sur le territoire national d'organisations politiques clandestines turques n'hésitant pas à recourir à la violence (...) Au-delà d'un prosélytisme parfois agressif, ces groupes se livrent aussi



A Paris, une des personnes arrêtées tôt jeudi matin.

à des exactions et à des règlements de comptes, souvent violents, à l'intérieur de leur communauté. Toutefois, l'une des constantes de leur action est l'extorsion de fonds et le racket des ressortissants turcs, contraints sous la menace à verser de l'argent destiné à alimenter les caisses des différentes organisations en lutte contre le gouvernement turc.»

Hier, dans leurs saisies, les policiers ont mis la main sur de nombreux documents comptables grâce auxquels ils pensent pouvoir mettre en lumière le fonctionnement de «l'impôt révolutionnaire».

Selon la police, les actions illégales des groupes kurdes ne se réduisent pas à la collecte de fonds. De nombreuses enquêtes sont en effet en

cours un peu partout en France pour «association de malfaiteurs et transports d'armes en relation avec une entreprise terroriste», ainsi que pour trafic de stupéfiants. Sans compter les assassinats, comme celui de Paça Güven abattu en juillet 1991 à Paris, les occupations de locaux turcs ou l'attentat commis le 29 octobre dernier contre l'agence parisienne de la Banque du Bosphore.

Lors des interpellations effectuées dans le cadre de ces enquêtes, les militants kurdes n'ont jamais manqué de dénoncer «l'acharnement de la police et l'attitude sournoise du gouvernement français», affirmant que les actes délictueux qui leur sont reprochés sont le fait de manœuvres des agents du gouvernement turc. Comme

à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, où les locaux de Yek-Kom Kurdistan, la Fédération des associations culturelles et des travailleurs kurdes, étaient, hier, sans dessus-dessous. Salikara Hasan, le vice-président de la fédération, s'avoue choqué par la perquisition: «Nous sommes une association de loi 1901, enregistrée depuis 1982 à la préfecture de police. Le PKK n'existe pas ici. Parmi les membres des 20 associations, il y a bien des sympathisants du parti, mais ils ne soutiennent qu'idéologiquement la lutte. Nous n'avons jamais fait quelque chose d'illégal pour le PKK. Personnellement, je ne connais ni Gultekin Kavak, ni Aydin Sercan. Je ne sais pas ce qu'ils venaient chercher. Je ne comprends pas.»

En dehors des impératifs politiques, l'opération policière aurait été déclenchée en fonction de renseignements évoquant le risque d'une radicalisation des activités kurdes en Europe, en particulier aux alentours du 27 novembre, anniversaire de la création du PKK. Une hypothèse que l'exploitation des documents saisis permettra de confirmer ou non.

En attendant, les autorités, qui connaissent la capacité de mobilisation de la communauté kurde, se sont préparées à d'éventuelles réactions. Des renforts de police ont été mis en place, en particulier à Paris, avec mission de s'opposer à toute manifestation ou tentative d'occupation de locaux diplomatiques ou privés.

Francis ZAMPONI

Le PKK en «guerre totale» contre Ankara

En neuf ans, les combats entre le Parti des travailleurs du Kurdistan et le gouvernement, soutenu depuis peu par la France, ont fait 10 000 morts.

La Turquie, engagée dans une guerre sans merci contre les séparatistes kurdes, ne peut que se féliciter de l'opération menée par la police française. En moins d'un mois, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a vu ses membres pourchassés dans deux pays européens clés, qui abritent d'importantes communautés kurdes. Le 5 novembre, la police fédérale allemande avait procédé à une vingtaine d'arrestations dans les centres culturels kurdes. A la suite de l'incendie d'un magasin d'alimentation turc à Wiesbaden, le ministre des

Affaires étrangères, Klaus Kinkel, plaidait récemment pour l'interdiction pure et simple du PKK et des associations qui lui sont affiliées.

Les chancelleries européennes qui, il y a quelques mois encore, s'inquiétaient des atteintes aux droits de l'homme dans le sud-est anatolien, apportent aujourd'hui un soutien de plus en plus appuyé aux autorités turques. Le 1^{er} octobre, le ministre français de la Défense, François Léotard, a négocié la vente de 20 hélicoptères Cougar, un appareil de fabrication franco-allemande, à l'armée turque. Un an plus tôt,

l'Allemagne avait suspendu ses livraisons d'armes à Ankara pour protester contre le massacre de populations civiles kurdes.

Depuis, il est vrai, le PKK, retranché dans les montagnes à la frontière avec l'Iran ou la Syrie, s'est lancé dans une «guerre totale» contre le gouvernement d'Ankara. Parallèlement à la lutte sur le terrain, le mouvement séparatiste a pris pour cible les centres touristiques dans le pays et les intérêts turcs en Europe. Cet été, des attentats à la bombe, notamment à Antalya, la grande station balnéaire, ont fait

vingt-six blessés dont neuf Allemands. Quatre Français ont été enlevés le 24 juillet et relâchés deux semaines plus tard. En juin et début novembre, les militants du PKK se sont lancés à l'assaut de banques, agences de voyage et consulats turcs un peu partout en Europe.

Mais au terrorisme du PKK, les autorités turques répondent par une répression de plus en plus aveugle. En neuf ans, les affrontements dans le sud-est anatolien ont fait 10 000 morts, dont 2 000 au cours des dix derniers mois. La nouvelle chef du gouvernement, Tançu Ciller, soumise aux pressions des conservateurs et de l'état-major, a opté pour une solution purement militaire à la crise. Sans résultat probant. Un général a encore été tué récemment. Les effectifs des «forces spéciales» ont été triplés et on ne compte plus les raids contre les villages soupçonnés d'assistance au PKK. Le 22 octobre, Lice, une ville située à l'est de Diyarbakir, a été en partie rasée par l'armée. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dénonçait le mois dernier «un début de génocide».

Depuis le début du mois, le Premier ministre Tançu Ciller hausse le ton à l'égard de tous les pays voisins accusés de venir en aide aux séparatistes kurdes: l'Iran, l'Arménie, et surtout la Syrie qui accueille le leader du PKK, Abdullah Ocalan. Pour accentuer sa pression sur Damas, la Turquie vient d'effectuer un rapprochement spectaculaire avec Israël. Grâce au barrage Atatürk, sur l'Euphrate, elle peut également peser sur la production hydroélectrique de la Syrie.

Le PKK, en perte de vitesse il y a un an, gagne aujourd'hui du terrain, notamment parmi la jeunesse, non à travers sa vulgate marxiste-léniniste, mais grâce à ses exploits militaires. Dans des régions entières, il collecte les impôts en lieu et place de l'Etat. Jugeant la presse turque progouvernementale, il vient d'interdire tout le sud-est anatolien aux journalistes. Le mois dernier, une des publications du PKK en Allemagne, *Berxwedan* (Résistance) n'a pas exclu, en cas de poursuite des combats dans le sud-est anatolien, de s'attaquer aux intérêts occidentaux en Turquie.

Hier, une porte-parole du PKK à Bruxelles a accusé la France de «collaborer avec le gouvernement turc». Selon un communiqué, «en contrepartie» d'achat de matériel militaire «il a été demandé à la France de prendre position essentiellement contre le PKK». Pour un intellectuel kurde à Paris, «depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, la France joue la carte de la Turquie, même régionale. Elle veut prendre une avance par rapport à l'Allemagne et les Etats-Unis sur certaines exportations sensibles, comme l'armement».

Christophe BOLTANSKI

● Le Monde ● Vendredi 19 novembre 1993

Visant notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan, en France

Une vaste opération policière a eu lieu dans les milieux indépendantistes kurdes

Dans le cadre d'une enquête préliminaire du parquet de Paris, une vaste opération de police a été organisée, en région parisienne et dans vingt-cinq départements, jeudi 18 novembre, à 6 heures, dans les milieux kurdes liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en rébellion contre le régime d'Ankara). En fin de matinée, environ quatre-vingts personnes avaient été interpellées et un nombre équivalent de perquisitions effectuées.

Après les militants islamistes opposants au régime d'Alger, c'est au tour des militants indépendantistes kurdes du PKK, organisation d'extrême gauche en lutte contre les autorités turques, d'être visés par un vaste coup de filet policier. L'enquête préliminaire qui donne son cadre juridique à cette opération a été ordonnée par la quatorzième section du parquet de Paris, dite section antiterroriste, sur la foi d'informations jugées précises et concordantes transmises par la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et par la direction de la surveillance du territoire (DST). Ces services faisaient état de risques imminents d'actions violentes organisées dans la mouvance du PKK.

Décidée sur l'insistance du ministre de l'intérieur après un débat en conseil interministériel de sécurité, l'opération a mobilisé, outre les services de police judiciaire de la préfecture de police de Paris, quatorze services régionaux de police judiciaire et s'est étendue à vingt-cinq départements, en plus de la capitale et de la petite couronne. Outre Paris et ses environs, des perquisitions et des interpellations ont ainsi été effectuées notamment dans le ressort des SRPJ de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg, Montpellier, Nancy, Orléans, Rennes, Rouen, Toulouse, Versailles.

Regroupés par l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) du ministère de l'intérieur, les renseignements policiers

auraient fait état d'actions en préparation à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du PKK, fin novembre. Principale organisation séparatiste kurde de Turquie, le PKK avait enlevé en Turquie, le 24 juillet, six touristes, quatre Français, un Britannique et une Australienne. Ils avaient été libérés le 10 août et le 11 août. Les autres mouvements extrémistes kurdes et turcs présents en France sont le DEV-SOL, organisation marxiste-léniniste, et le TKP-ML, branche armée d'un parti marxiste-léniniste de guérilla rurale. La France accueille environ 400 000 Turcs, dont 15 000 à Paris.

Selon la section antiterroriste du parquet, la principale activité des militants kurdes réfugiés en France consiste à financer leur combat en Turquie, notamment par le prélèvement d'une sorte d'impôt révolutionnaire auprès de membres de la communauté kurde, mais également turque. L'antenne française du PKK est le Comité des travailleurs et patriotes du Kurdistan (CTPK). Des militants du PKK ont été condamnés à plusieurs reprises en France dans des affaires d'extorsion de fonds.

Le 29 octobre, quatre personnes avaient été blessées dans un attentat au cocktail Molotov contre la Banque du Bosphore, à Paris, déjà visée par deux engins incendiaires artisanaux lancés par deux inconnus le 24 juin, jour d'une campagne d'action européenne du PKK contre les intérêts turcs. A Marseille, également le 24 juin, un commando de jeunes Kurdes, proches du PKK, avait pris en otage six personnes, dont deux agents consulaires, au consulat de Turquie pour dénoncer «les massacres de civils commis au Kurdistan» et «la politique de la France, qui ne fait rien». Les jeunes Kurdes s'étaient rendus, sans effusion de sang, trois heures plus tard. A Lyon, toujours le 24 juin, le siège de la compagnie aérienne Turkish Airlines et la Maison de la Turquie avaient été attaqués par un groupe se réclamant du PKK.

Rafle

Des dizaines de Kurdes arrêtés en France

Le ministère de l'Intérieur a lancé hier un vaste coup de filet dans l'immigration kurde : plus de 110 arrestations « préventives » ont été opérées parmi les sympathisants du PKK, à la grande satisfaction du gouvernement turc

LA police française a engagé hier une gigantesque rafle dans les milieux de l'immigration kurde en France. En milieu d'après-midi, 110 personnes, hommes et femmes avaient été arrêtés à travers tout le pays. L'opération, visiblement préparée de longue date, a commencé dès 6 heures du matin. Des policiers se sont présentés aux domiciles de Kurdes considérés comme proches du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène depuis août 1984 la lutte armée contre l'armée turque au Kurdistan de Turquie.

L'opération a été décidée, à la demande expresse du ministère de l'Intérieur, lors d'un conseil interministériel de sécurité. Elle est diligentée par le parquet de Paris, sous la tutelle de la coordination de la lutte antiterroriste, et menée par la direction centrale de la police judiciaire, quatorze SRPJ de province, les Renseignements généraux et la DST, précise-t-on de source officielle. On ajoute qu'il s'agit « d'arrestations préventives » opérées sur renseignements : les sympathisants du PKK prépareraient des « actions violentes » pour marquer l'anniversaire de l'organisation, le 27 novembre 1978.

A Paris, comme en province, des descentes de police et des perquisitions ont eu lieu dans les bureaux du Comité du Kurdistan et d'associations kurdes soupçonnées d'être liées au PKK. Parmi les personnes arrêtées figurent deux dirigeants du Comité du Kurdistan, Gultekin Kavak et Aydin Sercan et le président de l'Association des patriotes du Kurdistan, Ali Demir. Les policiers n'y sont pas allés par quatre chemins et ont

défoncé la porte des locaux pour perquisitionner.

Le coup de filet a également concerné 25 départements. A Dreux, le président de l'association culturelle et sportive kurde, Huseyin Yildirim, qui habite la ville depuis quinze ans, a été interpellé à son domicile avec son neveu et blessé à l'arcade sourcilière par un coup de crosse.

Pour le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duqué, ces arrestations relèvent d'une opération « d'ordre public » et sont une « affaire intérieure fran-

çaise ». Il a tenté de les justifier par le fait que « certaines personnes interpellées s'étaient montrées solidaires de prises d'otages de ressortissants français en Turquie » (allusion aux quatre touristes français enlevés pendant dix-huit jours cet été).

Il a également fait allusion à des « actes répréhensibles, comme l'occupation de locaux consulaires ». Le 24 juin dernier, cinq Kurdes avaient pris en otage une dizaine de personnes au consulat de Turquie à Marseille et les avaient libérées après avoir rencontré la presse,

mais les auteurs de cette prise d'otages ont déjà été sanctionnés et la charge paraît un peu mince pour justifier l'arrestation de plus de cent personnes.

La rafle aura au moins fait un heureux : le gouvernement turc qui a exprimé hier sa « grande satisfaction ». Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Ferhat Ataman, a même exprimé l'espoir que ces opérations policières « serviront d'exemple à d'autres pays ».

Kurdistan de Turquie

Un discret massacre

LA rafle opérée hier par la police française dans l'immigration kurde apparaît comme un coup de pouce au gouvernement turc et un soutien non dissimulé à la campagne de terreur et de répression lancée il y a moins de deux semaines par le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller.

S'appuyant sur une vague d'attentats contre des intérêts turcs lancée le 29 octobre par des sympathisants du PKK dans divers pays d'Europe — surtout en Allemagne où il y a eu un mort —, elle demandait aux gouvernements européens de mettre fin aux activités du PKK dans leurs pays respectifs. Pour la Turquie, elle annonçait une accentuation de la répression et doublait les effectifs de l'unité spéciale de 5.000 hommes qu'elle avait créée quelques mois plus tôt pour ratisser le Kurdistan.

Cette « dame de fer » turque a promis d'en finir par la force avec la question kurde en éliminant purement et simplement les opposants à la politique d'assimilation forcée menée par Ankara. Finies les velléités de solution politique, la « reconnaissance de l'identité kurde » qu'avait fait miroiter

son prédécesseur, Souliman Demirel. Depuis qu'il est président de la République, l'ancien chef du Parti de la juste voie se lave les mains du problème kurde et laisse faire l'armée.

Celle-ci n'y va pas par quatre chemins : tandis que le gouvernement ignorait le cessez-le-feu instauré unilatéralement de mars à mai par le PKK, ils ont mis à profit la trêve pour multiplier ratisages et arrestations. Et les choses se sont encore aggravées après la reprise des combats, en mai. Des dizaines de villages ont été vidés de leurs habitants et rasés. Le 22 octobre, une ville de 15.000 habitants, Lice, était détruite par l'artillerie kurde. Au lance-flammes, selon un médecin belge. Avec des armes chimiques, selon des témoins kurdes. Des faits si graves que la Fédération internationale des droits de l'homme et M^{me} Mitterrand ont dénoncé « un nouveau risque de génocide ».

Tout cela ne semble pas impressionner les médias ni les gouvernements dits « démocratiques » qui continuent d'ignorer superbement les souffrances des Kurdes de Turquie. Ils trouvent à cela un bon prétexte : les méthodes du PKK, qualifiées par

tous d'« organisation terroriste ». Il faut reconnaître que ces méthodes ne sont pas toujours recommandables. Comment approuver l'enlèvement de touristes, le meurtre d'instituteurs ou les opérations punitives lancées contre des « gardiens de villages » et leurs familles ?

Aussi critiquables soient-elles, ces méthodes ne sauraient justifier ni les massacres, ni les destructions de villages, ni le bombardement de régions entières qui se poursuivent depuis huit jours et dépassent les frontières de la Turquie pour toucher le nord de l'Irak, où d'autres Kurdes sont menacés. Elles ne sauraient justifier non plus les champs de mines que l'armée turque est en train de poser au long de ses frontières sud et est, ni la censure, ni le meurtre des journalistes qui tentent de dire la vérité.

Quant à l'attitude du gouvernement français, nul n'ignore qu'elle est dictée à la fois par la démagogie — frapper les immigrants — et par des intérêts sonnants et rébuchants liés aux ventes d'armes (chars et hélicoptères) à la Turquie.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Yılmaz disappoints

ANAP's long awaited Southeast policy does not contain any new proposal for resolution of the issue

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Main opposition Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yılmaz disappointed his audience during his press conference on Friday where he was expected to make significant remarks about his party's Southeast policy.

Despite expectations, Yılmaz merely said that the elimination of separatist terrorism is a priority issue in ANAP's Southeast policy and that any proposal for the region which does not contain measures for the elimination of terrorism may lead to dissolution in the society.

Yılmaz said he and his colleagues believe that after terrorism is crushed, the necessary legal amendments may be made to allow Kurdish-origin people to express themselves directly. Noting that it is not the people who demand to have TV broadcasting and education in Kurdish, Yılmaz said exaggeration of this issue has created unnecessary obstacles. He said that issue was actually not very important.

"Kurdish-origin citizens expect understanding from the state when it comes to expressing their identities and continuing their customs and traditions. Terrorism prevents this from taking place," Yılmaz said.

Stressing that the Southeast problem does not consist of only separatist terrorism, Yılmaz said prevention of separatist terrorism would not mean solution of the main problem. "This may lead to the freezing or postponement of the main issue," Yılmaz said.

Yılmaz continued that his party gives priority to the elimination of terrorism; however, he said the establishment of warm relations between the state and the citizens is a prerequisite. He said his party's proposals differ from Nationalist Movement Party (MHP) Chairman Alpaslan Türkeş's approach. He emphasized that he and his colleagues do not share Türkeş's opinion that terrorism can be eliminated in one year. He said they have doubts about the deterrence of measures which are attached to a certain timetable. He said setting a certain time limit is not only risky but unrealistic. He stressed that the resolution of the issue would be possible with medium-term measures. He said Turkey would not be able to achieve its target of becoming a powerful state if it fails to solve the matter by the end of 2000.

Yılmaz said Turkey was the target of dark scenarios and that the purpose of those scenarios was to destabilize, weaken and divide Turkey. He said separatist terrorism was being backed by some neighboring countries, particularly Syria, and that some friendly countries tolerated it as if it were a legitimate activity.

He said although the countries which give support to terrorism have different reasons for doing so, it is now certain that there is multinational support behind separatist terrorism. Pointing out that no example existed of the destruction of a state through terrorism, Yılmaz said that its main aim was to cause the

people to lose confidence in the state and draw them to their side through propaganda, threats and intimidation, forcing them to rebel against the state. He stressed that all the organizations and people should be on the side of the state throughout the struggle against terrorism. He said it was not possible to accept any actions which use terrorism as an excuse for seeking rights. He said that the state has the right to ban ideologies and punish those who attempt to divide the state and legitimize terrorism. He emphasized that showing tolerance in that regard would mean that the state was being careless. Among other proposals for the resolution of the issue, Yılmaz said that the struggle against terrorism should be undertaken within the framework of law and under the responsibility of the government; that the emergency rule governor's office should be abolished and the governors in the Southeast should be equipped with new powers to prevent any vacuum in the struggle against terrorism; that new structuring should be established in the field of intelligence and information belonging to various organizations should be assessed at one center; that border trade should recommence and it should be encouraged; that the people who have suffered losses during the struggle against terrorism should be compensated; the system of paid village guard should be revised and that special prisons should be built for terrorists.

Syria's reluctance leads to delay of tripartite talks

Syrian Interior Ministry official meets Mentese

Turkish Daily News

ANKARA- The tripartite security talks between Turkey, Syria and Iran scheduled for Nov. 25 may be postponed to December because of Syria's reluctance to participate, officials said Friday.

The officials, who asked not to be named, told the TDN that the se-

curity meetings have been postponed because Syria is unwilling to participate in the talks for the time being in view of the recent, belligerent, Turkish press campaigns against Syria.

Damascus is also said to want to wait and see the outcome of ongoing talks between Turkish and Syri-

an officials as well as the results of Iranian Interior Minister Ali Mohammed Beshareti's contacts in Ankara next week.

Prime Minister Tansu Çiller sent her foreign policy advisor Volkan Vural as an envoy to Damascus in an attempt to diffuse the tension and plead for more Syrian cooperation in security. The tripartite meeting was first held in Ankara in November of last year, and was later followed up with meetings in Damascus and Tehran.

Iranian Interior Minister Beshareti is meanwhile expected in Ankara Nov. 26 for talks which are again likely to be dominated by security matters.

Diplomatic observers say that a tripartite meeting that convenes after Beshareti's meetings in Ankara is likely to be more productive.

Meanwhile, the Foreign Ministry on Friday denied reports that Prime Minister Çiller declared that unless Iran accepted Turkey's proposal for joint operations against PKK camps in this country, Turkey would engage in a cross-border operation. Turkish Foreign Ministry Acting Spokesman Ferhat Ataman disclaimed press reports alleging that Çiller had said that Turkey would use its right to self-defense and go it alone unless the proposal was accepted. On Thursday, Syrian Interior Ministry official Gen. Adnan

Badr Al Hassan, sent to Ankara by Syrian President Hafiz Assad for a three-day visit aimed to ease Turkey's concerns about terrorism, smuggling and border security, met Turkish Interior Minister Nahit Mentese.

"All that disturbs Turkey also disturbs Syria," Al Hassan assured at the start of the meeting with Mentese, adding that Syria attached great importance to Turkey's territorial integrity.

Mentese stressed that security talks between Turkey and Syria went back a long way, citing former Interior Minister İsmet Sezgin's visit to Damascus during which a security agreement between the coun-

tries was signed, as well as the visit by Muhammed Havra, the Syrian foreign minister, to Turkey. He said he had spoken on the telephone with his Syrian counterpart earlier in the week, and had been invited to Damascus.

There are historic and religious ties between Syria and Turkey that make closer ties between the two a necessity, Mentese went on to say.

"That is why we have to act jointly in certain areas. Cooperation against terrorism and smuggling is to the benefit of both countries," he added.

"We want to strengthen relations of friendship, and further develop economic, cultural and social ties.

And this is only possible through the stability of the two countries," he also added.

The Syrian and Turkish delegations are to hold three days of technical meetings on the prevention of terrorism and smuggling. Official sources claim that in the inter-delegation talks, Turkey will try to get Syria to stop outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan's residing in Damascus, close down PKK training camps in the Bekaa Valley, and cut off routes for logistic and financial support to the organization. The sources say that if these talks do lead to agreement, then Mentese will be going to Damascus next

month to sign a series of additional protocols to the security agreement between the two countries.

Despite numerous diplomatic attempts by Turkey, not to mention two security protocols signed between Turkey and Syria in 1987 and 1992, PKK activity in Syria still continues.

The PKK has had its headquarters and communication facilities in Syria and the Syrian-controlled Bekaa Valley in Lebanon since the early 1980s. The delegation was welcomed in Ankara by Security Chief Mehmet Ağar and later met Interior Ministry Undersecretary Bekir Aksoy and Head of the Gendarmerie Gen. Aydın İter.

The delegation leaves for Istanbul on Sunday.

PKK releases American and New Zealander

TDN with wire dispatches

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) released an American and a New Zealander, their last Western hostages, early Friday, after holding them for more than a month.

The U.S. embassy said Colin Patrick Starger and a New Zealander, identified by his captors as Dougal Wentworth Howard Ellis, had been freed overnight near the town of Pulumur in the eastern province of Tunceli. The two men were believed to be unharmed.

An embassy spokeswoman said they had spent the night in a village and had been taken to a police station at Pulumur in the morning.

Anatolia news agency said that Starger and Dougal would soon be taken to Ankara.

The two men were kidnapped on Oct. 9 by PKK militants on the main road between the eastern provinces of Erzurum and Erzincan. The PKK had announced earlier this month that it would release its last three Western hostages, along with 19 captured Turkish soldiers, as a goodwill gesture to

mark the party's 15th anniversary on Nov. 27.

The PKK has now released all 19 Western tourists that it had kidnapped in eastern and southeastern Turkey since July.

A Dutch tourist, identified as Jan Maarten Mos, 25, was freed on Sunday after a month in captivity.

The PKK kidnappings apparently aim at winning publicity and harming Turkey's tourism industry which the organization says helps fund Turkish military operations in the Southeast.

The PKK has demanded that Western governments put pressure on the Turkish government to halt what it calls Ankara's "dirty war" in the mainly Kurdish-populated Southeast.

Turkey's Western allies have denounced the PKK as a terrorist group and have refused to negotiate for the release of their nationals. But they have also quietly urged Ankara to work for a peaceful solution to its Kurdish problem.

More than 10,000 people have died in a decade of fighting between Turkish security forces and the PKK.

Belgian police roundup of PKK members expected

In protest against French police operation, PKK occupies historic Notre Dame cathedral and offices of France 3

Turkish Daily News

ANKARA- Belgian police are soon expected to start rounding up suspected members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the Anatolia news agency reported Friday.

"Sources from the Interior Ministry have said the PKK will be banned in Belgium, and police there will soon follow the lead of the French police, who rounded up 110 PKK militants in a nationwide operation Thursday," Anatolia said.

"The PKK is panicking throughout Europe. Security units had been waiting for a political solution like this for a long time," it quoted a Belgian intelligence official, speaking on condition of anonymity, as saying.

Belgian Foreign Minister Willy Claes announced last week that Brussels was planning to ban the PKK in Belgium and that consultations on the subject among the

Interior, Foreign, and Justice ministries were continuing.

The Belgian weekly "Le Vif" wrote that the gendarmerie had been placed on high alert against possible attacks on Turkish interests in the country.

Meanwhile, following Thursday's police crackdown on the PKK network throughout France, about 200 militants of the organization on Friday occupied the ancient 12th century cathedral of Notre Dame in Paris while approximately 100 separatists raided the headquarters of the French TV station France 3 in Marseilles.

Sources close to French police have said that PKK "action plans" to kill Turkish diplomats, kidnap journalists and destroy Turkish interests in France have been unearthed by police.

In another development, police extended

by 24 hours the detention period of 51 PKK militants captured on Thursday. A total of 110 suspected PKK members were detained in raids by police, intelligence and counter-espionage agents on offices and homes of supporters of the PKK in Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux, Rouen and Brittany.

An Interior Ministry statement said incendiary materials had been seized as well as equipment to forge administrative documents.

Anatolia said accounts seized during Thursday's raids were being analyzed for clues to rumors that the PKK forces Kurdish businessmen living in Europe to pay "revolutionary taxes" to fund its terrorist activity in Turkey's troubled Southeast.

Responding to police raids, the French press has argued that the PKK has targeted

France because of its arms sales to Turkey.

The influential daily "Le Figaro" disclosed a secret Interior Ministry memo which said that the PKK was planning to stage further action against Turkish interests throughout Europe.

On June 24, PKK supporters stormed the Turkish consulate in Marseille and held six hostages as part of a Europe-wide action to

draw attention to "massacres of civilians in Kurdistan" by the Turkish army. They surrendered to police after three hours. Tansug Bleda, Turkey's Ambassador to Paris, told the Anatolia news agency Thursday that he considered the police operation against the PKK in France to be signifying the French government's "determination to fight against terrorist activity."

With chairman jailed, DEP seeks new leader

Diçle and Kılınc will race in the December convention

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Kurdish-based Democracy Party (DEP), formerly the People's Labor Party (HEP), has started to seek a new leader as its 2nd Convention, to be held on December 12, approaches.

Due to the imprisonment of current Chairman Yaşar Kaya, who is not a member of Parliament, the party is going to elect a new chairman at its 2nd convention.

The delegates of the party will choose at least one of the two candidates, who will represent "radical" and "moderate" views. While Hatip Diçle, Diyarbakır deputy, announced his candidacy officially on Thursday, Adıyaman Deputy Mahmut Kılınc, despite making no official announcement, told TDN on Friday that he too will run for the chairmanship of the party.

"Our chairman, Yaşar Kaya, who is currently in Mamak prison, will announce next week that he will not be a candidate for the chairmanship. Hatip Diçle and I will race in the convention," Kılınc said.

Kaya has been accused of spreading separatist propaganda and publishing leaflets of a terrorist organization (the PKK). "We are making politics in very risky circumstances. For that reason, we, as the DEP, including its deputies, delegates and sympathizers, decided to elect the chairman from the deputies," he added.

Maintaining that the election will take place on a democratic platform, Kılınc pointed out that his political opinions do not differ much from those of Diçle. "We are just different in style."

The prime ministry recently submitted to the parliamentary speaker's office the Ankara State Security Court's (DGM) demand to strip the parliamentary immunity of three Turkish Parliament members.

The Ankara DGM previously began investigating charges that Orhan Dogan had hidden an outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militant in his residence, that Leyla Zana had spread separatist propaganda and that Mahmut Ahnak had acted against the territorial integrity of the Republic of Turkey. At least 54 activists and politicians affiliated with DEP -- a legal body with 17 deputies in Parliament, including a member of Parliament from Mardin, Mehmet Sincar, have been shot by unidentified assassins over the past two years.

Prime Minister Tansu Çiller clarified her position with regard to the DEP parliamentarians on Sunday and said she was in favor of lifting the immunity of some of them, opening the way for trials which could put them on death row.

If the parliamentary immunities of the deputies are lifted, they will be tried by a State Security Court where the prosecution is demanding an investigation into their separatist activities, and the death sentence may be given if they are found guilty.

Court closes Özgür Gündem

Legal campaign starts against pro-Kurdish opinion

Turkish Daily News

ANKARA- Amid what appears to be a campaign launched against "separatist propaganda," a state security court (DGM) has closed the pro-PKK Özgür Gündem newspaper. Two other courts have started legal proceedings against businessman and Democrat Party (DP) Istanbul Provincial Chairman Besim Tibuk and Kurdish-origin folk singer Ibrahim Tatlıses for their remarks on the Kurdish issue.

Without any demand from the prosecutor's office, the Istanbul DGM on Thursday ordered the temporary closure of Özgür Gündem for the publication of an interview with Abdullah Öcalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and a commentary by A. Kadir Konuk, a columnist for the paper.

The court also fined Yaşar Kaya, Özgür Gündem's owner, TL 124 million and sentenced the paper's former editor-in-chief Seyh Devut Karadag to a five-month term of imprisonment. Karadag was also fined TL 41 million.

"This decision of the court, taken without the prosecutor demanding it, is a rare event in the history of the law," said Osman Ergin, lawyer for the defense.

In another development, the Istanbul DGM on Thursday filed cases against Tatlıses and Tibuk for spreading written and formal propaganda aiming to harm the territorial integrity of the country and the indivisible integrity of the nation. Speaking in Munich, where he was playing as part of his European tour, folk-singer Tatlıses offered himself as a self-styled mediator for the Kurdish issue.

"It's our responsibility to try to end bloodshed in the Southeast. Our country is on the edge of an abyss. The issue can be resolved only at the negotiating table," Tatlıses told the mass circulation daily Milliyet.

Milliyet also quoted Tibuk, DP Istanbul provincial chairman and NET Holding executive board president, as saying that a Kurdish state could be

established in the Southeast and that three provinces could be granted for this purpose on condition that the majority of locals settled there wanted this. In another development, DP chairman Hayrettin Erkmen on Friday disclosed that he had asked the party's disciplinary committee to debate whether to expel Tibuk from the party for his remarks. Erkmen said his party advocated the principle of the territorial integrity of the country and was determined to cling on to this view in the future.

Meanwhile, Tibuk released a press statement in which he said his words had been grossly misinterpreted.

The DGM has also started an investigation of Eren Güvener, Milliyet's editor-in-chief, for allowing the remarks to appear in the paper.

In a separate development, Turkish Chief of Staff Gen. Doğan Güreş has filed a case against Doğu Ergil, a professor at Ankara University.

In a public affairs programme broadcast on the private TV channel, Star, Ergil accused the top-brass of the Turkish Armed Forces of "high treason."

Last week, acting on orders of another DGM, police seized all copies of Oral Çalışlar's most recent book, "Kurdish Question," on the grounds that it allegedly contained propaganda "aiming to destroy the indivisible integrity of the state."

Earlier, writer, politician and Labor Party (IP) Chairman Doğu Perinçek was sentenced to two years for a speech, related to the Kurds, that he made on television.

Ismail Beşikçi, a well-known sociologist and author, was sentenced on Nov. 10 to one year and eight months in jail for spreading subversive Kurdish propaganda aiming to topple the sovereignty of the state. The Supreme Court ruled that Beşikçi was guilty of spreading separatist propaganda in his book, "Program of the Republican People's Party (1931) and the Kurdish Problem."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0347 4 I 0279 RFA /AFP-SU43

Allemagne-Kurdes lead

Plus de 20.000 Kurdes ont manifesté samedi à Bonn

BONN, 20 nov (AFP) — Plus de 20.000 Kurdes ont manifesté samedi à Bonn pour protester contre les perquisitions qui ont visé leurs associations à la suite d'une série d'attentats commis au début novembre contre des intérêts turcs en Allemagne, a indiqué la police.

La manifestation visait aussi à protester contre la menace d'interdiction qui pèse sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en Allemagne depuis une prise d'otages organisée par des Kurdes en juin au consulat de Turquie à Munich (sud).

Les manifestants ont dénoncé "l'intrusion surprise de la police et de commandos spéciaux dans des associations culturelles, sportives, artistiques et de travailleurs kurdes ainsi que dans les maisons de plusieurs citoyens kurdes en Allemagne", selon un tract des organisateurs.

La Feyka-Kurdistan (Fédération des associations patriotiques de travailleurs et de culture du Kurdistan), proche du PKK, qui avait lancé l'appel à la manifestation, s'est inquiétée de "la menace de fermeture" que les autorités allemandes font peser sur les associations perquisitionnées.

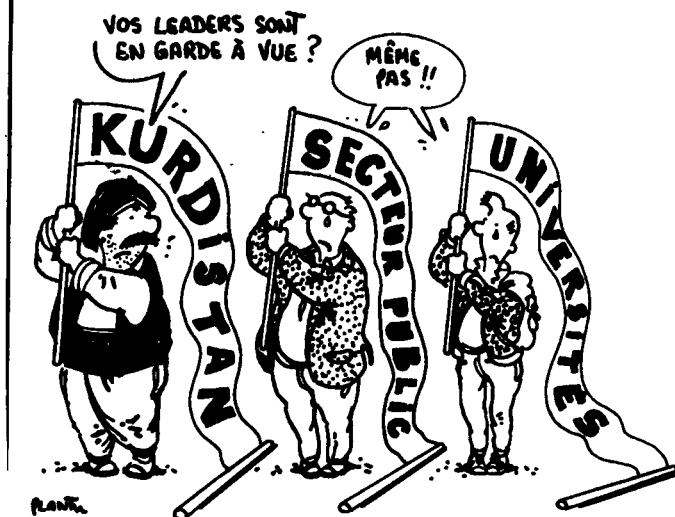
Des manifestations similaires, réunissant 150 à 300 Kurdes, ont également eu lieu, samedi à Paris et Strasbourg, après l'opération policière menée jeudi à travers toute la France dans les milieux proches du PKK.

Le gouvernement allemand a annoncé qu'il étudiait l'interdiction du PKK, après la série d'attentats qui ont fait un mort à Wiesbaden et 18 blessés en Allemagne, le 4 novembre. La justice a ouvert de son côté une enquête contre le PKK pour constitution d'association terroriste.

v1-fka/#fo

AFP 202055 NOV 93

La manifestation du secteur public



La manifestation des salariés d'une quinzaine d'entreprises du secteur public a rassemblé, jeudi 18 novembre, à Paris, environ 12 000 personnes. Ce défilé regroupait notamment des personnels de Bull, Rhône-Poulenc, Thomson-CSF, la SEITA, Eif-Aquitaine...

Le Monde • Samedi 20 novembre 1993 •

POLICE

Plusieurs personnes interpellées dans les milieux indépendantistes kurdes seront expulsées

Plusieurs personnes interpellées lors de l'opération de police dirigée contre les milieux indépendantistes kurdes de Turquie, jeudi 18 novembre, sont en situation irrégulière et feront l'objet d'une expulsion, a indiqué dans la soirée de jeudi, le ministère de l'Intérieur. Cette opération de grande envergure, qui a abouti à 111 interpellations, a notamment permis, selon le communiqué du ministère, de mettre la main sur des matériels « pouvant servir à composer des engins incendiaires et des instruments destinés à falsifier des

documents administratifs ». Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et « les associations qui lui servent de relais, mènent depuis plusieurs années, dans toute l'Europe et singulièrement en France, de nombreuses actions violentes. Des assassinats ont été commis. Des Français ont été pris en otage. » Le PKK financerait aussi des « filiales d'immigration clandestines ».

Le communiqué rappelle que, si le gouvernement « entend respecter sans aucune restriction la tradition d'asile qui est celle de notre pays », il n'acceptera pas que des étrangers se livrent en France à des actions contraires au droit, ou de nature à nuire aux intérêts de la France et à la sécurité des Français. Le ministère des affaires étrangères a apporté son soutien à l'opération policière et rappelé qu'il avait, à plusieurs reprises, « condamné les actes de terrorisme du PKK ».

Une avocate lyonnaise « au secret »

Placée on garde à vue pendant une vingtaine d'heures dans le cadre de la vaste opération nationale effectuée dans les milieux kurdes, une avocate lyonnaise, Florence Neple, proteste contre les conditions de sa "mise au secret"



Me Florence Neple a protesté contre les conditions de sa "mise au secret", lors d'une conférence de presse en compagnie de ressortissants kurdes.

Son tort : être la compagne d'un ressortissant kurde. C'est du moins l'impression qui prévaut après les 19 heures de garde à vue passée par Florence Neple, avo-

cate lyonnaise, dans les locaux du SRPJ à Lyon.

Judi dernier, à la suite du vaste coup de filet policier diligenté par le parquet de Paris, à l'encontre des mineux activistes kurdes, six ressortissants soupçonnés d'être liés au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) avaient été interpellés à leur domicile lyonnais. Une opération qui n'a pas épargnée M. Yirdilin, arrêté à son domicile qu'il partage avec sa compagne, Florence Neple.

« Dans la matinée, les policiers sont revenus perquisitionner à notre domicile, en présence du procureur de la république et du bâtonnier de permanence », explique Florence Neple. « Leurs vérifications terminées, les enquêteurs ont souhaité que je passe dans leurs locaux en début d'après-midi pour une audition qui devait prendre fin vers 19 h 30 ».

A cette heure là pourtant, Florence Neple est placée en garde à vue,

« sans autres formes d'explications », raconte-t-elle, « j'ai donc demandé que mon bâtonnier soit prévenu, et courtoisement, les policiers se sont engagés à le faire. Mais dans la soirée, on m'a fait savoir que le bâtonnier était injoignable. Son téléphone ne figurait pas dans l'annuaire. J'ai donc passé la nuit dans un local, sans chauffage, alors que je suis enceinte et de santé fragile ».

Une procédure qui révolte aujourd'hui l'avocat de Me Neple. « Florence Neple a été placée en garde à vue et gardée dans le secret le plus total même, ce qui est inacceptable » affirme Jean Felix Luciani. « Il faut noter le caractère gravissime de cette garde à vue. Sur ordre express du parquet de Paris, elle a été prolongée dans le secret le plus total. Et ces circonstances auront des conséquences graves. L'ordre devra demander des explications avec, la plus grande fermeté », ajoute François Saint-Pierre,

membre du conseil de l'ordre du barreau de Lyon. Finalement et au terme d'une vingtaine d'heures, conclues par un nouvel interrogatoire « pour confirmer les propos tenus la veille », l'avocate a été remise en liberté, vendredi.

Hier soir, vingt-cinq Kurdes, sur les 111 interpellés jeudi, étaient toujours en garde à vue. Une vingtaine d'entre eux devaient être déférés au Parquet de Paris, puis présentés devant un juge d'instruction chargé des affaires de terrorisme en vue d'une éventuelle mise en examen. Parmi eux, trois hommes étaient, en début de soirée, toujours dans les locaux du SRPJ à Lyon. De son côté, et vers 15 heures, la communauté kurde installée dans l'agglomération a

manifesté son mécontentement devant l'entrée de la Préfecture, avant de remettre une lettre au Préfet du Rhône.

FRANCOIS CHIGNAC

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0291 4 01 0190 FRA /AFP-UV91

France-Kurdes

Interdiction d'une manifestation kurde à Paris

PARIS, 21 nov (AFP) — La Préfecture de police de Paris a interdit dimanche une manifestation kurde qui devait se tenir lundi, place de la République, à l'appel de la Fédération des associations kurdes en France (Yek-Kow), pour protester contre la vague d'interpellations dans les milieux proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), jeudi dernier, approuvée de l'autorité policière.

Les manifestants entendaient défiler à partir de 11 heures, de la place de la République jusqu'au ministère de la Justice, place Vendôme.

Dans un communiqué, Yek-Kow soulignait que certains des interpellés « risquent l'extradition vers la Turquie où une mort certaine les attend », et en appelait « à la conscience humaine pour les soutenir ».

Vingt-quatre kurdes, sur les 111 interpellés jeudi ont commencé à être déférés dimanche devant un juge d'instruction chargé des affaires de terrorisme au palais de justice de Paris. Ils risquent des mises en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » mais aussi pour « extorsion de fonds ».

pf/mc

AFP 211733 NOV 93

Talks with Syria produce 'much the same'



A SYRIAN GENERAL IN ANKARA- Syrian Internal Security chief Major General Adnan Bedr al-Hassan flanked by Turkish Security Department Director Mehmet Ağar (left) and Interior Minister Nahit Menteşe (right) during talks last week. The Syrians say they will not allow any organization on their soil to operate against Turkey.

Photo TDN-Ali Fuat Ulay

Syrians promise to hand over Öcalan "if they can catch him"

By Semih D. Idiz
Turkish Daily News

ANKARA- Talks between Turkey and Syria dealing with the issue of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), whose leader and key members Damascus is said to be sheltering, ended over the weekend with little that is conclusive having been agreed on. Ankara found a fresh opportunity during these talks, headed on the Turkish side by Turkish Security Chief Mehmet Ağar and on the Syrian side by a senior Interior Ministry official, Major General Adnan Bedr al-Hassan, to express its dissatisfaction at the support provided by Damascus to the PKK.

The Syrian side, however had nothing new to say and repeated the standard line that the PKK's leader Abdullah Öcalan is not living in Damascus, or anywhere in Syria, and that Syria does not and would not allow anti Turkish activities from its territory.

In addition to this, and in an announcement which Turkish officials took as "amusing," Syria apparently promised that if it ever caught Öcalan it would hand him over to Turkey. This "commitment" on Syria's part was announced by Ağar on Saturday after the conclusion of the two days of talks in Ankara.

This promise of Syria's was considered "amusing" because Öcalan is known to have spent the better part of the last ten years either in Syria, shuttling between the capital Damascus and the Mediterranean resort of Latakia, or in the Syrian controlled Bekaa Valley.

Countless press and TV interviews with Öcalan either in Syria, or in the Bekaa Valley, attest to this fact. In addition to this Turkey on numerous occasions, has given the address and telephone numbers of Öcalan's flat in Damascus, to the Syrian authorities in an attempt to show that it will not allow the "wool to be pulled over its eyes" on this

score. During his official visit as Prime Minister to Damascus earlier this year, President Süleyman Demirel was reported as having personally given the address and telephone number to Syrian President Hafez al-Asad.

Asad is known for promising Turkish prime ministers since the late Turgut özal's visit to Damascus in 1987, when the issue of the PKK was first raised at the highest level with Syria, that his country would never "even think of allowing activities which might destabilize Turkey." Some PKK bases in the Bekaa Valley are reported to have been closed as a result of Turkish pressure on Damascus, even though officials in Ankara argue that the fact of these camps being closed or open appears to be contingent on fluctuations in Turkish Syrian relations.

Syria again paid lip service during last weeks talks between Ağar and General Hassan to the need to make promises to Turkey on this issue, even if these are bound to prove empty promises, and repeated its traditional line whenever this topic is discussed by officials from the two countries.

"Syria will never be a sanctuary or a pathway for any element harmful to Turkey's territorial integrity and stability," General Hassan said on Saturday after the talks in Ankara. Ağar later told reporters that they had "reviewed every clause of every security accord and protocol signed until now and reached full understanding on the implementation of all of them."

But an uncharacteristically strong statement by Foreign Minister Hikmet Çetin during the week, just as General Hassan was preparing to arrive in Ankara, served to reveal Turkey's real position on this score.

"Officials in Damascus each time say the leader of the PKK is not in Syria. But it is natural that we have a hard time believing this," Çetin told the Parliament's budget committee reviewing his ministry's budget. Syrian Foreign Minister Farouq al-Shara is expected to visit Turkey later this month. Naturally the PKK issue will be on the agenda again.

It seems that until such time as the two countries can establish a meaningful dialogue and set up concrete and workable mechanisms to address this issue this "dialogue of the deaf" will continue.

French police seek indictment of PKK militants

One suspect reported as having been arraigned for trial
PKK protests police roundups of members in Europe

Turkish Daily News

ANKARA- French police on Sunday asked magistrates to charge 24 PKK militants rounded up by police with various offences including extortion from Kurdish and Turkish businesses in France.

One of the suspects was reported by Anatolia News Agency on Sunday as having been arraigned for trial while the questioning of the 23 was continuing. The agency did not elaborate or give names.

The French Foreign Ministry said Thursday's raids were aimed at upholding public order after several Kurd petrol bomb attacks on Turkish diplomatic premises and banks.

Turkey welcomed the roundup, urging countries to outlaw the PKK and halt its activities.

Police sources said documents seized during the raids bore witness to the extortion of "revolutionary taxes" from Kurdish and Turkish businesses in France.

Meanwhile supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) staged demonstrations in Europe in a bid to protest the police roundup of the suspected members of the PKK organization. Several people were hurt when club-wielding police broke up a crowd of some 200 Kurds holding a noisy but peaceful demonstration outside Paris' law courts on Saturday to demand the release of comrades arrested by French police.

Police also forced out 150 Kurds who were demonstrating in the cathedral at Strasbourg in eastern France. The Kurds threw chairs at the officers.

About 20,000 Kurds marched through Bonn's diplomatic quarter on Saturday to protest against police raids on the homes and offices of suspected Kurdish extremists in Germany, witnesses said.

Organizers from the group FEYKA-Kurdistan denounced the police searches, launched after Kurdish militants carried out Europe-wide attacks on Turkish offices and businesses in early November.

Police arrested a suspected member of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for one attack, the firebombing of a Turkish restaurant in Wiesbaden which resulted in the death of a Turkish national.

The PKK denied any involvement in the wave of attacks on Turkish targets in 28 German cities, as well as in London, Copenhagen, Vienna, Strasbourg and Switzerland.

Interior Minister Manfred Kanther, quoted by the weekly newspaper Welt am Sonntag, said police seized a large quantity of material in the raids on the homes and offices of suspected PKK supporters.

He said the government was determined to crack down on foreign extremists operating in

Germany, where Turkish citizens including Kurds make up the biggest minority of foreign workers. He has said the federal prosecutor is studying the viability of banning the PKK, a move long urged by the Turkish government. Riot police on Friday expelled Kurdish demonstrators who occupied Notre Dame cathedral to protest the roundups of suspected anti-Turkish radicals.

Helmeted police armed with clubs and shields entered the famous monument on the Seine River to expel some 200 Kurdish men, women and children who had occupied the sanctuary for two hours.

No injuries or arrests were reported. The protest came a day after French police arrested 110 people believed to have links with the PKK. Thirty-one remained in custody late Friday. Notre Dame closed its doors in mid after-

noon after the Kurds entered, said the superintendent, Francois Girard. He said that they had promised to leave in time for evening services. But police said they intervened at the request of Notre Dame's clergy after some of the Kurds threatened to start a hunger strike. The cathedral is a frequent target of protesters seeking attention. On June 24, Kurds stormed the Turkish Embassy in Bern, Switzerland. One demonstrator was killed. Meanwhile, an announcement from the emergency rule governor's office said that 15 PKK militants were killed in the clashes near Sirnak. It said that three security officials were killed in the same clash. It noted that the operations were launched in the mountainous section of the Dedeoren village near the border. Also on Sunday, one PKK militant was arrested near the town of Dargeçit in Diyarbakir.

DEP MPs urge CSCE to found watchdog committee in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Democracy Party (DEP) deputies applied to the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) over the weekend, and wanted the CSCE to establish a "permanent watchdog committee" in Turkey's eastern region.

In their letter to the CSCE, the deputies claimed that the "Kurdish people are concerned that they are on the threshold of genocide." They also asked that the proposed committee remain in the region for the local polls that will be held throughout Turkey next March.

The letter was sent by Diyarbakir Deputy Hatip Dicle, who signed it on behalf of his 16 colleagues. It alleged that the atmosphere of violence stemming from the suppression of Kurdish identity and rights had reached serious dimensions, to a degree that threatens domestic peace, democracy and human rights.

It contained quotes from President Süleyman Demirel, Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş and Defense Minister Mehmet Gölhan. It noted that Demirel had described the

developments as the "29th Kurdish revolt", that Gen. Güreş had termed the armed clashes as "low intensity warfare," and that Gölhan, returning from his visit to the Southeast, had told reporters that he was coming from the front. The letter also claimed that 30 people are killed in the clashes every day, that there have been hundreds of unsolved murders, and that mass detentions, arrests, executions and torture are features of life in the region.

Pointing out that the DEP strictly rejects military solutions and violence in the resolution of the Kurdish question, the deputies wanted Turkey to fulfill the obligations arising from the international accords which it has signed. Referring to the Constitutional Court's closure of their former party, the People's Labor Party (HEP), the deputies claimed that the HEP had been made defunct on the grounds that it advocated the identity and rights of the Kurdish people.

They noted that DEP chairman Yaşar Kaya is still in jail because of a speech he had delivered abroad.



Tim Brakemeier/Agence France-Presse

ENTERTAINMENT AND PROTEST — A folklore ensemble whipped up enthusiasm as 20,000 supporters of the Kurdish Workers Party took to the streets in Bonn for a demonstration against measures employed by the German authorities to control Kurdish groups.

When Iranian Exiles Are Killed in West

By Rick Atkinson

Washington Post Service

BERLIN — On a chilly September night last year, two masked gunmen burst into the back room of the Mykonos restaurant here and, in a scene repeated often during the last decade, opened fire on expatriate opponents of Iran's fundamentalist Islamic regime.

This time, the targets were a Kurdish separatist leader and three of his top aides. As in dozens of similar cases, investigators found few clues except for four bullet-riddled bodies amid overturned tables and shattered cups.

Yet, unlike nearly all of the previous assassinations, in France, Switzerland, Italy, Turkey, and at least eight other countries, this time the suspected gunmen were soon caught. Five defendants, including an Iranian accused of being an agent of Tehran's Ministry of Intelligence and Security, are on trial in Berlin amid extraordinary security measures.

The Mykonos murders have refocused public attention in Europe on the systematic extermination of Iran's political foes, as well as on the West's relations with Tehran. The investigation and trial have provided new insights into the operation of meticulously organized

death squads directly linked to the rule of President Hashemi Rafsanjani, American and German officials say.

The bold brutality of such killings has led to protests from human-rights groups and Western governments. A recent Amnesty International report documented and condemned the killing of Iranian dissidents abroad. "We're seeing a growing pattern of killings and this bloody trail leads back to Tehran," said James O'Dea, Washington director of the organization.

Sweden ordered the expulsion of three Iranian diplomats last week for spying on expatriates; Tehran retaliated by kicking out three Swedish diplomats. The State Department has declared Iran to be the most active of all state sponsors of terrorism, saying that more than 20 such attacks in 1992 alone.

Yet the response to Tehran's apparent complicity has often been tepid or inconsistent. Commercial interests and desires to avoid provoking Iran sometimes have caused Western governments to soft-pedal their criticisms, American and European officials say.

Germany's Federal Criminal Office noted that although "Iran does not shrink from committing serious crimes in pursuing its opponents," the "reaction in the West is most likely to be verbal."

Germany, which sold more than \$5 billion in goods and services to Iran last year, is a case in point. In early October, three weeks before the Mykonos trial opened, Chancellor Helmut Kohl's top intelligence adviser, Bernd Schmidbauer, met in Bonn with Ali Fallahian, Iran's intelligence minister, whom the German press has dubbed "the sixth defendant" in the Mykonos slayings. He is suspected by prosecutors of being the mastermind.

But when investigators suggested filing charges against Mr. Fallahian during his visit, Bonn insisted that the Iranian was a "state guest."

The Iranian government has denied any connection to attacks. A spokesman for the embassy in Bonn repeated those denials. Allegations of complicity in the Mykonos case "are absolutely baseless," he added. "We also want to find out who's behind the murder."

The Berlin slayings are only a recent example of what intelligence and law enforcement officials say is a campaign that has not diminished since the death of Avatollah Ruhollah Khomeini in 1989 and Mr. Rafsanjani's accession. "Behind all these crimes stands a sovereign state with all of its logistic capabilities," the German Federal Criminal Office report said.

The Iranian exile group Mujahi-

din Khalq, which contends that the Tehran regime has murdered 100,000 opponents in Iran and tortured 150,000 others, lists nearly 100 assassinations of or assaults on Iranian expatriates since the fundamentalist regime took power in 1979. Western officials have found links to Tehran in many cases.

Perhaps the case that offers the clearest link to Tehran was the assassination on Aug. 24, 1990, of Kazem Rajavi, head of the Mujahidin organization in Geneva, who was ambushed and killed by gunmen in two cars.

Swiss authorities implicated 13 Iranians. Most had entered Switzerland with diplomatic passports issued in Tehran on the same date with the notation "on assignment." Most also had arrived on Iran Air's Tehran-Geneva flights over several months, using tickets with consecutive serial numbers. Several of the men flew from Geneva to Vienna less than two hours after the killing.

The accumulated evidence "permits confirmation of a direct involvement by one or more official Iranian services," according to a report by Roland Chatelain, a Swiss magistrate.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0303 4 6 0281 FRA /AFP-CN14

France-Kurdes lead

115 manifestants kurdes interpellés à Paris

PARIS, 22 nov (AFP) — Cent quinze manifestants kurdes ont été interpellés, lundi matin, à Paris, alors qu'ils se regroupaient pour une manifestation interdite par les autorités, a-t-on indiqué de source autorisée selon un bilan provisoire.

Les interpellations se sont déroulées entre 11H15 et 14H30, place de la République, a-t-on ajouté. Elles étaient motivées par le fait que les Kurdes, qui comptaient se rendre au ministère de la Justice, avaient contrevenu à une interdiction de manifester de la Préfecture de police de Paris (PP).

La manifestation avait été prévue par la Fédération des associations kurdes (Yek-Kom) afin de protester contre la vague d'interpellations dans les milieux proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) jeudi dernier.

Les personnes interpellées ont été conduites à la 3ème division de police judiciaire (DPJ) et devraient être libérées, dans la journée, sur instruction du parquet de Paris, "après vérification de leur situation administrative, par petits groupes, afin d'éviter tout regroupement sur la voie publique".

Par ailleurs, de 12H30 à 13H30, quelque 150 autres Kurdes ont réussi à manifester de la Porte Saint-Denis au boulevard des Italiens, via le boulevard Poissonnière. Ils sont retournés Porte Saint-Denis "en utilisant les trottoirs".

Trois policiers ont été blessés à l'occasion de ces différentes actions ainsi qu'un manifestant. Ce dernier, selon la police, "a fait une chute".

24 des 11 Kurdes interpellés en France jeudi ont été mis en examen dimanche pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste".

rb-jcc/ms

AFP 221625 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0415 4 61 0127 FRA /AFP-DM36

France-kurdes

Pas de reconduite à la frontière turque des ressortissants d'origine kurde, indique le ministère de l'Intérieur

PARIS, 22 nov (AFP) — Il est "exclu de reconduire à la frontière turque des ressortissants d'origine kurde", rappelle lundi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua a donné instructions aux préfets "de ne pas mettre à exécution les arrêtés de reconduite à la frontière sans accord préalable de l'Administration centrale", précise le communiqué.

Ces instructions ont été données par M. Pasqua dès le 20 novembre 1993 immédiatement après qu'il avait eu connaissance de la mesure d'éloignement prise par le préfet de Seine-Maritime à l'encontre du ressortissant turc Ali Yucel.

cs/yb/jl

AFP 221822 NOV 93

Témoignage Chrétien
20 novembre 1993

■ Un joli nom

Edouard Balladur a reçu récemment une lettre du dirigeant kurde irakien Jalal Talabani lui rappelant combien son nom était évocateur pour les Kurdes. En langue kurde (et persane également), Balla-dur signifie « *Que le malheur soit éloigné de toi* ». La famille Balladur serait originaire du Nakhitchevan, en Azerbaïdjan.

FRA0397 4 GI 0203 FRA /AFP-JA91

France-Kurdes

Une jeune Kurde arrêtée à Paris assignée à résidence dans les Deux-Sèvres

NIORT, 23 nov (AFP) — Une jeune Kurde de 19 ans, arrêtée le 18 novembre à Paris lors d'une opération de police visant les militants du PKK, est assignée à résidence dans un petit village des Deux-Sèvres, Saint-Pardoux, a-t-on appris mardi auprès de la mairie.

La jeune femme, Gubert Ayaz, avait été interpellée au siège du comité du Kurdistan à Paris. Elle a été installée dans l'auberge de Saint-Pardoux, l'"hôtel des voyageurs", surveillée par quatre policiers des Renseignements généraux qui se relaient jour et nuit. Elle a reçu, mardi, la visite de ses parents, installés à Rouen depuis 1982.

Le maire de Saint-Pardoux, un village de 1.200 habitants entre Niort et Parthenay, M. Paul Pelletier, a indiqué à l'AFP que c'était la première fois à sa connaissance qu'une personne était assignée à résidence dans sa commune.

Dans un communiqué publié dimanche, le comité du Kurdistan s'inquiétait du sort de la jeune femme : "Où se trouve-t-elle et pourquoi ?" demandait le comité. "Nous craignons qu'elle soit déjà extradée ou sera extradée vers la Turquie où elle risque la mort", écrivait le comité.

mv/mst

AFP 231743 NOV 93

FRA0303 4 I 0302 FRA /AFP-1A58

Kurdes-Turquie

Appel à la communauté internationale de deux parlementaires kurdes de Turquie

PARIS, 23 nov (AFP) — Deux parlementaires kurdes de Turquie, membres du Parti de la démocratie (DEP), ont lancé mardi à Paris un appel à la communauté internationale concernant le sort des populations kurdes victimes, selon eux, de la répression d'Ankara et qui "risquent d'être poussées vers la solution du désespoir et de la violence".

Sirri Sakik et Sedat Yurtaf, respectivement député de Mus et de Diyarbakir (est de la Turquie), ont souligné, lors d'une conférence de presse, que si le point de vue des parlementaires et hommes politiques kurdes en faveur d'une solution politique dans un cadre démocratique n'est pas entendue, "la population ira vers des solutions se trouvant dans la montagne", allusion à la lutte armée menée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les députés ont souligné que le DEP "n'était pas en relation organique avec le PKK", mais admis que ce mouvement créé en 1984 qui mène une lutte armée et est accusé de terrorisme par Ankara mais aussi des Occidentaux, "a amené le problème des Kurdes de Turquie sur la scène internationale et que de nombreuses familles y ont un enfant ou un parent".

Selon eux, Ankara utilise les arrestations de Kurdes turcs en France et en Allemagne comme soutien à sa politique.

Les 17 députés du DEP (sur les 450 du parlement turc) ont notamment demandé l'envoi immédiat d'observateurs dans le sud-est de la Turquie, "scène d'une guerre sur fond de bavures de la part des autorités".

Cette démarche intervient au moment où les "faucons" de la classe politique turque demandent la levée de l'immunité des députés du DEP "afin de pouvoir les juger pour séparatisme et atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat".

mj/bmk

AFP 231543 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRAD166 4 I 0164 IRK /AFP-GN74

Irak-Kurdistan-CEE

Aide de dix millions de dollars de la CEE à des ONG en Irak

ERBIL (Irak), 23 nov (AFP) - Le Bureau humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) versera une aide de dix millions de dollars à des organisations non-gouvernementales (ONG) en Irak en décembre prochain, a indiqué mardi un représentant de l'ECHO à l'AFP.

La plus grande partie de cette aide sera consacrée au Kurdistan --autonome de fait--, en raison des problèmes d'infrastructure dans le sud (à majorité chiite), a précisé M. Donato Chiarini, qui effectue une tournée dans le nord de l'Irak.

Deux ONG, Oxfam et le Comité irakien pour l'aide humanitaire, organiseront des programmes de distribution d'eau et d'hygiène publique dans le sud, a-t-il ajouté.

Dans le nord, plusieurs ONG allemandes, françaises, britanniques et kurdes ont présenté des propositions à M. Chiarini pour participer au programme d'aide pour l'hiver, dont l'adoption est prévue le 30 novembre prochain.

ls/jcc

AFP 231141 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRAD459 4 I 0230 /AFP-JP22

Turquie-Kurdes

Arrestation du vice-président du Parti pro-kurde de la Démocratie

ANKARA, 23 nov (AFP) - Le vice-président du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), Kemal Bilget, a été déféré mardi devant la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul en tant qu'ancien "membre du Parti communiste du Travail de Turquie" (TKEP, extrême-gauche), a indiqué l'agence semi-officielle turque Anatolie.

M. Bilget a été arrêté en application d'un article du code pénal destiné à empêcher la prise du pouvoir par les communistes, tombé en désuétude depuis la chute du mur de Berlin fin 1989.

Son application contre M. Bilget, alors qu'il n'est plus membre du parti illégal visé, permet la seconde arrestation d'un dirigeant d'un parti pro-kurde que les autorités tentent par tous les moyens légaux à leur disposition de faire taire.

M. Bilget, qui avait été placé en garde à vue le 15 novembre par la police d'Ankara, a été arrêté à Istanbul sur l'inculpation de "tentative d'abrogation de la Constitution de la République de Turquie et du Parlement turc", selon la même source.

La police avait découvert des documents manuscrits de M. Bilget lors d'une opération récente contre le TKEP à Istanbul. Des militants présumés du TKEP avaient affirmé qu'il était membre de cette organisation déclarée illégale par les autorités turques.

CE/pl

AFP 231853 NOV 93

Les suites de l'opération de police dans les milieux kurdes de France

Vingt-quatre personnes proches du PKK ont été mises en examen

Vingt-quatre personnes, considérées comme proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et interpellées jeudi 18 novembre (*le Monde* du 19 novembre), ont été mis en examen, dimanche 21 novembre, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » par les juges d'instruction parisiens Laurence Le Vert et Roger Le Loire. Vingt et une d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt, trois autres ont été laissées en liberté sous contrôle judiciaire. Un des Kurdes mis en examen s'est éga-

lement vu signifier le chef d'extorsion de fonds et deux autres celui d'infraction à la législation sur les étrangers. Parmi les personnes placées sous mandat de dépôt figurent deux dirigeants du PKK en France, Gultekin Kavak et Aydin Sercan.

Lors des perquisitions, les policiers ont saisi des documents, de l'argent, ainsi qu'un plan de collectes de fonds et des récapitulatifs de mandats envoyés en Allemagne et en Turquie. L'un des avocats des Kurdes, M^e Daniel Jacoby, par ailleurs président de la Fédération internationale des

ligues des droits de l'homme, a dénoncé l'« amalgame » qui était fait, selon lui, « entre les actions menées en France par les intégristes islamistes et les militants kurdes ». « Le dossier a été artificiellement fabriqué », a ajouté M^e Jacoby.

Recrudescence des risques terroristes

Samedi après-midi, devant le Palais de justice de Paris, la police a dispersé un rassemblement de deux cents Kurdes vivant en France. Plusieurs manifestants ont été légèrement blessés. A Strasbourg, cent cinquante personnes, qui occupaient la cathédrale, ont été évacuées sans incident.

Invité de l'émission « 7 sur 7 », dimanche sur TF 1, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a estimé qu'il y avait actuellement « une recrudescence des risques terroristes en France ». Il a souligné qu'il s'agissait pour le pays de « rétablir sa souveraineté » et qu'il n'était « pas question d'accepter que des gens abusent de

l'hospitalité française pour conduire des actions contraires à nos lois et aux principes démocratiques, et à la Charte des Nations Unies ». Interrogé sur l'opération menée dans les milieux proches du PKK, M. Pasqua a indiqué qu'il était « possible que cette cause (la cause kurde) mérite quelque sympathie », mais il a souligné qu'« un pouvoir constitué ne pouvait accepter que l'on transpose sur son sol la guérilla, le racket et que l'on soit la base arrière d'organisations terroristes ».

Revenant sur l'opération menée dans les milieux intégristes algériens, le ministre a déclaré : « On a la preuve que la Fraternité algérienne en France est directement liée au FIS et aux groupes armés en Algérie. » Certaines personnes interpellées « s'apprêtaient », selon lui, « à commettre des attentats ou étaient capables de les commettre ».

Le Monde • Mardi 23 novembre 1993 •

TURQUIE

Un parti pro-kurde demande l'intervention de la CSCE

Le Parti démocratique (DEP, pro-kurde) a annoncé dimanche 21 novembre avoir demandé vendredi à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) la création d'un comité permanent sur la situation des Kurdes de Turquie « au seuil d'un génocide et d'une déportation ». Les dix-sept députés du DEP ont demandé l'envoi immédiat d'observateurs dans le sud-est, « scène d'une guerre sur fond de bavures de la part des autorités ». « Les Kurdes qui revendiquent leur identité ethnique et culturelle sont sujets à une répression croissante dans une région où une trentaine de bourgades ont été presque détruites par les forces de l'Etat », ajoutent-ils.

Par ailleurs, deux touristes, un Américain et un Néo-zélandais enlevés en octobre par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et libérés jeudi, sont arrivés samedi à Ankara. Le PKK ne détient plus de touristes étrangers, a indiqué samedi le quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem*. Sur le terrain, des sources officielles ont indiqué samedi que trente-neuf personnes avaient été tuées la veille dans divers affrontements. - (AFP, AP, Reuter.)



LES KURDES CHASSÉS DE LA REPUBLIQUE. Les forces de l'ordre sont intervenues violemment hier en fin de matinée, faisant un blessé, pour mettre fin à un début de regroupement de Kurdes sur la place de la République, à Paris. Interdite dimanche par la préfecture de police, la manifestation de soutien aux 24 Kurdes membres du PKK mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » devait rejoindre le ministère de la Justice. 115 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été interpellées puis relâchées dans la journée.

Le Figaro - 22 novembre 1993

Après l'opération policière

Les Kurdes de France en colère

Vingt-quatre personnes interpellées jeudi ont été présentées hier au parquet de Paris.

La police a interpellé, pour « vérification d'identité », 133 manifestants kurdes rassemblés samedi vers 14 h 30 sur l'esplanade située devant le palais de justice de Paris. Les manifestants, au nombre de 300 selon des témoins, de 133 selon la police, protestaient, à l'appel du Comité du Kurdistan France, contre le coup de filet policier mené jeudi dans les milieux activistes kurdes. La situation était redevenue normale vers 15 heures devant le palais de justice. La veille, quelque 200 manifes-

tants kurdes avaient occupé Notre-Dame de Paris pendant plus de deux heures, avant d'être évacués par les CRS. La préfecture de police de Paris a interdit, hier, une manifestation kurde qui devait se tenir aujourd'hui, place de la République.

Extorsion de fonds

D'autre part, cent cinquante Kurdes ont occupé samedi après-midi pendant près de deux heures la cathédrale de Strasbourg, pour

les mêmes raisons. Arrivés peu après 15 h 30, les manifestants se sont installés à l'intérieur de la cathédrale où ils ont réclamé la libération de leurs compatriotes toujours retenus en garde à vue, ainsi que l'arrêt de la vente par l'Allemagne à la Turquie d'armes chimiques. Deux heures plus tard, ils ont quitté le lieu de culte sans incident. En Alsace-Moselle, douze personnes au total avaient été interpellées et placées en garde à vue jeudi à l'issue de l'opération de police. Depuis, onze ont été libérées, dont Huseyin Elmali, vice-président du Yev-Kom (fédération d'associations kurdes) et responsable pour l'est de la France de l'Association des travailleurs kurdes (ATKP).

Par ailleurs, vingt-quatre Kurdes, parmi les 111 qui ont été interpellés jeudi en France, ont été déférés hier matin au parquet de Paris. Sept d'entre eux ont été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation

avec une entreprise terroriste par le juge Laurence Le Vert. Parmi les intéressés figurent les deux dirigeants du PKK en France, Gultekin Kavak, 27 ans, et Aydin Serkan, 29 ans.

Seuls les Kurdes chez qui ont été trouvés des documents - carnets à souche, listes de personnes avec des sommes laissant penser à du racket, récapitulatifs de mandats envoyés en Allemagne et en Turquie - font l'objet de présentation.

Leur avocat, M^e Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des ligues des droit de l'homme, a dénoncé « l'amalgame qui était fait entre les actions menées en France par les intégristes islamistes et les militants kurdes ».

De son côté, le premier ministre Edouard Balladur, interrogé sur France 2, a affirmé que le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et lui-même étaient déterminés à refaire d'autres séries d'opérations s'il le fallait.

Après les arrestations en France

Ankara toujours préoccupé par ses Kurdes

Les opérations policières française et allemande, déclenchées depuis début novembre contre les milieux kurdes en Europe, ont conforté le gouvernement de Mme Tansu Ciller dans sa lutte contre les rebelles séparatistes qualifiés de « terroristes », note-t-on à Ankara.

La Turquie, dont les gouvernements successifs ont tenté sans succès depuis 1984 de faire fermer les officines d'associations pro-kurdes en Europe, s'est félicitée hier de voir l'étau se resserrer sur les rebelles séparatistes kurdes. L'opération policière française fait la une de la presse turque depuis jeudi dernier. La télévision d'Etat passe toutes les heures les mêmes images de responsables kurdes déférés dimanche au parquet à Paris.

L'opération policière allemande avait été déclenchée après une nouvelle vague d'attentats kurdes contre des intérêts turcs en Europe le 5 novembre. L'opération policière française de jeudi avait aussi pour but de prévenir tout risque d'attentats possibles pour le 15^e anniversaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) le 27 novembre, selon les autorités françaises.

Selon la presse turque, le ministre des Transports, Mehmet Kostepen, aurait été en tête de liste des « cibles » de la rébellion à l'occasion de sa visite en France prévue du 25 au

30 novembre. L'opération française a été dénoncée hier par des manifestants à Montpellier comme une « position claire prise par le gouvernement français contre les Kurdes en faveur de l'Etat turc ».

Ces opérations policières européennes contre des sympathisants de la cause kurde ne peuvent manquer de satisfaire les Faucons d'Ankara. Ces partisans de méthodes dures contre les rebelles réclament des actions préventives contre les personnes soupçonnées de sympathies avec les séparatistes, au risque de « bavures » dont la population à majorité kurde du Sud-Est anatolien fait les frais depuis plus de neuf ans, estime-t-on dans les milieux diplomatiques à Ankara.

La vague d'attentats kurdes contre des intérêts turcs début novembre avait provoqué un durcissement de la position de Mme Ciller. Elle avait annoncé un renforcement de la lutte contre la rébellion et la création d'une force spéciale de dix mille hommes, à la satisfaction des Faucons. Les défenseurs des droits

de l'homme, prompts à dénoncer les forces de l'ordre turques pour leurs exactions régulières et constatées dans le Sud-Est anatolien, ont également été « obligés de faire état d'exactions tout aussi odieuses de la part des rebelles », note-t-on dans les milieux diplomatiques.

La mise en examen à Paris dimanche sur l'inculpation « d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » de vingt-quatre des cent onze Kurdes interpellés jeudi par la police française dans les milieux kurdes, associe pour la première fois en France les séparatistes kurdes de Turquie au « terrorisme ». Déjà condamnés verbalement pour des actes qualifiés de « terroristes », notamment par les dirigeants français et allemands, le PKK, visé par ces mesures policières en Europe, n'avait encore jamais été dénoncé comme « entreprise terroriste ».

Mme Ciller s'est immédiatement prévaluée de ce « succès » sur la scène internationale. Réélue samedi à la tête de son Parti de la juste voie et du gouvernement turc, Mme Ciller a qualifié ce « réveil de l'Occident concernant le PKK » de « réussite de la politique étrangère turque ».

turkish daily news — November 24, 1993

Iraq's Deputy PM Aziz meets UN Council members on oil embargo

Reuters

UNITED NATIONS- Iraq's Deputy Prime Minister Tareq Aziz lobbied Security Council members in an uphill struggle to get the three year-old U.N. embargo on his country's oil exports lifted.

But instead he was greeted immediately by protests over a series of violations on the Iraq-Kuwait border and an inconclusive report about Iraqi forces using poison gas in attacks on Shiite Muslims in the southern marshes.

"In some areas, there seems to be some progress made at the technical (weapons) level and that is welcome to the Council, although there is a long way to go," said British Ambassador Sir David Hannay.

But Hannay said the border incidents, in which Iraqi citizens crossed over to Kuwait to protest the newly demarcated frontier, "unfortunately were a step backwards."

Aziz has set up private meetings with 14 of the 15 Council members, including Hannay, who was expected to tell him Iraq must release three British subjects before discussing the easing of sanctions.

Diplomats said U.S. Ambassador Madeleine Albright had not accepted the invitation for talks.

Iraq was put under stringent sanctions after its invasion of Kuwait in August 1990. The oil embargo is linked to scrapping Iraq's weapons of mass destruction, according to a 1991 Gulf War cease-fire resolution.

Imports to Iraq are tied to other Council demands, such as human rights obligations and recognizing the Kuwaiti border.

Aziz expressed willingness to cooperate with the United Nations but said the Baghdad government sought a more positive response to its progress in weapons talks so far, according to Council President Jose Luis Jesus of Cape Verde.

Iraq contends it has met most of the demands on destroying its nuclear, biological, chemical and ballistic weapons. Aziz said that without oil its economy has been crippled and its population is suffering, Jesus reported.

Jesus raised the incidents on the Kuwaiti border, including two marches into Kuwait by Iraqis protesting the new U.N. demarcation line which has put some of its farmers on the Kuwaiti side on the frontier.

In response, Aziz said Baghdad would try to prevent such incidents but said the Iraqi people were angry, Jesus added.

Although these violations are not legally linked to lifting the oil embargo, Council members such as the United States and Britain are unwilling to give Iraq any assurances on its oil flows while other crucial matters remain unsettled.

At the same time, the United Nations released a statement saying it had found no "immediate evidence" Iraq had used poison gas against Shiite dissidents in Iraq's southern marshes following investigations of the area. But it said it would not have a definitive answer for months because samples of soil, water, flora and fauna taken from the area needed to be analysed. Shiite refugees charge that Iraqi government forces have stepped up a campaign to empty wide sections of the country's southern marshlands, and some say they witnessed a chemical weapons attack. U.N. experts interviewed them in Iraq and then went to the marshes to investigate further.

Aziz also met Secretary-General Boutros Boutros-Ghali and a U.N. statement said he "expressed his government's willingness and desire to build confidence between the U.N. and Iraq."

More terrorists captured in Antalya

Turkish Daily News

ANKARA- Antalya's Security Chief Beyhan Ertürk said on Tuesday that 240 terrorists had been captured along with 14 machine guns, 59 handguns and 2,822 bullets in the past 18 months. Ertürk said that the anti-terrorism department had captured 174 members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) within the past 18 months and that 131 of these had been detained.

"In the same period, 14 people belonging to the Turkish Communist Party (TKP) have been captured, 12 of whom were detained.

"One terrorist belonging to Hezbol-

lah has been captured together with one Kalashnikov rifle, one handgun, and 73 bullets. The total number of criminals that have been caught is 240."

Meanwhile, the anti-terrorism department in Istanbul killed a female militant in a raid it conducted against a safe-house belonging to an outlawed terrorist organization.

The female was identified as Serap Kolukırık, a bomb expert who had used the code name of "Selvi." Officials reported that Kolukırık had been the coordinator and perpetrator in bombing incidents in both Istanbul and Ankara.

Publisher of Apo's book gets a year in jail

Turkish Daily News

ANKARA- The trial of Yurt publishing house owner Unsal Öztürk, who published outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah (Apo) Öcalan's book "12th September Fascism and PKK rebellion" in November 1992, ended on Tuesday at the Ankara State Security Court (DGM). Öztürk was sentenced to one year in prison and was fined TL 100 million, the Anatolia news agency reported.

A case was filed against Öztürk according to the 7-2 article of the anti-terror law, relating to people who assist outlawed organizations or make propaganda connected with these organizations.

Punishments include jail sentences of one to five years and fines from TL 50 million to TL 100 million. Öztürk said that the decision was unjust. "I was sentenced as if I were the book's writer," he said. He added that he would appeal against the verdict very soon.

Thirty more people killed in Southeast violence

Turkish Daily News

ANKARA- Twenty-six people, including nine civilians, two security members and a village guard, were killed in southeast Turkey, officials said on Tuesday.

They also stated that Turkish troops killed 18 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in in seven different clashes in Batman, Diyarbakır, Bingöl and Mardin provinces, they said. In another clash in the town of Yedisu in Bingöl province, PKK militants killed five ci-

vilians, one soldier and one state-paid village guard on Monday. Security forces killed two Kurdish terrorists in a clash in Batman. A policeman was killed in the incident, officials added. More than 35 people have died in two days of violence in Turkey's Southeast, where the PKK's nine-year-old independence campaign has claimed more than 11,000 lives. Four people in Diyarbakır were killed in separate street attacks on Monday by assailants who later escaped, they added.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

Irak-ONU

L'ONU va augmenter son aide humanitaire au nord de l'Irak

BAGDAD, 24 nov (AFP) — Le coordinateur des activités humanitaires de l'ONU en Irak, Mohammed Zejjari, a indiqué mercredi que l'aide au nord du pays, sous contrôle kurde, allait être accrue grâce à de nouveaux engagements des donateurs.

Pour sa part, le représentant à Bagdad du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Abdallah Sayed, a reconnu que le HCR "était un peu débordé" dans cette région avec l'arrivée, depuis le 1er octobre, de plus de 8.000 réfugiés kurdes irakiens en provenance d'Iran, alors qu'il n'en attendait que 4 ou 5.000.

Selon M. Zejjari, l'ONU a obtenu des dons ou engagements fermes à hauteur de 180 millions de dollars (Plus d'un milliard de F) pour l'Irak, dont 70% explicitement destinés au nord du pays. Cette aide va notamment permettre de faire passer le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire de 300.000 personnes actuellement dans le nord à 750.000.

En revanche, dans le reste du pays, seules 294.000 personnes bénéficient de cette aide, contre 500.000 ciblées par l'ONU dans son programme annuel d'avril 1993 à mars 1994.

Le nord, qui échappe au contrôle du gouvernement de Bagdad et est dirigé par un "gouvernement autonome kurde", a besoin d'une aide plus importante que le reste du pays, souligne M. Zejjari, car le régime de Bagdad n'en pourvoit que 10% des besoins alimentaires sous forme de distribution rationnée de produits de base fortement subventionnés, contre 50% dans le reste du pays. Et il n'y subventionne pas les produits pétroliers.

Cette région subit également l'embargo multiforme de l'ONU imposé à l'Irak depuis août 1990 après l'invasion du Koweït et souffre donc de malnutrition et du manque de médicaments.

fb/ms

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRAD602 4 I 0236 RFA /AFP-RH18

Allemagne-Kurdes

L'Allemagne va interdire le PKK, selon la Frankfurter Rundschau

BONN, 24 nov (AFP) — Le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther a l'intention d'interdire jeudi ou vendredi le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), parti séparatiste kurde de Turquie, selon le quotidien Frankfurter Rundschau (FR) paraissant jeudi.

Le journal cite des sources proches de la conférence nationale des ministres régionaux de l'Intérieur, qui doit se réunir jeudi et vendredi.

Le ministère devra cependant préciser comment il compte mettre en oeuvre une interdiction, car le PKK n'existe pas formellement en Allemagne. La police estime que plusieurs organisations kurdes régulièrement enregistrées lui servent de courroie de transmission.

Selon la FR, le ministère pourrait interdire certaines de ces organisations, soupçonnées de soutenir depuis l'Allemagne la lutte armée du PKK contre le gouvernement d'Ankara.

Les propositions d'interdiction du PKK avaient jusque-là été repoussées par le gouvernement en raison de la difficulté de prouver les liens entre le PKK et les associations kurdes officiellement établies. Les services compétents craignent également que l'interdiction ne précipite certains groupes militants dans la clandestinité, où ils seront beaucoup plus difficiles à surveiller.

Aucun responsable du ministère fédéral à Bonn ne pouvait être joint mercredi soir.

cpb/chb

AFP 242014 NOV 93

L'HUMANITE - 24 novembre 1993

Des parlementaires kurdes témoignent

« **N**OTRE pays est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées. » Ces propos ont été tenus, hier matin à Paris, au siège de la Ligue des droits de l'homme, par un député kurde de Turquie, Sirri Sakik, venu témoigner avec son collègue, Sedat Yurtdas, de l'atroce guerre menée par les troupes d'Ankara contre le peuple kurde.

Ces deux parlementaires sont membres du Parti de la démocratie (DEP), qui ne compte plus que 17 députés à l'Assemblée nationale turque, l'un des leurs, Mehmet Sincar, ayant été assassiné le 4 septembre, à Batman, au cours d'une agression de l'armée. Huit autres dirigeants de ce parti ont été tués depuis juin dernier par les militaires. Quarante-sept autres personnes, membres du Parti du travail du peuple (HEP - interdit au printemps dernier), sont aussi tombées sous les balles des tueurs à la solde d'Ankara.

Robert Verdier, vice-président de la Fédération internationale des ligues des

droits de l'homme, présentant à la presse les deux parlementaires, a rendu hommage à leur courage. « Je tiens à les remercier très vivement. En venant, ici, parler du problème kurde ils font preuve d'un très grand courage. Ces deux hommes sont sous le coup d'une demande de levée de leur immunité parlementaire et de menaces de poursuites qui risquent d'aboutir à des condamnations très graves », a-t-il déclaré, en ajoutant qu'ils risquent aussi d'être victimes d'un attentat. Sedat Yurtdas a confirmé qu'une inculpation était actuellement à l'étude pour « tentative de division de la Turquie », ce qui, selon la loi, est passible de la peine de mort.

Le 18 novembre dernier, les 17 parlementaires ont adressé une lettre au secrétaire général de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), chargée de la mise en œuvre de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, signée par la Turquie. Ils soulignaient que « les récents développements indiquent que le peuple kurde est menacé d'extermination ou de migration

massive et forcée ». Le seul fait d'avoir envoyé ce courrier est déjà une « atteinte » à la loi d'Ankara.

« Notre parti, a souligné Sirri Sakik, mène la lutte pour une issue politique et pacifique de ce problème. Nous sommes pour une union libre et volontaire des peuples kurde et turc afin d'aboutir à la cessation des assassinats et des arrestations. Sous prétexte de mesures de sécurité dans les zones soumises à la loi d'exception, des centaines de villes et villages sont détruits et vidés de leurs habitants. Les Kurdes sont transférés dans l'ouest de la Turquie ou deviennent des réfugiés sur leurs propres terres. » D'octobre 1991 à septembre 1993, l'armée turque a détruit 800 villages. Un million de personnes ont fui vers d'autres parties de l'Anatolie. D'autres ont rejoint le Kurdistan d'Irak. Les grandes villes kurdes accueillent des villageois qui ont tout perdu. La population de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, est passée, au cours de la période récente, de 600.000 habitants à 1,3 million.

Au moins 10.000 personnes ont été tuées; 673 « exécutions extrajudiciaires » ont été dénombrées, parmi lesquelles le meurtre de 8 vendeurs de journaux, de 16 journalistes kurdes et de 5 de leurs confrères turcs,

parce qu'ils avaient dénoncé la répression. Sirri Sakik a décrit certaines des atrocités commises par l'armée turque, comme par exemple à Lice où, le 22 octobre dernier, 398 maisons et édifices publics, dont la mairie, ont été incendiés par les troupes d'Ankara. Celles-ci ont même empêché le premier ministre, M^{me} Ciller de s'y rendre. Personne n'a encore pu visiter les lieux et on craint que les pires horreurs, y compris l'usage de produits chimiques, y aient été perpétrées. Dans une autre localité, 22 maisons ont été incendiées et un père et ses 7 enfants ont été brûlés vifs.

Selon le chef d'état-major de l'armée turque, il s'agit d'une guerre limitée, mais « l'équivalent de 50 milliards de francs y ont déjà été consacrés », a indiqué Sedat Yurtdas. « Le DEP n'a pas de relation organique avec le PKK », a-t-il ajouté, en constatant que cette organisation, créée en 1984, est le résultat de la répression des aspirations à la dignité du peuple kurde que mène depuis soixante-dix ans la Turquie. Les Kurdes « risquent d'être poussés vers la solution du désespoir et de la violence », si l'opinion publique internationale ne contraint pas le régime d'Ankara « à une solution négociée et librement acceptée », a-t-il conclu.

MICHEL MULLER

L'HUMANITE - 29 novembre 1993

Kurdes : la Turquie demande plus

LE premier ministre turc, Tansu Ciller, s'est réjoui vendredi soir dans une déclaration à la télévision d'Etat de la décision allemande d'interdire le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et 35 autres organisations kurdes et des rafles opérées en France. « Les récentes opérations policières en Allemagne et en France contre le PKK démontrent que celui-ci est une organisation séparatiste et terroriste et confirment ce que nous avons soutenu jusqu'à présent. C'est un pas important pour son effondrement, mais cette mesure seule n'est pas suf-

fisante », a dit M^{me} Ciller. Le ministre des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, a souhaité que cela « serve d'exemple à d'autres pays » en Europe et au Proche-Orient.

Le Comité du Kurdistan a diffusé samedi un communiqué affirmant que « l'Allemagne s'étant faite complice des pratiques barbares de l'Etat turc, les intérêts allemands doivent craindre la colère du peuple ». Interrogé sur France 3, le représentant du Front de libération du Kurdistan en Europe, Kani Yilmaz, a déclaré que l'année 1994 « sera beaucoup plus dure

et plus violente pour les touristes en Turquie ».

Dix syndicalistes britanniques qui tentaient de se rendre dans la région de Diyarbakir, où l'armée turque mène depuis plus d'un mois des opérations de ratissement et de destruction de villages, ont été interpellés et gardés à vue plusieurs heures par la police à Bismil.

M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, a demandé pour sa part qu'un médiateur soit désigné de toute urgence par l'Union européenne pour tenter de résoudre le conflit du Kurdistan par la négociation et que des observateurs de l'ONU se rendent sur place pour protéger les populations.

La Marseillaise - 24 novembre 1993

Des parlementaires kurdes témoignent

NOTRE pays est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées." Ces propos ont été tenus, hier matin à Paris, au siège de la Ligue des droits de l'homme, par un député kurde de Turquie, Sirri Sakik, venu témoigner avec son collègue, Sedat Yurtdas, de l'atrocité menée par les troupes d'Ankara contre le peuple kurde.

Ces deux parlementaires sont membres du Parti de la démocratie (DEP), qui ne compte plus que 17 députés à l'Assemblée nationale turque, l'un des leurs, Mehmet Sincar, ayant été assassiné le 4 septembre, à Batman, au cours d'une agression de l'armée. Huit autres dirigeants de ce parti ont été tués depuis juin dernier par les militaires. Quarante-sept autres personnes, membres du

Parti du travail du peuple (HEP interdit au printemps dernier), sont aussi tombées sous les balles des tueurs à la solde d'Ankara.

Robert Verdier, vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, présentant à la presse les deux parlementaires, a rendu hommage à leur courage. "Je tiens à les remercier très vivement. En venant, ici, parler du problème kurde ils font preuve d'un très grand courage. Ces deux hommes sont sous le coup d'une demande de levée de leur immunité parlementaire et de menaces de poursuites qui risquent d'aboutir à des condamnations très graves", a-t-il déclaré, en ajoutant qu'ils risquent aussi d'être victimes d'un attentat. Sedat Yurtdas a confirmé qu'une inculpation était actuellement à l'étude

pour "tentative de division de la Turquie", ce qui, selon la loi, est passible de la peine de mort.

Le 18 novembre dernier, les 17 parlementaires ont adressé une lettre au secrétaire général de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), chargée de la mise en œuvre de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, signée par la Turquie. Le seul fait d'avoir envoyé ce courrier est déjà une "atteinte" à la loi d'Ankara.

"Notre parti, a souligné Sirri Sakik, mène la lutte pour une issue politique et pacifique de ce problème. Nous sommes pour une union libre et volontaire des peuples kurde et turc afin d'aboutir à la cessation des assassinats et de arrestations. Sous prétexte de mesures de sécurité dans les zones

soumises à la loi d'exception, des centaines de villes et villages sont détruits et vidés de leurs habitants. Les grandes villes kurdes accueillent des villageois qui ont tout perdu.

Au moins dix mille personnes ont été tuées. 673 "exécutions extra-judiciaires" ont été dénombrées, parmi lesquelles le meurtre de 8 vendeurs de journaux, de 16 journalistes kurdes et de 5 de leurs confrères turcs parce qu'ils avaient dénoncé la répression. Sirri Sakik a décrit certaines des atrocités commises par l'armée turque comme par exemple à Lice où le 22 octobre dernier 398 maisons et édifices publics, dont la mairie, ont été incendiés par les troupes d'Ankara. Celle-ci ont même empêché le premier ministre, Mme Ciller de s'y rendre. Personne n'a encore pu visiter les lieux

et on craint que les plus horreurs, y compris l'usage de produits chimiques, y ont été perpétrées.

Selon le chef d'état-major de l'armée turque, il s'agit d'une guerre limitée, mais "l'équivalent de 50 milliards de francs y ont déjà été consacrés", a indiqué Sedat Yurtdas. "Le DEP n'a pas de relation organique avec le PKK", a-t-il ajouté en constatant que cette organisation créée en 1984 est le résultat de la répression des aspirations à la dignité du peuple kurde que mène depuis 70 ans la Turquie. Les Kurdes "risquent d'être poussés vers la solution du désespoir et de la violence", si l'opinion publique internationale ne contraint pas le régime d'Ankara "à une solution négociée et librement acceptée", a-t-il conclu.

Les autorités allemandes sont surtout préoccupées par les séparatistes kurdes

BONN

de notre envoyé spécial

« A l'heure actuelle, la situation en Allemagne est relativement détendue, et on ne peut pas, raisonnablement, envisager d'actions militantes de la part des islamistes. » Udo Steinbach, directeur de l'Institut allemand de l'Orient à Hambourg, ne pense pas que les récents coups de filet en France puissent avoir un rapport – ou des conséquences – avec ce qui se passe en Allemagne, où les dirigeants de la communauté musulmane restent pour la plupart discrets, sachant qu'ils risquent d'avoir maille à partir avec les autorités locales dès lors qu'ils tiendraient un discours public, politique ou religieux, trop musclé.

A cet égard, le service d'information fédéral et le ministère de l'intérieur ne paraissent pas choqués de la présence en Allemagne du président de « l'instance exécutive à l'étranger » de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Rabah Kébir s'est, en effet, réfugié en Allemagne en août 1992. Moins d'un an plus tard – en mai 1993 – il a été condamné à mort par contumace par la Cour spéciale d'Alger pour participation présumée, le 26 août 1992, à l'attentat dans l'aéroport d'Alger.

Arrêté, le 7 juin dernier, par la police allemande, Rabah Kébir a été incarcéré. Après trois mois de détention, la justice a estimé que les « preuves » fournies par les autorités algériennes étaient insuffisantes. Remis en liberté, il a déposé une demande de droit d'asile et vit, depuis, dans un « endroit secret » du Land de Rhénanie-Palatinat, d'où il réagit, lors d'entretiens téléphoniques, aux événements qui agitent son pays.

De source officielle, l'on indique qu'il n'y a pas de politique systématique en matière de droit d'asile : chaque demande est examinée séparément « et, si le demandeur n'a pas commis d'actes criminels, il est toléré sur le sol allemand ». Il est clair, malgré tout, que certaines organisations ou personnalités de la mouvance intégriste font l'objet d'une surveillance particulière, puisqu'il existe au sein de l'administration un département spécial chargé de « l'extrémisme étranger ».

Le « Khomeiny de Cologne »

D'une façon générale, la montée de l'islamisme ne semble pas inquiéter outre mesure les autori-

tés locales. L'islam n'est pas une religion nouvelle pour l'Allemagne : il est apparu, dans les années 60, avec l'arrivée des « Gastarbeiter » de Turquie. Cette communauté compte aujourd'hui, avec la deuxième génération, environ 1,8 million de personnes. Elle est principalement concentrée dans les régions de Munich, Francfort, Cologne, Aix-la-Chapelle ou Berlin, et dispose, dans le pays, de plusieurs centaines de mosquées.

Diverses études montrent que, seul, un petit groupe d'environ quarante mille âmes sympathise vraiment avec l'Iran et milite pour l'avènement de l'Etat islamique, tandis que pour l'immense majorité la religion n'est guère plus qu'une affaire de mots. A l'intérieur de cette communauté, 30% des adultes disent fréquenter régulièrement la mosquée. Parmi les immigrés, de nombreux adversaires du régime laïc en place en Turquie se retrouvent dans le Parti de la prospérité, un mouvement islamiste d'opposition, modéré, qui a décroché plusieurs mairies lors des élections municipales, en décembre 1992, à Istanbul, et qui est autorisé en Allemagne.

Ces chiffres ne doivent pourtant pas faire croire que les Turcs « s'intègrent », comme les autorités

le souhaiteraient. Ils vivent plutôt « à côté » de la société allemande. Les récents attentats xénophobes de Mölln et de Solingen, au cours desquels plusieurs familles ont trouvé la mort, en témoignent.

En réalité, les revendications, au sein de la communauté turque sont plus politiques que religieuses. Notamment parmi les quelque quatre cent mille Kurdes installés en Allemagne. Certes, il y a l'homme que la presse surnomme le « Khomeiny de Cologne », Cemaladdin Kaplan, qui vit depuis des années en Allemagne et qui prêche à ses vingt mille sympathisants le renversement du régime d'Ankara, tout en condamnant son compatriote, l'écrivain Azis Nesetin, pour avoir traduit en turc les *Versets sataniques* de Salman Rushdie.

Mais ce sont surtout les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), d'obédience marxiste-léniniste, partisans de l'indépendance du Kurdistan, qui ne cessent de donner du fil à retordre au gouvernement : rackets, règlements de comptes politiques, assassinats, etc. Au point que lors d'une récente séance consacrée aux questions d'actualité au Bundestag, le gouvernement et l'opposition social-démocrate (SPD) – pour laquelle les méfaits de cette organisation sont « une atteinte à la tolérance et à la paix intérieure en Allemagne » – sont tombés d'accord pour examiner l'opportunité d'une interdiction du PKK en République fédérale.

ALAIN DEBOVE

Le Canard Enchaîné — 24 novembre 1993

Les médias invités à la rafle kurde

PRÉVENUS depuis la veille (17 novembre) de l'opération de police dans les milieux kurdes décidée par Pasqua, plusieurs journalistes ont pu en toute tranquillité préparer leurs articles et reportages du lendemain.

A l'avant-scène de cette rafle très médiatique, France 2, au parfum depuis quarante-huit heures, a filmé les premières arrestations de la journée du 18, à 7 heures du matin. Difficile, à l'aube, de vérifier quoi que ce soit, aussi les confrères ont repris, mot pour mot, les communiqués des flics. Tel celui annonçant la découverte, chez certains Kurdes présumés extrémistes, de

matériel « pouvant servir éventuellement à la fabrication de cocktails Molotov ». Accablant, quand on sait qu'une bouteille, un chiffon, un peu d'essence et de détergent suffisent à les confectonner.



De même, les journalistes n'ont guère eu le temps d'enquêter sur les « preuves », dénichées par la police, du racket organisé par le Parti des travailleurs kurdes (PKK) à l'encontre de leurs compatriotes.

Encore plus matinale que la télé, l'Agence France Presse a dé-

gainé peu après 6 heures du matin. Sa première dépêche a été rédigée à peine une demi-heure après le début des opérations. Et le correspondant de Marseille de l'AFP s'est montré presque aussi rapide.

Quant à « France-Soir », il a publié, le 19 novembre, la « preuve » du racket opéré par les Kurdes sur les commerçants turcs. Seul os : « France-Soir » a oublié de faire traduire le document qu'il reproduisait. Il s'agit, en fait, d'un relevé des frais de « l'activiste » perquisitionné. On y lit : « Repassage Ali : 250 F – Réparation du camion : 100 – Pièce pour fer à repasser : 550 – Gâteau : 100. » Terrible.

TURQUIE

Fin de l'état de grâce pour M^{me} Ciller

Le premier ministre turc Tansu Ciller a été réélu à la tête de son parti, samedi 20 novembre. Six mois après son arrivée au pouvoir, les ambitions réformatrices de M^{me} Ciller, qui incarnait un nouveau souffle dans la vie politique turque, se heurtent aux difficultés économiques et à la radicalisation du conflit avec les Kurdes.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'euphorie qui avait suivi l'arrivée au gouvernement de M^{me} Tansu Ciller s'est dissipée – mais sa réélection, moins de six mois plus tard, à la tête du Parti de la juste voie (DYP) constitue néanmoins une importante victoire. M^{me} Ciller a non seulement obtenu 1 045 des 1 074 voix, samedi 20 novembre, lors du congrès de son parti conservateur, mais elle est également parvenue à placer les candidats de son choix au conseil exécutif du parti. Des changements sont attendus au sein du cabinet des ministres. Le renouvellement du mandat de l'ambitieuse M^{me} Ciller tient sans doute plus à l'absence d'autre candidat d'envergure qu'à sa popularité au sein de son parti. Ses rivaux potentiels ont en effet choisi de s'abstenir en attendant les élections locales de mars prochain, qui pourraient modifier l'équilibre politique du pays.

Jusqu'à présent, contrairement à ses prédécesseurs qui ménageaient soigneusement leur base au sein du parti, M^{me} Ciller avait choisi d'écarter les « anciens » qui s'étaient opposés à son élection, pour former sa propre équipe. Ce qui lui a valu d'avoir à faire face non seulement à l'opposition traditionnelle des partis rivaux – notamment l'ANAP de M. Mesut Yilmaz, qui talonne le DYP dans les sondages, – mais aussi à une opposition tout aussi coriace au sein même de son parti et dans les rangs du Parti populaire social-démocrate (SHP), le partenaire minoritaire de son gouvernement de coalition.

Mais cette fois-ci M^{me} Ciller semble avoir misé sur l'unité de son parti. Ses deux rivaux malchanceux de juin, les anciens ministres de l'intérieur Ismet Sezgin et de l'éducation Köksal Toptan, ont été élus à l'exécutif du parti sur la liste du

premier ministre. Ses adversaires au sein du DYP – nombreux sont ceux qui pensent toujours que M^{me} Ciller ne « fait pas le poids » – devront, à l'approche des élections, garder leurs doutes pour eux : toute attaque contre elle mettrait en jeu leur propre avenir.

Le poids croissant de l'armée

Il n'en reste pas moins que le premier ministre fait face à des difficultés immenses. Son esprit combatif n'a pas encore suffi à résoudre des problèmes trop longtemps négligés par ses prédécesseurs : la question kurde, le poids du secteur public et la situation économique en général. Les buts de M^{me} Ciller sont ambitieux. Professeur d'économie, elle a décidé d'accorder la priorité à l'assainissement du budget, fortement déficitaire malgré un taux de croissance (9 %) à faire pâlir d'envie la plupart des pays de l'OCDE. M^{me} Ciller a tenté avec enthousiasme de relancer les privatisations, au programme des gouvernements successifs depuis des années, mais qui avancent à tout petits pas. Celle des télécommunications – priorité de M^{me} Ciller – avait semblé quelques semaines en bonne voie. Mais ses adversaires ont obtenu de la Cour constitutionnelle l'annulation d'une loi qui lui permettait de la mener par décret.

Le premier ministre devra désormais emprunter la route longue – celle qui passe par l'Assemblée, où les opposants au principe même de la privatisation sont encore nombreux. En outre, une réforme fiscale est en cours qui, si elle est approuvée, devrait alléger le déficit (estimé à 9 milliards de dollars pour 1993). Mais des initiatives similaires de ses prédécesseurs avaient échoué.

Mais plus encore que l'économie, préoccupation majeure, c'est aujourd'hui la question kurde qui domine les discussions à Ankara. Longtemps ignoré, le problème a véritablement explosé pour atteindre finalement la conscience des politiciens et de la population, choqués par la menace que représente le PKK (séparatiste) pour l'autorité de l'État dans le Sud-Est anatolien.

La solution militaire, préconisée par l'armée – dont le poids sur la scène politique est de plus en plus visible – et par une fraction impor-

tante de politiciens conservateurs, est désormais la seule envisagée. M^{me} Ciller, portée par une vague de nationalisme turc qui pourrait s'avérer désastreuse pour le pays, a rapidement abandonné toute velléité de réforme sociale pour les Kurdes. La tension entre les deux communautés risque d'empirer : M^{me} Ciller a récemment augmenté les taux de TVA, qui touche tous les consommateurs, pour financer sa campagne militaire contre le PKK.

M^{me} Ciller insiste sur l'importance de la démocratie, mais l'atmosphère n'est pas à la libéralisation : une nouvelle loi antiterroriste a été adoptée par la commission *ad hoc* du Parlement qui prévoit de lourdes peines non seulement pour les combattants du PKK, mais pour tous les sympathisants du mouvement. La presse est également visée par cette loi qui suggère jusqu'à cinq ans de prison ou 500 millions de livres (220 000 F) d'amende pour ceux qui « diffusent de la propagande écrite ou verbale ». M^{me} Ciller s'est également déclarée en faveur de la levée de l'immunité diplomatique de 17 parlementaires kurdes, élus légalement en novembre 1991, mais jugés trop proches du PKK.

Quelques voix s'élèvent cependant pour suggérer une approche politique, pour tenter de briser la spirale de la violence. Le patronat turc (TUSIAD) s'est exprimé récemment dans ce sens par la voix de son dirigeant, Halis Komili.

L'année à venir s'annonce difficile, pour M^{me} Ciller comme pour le pays tout entier. Les élections municipales de mars seront un test important qui pourrait déterminer le futur du premier ministre. Tansu Ciller représentait, au moment de son élection en juin dernier, les espoirs de nombreux Turcs. Elle n'a pas su les réaliser, mais sa popularité demeure élevée – malgré le désenchantement de l'élite intellectuelle –, notamment grâce à de fréquentes apparitions télévisées.

M^{me} Ciller a prouvé lors de ce congrès que sa capacité de survie politique avait été sous-estimée par ses adversaires. Il lui reste quatre mois pour convaincre les électeurs turcs de voter pour son parti aux élections municipales.

NICOLE POPE

Thursday, November 25, 1993

turkish daily news

Internal security: A hot potato in PM Çiller's hands

Murat Yetkin

Turkish Daily News

ANKARA-Turkey's internal security problem, mainly deriving from Kurdish secessionism, is the major problem Prime Minister Tansu Çiller had to deal with during her first five months of rule.

In the meantime, the situation has worsened. Attacks by outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants and retaliatory attacks by Turkish security forces escalated to such a degree that more than one-fifth of the 11,000 casualties since the organization launched its armed campaign for an independent Kurdish state have occurred since this June.

She assumed power through the Parliamentary vote of confidence of July 5 that followed the June 13 emergency convention of the senior coalition partner True Path Party (DYP), and immediately ruled out what is called a "political" solution, promising tougher military action to suppress PKK activity in east and southeast Turkey.

The PKK would be finished off, and then the measures needed to improve the standard of living in the region would be taken, according to Çiller. In a recent TV talk show, she said that because of the PKK's increasing sabotage of economic investments in the region — from road construction machinery to fuel and tobacco storage facilities — hundreds and millions of dollars of new investments she had earlier promised the region "had to be suspended." Çiller added that these investments would again be freed when security

in the region is back to normal. She consented to the establishment of a controversial anti-terror unit to combat the PKK with counter-guerrilla methods. "They will live in the mountains like the PKK and fight with the PKK there," Çiller said. The six-month training course for the first recruits will be completed in December, and they will all be sent to the East and Southeast. The units are employed by the Interior Ministry and were specially selected from volunteers who had completed their obligatory military service as gendarmerie commandos.

She also visited the troops in the troubled regions together with Chief of Staff General Doğan Güreş, whose term of office was extended by the government for another year in August 1993. State TV showed footage of General Güreş giving orders to artillery units to open "harassing" fire against the — alleged — PKK positions in the mountains to demonstrate how effective they were against the militants. Çiller was impressed. Perhaps those were the reasons General Güreş was quoted in the Turkish media as saying that Çiller, as a woman, is worth a "battalion" of

men, in reference to her courage in making the decisions necessary to give more flexibility to security forces in their fight against the PKK.

On another TV show, Çiller claimed that security units had presented the very same ideas for combatting the PKK to Mesut Yılmaz, the Chairman of the main opposition Motherland Party (ANAP) when he took office as prime minister in July 1991, but Yılmaz found it "too expensive" and rejected it. She also accused Yılmaz of lack-

ing courage and will in "abandoning" the government and taking the country to an early election in October 1991.

"It doesn't matter if the prime minister is a man or woman," Çiller said in that interview. "You have to be clever and you have to have the political will [to do something]."

During her first five months of office as prime minister of the country, Çiller also used the media very effectively to impress people about her performance against the PKK. The best and most recent example was a campaign sparked by her statements and so called off-the-record information to newspaper columnists she thought were close to her.

The campaign was about the "foreign support" the PKK was getting from Turkey's neighbors. Inspired by the prime minister, reports in the Turkish media caused Turkish jets to be put in a state of alert against Syria, and prepared "Israeli-style" attack scenarios against PKK leadership both in Turkey and abroad.

The campaign was launched right before a high-ranking delegation was sent to Syria for talks with the Damascus administration about the prohibition of PKK activity there. According to some official sources, the campaign weakened the potential effect of the mission and led to a rebuff by Syria. But that did not matter much to Çiller. The important thing for her was to impress the public, the press and the DYP delegates before the DYP convention in Ankara on Nov. 20, and the result was that Çiller won a convincing victory. One point she stressed in the speech she delivered before the delegates was important:

"Terrorism is not Turkey's number one problem," she said. "The number one problem is democracy."

Mesut Yılmaz took the message the wrong way and asked whether the prime minister hinted at a new coup d'etat.

Actually Çiller's was a discreet confession that the problem with the PKK was not only a matter of "terrorism" but that it was also directly related to the political regime in Turkey. A new step in Çiller's policy of combatting the PKK was leaked to the mainstream press earlier this week: The heads of twelve Kurdish tribes were invited to Ankara to talk to the prime minister. Hurriyet newspaper claimed that the tribal leaders represented a million people in east and southeast Turkey. They were taken to Ankara by special plane from Diyarbakır and received special treatment in Ankara as local leaders of the Kurdish people. They were extremely satisfied with the practically red carpet treatment they received in Ankara, and at being able to have discussions with Çiller.

"Çiller is the first prime minister of Turkey who has had talks with tribal leaders," one of them was quoted as saying. The tribal leaders were asked to cooperate with

the government against the PKK. Some of them, such as the Jirkir and Tatar tribes, are already involved in the fight and provide the backbone of the government-paid village guards in the region. The success of Çiller's policy against the PKK is therefore in direct proportion to the degree of cooperation by the local tribes as well as the success of the specially trained anti-terror units and the

ongoing efforts of the conventional security forces.

But this policy coincides with the growing PKK threat to political parties, the press and economic institutions, all of which are among the targets of its "winter campaign." This also coincides with the decision of some European states, led by France, to move against the PKK's increasing activities in their own countries.

All these developments promise the escalation of violence in the East and Southeast, and perhaps even in western sectors of the country.

The issue is a real hot potato in Çiller's hands, and time will tell whether the promises by the prime minister and her chief of staff to eliminate the PKK threat by Spring 1994 will be fulfilled.

Exclusive from Northern Iraq

Talabani: Hardliners making

'PKK crosses from Turkey into Iraq, not vice versa'

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

IRBIL/IRAQI KURDISTAN- Accused by the Turkish press of supporting Turkey's Kurdish separatists, Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani has condemned terrorism in all forms, warning that hardliners on both sides of the conflict are strengthening each other, only making the crisis worse.

Speaking to this reporter at his headquarters in Kurdish-controlled Irbil province, Talabani denied claims that his Patriotic Union of Kurdistan (PUK) was supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and said senior Turkish officers had inspected the situation with their own eyes. Referring to Ankara's claims that the PKK was using northern Iraq to launch attacks on Turkey and that Iraqi Kurdish peshmergas were being trained at the PKK camp in Zeli, Talabani said, "These are reports which one can only laugh at." "We tried and did our best to secure the border for Turkey and prevent the PKK from using our territory against Turkey," Talabani said. "The PKK is sometimes sending groups to Iraqi Kurdistan from Turkey, not from Iraqi Kurdistan to Turkey," he claimed. "This means that the Turkish authorities could not secure their side of the border."

Asked whether recent press reports that he allowed PKK militants to settle in border stations constructed by Turkey were true, Talabani said that no one would have accepted such a development. These posts, he explained, were guarded by the joint forces of his PUK and Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP). "I think no one would accept our putting the PKK in places well-known by our Turkish friends. This would mean imprisoning the PKK in these places to be bombed or killed by the Turkish Air Force or artillery," he said. "Neither the PKK nor we would do this kind of resettlement in border territory. On the contrary, we have posts at the border and everyone can go and see them."



Talabani tells TDN: We condemn terrorism

Pointing out that PUK and KDP forces were in control of some 50 border posts, Talabani noted that the Kurds had jointly launched an operation on Nov. 15 to comb the area when Turkey complained of a PKK existence there. "There were two main operations," he said, "in Metine and Khakurk. We sent hundreds of peshmergas to search and discover where they (the PKK) were, and some Turkish friends were accompanying our forces there." Talabani identified the "Turkish friends" as colonels and said they too had gone to the furthestmost point of the border but could see nothing. "The area was calm and quiet, and there were no PKK peshmergas there," he said.

The PUK leader argued that even if there

were "small PKK groups" in the region from time to time, these groups were crossing into northern Iraq from Turkey and not vice versa.

Another Iraqi Kurdish source who asked not to be identified said that the operation had been launched after the Turkish gendarmerie delivered a letter to the Iraqi Kurdish movement claiming that there was a force of about 1,500 PKK militants in the said region, where Iraq borders Turkey and Iran. Later, a meeting on the issue was held at the Turkish Foreign Ministry in Ankara, and soon after, Talabani reportedly informed Turkish officials that he was willing to set up an immediate meeting with them at the place they identified as a PKK camp. "The PKK has no camps in the region," Talabani said.

Condemning terrorism

Referring to recent attacks by the outlawed PKK in Turkish territory, Talabani said he condemned terrorism in all forms and could not accept any activity directed at innocent civilians. "In principle, we condemn terrorism everywhere," he said. "We are condemning state terrorism and terrorism committed by organizations and groups. We are the enemy of all kinds of terrorism

crisis worse

all over the world, including terrorism in the Middle East region. Everyone knows that we have always criticized the killing of women and children in the villages, the burning of villages, the destroying of villages and houses. We are condemning such kinds of anti-humanitarian acts, regardless of who committed them."

Talabani said, however, that there was even division within the PKK on this issue and implied that the organization's leader Abdullah Öcalan still believed in the necessity for peace, whereas certain commanders in Turkish territory were hard-liners in the conflict which, since 1984, has claimed the lives of 11,000 people according to Turkish President Suleyman Demirel.

"The PKK is claiming to be a Marxist-Leninist organization, but in my opinion it is a nationalist organization," challenged the PUK leader.

"The PKK is not well experienced. Most of their leaders are immature, and some of them are extremists. Many times these leaders are not reasonable.

They do not understand, as a whole, the spirit of the new world order. They are still going on the old line of the time of Ho Shi Minh, Mao Tse-tung and Che Gueverra while the world is changing," he explained. Talabani also recalled that some PKK militants and leaders were still living outside of the country and thus could not keep track of developments there.

Strengthening the PKK

Asked why, despite such deficiencies, the PKK had strengthened in past years, Talabani said he believed the strengthening was due to Turkey's own hard-liners, whom he refused to identify by name.

"I think Turkish hard-liners are the best friends of the Kurdish hard-liners," he said.

"They are helping each other very much; they are exchanging assistance by encouraging people to go to both sides. Turkish hard-liners are always strengthening the PKK. Look at the PKK and you will see it is stronger than last year. This is because of the acts of the Turkish hard-liners," he said.

Talabani stressed that PKK massacres, such as the killing of 32 off-duty soldiers in Bingöl province, were doing the same to Turkish hard-liners and said the two were strengthening each other by influencing each other's public image.

Political solution

Reflecting his observations of the crisis in Turkey, a country which is also the lifeline of Iraqi Kurdistan, Talabani recommended a political and peaceful solution to the Kurdish question there, pointing out that the military policy had failed.

"The main reason behind the strengthening of the PKK," he said, "is that there is no political and peaceful solution to the problems of the Kurds in Turkey. And the PKK is using this, using the nationalist feelings of Kurds to show that it is the defender and protector of Kurdish rights and demands." Talabani added that there was no chance for moderate pro-Kurdish political activity in Turkey, and this too

strengthened the PKK. "This is helping the PKK," he said. "The PKK is doing its best to influence the people."

Talabani continued: "I said this last year and I am repeating it now. The only way to keep the real [Turkish] unity, not the unity on the map but the unity in the hearts of the Kurdish and Turkish citizens, is to have a peaceful solution, a democratic solution to all problems.

This will only weaken the PKK. "A military solution, in my opinion and as history has proven, is insufficient and unable to end the problem. Look at the IRA in England. The British government, with all its technology, forces and capability, could not end or crush the IRA. "I think a military operation this year, next year or the year after will not solve the problem and will not crush the PKK. On the contrary -- it will strengthen the PKK."

The PUK leader, who praised the late Turkish President Turgut Özal for his understanding of the situation, also emphasized the importance of Turkish integrity and said, "Turkish integrity must be maintained. Turkish integrity must be protected, and I think the historical brotherhood between Turks and Kurds must survive and be strengthened.

"A peaceful solution, in my opinion, means that Turkish politicians, Turkish Parliament and Turkish parties must deal with the problem, take it into their own hands and solve it through dialogue."

Ankara waits for clarification to ask France for PKK militants

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara has not yet requested the extradition of outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) members detained by French authorities, Turkish Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

Ataman said that the request for extradition of those rounded up by the authorities would depend on certain conditions such as their identities, whether legal proceedings will be taken, whether they will be charged, whether bilateral agreements for extradition exist, and whether the law of the country allows for such procedures.

"We cannot make a request for their extradition until these points have been clarified," Ataman said.

He denied that a Turkish delegation had left for Paris to discuss their extradition.

Asked whether Turkey would be a party to an impending criminal case, Ataman said Turkey could intervene in cases that directly

concern its interests, but added that this would depend on legal conditions.

He said that Turkey had long been urging legal proceedings against the PKK, and measures to prevent its extortion of funds, drug trafficking and other illegal activities, and welcomed the recent tough stance taken by most European nations against the organization.

"We are pleased with the recent measures, and anticipate important developments towards the outlawing of the organization," Ataman added.

French prosecutors have charged 21 of the 24 Kurds detained for judicial investigation after the recent nationwide roundup of more than 100 suspected members of the PKK.

Meanwhile, in Germany, authorities increased security for high-ranking government officials after receiving reports that Kurdish separatists planned to kidnap a leading politician.

14 PKK militants killed in Southeast clashes

Turkish Daily News

ANKARA- A total of 14 militants of the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) organization have been killed in clashes with the security forces in various places in Turkey's Southeast region, a statement from the Emergency Rule Governor's Office said on Wednesday.

According to the statement, seven of the militants have been killed near Kulp town in Diyarbakır; four militants near Bismil town in Diyarbakır, Nusaybin town of Mardin and Şşınak province; and three others near Silvan

town in Diyarbakır.

One village guard was killed in the clashes near Silvan.

It said that the security forces had arrested a total of 20 militants during the operations carried out near Sason town of Batman and near Hakkari province.

They also seized seven long barrel guns, 10 hand grenades, many bullets and organizational documents.

A tradesman was killed by an unidentified gunman in Diyarbakır on Wednesday.

In Batman, three people were killed and

two others were wounded in two separate armed attacks carried out by unidentified gunmen on Tuesday night.

In a separate development on Wednesday, a state security court in Istanbul gave 12-and-a-half year prison terms to each of three defendants and three-year-and-nine-month prison terms to each of two defendants who were tried on charges of being members of the PKK organization, robbery and throwing Molotov cocktails at various places. Six other suspects were acquitted due to lack of insufficient evidence.

PKK announces 'targets,' names RP as topping list

Öcalan says they will set up 'special units' to liquidate the pro-RP media and the party's organizations

Turkish Daily News

ANKARA- The leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, has announced his organization's "winter targets," as well as its "program of intense training" geared towards its "1994 spring activities."

Among the targets he listed are the Turkish media, the pro-Islamic Welfare Party and the Turkish Pipeline Authority (BOTAS).

In his "instruction to cadres and warriors," he also said they would not allow the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) to be used for "false Kurdish formations."

Öcalan, whose organization has been waging a bloody separatist war in Turkey since 1984, also signalled the PKK's desire to participate in the March 1994 local elections through its political surrogates.

A press release faxed to papers late on Tuesday night from Dusseldorf by the pro-PKK Kurd-Ha news agency, which carried the full text of Öcalan's "instructions," said the targets to be hit included those in metropolitan centers in Turkey.

In the text of his instructions, Öcalan dwelled in the main on the upcoming local elections and maintained that the Turkish state would be using every means of "pressure and intrigue" to ensure that "patriotic can-

didates" (a reference to pro-PKK activists) are not elected.

He said that the PKK was faced with the situation of having to oppose this. He also hinted at the organization's interest in taking part in these elections indirectly.

"If it is possible to participate in the local elections, either on behalf of a party or independently, it can be possible to enter alliances with very diverse quarters, individuals or groups," Öcalan said.

"But we must definitely organize our potential and its supporting forces in the way that will be of most use," he added.

He said candidates could be selected for the elections "though consultations with various quarters," and added that "(PKK) guerrillas could support these candidates."

Öcalan also indicated that "candidates other than these" would not be supported, and warned that "they would bring the full force of their powers to bear" on these other candidates to prevent their "intrigues" and "spoil their games."

He did not specify whom he meant in referring to these "other candidates."

Öcalan went on to say that "certain representatives" who took "service to

the people" as the basis of their activities, and "who did not bend easily," could also be supported, although he did not elaborate on this either.

"Of course if there is no possibility of all this, then we can turn the local elections into a futile exercise, or even prevent them from being held altogether," he said, adding that the PKK would determine its policy on this question on the basis of daily developments.

"The important thing is to make these local elections into a period of good political work and to ensure the revolutionary struggle emerges strong from the election process," he said. Öcalan then turned his attention to the "instruments of special warfare" (PKK jargon for Turkey's efforts to combat the organization) and said: "We will escalate our activities against them."

"We will maintain our policy towards the newly formed contra units (counter terrorism units) and all its civilian institutions, its colonialist media and colonialist bourgeois parties... A few isolated cases will not alter this rule. Contacts can be established with some members of the media. But our determination to liquidate these media and party organizations and their offices and their institutions will continue," Öcalan said.

He went on to single out the pro-Islamic Welfare Party (RP) and said they would attack this party "without mercy" because "it is playing dangerously and basely by using Islam as a mask and distributing very large amounts of money."

Öcalan accused the RP of getting the power of the Army behind it and of falsely promoting itself as a friend of the Kurds. "Because of this it is being sent against us as the most dangerous party. There are also papers that support it, such as Milli Gazete, Turkiye and Zaman," Öcalan said, reflecting genuine concern that Islamic fundamentalism is getting hold of the disquieted public in Southeastern Anatolia.

Öcalan said they would set up special units "to liquidate the pro-RP media and the party's organizations. This is a special policy and we will give priority to it during the local election period -- and this is starting now."

He also had words of caution for the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). He said they would not allow the name of DEP to be falsely used or for this party to be made the instrument of "false Kurdish formations."

"We are not saying that they (DEP deputies) should become PKK supporters. But they must not act against the interests of the revolutionary movement and the people," Öcalan said. Öcalan went on to threaten various "civilian institutions" of the Turkish Republic in the Southeast, and sin-

Turkey and Iran consider joint operation on PKK

Officials from both countries carry out inspections at the joint border

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey and Iran have been considering a joint operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the Turkish Foreign Ministry revealed on Wednesday. Official sources said that studies on a joint operation were under way between the interior ministries of the two countries.

Speaking at a press conference in Ankara. Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman, denied press reports that if no agreement is reached with Iran, Turkey would still carry out security operations against the reported PKK presence there. Meanwhile, Iran's Urumiye province security commander, Colonel Reza Amiki, and his delegation

arrived in the Turkish border province of Hakkari on Wednesday to hold talks with Turkish officials on the security of the joint border.

As reported by the Anatolia news agency, Hakkari Governor Lütfullah Bilgin led the Turkish delegation in the talks.

Anatolia quoted Amiki as denying the presence of both PKK and Islamic fundamentalist Hezbollah camps in Iran, supposedly established for actions against Turkey.

High level joint security talks are expected to be held between Iran and Turkey in Ankara by the end of this month during Iranian Interior Minister Ali Mohammed Basharati's visit.

gled out schools in particular. He said they would make these institutions "inoperable."

"Of course there can be some exceptions. In other words if there is a school left somewhere that is not harming the revolution, then it can remain there. But if there are counter revolutionary activities which go against our aims, we will pursue them even if they are in health clinics or schools." Ocalan also told his followers to target the state-run pipeline company BOTAŞ, which he described as the "the center for fascists in (the Southeastern refinery town of) Batman." "We will sabotage its facilities or, if necessary, attack its managers. We are going to destroy anything to do with BOTAŞ," he declared. He said the PKK could strike other blows against the state by paralyzing the transport system and other economic targets.

UN reports rights abuses under Iraqi 'regime of terror'

Humanitarian situation has become so grave that the international community is being urged to send human rights monitors to Baghdad

Anatolia/Associated Press

UNITED NATIONS- An Iraqi "regime of terror" is to blame for widespread human rights abuses, a U.N. report said, dealing Baghdad yet another setback in its efforts to ease sanctions against it.

The humanitarian situation has become so grave that the international community must consider sending human rights monitors to Iraq, U.N. human rights reporter Max van der Stoel said.

Baghdad rejects monitors and has not permitted Van der Stoel, a former Dutch foreign minister, to make on-site investigations. Iraq denies charges of human rights abuses and has rejected previous similar reports.

The document focused on reported efforts to eradicate the ancient Marsh Arab culture in the southern marshes bordering Iran.

It also cited abuses of restive Kurds in the north, including an economic blockade, electricity cutoff, bombings and other "destabilization."

"There is not the slightest indication of the regime softening," he said of the government of Iraqi President Saddam Hussein.

"There is simply no rule of law in Iraq. It is more correct to describe it as a regime of terror."

Van der Stoel's report, one of various human rights reports to a U.N. committee, was released as Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, lobbied for an easing of U.N.

sanctions and an oil embargo which have caused widespread hardship. Aziz held private meetings Tuesday with diplomats.

The Security Council, meanwhile, issued a nonbinding statement demanding that Iraq respect its border with Kuwait and "take all necessary measures" to respect the boundary. The statement follows a number of Iraqi incursions over the border.

Western diplomats, speaking on condition of anonymity, said a spate of recent negative reports — ranging from human rights abuses to violations of the Iraq-Kuwait border — doomed any chances of early relaxation or lifting of economic sanctions against Iraq.

Van der Stoel's report was based on interviews with some of 5,000 Iraqi Marsh Arab refugees who fled to Iran this summer, a

nd on interviews with Kurds in northern Iraq and elsewhere. He said that aerial and satellite photographs, as well as individual videotapes, showed military bombardment of civilian settlements in the south, devastation of villages and marsh habitats that had been drained deliberately.

The water level there had fallen 40 percent, eradicating the historic homeland of many of the Marsh Arabs, Van der Stoel said. He rejected assertions by Iraq that dams in neighboring Syria and Turkey were to blame.

About 200 villages and tribal settlements reportedly have been destroyed by Iraqi soldiers and by a military action continued this summer, he said.

The "no-flight" zone imposed by the United States, Britain and France, he said, have prevented aerial attacks in the south. "But ground-to-ground attacks have continued ... to subdue the population in indiscriminate ways, with many arbitrary killings of innocent people, including women, children and the elderly," he said.

The report said the Baghdad government was trying to intimidate, control and relocate the population of southern Shiite Muslims, Iraq's majority, because they were sympathetic to rebels and dissidents, labeled criminals by Iraq. After the Gulf War ended in 1991, Shiite Muslims in the south launched a rebellion against the government of Hussein. It was brutally crushed by the Iraqi army.

Van der Stoel said he could not confirm reports of chemical weapons attacks in the marshlands in September. A U.N. team said that on-site investigations were inconclusive.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, NOVEMBER 25, 1993

Iraq on Course to Purge South, UN Says

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — President Saddam Hussein has now succeeded in draining about 40 percent of the fresh-water marshlands of southern Iraq so his military forces can press their campaign against dissident Shiite Muslims there, a United Nations human rights inspector has reported.

Max van der Stoep, a former Dutch foreign minister, said that the Iraqi government's systematic draining of the southern marshes around the confluence of the Tigris and Euphrates rivers, so that its forces can penetrate and drive out the so-called Marsh Arabs from their traditional homes, was "a serious human rights violation against the people of the region."

Mr. van der Stoep, who was banned from visiting Iraq and has had to rely on reports from refugees and dissidents, called for the United Nations to station permanent human rights monitors in Iraq, especially in the marshes.

His report to the General Assembly came as Deputy Prime Minister Tariq Aziz of Iraq began talks with the United Nations on his country's compliance with disarmament requirements imposed by the Security Council after the Gulf War.

It also came just after UN arms

inspectors removed samples of soil, water and vegetation for analysis from a site in the southern marshes where fleeing Shiite Muslims have accused Iraqi forces of using chemical weapons against them during an attack in September.

According to dissidents, Mr. Saddam has placed his defense minister and cousin, General Ali Hassan Majid, in charge of military operations against the Shiites, some of whom helped spearhead an unsuccessful uprising against Baghdad after the Gulf War.

"The evidently disproportionate use of military force and means against such an historically peaceable civilian population as the Marsh Arabs indicates that the aim is not only to subdue the 'criminals' in the area, but to subdue the whole population through indiscriminate means," Mr. van der Stoep said in his report.

The report was one of several released this week charging serious human rights abuses by Sudan, Burma, Iran, Cuba, Haiti and Afghanistan.

In an attempt to strengthen UN efforts to improve respect for human rights, the United States and other Western countries are press-

ing for the creation of the post of high commissioner for human rights, a proposal opposed by China and a group of Asian countries led by Malaysia and Indonesia.

The General Assembly's increased interest in human rights this year reflects the recommendations of a world conference on human rights in Vienna last summer, which called for the appointment of a high commissioner and for the United Nations to spend more on enforcing human rights.

Commenting on the trend, Reed Brody, executive director of the Washington-based International Human Rights Law Group, said: "More countries are coming under scrutiny. But the existing United Nations mechanisms are still not effective at forcing compliance with the same countries coming up year after year. That is why we need a high commissioner."

In a report on Sudan, the UN investigator, Gaspar Biro, accused the government of General Omar Hassan Ahmad Bashir of "grave violations of human rights." It said these included "large numbers of extrajudicial killings, summary executions, enforced or involuntary

disappearances, systematic torture, and widespread arbitrary arrest of suspected opponents."

The UN investigator on Iran, Reynaldo Galindo Pohl, said that he was denied access to that nation this year. In his report, he described torture as "common throughout the country," accused the Iranian government of planning to assassinate opponents living abroad, and estimated that Iran holds 20,000 political prisoners.

■ Iraq Seeks UN Guarantees

A top government official said Wednesday that Iraq would not accept long-term UN monitoring of its military industry without Security Council guarantees that trade sanctions would be lifted first, Reuters reported from Baghdad.

The speaker of parliament, Saadi Mahdi Saleh, said Iraq wanted to see Resolution 687 fully carried out before consenting to long-term UN controls. The resolution says that the embargo on most trade with Iraq, including oil, will be lifted once the Security Council accepts that Iraq has dismantled its key weapons systems.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRFR

FRAD125 4 PG 0141 FRA /AFP-TR85

Justice-Kurdes

Trois kurdes condamnés à Marseille pour une échauffourée avec la police

MARSEILLE, 25 Nov (AFP) — Trois Kurdes ont été condamnés à 15 jours de prison avec sursis, par la 11-ème Chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Marseille, pour une échauffourée avec les forces de police, apprend-on jeudi de source judiciaire.

Plusieurs Kurdes, qui observaient une grève de la faim en décembre 1991 sur le parvis de l'église des Réformés à Marseille, avaient été chassés sans ménagement par la police, ce qui avait donné lieu à une brève et violente échauffourée.

Trois Kurdes avaient été inculpés pour "violences et voies de fait sur agents de la force publique" et pour "séjours irréguliers" suite à une demande d'asile rejetée. Seules deux des personnes mises en examen se sont présentées au tribunal.

FV/jcc

AFP 251022 NOV 93

PAR MARC KRAVETZ

Les têtes de Kurdes de Pasqua

Libération - 25 novembre 1993

Après les Algéro-islamistes, les Kurdo-terroristes. La rafle (re)devient une méthode de police. Et que les adeptes du tout-sécuritaire se réjouissent: il y en aura d'autres. «*Inch'Allah*», a répondu M. Pasqua au micro qui lui était tendu dans les couloirs du château. Si Dieu le veut. Le ministre promet, et il sait de quoi il parle. Rappeler en de telles circonstances quelques principes élémentaires du droit (ou de l'Etat du même nom) ou quelques traditions qui sont à l'honneur de la France serait de peu d'effet. M. Pasqua a le bon sens et les sondages pour lui. Il a plus encore le sens du spectacle. La fonction d'un tel ministre est de montrer et démontrer. Prouver serait une autre affaire. Ce n'est visiblement pas la sienne.

Le bilan de la rafle des sympathisants du FIS fut des plus mince: trois inculpations - pardon «mises en examen» -, quelques assignations à résidence, sur 88 personnes interpellées. Que ceux qui sont convaincus que les réseaux intégristes ont été ainsi démantelés lèvent la main. Mais ce n'était pas le propos. Il fallait affirmer la fermeté française en France après l'enlèvement et la libération des trois fon-

ctionnaires français en Algérie. On a vu des barbues menottés à la télévision, donc la France est forte. L'avantage de la poudre aux yeux est qu'elle empêche de regarder ailleurs.

Dans les cas des Kurdes, le bénéficiaire policier fut apparemment plus grand: vingt-quatre «mises en examen» et un nombre imprécisé d'assignations à résidence, sur plus de cent interpellations, pour s'en tenir au seul premier jour. Vingt-quatre «terroristes»? Bien sûr que non. La plupart des suspects sont accusés d'«association de malfaiteurs en liaison avec une organisation terroriste». L'un d'entre eux aura à répondre d'une accusation d'extorsion de fonds, deux autres étant simplement en infraction avec la législation sur les étrangers. Qui s'attacherait à de tels détails? On sait désormais qu'un spectre terroriste planait sur la France, qu'il avait une tête de Kurde et que grâce à M. Pasqua, il est exorcisé.

L'«organisation terroriste» susvisée est, comme nul ne l'ignore, le PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie. Le PKK n'est assurément pas une organisation pacifiste. Il préconise et pratique la violence au nom de l'indépendantisme kurde, le tout sur un fond

d'idéologie marxiste-léniniste particulièrement sectaire. Comme tous les mouvements de ce type, le PKK a connu et

connaît encore les pires dérives, y compris terroristes. Mais s'il est juste de parler de terreur dans les régions kurdes de Turquie, l'armée turque et les unités spécialisées dans la répression y ont plus que leur part. Le recours systématique à la torture dans les prisons turques, spécialement pour les prisonniers kurdes, était récemment encore dénoncé par l'ONU.

Officiellement, le PKK n'existe pas en France même si nombre de Kurdes originaires de Turquie se regroupent ou se reconnaissent dans des associations qui sympathisent ouvertement avec la cause du PKK. Il est vrai que cette sympathie, fût-elle purement verbale, est un délit grave en Turquie comme l'est la possession de journaux ou de publications en langue kurde, et plus généralement toute activité publique en rapport avec une revendication kurde, même limitée au domaine culturel. Mais cela concerne, répétons-le, la Turquie, pas la France. Ou faut-il dire: pas encore?

L'accusation de terrorisme dans notre pays ne tient évidemment pas face au moindre examen des faits. Les services de M. Pasqua seraient bien en peine de dresser la liste des at-

tentats imputables aux Kurdes réfugiés en France. Si, au cours de la rafle, des journaux ou des tracts en langue kurde ont été saisis au domicile de suspects, combien d'armes, d'explosifs, de détonateurs? Ou bien s'agirait-il de «terrorisme virtuel»? De la justice préventive en quelque sorte, quitte à réinventer pour le coup le délit d'opinion avec ce qu'il faut de manipulation médiatique. Certes, ils n'ont rien fait mais qui sait, un jour, dans un autre contexte... On n'est jamais trop prudent et dans ces temps de fantasme sécuritaire, une bonne rafle, ça rassure. Si de plus, on peut faire plaisir à des amis...

Car à défaut d'un résultat effectif la rafle anti-kurde aura au moins satisfait les autorités d'Ankara. La Turquie est un pays qui compte pour nous comme le fut autrefois l'Irak. Qu'on massacre les Kurdes ici comme on les gazait là ne concerne pas le gouvernement français ni M. Pasqua. Sauf pour aider à comprendre que les Kurdes étant partout menacés, il n'est pas difficile de les présenter comme menaçants et en cas de besoin de les rafler comme potentiels terroristes. Petite opération sans risque, avec au passage quelques entorses à la morale et à la vérité, mais si cela rapporte, électoralement s'entend, c'est ce qu'on appelle un bon coup. En attendant le prochain. *Inch'Allah*.

TURQUIE

Le numéro deux du principal parti pro-kurde a été arrêté

Kemal Bilget, vice-président du Parti démocratique (DEP, pro-kurde), qui compte dix-sept députés au Parlement turc, a été arrêté mardi 23 novembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul en tant qu'ancien «membre du Parti communiste du travail de Turquie» (TKEP, extrême gauche), a rapporté l'agence turque semi-officielle Anatolie. M. Bilget est inculpé de «tentative d'abrogation de la Constitution de la République de Turquie et du Parlement turc», en application d'un article du code pénal destiné à empêcher la prise du pouvoir par les communistes, tombé en désuétude depuis la chute du mur de Berlin fin 1989.

La police avait découvert des documents manuscrits de M. Bilget lors d'une opération récente contre le TKEP à Istanbul. Des militants présumés du TKEP avaient affirmé qu'il était membre de cette organisation interdite. Yasar Kaya, président du DEP, écroué depuis, avait lui aussi été arrêté à la mi-septembre à Ankara, sous l'inculpation de propos «séparatistes» et susceptibles de «nuire à l'intégrité de l'Etat turc».

Sur le terrain, dans l'Est et le Sud-Est anatolien, trente-sept personnes ont été tuées en vingt-quatre heures, lors de divers incidents, selon une source officielle. - (AFP.)

LE MONDE - 25 novembre 1993

PROCHE-ORIENT

LE MONDE - 25 novembre 1993

IRAK

Un rapport de l'ONU dénonce la violence de la répression dans le Sud

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Accusant Bagdad de violations « flagrantes » des droits de l'homme, le rapporteur spécial des Nations unies, Max Van der Stoel, a invité la communauté internationale à « prendre sérieusement en considération » le comportement du régime de Saddam Hussein à l'égard d'une partie de la population irakienne avant une éventuelle levée des sanctions économiques imposées par le Conseil de sécurité.

Dans un rapport rendu public à New-York, au terme d'une enquête de plusieurs mois, M. Van der Stoel a admis que ces sanctions entraînaient des difficultés pour les civils irakiens, mais il n'en a pas moins accusé Bagdad d'infliger à ceux-ci les pires souffrances.

Situation « difficile » au Kurdistan

Ainsi, selon lui, dans le but délibéré d'assujettir la population chiite du sud du pays, le gouvernement irakien procède-

t-il systématiquement à des « bombardements aveugles » et au détournement de l'eau des marais, ce qui « menace de détruire le mode de vie traditionnel » des tribus vivant dans cette région.

Près de deux cents villages auraient été détruits, indique le rapport, qui ajoute que l'assèchement des marais « facilite le déploiement de matériels lourds tels les pièces d'artillerie et les chars ». D'où l'urgence, insiste-t-il une nouvelle fois, du déploiement d'observateurs des Nations unies dans cette partie

de l'Irak.

Le rapporteur souligne d'autre part que la situation est « particulièrement difficile » dans le Nord, au Kurdistan, du fait du « double embargo » économique imposé à cette région. En effet, les sanctions imposées par l'ONU se doublent de restrictions décidées par Bagdad, dont dépend une grande partie de l'approvisionnement des Kurdes. « Dans la mesure où le régime contrôle tous les moyens de distribution de la nourriture et des médicaments, la levée des sanctions ne fait que renforcer son pouvoir de pression politique pour punir les opposants et récompenser ceux qui le soutiennent », nous a déclaré à ce sujet Andrew Whitley, de l'organisation Middle East Watch, qui prépare son rapport annuel.

AFSANÉ BASSIR POUR

L'Humanité - 25 novembre 1993

Kurdistan turc

L'« étai » antikurde

DANS une dépêche datée d'Ankara et publiée hier dans la soirée, le correspondant de l'AFP, citant des « observateurs », affirme que « l'étai se resserre autour des rebelles séparatistes kurdes avec des poursuites judiciaires contre leurs sympathisants en Europe, parallèlement à des opérations militaires en Turquie et des démarches diplomatiques turques pour les isoler des pays voisins accusés de les soutenir ». « L'armée a multiplié ses opérations

aérotterrestres. Elles sont soutenues par la majorité de la population, sous l'influence de la presse nationaliste qui refuse toute division ethnique en Turquie, dont un cinquième des habitants (environ 12 millions) sont d'origine kurde », poursuit la dépêche, qui ajoute : « Le premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, a annoncé l'envoi de 10.000 membres des forces spéciales s'ajoutant aux quelque 180.000 soldats, gendarmes, policiers et miliciens armés par

Ankara déjà sur place. » Il s'agit de « déloger les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le nombre est estimé officiellement de 2.000 à 4.000 en Turquie ». Ankara a par ailleurs déclaré avoir obtenu la « promesse » de ses deux voisins, l'Iran et la Syrie, accusés d'aider le PKK, d'empêcher l'infiltration de rebelles à partir de leur territoire. Les Kurdes d'Irak ont affirmé qu'ils feraient respecter l'accord interdisant au PKK de lancer des raids depuis l'Irak, conclu après une opération kurdo-turque sur le territoire irakien en octobre-novembre 1992. « La rafle de la police française,

qui a été suivie d'une opération similaire en Allemagne », devrait « calmer les groupuscules du PKK dans leurs activités en Europe », où nombre de pays donnent asile aux Kurdes, ont par ailleurs affirmé des spécialistes interrogés par l'AFP à Ankara. Des mesures judiciaires sont également employées en Turquie, en particulier contre le Parti pro-kurde de la démocratie (17 députés sur 450 sièges au Parlement) dont le président et le vice-président ont été arrêtés pour « séparatisme ». Ainsi, si l'on en croit cette dépêche de l'AFP, la chasse aux Kurdes de Turquie va prendre une nouvelle envergure.

Rouge - 25 novembre 1993

★ **Noureddine Zaza, Ma vie de Kurde, Labor et Fides, 125 F.** Kurde de Turquie, le fondateur du PDK nous entraîne, avec ce récit autobiographique plus « romanesque » que nature, au cœur de la question kurde, telle que ce peuple martyr la vit depuis la fin de l'empire ottoman, entre panarabisme musclé et kémalisme dur. Turquie, Syrie, Irak, Liban, les frontières, les exils et les prisons, la torture et le mépris. D'une jeunesse heureuse à un exil suisse, il brosse le tableau d'un Proche-Orient nécosé par la répression contre les minorités et pris lui-même dans le chaos de son émancipation. Un témoignage au quotidien pour combler de nombreuses lacunes, même si la critique politique est souvent rapide.

Piotr Gourmandisch.

Le Quotidien de Paris - 25 novembre 1993

Irak : l'ONU dénonce un « régime de terreur »

Alors que le régime irakien tente une offensive diplomatique pour obtenir un assouplissement des sanctions qui le visent, un rapport de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans ce pays dénonce le « régime de terreur » responsable de nombreux abus. Dans son rapport, Max van der Stoel remarque que la situation humanitaire est si grave que la communauté internationale devrait envisager d'envoyer des observateurs en la matière en Irak. Il insiste tout particulièrement sur les efforts entrepris pour éradiquer l'antique culture arabe des zones marécageuses frontalières de l'Iran. Il fait aussi état d'abus commis à l'encontre des Kurdes vivant dans le nord — avec notamment un blocus économique, des coupures d'électricité, des bombardements et autres « déstabilisations »

Chasse aux Kurdes

Au moment de la guerre du Golfe la France se prit de passion pour les Kurdes. Peuple oublié de l'histoire, on apprit ainsi qu'ils étaient dispersés entre plusieurs pays et soumis à plusieurs types de répression. Du temps de la splendeur de Saddam Hussein, c'est-à-dire lorsqu'il était de fait l'allié de la France et des Etats-Unis, notamment lors de sa guerre contre l'Iran, les Kurdes, on n'en parlait pas. Comme on ne parlait pas, d'ailleurs, des Kurdes de Turquie. Le pays de Mustapha Kemal, il est vrai, est un membre important de l'OTAN. Pointe avancée de l'organisation du Traité de l'Atlantique nord, les plateaux anatoliens servaient de base d'écoute face à l'Union soviétique. Dans un Proche-Orient en ébullition, les pays occidentaux ont toujours privilégié la Turquie. Peu important, à vrai dire, que le pays fût une dictature et que des milliers de démocrates et progressistes turcs, kurdes ou arméniens croupissent dans les prisons des généraux. De ces Kurdes-là, qui viennent d'obtenir le droit de parler kurde dans la rue (car il y a moins de trois ans cela était interdit sans que l'Occident ne s'en émeuve), mais qui n'ont toujours pas le droit de prononcer le mot de Kurdistan ou d'avoir une représentation politique propre, on ne parle pas. Dans ce qu'Ankara nomme pudiquement les provinces de l'Est, c'est la guerre. L'armée turque ratisse et bombarde les villages, on vit encore sous l'état d'exception. Des groupes fondamentalistes, que l'on dit liés à la police secrète du régime, abattent les progressistes kurdes, sympathisants ou non du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan qui lança la lutte armée contre le régime, alors dictatorial, d'Ankara). En France, la semaine dernière, on a d'un seul coup

reculé de plusieurs décennies. Parlant de vague d'attentats à venir, le ministère de l'Intérieur, avec le plein soutien d'Edouard Balladur, a organisé une véritable rafle dans ce que l'on appelle les milieux proches du PKK, qui sont en fait des mouvements de solidarité avec le Kurdistan. Un de ces rafles a même été renvoyé, comble du cynisme, à Istanbul où l'on sait qu'il risque la mort, car on continue de mourir dans les prisons de Turquie. Et l'on se satisfait pleinement en haut lieu d'entretenir la confusion entre mouvement terroriste et mouvement de libération nationale. A partir de là, on comprend mieux le tintamarre orchestré autour de l'interpellation de fondamentalistes proches du FIS algérien la semaine passée. Que la République sévisse contre ceux qui agissent contre les lois de la République, assassinent en Algérie ou ailleurs ceux qui se prononcent pour la laïcité, mille fois oui. Qu'à partir de cette nécessité on amalgame musulmans, fondamentalistes et terroristes, il y a plus qu'une marge. On voudrait développer le « communalisme » (repli sur soi des communautés et affrontement) en France qu'on ne s'y prendrait pas autrement. L'autre conséquence de cette opération médiatique a été de s'attaquer aux réfugiés politiques en France en les amalgamant avec les premiers. Les Kurdes sont un peuple. Des dizaines de milliers d'entre eux sont déjà morts de la sale guerre que mène l'Etat turc au Kurdistan. Ils ont besoin, d'autre chose que ces utilisations médiatiques, une fois pour mener la guerre contre l'Irak, l'autre pour faire plaisir à Ankara et criminaliser une partie de l'opposition politique. Ce dont les Kurdes de Turquie ont besoin c'est de la solidarité active pour la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination. (1) ■

(1) Autodétermination signifie bien que c'est à ce peuple de décider. Paradoxalement le PKK avait récemment annoncé un cessez-le-feu, qui a été rompu, et surtout avancé l'idée d'une autonomie dans le cadre d'un Etat unique. Est-ce la voix de la paix que l'on veut ainsi torpiller en ne laissant ouverte que l'option militaire ?

THE EUROPEAN - November 26, 1993

Pasqua takes on Kurdish militants

FRANCE

THE government's campaign against Kurdish militants and Muslim fundamentalists in France intensified this week with the arrest of dozens of Kurds who had been protesting against the detention of 21 of their compatriots on terrorist charges.

Baton-wielding riot police broke up several banned marches demonstrating against last week's arrests after a nationwide swoop on suspected supporters of the Kurdistan Workers Party.

After the arrests, a Kurdish activist warned that French interests in the Middle East could suffer if Paris went on helping Turkey.

Interior Minister Charles Pasqua, who ordered the crackdown, warned of the threat which Muslim and Kurdish terrorist groups posed. He said: "A certain number of political organisations and associations are taking advantage of France's hospitality and using the freedom they have on our soil to turn our country into a rear base for terrorism."

He added that the Kurdish cause deserved sympathy, but not when they organised attacks and terrorism. "I will not tolerate that," he said.

Of the Muslim fundamentalists, he said that the vast majority of Muslims in France sought to live peacefully. But he warned that they should obey French law and not force their views on others.

Louvre success: The Louvre in Paris had to close its doors early to visitors for two days because of the huge number of people wanting to see the refurbished Richelieu wing.

More than 100,000 people visited the new wing last weekend. The Ffr6.4bn (Ecu965.7m) wing virtually doubles the size of the world-famous museum. Officials claimed that at one point 55,000 people packed the rooms.

President François Mitterrand opened the wing last Friday and over the weekend admission was free. The museum was scheduled to stay open until midnight on Saturday but closed early because of a bomb threat.

Paris landmark shut: The Grand Palais, the 93-year-old exhibition venue in Paris, has been closed to visitors after experts warned that the glass-roofed building was unsafe. The Grand Palais, put up for the 1900 Universal Exhibition, rests on unstable foundations and its glass dome needs urgent repair work, according to Culture Minister Jacques Toubon.

Exhibitions of French post-Impressionist painting will be moved elsewhere in Paris or to the provinces. Parts of the venue are due to reopen in two months, Toubon said. However, it could take up to two years to ensure that the vast space below the glass dome is safe for displays.

Third plane crashes: Two people were killed when a French-registered Cessna 421 light aircraft crashed on a road while trying to land at Avignon airport in southeast France last weekend. It was the third fatal light aircraft incident in France in a week.

The pilot of a small plane was killed in a crash the previous Friday, while six people died two days earlier when a plane carrying police officers crashed near Paris.



Jacques Dimet

REVOLUTION
25 novembre, 1993

Solidarité avec le peuple kurde**Kurdistan****Arrêter le massacre**

Deux députés kurdes de Turquie lancent un appel à l'arrêt de la violence et demandent une solution politique. L'armée turque a bombardé hier la ville de Cizre.

SEDAT YURTDAS et Sirri Sakik siègent à la Grande Assemblée nationale de Turquie, mais ils sont Kurdes : le premier est député de Diyarbakir, le second de Mus. Ils sont venus en France, lundi, pour tenter d'attirer l'attention sur la gravité de la situation au Kurdistan, où l'armée turque a engagé une guerre sans merci contre leur peuple : « La guerre a pris ces dernières semaines une ampleur effroyable, dit Sedat Yurtdas. Depuis novembre, les militaires ont tous les pouvoirs pour écraser ce qu'ils appellent « la dernière insurrection kurde ». Ils se sont donné cinq mois pour en finir. En ce moment, il y a en moyenne 40 morts par jour, mais cela risque d'empirer. Nous sommes venus pour faire entendre la voix des Kurdes et combattre la campagne d'intoxication que mène le gouvernement turc, à l'intérieur comme à l'extérieur, en essayant de faire passer tous les Kurdes pour des terroristes. Nous avons rencontré le président de l'intergroupe parlementaire sur les droits de l'homme à l'Assemblée nationale, celui du groupe socialiste et M^{me} Mitterrand. » Ils rappellent que les 17 députés de leur parti, le Parti de la démocratie, ont envoyé à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) une lettre la suppliant d'arrêter un engrenage qui risque de conduire à un génocide. « Nous y avons joint le testament politique de l'ancien président Ozal qui conseillait à son successeur de ne laisser dans



Cette photo fait partie d'une série, publiée en juin et juillet derniers par « L'Humanité ». Elle montre des soldats turcs accrochant un câble à la taille d'un blessé kurde qui sera ensuite traîné par un char, de fabrication allemande, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

l'est de la Turquie que trois millions de Kurdes au lieu de dix », précise Sirri Kakik. Pour le député de Mus, le gouvernement turc tente de faire exactement ce qu'a fait Saddam Hussein avec les Kurdes d'Irak. « Mais comme le régime a su donner le change à l'Occident avec sa façade civile, on le laisse faire ».

Sirri Kakik et Sedat Yurtdas se prononcent pour une solution politique du problème kurde, l'arrêt de la guerre et l'ouverture de négociations. « Cela aurait été possible quand le PKK a proclamé la trêve, en mars dernier. Mais le gouvernement a refusé de discuter et il continue. Il y a quelques semaines, les maires de 14 localités kurdes lui ont écrit pour demander qu'on cesse d'utiliser la violence et qu'on recherche une solution politique avec le PKK, la réponse a été immédiate : ils ont été traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat. L'armée a eu un jugement plus expéditif : elle a détruit les 14 localités, réduisant les mairies en cendres. » Parmi ces localités, il y avait Lice, une ville de 15.000 habitants détruite le 22 octobre.

Le PKK est-il une organisation terroriste? : « Pour nous,

dit Serri Sakik, est terroriste quiconque massacre des gens désarmés et s'en prend à des populations civiles. Quand il y a des exactions du PKK, nous les dénonçons. Mais la responsabilité la plus écrasante revient au gouvernement turc, car s'il le voulait la guerre finirait en quelques jours. »

Dans la rafle anti-Kurdes en France, les deux députés voient surtout un « coup de main » de Paris au gouvernement turc. « Mais, ajoute Sirri Kakik, nous avons donné un message aux 100.000 Kurdes de France : Nous leur avons conseillé de vivre en harmonie avec le peuple français, de respecter ses lois, même quand ils manifestent leur mécontentement à propos de ce qui se passe au Kurdistan. Mais nous demandons aussi au gouvernement français de faire preuve de compréhension : quand des gens sont touchés dans leur chair et voient leurs villages détruits et leurs proches massacrés, il est naturel qu'ils réagissent. » Confirmant les craintes des deux élus, l'armée turque a bombardé, hier, la ville de Cizre dont tous les accès sont bloqués par des tanks. FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Plus d'une vingtaine d'organisations françaises ont lancé, hier à Paris, un appel dont voici le texte :

« La police vient d'arrêter avec brutalité et arbitrairement plus d'une centaine de Kurdes à la demande du ministère de l'Intérieur français. Des manifestations de protestation de la communauté kurde ont été réprimées. Les organisations soussignées (1), protestent contre ces arrestations arbitraires qui transforment chaque réfugié kurde ayant fui le régime d'Ankara en suspect a priori. Elles s'indignent de la soumission ainsi manifestée aux exigences de l'Etat turc qui bafoue depuis des décennies les droits légitimes du peuple kurde. Elles exigent la libération des personnes arrêtées arbitrairement et mettent en garde le gouvernement contre toute expulsion vers la Turquie. Le gouvernement français serait responsable du sort de ces personnes soumises à de graves dangers. Elles appellent à la solidarité avec le peuple kurde et avec tous ceux qui défendent la démocratie et la justice en Turquie. » Ces organisations doivent annoncer, ce vendredi, d'autres initiatives de solidarité.

(1) CAIF, ADTT, Comités du Kurdistan, CEDETIM, LCR, Act-Up, Alternative libertaire, CIMADE, CGT, ORNICAR, Accueil et Promotion, Alliance nationale des unions chrétiennes des jeunes gens, JOC, AREV, FASTI, SNES, DSU, Alerte, COMCAR, STIF, YEYVA, SORA Kurdistan, Mouvement des citoyens et MRAP.

Le PCF a également signé cet appel ainsi que le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme.

Turque

L'appel de Paris des députés kurdes

Dénonçant le « génocide » contre leur peuple, des députés kurdes de Turquie ont lancé, hier à Paris, un véritable appel au secours à la communauté internationale.

Ce qui se déroule actuellement dans la région du Kurdistan, au sud-est de la Turquie, entre les troupes gouvernementales d'Ankara et les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), est une véritable guerre. Elle demeure passablement ignorée, aucun des deux camps ne favorisant vraiment l'accès des observateurs et journalistes à la zone des « opérations », chacun étant d'ailleurs taxé de se livrer à des « exactions ». Ces derniers mois, néanmoins, des missions de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ont pu constater les multiples violations de ces droits opérées par les militaires turcs qui, du fait de l'état d'urgence décrété dans la région, ont « carte blanche » du gouvernement de Mme Tansu Ciller pour régler sous un angle exclusivement sécuritaire la question kurde.

Lors d'une conférence de presse hier à Paris, deux députés kurdes du Parlement d'Ankara, membres du Parti de la démocratie (DEP), n'ont pas hésité à dénoncer un « génocide ». Sirri Sakik et Sedat Yurtaf, élus de Mus et Diyarbakir (est de la Turquie), lancent un appel à l'aide à la communauté internationale et réclament notamment, soulignant qu'Ankara est signataire de plusieurs conventions protectrices des droits de l'homme et participe au processus CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), l'envoi immédiat d'observateurs au Kurdistan. « théâtre d'une guerre sur fond de bavures de la part des autorités ».

Sous quelles formes ? « Dans les zones sous régime d'exception, des villages entiers sont vidés de leurs habitants, les commerces sont brûlés, les maisons rasées. Depuis octobre 1991, 800 villages ont ainsi été rayés de la carte, 673 personnes ont été exécutées en dehors du minimum de cadre judiciaire. Les Kurdes deviennent des réfugiés sur leur propre sol », affirment Sakik et

Yurtaf. Ce dernier précise que la ville de Diyarbakir — la plus importante cité kurde — est passée, à cause de l'afflux de déplacés, de 600 000 à 1,3 million d'habitants. « Dont beaucoup, totalement démunis, errent sans ressources dans le froid de l'hiver anatolien. » Selon eux, le nombre des déplacés, malgré l'absence de données précises, dépasserait déjà le million. Celui des victimes, toutes « catégories » confondues, avoisinant les 10 000, depuis 1984.

Vague nationaliste

La répression, systématique, décourage les témoignages. « Neuf cadres du DEP ont été assassinés, treize journalistes ont été victimes des escadrons de la mort turcs », apparus il y a un ou deux ans et opérant sur le modèle des tueurs fous du Brésil. « Ils s'en prennent jusqu'aux distributeurs d'information : huit vendeurs de journaux ont été abattus dans la province de Diyarbakir ! » En Turquie, où la vague nationaliste contre la revendication séparatiste du parti armé d'Abdullah Ocalan — « Apo » — est puissante, on accuse le PKK des mêmes horreurs, ce qui aboutirait à une prise en étau des populations civiles.

Prenant soin de se démarquer du PKK, avec lequel ils n'ont « aucun lien organique », même s'ils « défendent la même population et se réfèrent au même territoire géographique », les deux représentants du DEP avalisent cependant, implicitement, cette situation. Faute d'une solution politique pacifique, redoutent-ils, les Kurdes « risquent d'être poussés vers la solution du désespoir et de la violence, vers des solutions se trouvant dans la montagne » — où combattent les hommes du PKK.

Mais celui-ci, s'en prenant désormais aux cibles touristiques en Turquie et aux intérêts de ce pays en Europe, ne radicalise-t-il pas le premier l'affrontement ? « Engageons à tous les niveaux, politique, local, syndical, etc., un débat sur l'égalité des droits entre les peuples turc et kurde, et légalisons le PKK », se

bornent-ils à répondre. Ce qui paraît irréaliste, l'heure étant à Ankara à un nouveau raidissement, avec la mise sur pied d'une « force spéciale » de 10 000 hommes, alors que selon Sirri Sakik l'effort de guerre se chiffre déjà « à au moins 50 milliards de francs ». Avec aussi un projet de nouvelle loi antiterroriste, qui rétablit le délit d'opinion et vise non seulement les membres du PKK, mais aussi les « sympathisants », ce qui laisse le champ libre aux interprétations. Et pourrait aboutir, craignent les Kurdes, à une mise hors jeu du DEP et des autres familles autonomistes pour les élections locales prévues en mars prochain en Turquie.

Avec les opérations policières anti-Kurdes en France et en Allemagne, Ankara a reçu, reconnaissent Sirri Sakik et Sedat Yurtaf, un sérieux « coup de pouce » des pays européens, avec notamment l'assimilation de jure, pour la première fois par Paris, du PKK à un « mouvement terroriste » (voir « le Quotidien » d'hier). A preuve, l'abondante couverture accordée à ce coup de filet par les médias pro-gouvernementaux d'Ankara et Istanbul.

Comment expliquer ce — relativement — soudain engouement ? « Il faut remarquer que cela coïncide avec des échanges commerciaux accrus entre ces pays et la Turquie » ; une allusion à la vente d'hélicoptères de combat franco-allemands. Sans doute y a-t-il aussi l'exemple, jugé au total « déstabilisateur » par les Occidentaux, de la République autonome, ou indépendante, du Kurdistan irakien, qui échappe depuis la fin de la guerre du Golfe au contrôle de Bagdad. « Mais je crains finalement que s'il y avait en Turquie un coup d'Etat militaire, ni les Européens ni les Américains ne s'en offusqueraient vraiment », concluent les parlementaires. Contre lesquels — comme les 15 autres élus DEP —, le gouvernement de Mme Ciller envisage une éventuelle levée de l'immunité diplomatique...

Honoré VERNET

● Le vice-président du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au Parlement, Kemal Bilget, a été déféré hier devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul en tant qu'ancien « membre du Parti communiste du travail de Turquie » (TKEP, extrême gauche).

Talabani hints ending Provide Comfort

"I am frightened by the Ankara-Baghdad relationship"

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

IRBIL/IRAQI KURDISTAN- As Turkey prepares once again to debate the extension of the mandate of the Incirlik-based coalition forces to protect the Iraqi Kurds, Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jala Talabani has implied that a Turkish failure to pass the extension would strengthen the Kurdish position before the world.

Interviewed by this reporter in his Irbil headquarters, Talabani said western countries who had promised to guarantee the safety of the Kurds could do so from outside of Turkey. "We are grateful to all those countries that have sent their arms to protect the Kurdish people, and we are also grateful to Turkey, who permits them to do so and who allows them to use Incirlik," Talabani said.

He added, however, "The Kurdish people have been fighting since 1961 without the backing of Provide Comfort forces or the support of Turkey. On the contrary, Turkish governments have often cooperated with the Baghdad regime against us." He said the end of Incirlik would not mean the end of the Kurdish people but stressed that there would still be a need for international protection.

"The Kurdish people will remain in need of international protection, but this could come in other forms and from other locations," he said. "What I really deny is the blackmailing of Kurds using this Incirlik base as a tool, as a stick over our heads. We need to have this protection -- permanent protection -- from the Baghdad regime."

"But I think even without international protection we could survive -- we spent 32 years fighting in these mountains. It is true that we could not remain in the main cities, but we did liberate our own cities without outside support when our people revolted in March 1991."

Talabani said he believed it was in the Turkish government's interest to extend the mandate, recalling that the late President Turgut Özal had expressed a similar sentiment to Turkish politicians. "There are other ways for the allied forces to protect the Kurdish people, and if Turkey failed to participate, it would lose its influence over them as well as its role in shaping events in northern Iraq."

"I think it is in Turkey's interest and those politicians who are opposed to giving Incirlik to allied forces ... I think this is just some kind of inner political game."

The PUK leader also noted that there were circles within Turkey calling for the improvement of relations with Baghdad, and said this development was frightening. "They are for opening the border with the Iraqi dictatorship, for ending the sanctions, and I am afraid they will use this PKK issue as a pretext for following this policy," he said.



Patriotic Union of Kurdistan leader Jala Talabani

Talabani claimed that these sources, using PKK terrorism as their trump card, were also arguing this point to the U.S. and European countries, saying that the PKK was using this region and that the existing gap in authority could only be filled by the Iraqi regime.

"For more than 10 months," he noted, "there had been no claims from the Turkish side that any events had occurred on their border. Only after this summer, when Turkish military operations could not defeat the PKK inside its country, did they come and accuse us of permitting the PKK to operate within our territory, and this is nonsense."

Talabani noted that the U.S. and Europe wanted a united democratic Iraq, but said if there were no democracy, he doubted they would push the people towards a dictatorship. He stressed his belief that whatever happened, the international community would continue to protect the Kurds.

"I think they will protect the Kurds and the Kurdish democratic experience in this part of Iraq with or without the support of Turkey," he said.

"I think Iraq will be afraid to attack Iraqi Kurdistan ... The army has lost its morale and ... I think Saddam knows the morale of his army and he does not want to take more risks."

Clinton says he admires Iraqi Kurds

President Bill Clinton said in a letter this month that he admired the efforts of the Iraqi Kurds and that the issue of extending the mission of Provide Comfort had been tabled with Prime Minister Tansu Çiller during her most recent visit to Washington.

Friday, November 26, 1993

turkish daily news

will boost his hand

In a letter to U.S. Congressman Bob Toricelli, Clinton said on Nov. 10 that he was supportive of the Iraqi Kurds and that the United States was trying to aid them in every possible way. Referring to an earlier report by Toricelli after his visit to northern Iraq and Turkey, Clinton said, "Your report of the conditions there and of the extraordinary efforts by the Iraqi Kurds to develop an effective political and economic system under such difficult circumstances was interesting and useful." The letter continued, "I have great admiration for those courageous people and have always tried to be as supportive as possible without undermining our overall policy objectives in Iraq and the integrity of the sanctions regime." The letter also said that during her recent visit to Washington, the issue of supplying energy to northern Iraq had been discussed with Çiller. "We are pleased that Turkey is also making its contribution to the economic and humanitarian situation in northern Iraq," it said.

...and PKK gunmen attack Iraqi Kurds

Iraqi Kurds admit their 10-day operation against the PKK has failed so far, ask Turkey to secure its own borders

Turkish Daily News

ANKARA- Militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) attacked the military base of Iraqi Kurdish forces a week ago, killing three peshmerga and kidnapping 12 others, Iraqi Kurdish sources revealed late Wednesday.

Safec Dizayee, the representative of the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) in Ankara, said that nearly 200 PKK militants attacked, on Nov. 18, the Iraqi Kurdish base at Baziyah village in Elgush district, less than five kilometers (3 miles) from the Turkish border.

The self-declared Iraqi Kurdish government in Irbil, northern Iraq, condemned the attack in a written statement and called it "a clear act of aggression against our government." Establishing a de facto administration in three mainly Kurdish populated provinces in northern Iraq bordering Turkey and Iran in 1992, Iraqi Kurds launched an operation on Nov. 15 against the PKK military presence which has been waging an armed campaign against Turkey since 1984 for an independent Kurdish state.

Dizayee told TDN on Thursday that their joint operation against the PKK in Khakurk and Matine regions in north Iraq had produced no outcome so far.

"Unfortunately, our forces could not locate the PKK militants, because they are changing their positions all the time," Dizayee said. "But our fixed positions, especially at remote border posts, are vulnerable to PKK attacks."

The failure of the Iraqi Kurds' operation against the PKK has raised doubts among security personnel about the true intentions behind the operation.

"We are disturbed by the PKK activities in northern Iraq," Dizayee said, estimating the number of PKK militants in the region as 1,000. "We have closed their contact

offices down and asked them to leave the region. But they have not done so. Our peshmergas will not give up and our operation against the PKK will continue."

Complaining that the Iraqi Kurdish force was too small, Dizayee said that Turkish security forces should make greater efforts to prohibit infiltration by PKK militants.

He said the influx was not always from northern Iraq to Turkey for PKK hit-and-run attacks, but sometimes from Turkey to northern Iraq. Dizayee said that recently a group of PKK militants had entered northern Iraq from Turkey, stolen 1,400 sheep from Iraqi Kurds and returned to Turkey with them. The Iraqi Kurdish leadership signed an agreement with Turkish security forces in autumn 1992, following a major operation by the Turkish security forces against PKK bases in Iraq. Turkish security forces had managed to destroy some of the PKK bases, but the PKK has re-established some of the bases since then. Well-informed sources claim that the PKK had been allowed to pull itself together by the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) leader Jalal Talabani sheltering some PKK militants and giving them "political refugee" in Zele camp near the Iranian border. The Turkish operation had come right after two major PKK embargoes on Iraqi Kurds in the summer months. These had blocked the flow of international humanitarian aid -- which they needed -- to the region which is under the embargo of the Saddam regime from the south.

The PKK, with its Marxist-Leninist ideology, contradicts the traditional tribe-based policies of the KDP led by Mesoud Barzani and the PUK led by Jalal Talabani.

As a result of the PKK's armed campaign since 1984, more than 11,000 people have been killed in east and southeast Turkey so far.

Evidence mounts for German ban on PKK

Kurdish associations which work closely with the PKK under cover names are expected to be closed down

TDN with wire dispatches

BONN- Germany's Interior Minister Manfred Kanther is expected to ban the militant Kurdistan Workers' Party (PKK) and associated groups this week after a wave of attacks on Turkish offices, a German newspaper said on Wednesday.

The Frankfurter Rundschau report quoted unnamed sources from within the interior ministries of Germany's 16 federal states. No comment was immediately available from the Bonn ministry. Kanther has scheduled a news conference for Friday at the end of regular two-day consultations in the northern town of Oybin with his counterparts from the various states. The daily, in a report released ahead of publication on Thursday, said the ban was expected on Thursday or Friday and would probably hit several Kurdish groups in Germany suspected of working closely with the PKK.

"In practice the ban would mean that meetings would be prohibited and property and printed material

would be seized," the newspaper said. It said that because the PKK did not use its own name in Germany, Bonn would probably close down several Kurdish groups suspected by security officials of having close links with the militants. "Groups...that could be affected by a ban include: the Kurdistan National Liberation Front (ERNK), the Federation of Patriotic Workers' and Cultural Clubs (FEYKA), the Kurdistan Committee and also some organizations, like the Y-KWK (Kurdistan Union of Patriotic Workers), that have a Y in their initials," it said. (The Y stands for Yekiti, the Kurdish word for union.) More than 400,000 of some 1.8 million Turkish citizens living and working in Germany since early 1960s are estimated to be of Kurdish origin.

Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign

since 1984, in which more than 11,000 people have been killed in east and southeast Turkey so far.

The PKK has denied involvement in a wave of attacks on Turkish targets in Western Europe on Nov. 4, including the fire-bombing of a restaurant in Wiesbaden, Germany, that resulted in the death of a Turkish national.

Turkey, which has outlawed the PKK and brands it terrorist, has

been pressing European states to stop the group's activities.

Kanther has been reluctant to ban the PKK for fear of driving militants underground, where they would hard to keep under surveillance.

But German police cracked down on suspected Kurdish activists one day after the latest attacks, raiding offices and homes across the country.

The French government carried out a major crackdown on PKK militants and related associations in four cities of the country, including the capital Paris. Twenty-one suspected militants of the PKK who are active in France will be taken to court on the charge of being members of, and carrying out activities for, a "terrorist organization." This is the first official mention of the PKK in France

as a terrorist organization. The French action against the PKK was appreciated by the Turkish government. Meanwhile, in a commentary by the French news agency AFP, it was said that the "circle" around the PKK was being drawn closer with ongoing operations by Turkish security forces in east and southeast Turkey and with anti-PKK operations in European countries.

Government plays down talks with Kurdish tribal leaders

Turkish Daily News

ANKARA- Following the extensive press coverage of recent top level talks in Ankara with Turkish Kurdish tribal leaders, the government is now trying to play down the significance of these meetings.

A high level government official told the TDN on Thursday that 12 Kurdish tribal leaders from eastern and southeastern Anatolia, "had arrived in the capital for TV interviews." "I don't know why the subject is being exaggerated. There is nothing to it," he said dismissively.

"Advantage was taken of their presence in Ankara and they have been received by the interior minister and the gendarmerie commander. The parliament speaker, the prime minister and the president have also received them."

The only reason for their visit, he continued, was the TV news program "Açı", which is to be aired by channel one of the state-run television corporation (TRT) on Thursday evening. "The newspapers have dubbed these talks 'a secret tribal summit', and reported that the state would deliver all the sophisticated weaponry that they demand for use in their struggle against the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party). These are all baseless allegations," he added.

Leaders of the 12 leading tribes of Turkey's troubled southeastern region, which is predomi-

nantly populated by Kurds, were brought to Ankara in great secret last week and are still staying in a "Police Guest House" in Ankara. The tribal leaders represent approximately one million people.

After a series of meetings with Interior Minister Nahit Mentese, Gendarmerie Commander General Aydın İler, Security Director General Mehmet Ağar and high level officials from intelligence units, the tribal chiefs met with Prime Minister Tansu Çiller.

In these talks they have reportedly been told that the State will meet all their needs if they engage in the current struggle against the PKK.

Following the meeting with Prime Minister they said, "We are returning to the region in a more hopeful and determined mood." Newspapers which reported that the chiefs of the pro-government tribes are being organized also stressed that the visit and talks were kept strictly confidential for security reasons.

Ahmet Zeydan (Piyandi tribe), Hakkı Türe (Beyzade tribe), Iskender Ertuş (Şerefhan tribe), Abdurrahman Özbey (Ezdzinan tribe), Abdurrahman Seylan (Alan tribe), Haşim Babat (Babat tribe), Süleyman Tatar (Tatar tribe), Tahir Adıyaman (Jikri tribe), Kamil Atak (Tayan tribe), Osman Demir (Butvan tribe), Ramazan Çetin (Arabi tribe) and Dilbaz Encü (Mentkan tribe) are

the tribal leaders currently in Ankara.

These leaders have reportedly asked Prime Minister Tansu Çiller to deliver them more effective weapons, to improve their health services and to arrange for more state-paid village guards.

The papers later reported that the state has distributed artillery, mortars and rocket launchers to pro-government tribes in the Southeast. According to reports, the tribal leaders demanded sophisticated military hardware for use against the PKK.

Gendarmerie Commander Gen. Aydın İler has allegedly ordered regional Commander Lieut-Gen. Hasan Kundakçı to deliver the weapons that they ask for. Meanwhile, during the talks in Ankara, the tribal leaders have said that if the March 1994 local elections take place under present conditions, the PKK would win in many areas. They also urged the immediate lifting of the parliamentary immunities of the deputies of the Kurdish-based Democracy Party (DEP). The left-wing daily *Aydınlık* has reported in a front page article that the tribal leaders who are currently in Ankara had in the past taken part in Kurdish uprisings. *Aydınlık* released a Secret State report which says that seven of the twelve tribes had participated in anti-government uprisings in the Republican era. "Their loyalty to the nation cannot be trusted, because they support pro-Kurdish movements," *Aydınlık* quoted the report as saying.

Hahri Birler

Compelling Kurd to kill Kurd

State officials have been hosting the chiefs of 12 foremost clans of the Southeast in Ankara since the week's start. Guarded by security teams, the clan chiefs have held talks with topnotch military and civilian officials. No formal, satisfactory statement has as yet been released on the clan chiefs' Ankara visit and their meetings. Yet information gleaned so far has revealed that the state has asked the chiefs to participate more actively in the fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The chiefs have reportedly said yes — on condition

that the state supplies them with sophisticated weaponry.

Putting aside the fact that there are some among these chiefs being sought by Turkish police for crimes ranging from murdering gendarmerie soldiers and a public prosecutor to drug trafficking, let's consider other aspects of the matter. The villages belonging to the said clan chiefs are villages threatened by the PKK. Therefore, the chiefs have already supplied the state with manpower in the form of

state-paid village guards and the state has already provided them with arms. So is it any good for the state to ask the clan chiefs for more active participation in the struggle against

the PKK? The state possesses information that some village guards refrain from engagement in armed struggle against the PKK and even join the organization with their state-supplied weapons. Now the question of allocating more sophisticated weapons to such people is being debated. Can the state guarantee that it will know for sure who will use such weapons against whom? The state has for years pursued the policy of employing state-paid village guards in the region, with armed villagers actively involved in the fighting against the PKK. Yet given the feudal structure of the area, this mode of struggle has not been of much use. For the villager is acutely aware that he is trying to protect, not his land and village, but those of the clan chief. And in return for his services, he and his family become targets of the PKK. The blood shed in the Southeast is that of the local who, under heavy ideological bombardment, becomes an armed PKK recruit and of the villager who, by force of circumstances, becomes a state-paid village guard in return for two buckets of flour and a pair of rubber shoes for his kids. On the other hand, both PKK commanders and clan chiefs keep enjoying themselves — a fact attested to by various reports appearing in various media organizations.

Now, for other aspects of the issue.

If a proper analysis is made of how other states conduct their struggle against guerrillas, how our state-paid village guards go about their business, and when this system of employing guards must actually be initiated, the following conclusions will be arrived at: The state, drawing upon its own resources, sweeps guerrilla-controlled zones clear of them, neutralizes them as it were, and then arms villagers settled in such zones, asking them to prevent further guerrilla infiltration. That's when this system of employing village guards should be applied. But in our state the system was premature, coming as it did before its time so to speak. The state employs village guards, asking them to help its own forces to eliminate guerrillas, not to keep guerrilla-free zones clean. Therefore, no substantive results have been obtained so far. The only corollary has been that it is village-guards that suffer larger casualties than do soldiers and that villages where village-guards live are subject to more raids.

One of the reasons for the existence of the PKK is the presence of clans in the region. Between 1977 and 1980, the PKK became a party to conflicts between various clans, siding with clans that backed it and resorting, in the name of

"The solution of the problem is not possible by taking reactionary measures such as arming the feudal clans. A solution is possible only by taking progressive measures."

"revolutionary violence," to armed conflict against those clans opposing it. Following the military coup of 1980, investigations were conducted to unearth the source of the problem and the existing feudal structure was documented.

Yet, today the state ignores this fact and keeps handing out arms to those clans it thinks side with it. Furthermore, now it provides

all those clan members with weapons, irrespective of whether they have the qualities as stipulated by the relevant law on state-paid village-guards. Somehow or other, the fact that this will lead to more problems has been swept under the rug.

The solution of the problem is not possible by taking reactionary measures such as arming the feudal clans. A solution is possible only by taking progressive measures.

Who inhabit the region? Kurds. Who are PKK members? Kurds. Who does the PKK kill under the pretext of liberating the Kurdish people? Kurds again.

Then, it will be Kurds that will wipe out the PKK and avenge the blood it has shed so far.

Way back in the '70s, commenting on the raging conflict between rightists and leftists, a statesman said, "Both sides are outlawed. Both are harmful. Let them do each other in. I call this 'letting the cur kill the cur.'"

Those who are aware of the reality in the region, those with common sense, are worried that a similar approach has been assumed. A policy of letting the Kurd bump off the Kurd. Yet what the state should never ignore is the fact that those Kurds who it is preparing to compel to kill one another are its own citizens.

It is the responsibility of the state to wipe out the PKK. The state must acknowledge the fact that letting its own citizens kill other citizens will mean more trouble and has to come up with more reasonable ways to ensure its security. This is the heart of the matter.

Strong opposition to Provide Comfort

A 6-month extension of the mandate is expected to be discussed at today's National Security Council meeting

By Murat Yetkin

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish government is preparing to face strong parliamentary opposition in December on the extension of the mandate of the international task force based in Turkey for the protection of Iraqi Kurds from Iraqi army attacks.

The six-month parliamentary mandate relating to "Operation Provide Comfort II" terminates at the end of December and needs to be voted on again by Parliament.

A recent statement by the main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz who said his party will stand against a further extension of the mandate has strengthened the chance of a parliamentary rejection of a possible government proposal in that direction.

The pro-Islamist Welfare Party (RP) and the center-left Republican People's Party (CHP) has been opposing the Operation in former voting sessions on the mandate, claiming it acts as a spring board to Western interests in the Middle East. Some minor parties, like the Democratic Left Party (DSP) and Grand Unity Party (BBP), also oppose the operation, together with some left-wing deputies of the junior coalition government partner Social Democrat People's Party (SHP).

Prior to previous voting sessions on the extension of the mandate, the ANAP had raised some criticism against a further extension. But in the end, ANAP gave indirect support to the mandate by not turning up for the vote and leaving government votes to make up the majority.

Parliamentary observers say something might hap-

pen this time as well. But they also point out that the contradictions between the ANAP and the government parties are turning into antagonism, especially since Prime Minister Tansu Çiller's election as head of the senior coalition partner True Path Party (DYP) in June. Observers add that the escalation of Kurdish secessionist-related violence has fueled unproven claims of Kurdistan Workers' Party (PKK) militants in northern Iraq and southeastern Turkey receiving assistance from the Operation task force. They say that this has caused pressure to mount on right and center-right party leaders to take a stand against the Operation.

The extension of the Operation's mandate is expected to be discussed in the National Security Council (MGK) meeting to be held in Ankara today. Recalling Foreign Ministry and general staff tendencies so far, well-informed sources say that the top consultative body is expected to advise the government to present a proposal to Parliament for another extension. The government proposal then has to be voted on in Parliament before Dec. 31, when the mandate terminates.

The task force for Operation Provide Comfort has been based at Incirlik air base, southern Turkey, since June 1991. Its tasks have been to monitor the U.N. imposed no-fly zone for Iraqi aircraft north of the 36th parallel in order to deter Iraqi army from fresh attacks on Kurds living in the northern provinces. The task force was formed following the mass migration of Iraqi Kurds to Turkey and Iran in spring 1991 and consists of a fleet of American, British and French war planes, rescue aircraft and ground personnel, including Turkish officers.

Fisün Özbilgen / A Few Lines From Istanbul

Major issues in Turkey: betrayal, media, terrorism, money

Betrayal plays such a great role. When the betrayed woman disclosed the secret Swiss bank accounts of her husband, the Istanbul local administration almost collapsed. The scandal that erupted when it became clear that the general director of İSKİ (Istanbul's Waterworks Department) had betrayed his wife to marry a younger woman ultimately shook the very foundations of Turkey's biggest social-democrat party, the Social Democrat People's Party (SHP), and decreased the masses' trust in social democracy.

Betrayal compels the South Anatolian to shed blood. Now it looks as if a conflict involving betrayal is about to break out between Kurdish clans there. The chiefs of Kurdish clans who arrived in Ankara a short while ago to meet Prime Minister Tansu Çiller have "betrayed the Kurdish cause" according to Kurds sympathetic towards the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Yet according to the chiefs of Kurdish

clans who have sided with the state, the PKK collaborates with foreign powers such as Armenia and Syria to betray the state and its own people. A result of such accusations and counter accusations will undoubtedly be more bloodshed. In fact, the main reason why Kurds have failed to build a nation is that they have always existed in clans which have always been prone to shed blood because of their interminable vendettas over "betrayal." All their folk stories start off with the relation of a betrayal that is sure to drive the protagonist to shed blood. The second most important thing on the Turkish agenda is the media. Wars waged by the printed and audiovisual media organizations keep surging on. Private TV channels, which mushroomed at a time when there were no legal regulations, are now wary of restrictions that the Radio-TV bill currently being debated in Parliament might involve.

The Armed Forces, which have been fighting

against the PKK, are uneasy about certain programs broadcast on private channels. Therefore, they want to enlarge the scope of censorship. As for the government, it has been nettled by the series of public affairs programs spotlighting political corruption. So both sides are agreed to regulate broadcasts by private TV channels. The government wants to pass this law of censorship and yet is uneasy about a bombardment of criticism from powerful media organizations. Besides, it has had to announce to the public the military's opinions as if they were its own.

The main reason why Kurds have failed to build a nation is that they have always existed in clans which have always been prone to shed blood because of their interminable vendettas over "betrayal."

Meanwhile, the media is embroiled in inner conflict. High circulation papers set up their own private TV channels and start incredible mud-slinging campaign against rival papers and TV stations in an attempt to eliminate them.

Then there is the controversial anti-terrorism bill on the parliamentary agenda. A crisis occurred within the coalition when the senior coalition partner collaborated with other rightist parties to exclude provisions protecting secularism in the draft. Given the burning of innocent people in Sivas by religious fanatics, the crisis was only too normal. The SHP did not hesitate to threaten its partner with ending the coalition agreement in an attempt to eliminate the danger posed against secularism.

It was "religious terrorism, PKK terrorism, and terrorist activity by leftist organizations in the big cities" that brought this bill of repression onto the parliamentary agenda. While Ankara is busy dealing with the anti-terrorism and Radio-TV draft bills, the major issue in Istanbul is money. Faced with speeding inflation, banks tend to put upward pressure on interest rates, the Treasury is trying to reduce the interest rate burden of domestic borrowing. The banking community in Istanbul is extremely annoyed at the Treasury's foreign borrowing through bond issues on international capital markets. Extreme foreign debt is being looked on as a "betrayal of Turkey's future."

The question at this stage is how to find the requisite finances needed by the state. Some say "through privatization," some say "through new tax laws." Female Prime Minister Tansu Çiller appears determined to pass laws on privatization and taxation. Yet reaction against such a decision seems exceptionally strong.

Opposition against privatization comes from a group of deputies within the SHP, led by renowned leftist Professor Mümtaz Soysal. Through his efforts, the Constitutional Court annulled the governmental decree with the force of law that facilitated privatization. Now Çiller has to come up with a new bill.

Meanwhile, the new tax bill, which hopefully will correct the imbalances of the budget, is still at a preparatory stage. Yet the tax bill in Turkey can pass through Parliament only if a tax pardon is approved. To tax the underground economy, estimated to equal one-third of the current budget, has never been possible, though — not even in military coup eras. So it would appear that debate on just taxation will surge on.

So few words determine Turkey's agenda these days: betrayal, money, terrorism, the media, and taxes.

faire passer tous les Kurdes pour des terroristes. Nous avons rencontré le président de l'intergroupe parlementaire sur les droits de l'homme à l'Assemblée nationale, celui du groupe socialiste et Mme Mitterrand".

Ils rappellent que les 17 députés de leur parti, le Parti de la démocratie, ont envoyé à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) une lettre la suppliant d'arrêter un engrenage qui risque de conduire à un génocide. Pour le député de Mus, le gouvernement turc tente de faire exactement ce qu'a fait Saddam Hussein avec les Kurdes d'Irak. "Mais comme le régime a su donner le change à l'Occident avec sa façade civile, on le laisse faire".

Sirri Kakik et Sedat Yurktas se prononcent pour une solution politique du problème kurde, l'arrêt de la guerre et l'ouverture de négociations.

Le PKK est-il une organisation terroriste? "Pour nous, dit Serri Sakik, est terroriste quiconque massacre des gens désarmés et s'en prend à des populations civiles. Quand il y a des exactions du PKK, nous les dénonçons. Mais la responsabilité la plus écrasante revient au gouvernement turc, car s'il le voulait la guerre finirait en quelques jours".

Dans la rafle anti-kurde en France, les deux députés voient surtout un "coup de main" de Paris au gouvernement turc. "Mais, ajoute Sirri Kakik, nous avons donné un message aux 100.000 Kurdes de France. Nous leur avons conseillé de vivre en harmonie avec le peuple français. Mais nous demandons aussi au gouvernement français de faire preuve de compréhension: quand des gens sont touchés dans leur chair et voient leurs villages détruits et leurs proches massacrés il est naturel qu'ils réagissent".

Confirmant les craintes des deux élus, l'armée turque a bombardé jeudi la ville de Cizre dont tous les accès sont bloqués par des tanks.

La Marseillaise - 26 novembre 1993

Kurdistan : arrêter le massacre

SEDAT YURTDAS et Sirri Sakik siègent à la Grande Assemblée Nationale de Turquie, mais ils sont Kurdes: le premier est député de Diyarbakir, le second de Mus. Ils sont venus en France lundi pour tenter d'attirer l'attention sur la gravité de la situation au Kurdistan, où l'armée turque a engagé une guerre sans merci contre leur peuple: "La guerre a pris ces dernières semaines une ampleur effroyable, dit Sedat

Yurtdas. Depuis novembre les militaires ont tous les pouvoirs pour écraser ce qu'ils appellent "la dernière insurrection kurde". Ils se sont donné cinq mois pour en finir. En ce moment, il y a en moyenne 40 morts par jour, mais cela risque d'empirer. Nous sommes venus pour faire entendre la voix des Kurdes et combattre la campagne d'intoxication que mène le gouvernement turc, à l'intérieur comme à l'extérieur, en essayant de

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0126 4 I 0197 TUR /AFP-BI37

Turquie-Kurdes-presse

Nouvelle suspension pour 15 jours du journal pro-kurde Ozgur-Gundem

ANKARA, 26 nov (AFP) - Le journal turc pro-kurde Ozgur Gundem a été suspendu pour 15 jours par décision de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul (CSEI) pour "propagande séparatiste", a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

Des articles parus fin septembre et début octobre ont été jugés "susceptible de porter atteinte au caractère indivisible de la nation et de l'Etat turcs", a-t-on précisé de même source.

Le propriétaire de Ozgur Gundem, Yasar Kaya, également président du Parti pro-kurde de la démocratie (17 sièges sur 450 au parlement), est écroué depuis la mi-septembre. Il est inculpé pour des propos jugés "séparatistes" et susceptibles de "nuire à l'intégrité de l'Etat turc" tenus lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, en août en Irak du nord.

Le 18 novembre, le journal avait déjà été suspendu pour 15 jours pour "propagande séparatiste". Son ex-directeur de la publication, M. Davut Karadag, avait été condamné à cinq mois de prison et Yasar Kaya à 125 millions de livres turque (près de 9.000 dollars).

CE/PT/br

AFP 260932 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0575 4 I 0291 FRA /AFP-FP70

France-Kurdes

Mme Danielle Mitterrand demande la désignation par l'Union européenne d'un médiateur sur le conflit kurde

PARIS, 26 nov (AFP) - Mme Danielle Mitterrand a demandé vendredi la désignation "de toute urgence" par l'Union européenne d'un médiateur pour tenter de résoudre le conflit kurde par la négociation, ainsi que l'envoi d'observateurs des Nations-Unies sur place pour protéger les populations en danger.

Un communiqué de la Fondation France-Libertés que préside Mme Mitterrand indique qu'elle a eu jeudi un entretien avec des parlementaires de l'assemblée nationale de Turquie, membres du parti de la démocratie (DEP). Ceux-ci "lui ont confirmé les informations des organisations de droits de l'homme sur l'extrême gravité de la situation dans le sud-est de la Turquie: 800 villages brûlés, déplacements forcés de plusieurs milliers de personnes, assassinats de journalistes et d'intellectuels modérés".

"Face à ce bilan catastrophique, connu et dénoncé à plusieurs reprises et qui ne cesse de s'alourdir, indique le communiqué, il s'avère aujourd'hui urgent qu'un médiateur soit désigné de toute urgence par l'Union européenne pour tenter de résoudre ce conflit par la négociation" et "que des observateurs des Nations-Unies soient envoyés sur place afin de protéger les populations en danger."

Mme Mitterrand, ajoute le communiqué, "rappelle que depuis des dizaines d'années, les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante, qui en fait d'abord 25 millions de victimes. Tout défenseur des droits de l'homme fait confiance à l'opinion publique qui, fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, doit se garder de faire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde"

cc/chb

AFP 262036 NOV 93

FRA0423 4 I 0544 /AFP-EQ51

Turquie-Kurdes

La question kurde, principal problème intérieur de la Turquie (encadré)

ANKARA, 26 nov (AFP) — La question kurde est le principal problème intérieur en Turquie depuis la prise des armes en août 1984 par le Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui prône l'établissement d'un Etat kurde sur un territoire totalisant quelque 20 millions de Kurdes en Turquie, Syrie, Irak et Iran.

Dirigé par Abdullah Ocalan qui réside à Damas, le PKK, créé en 1978, avait bénéficié d'un soutien populaire pour cette idée de création d'un glacis entre le Proche-Orient arabe et l'ex-URSS.

L'usage du kurde interdit par les généraux auteurs du coup d'Etat de 1980 a été la principale revendication culturelle du PKK qui demande l'indépendance

Depuis le début, en août 1984, de la lutte du PKK contre les autorités turques, plus de 10.500 personnes ont été tuées dans le sud-est et l'est anatoliens sans compter les exactions à l'encontre de la population commises tant par les rebelles kurdes que par l'armée turque.

La reconnaissance de la "réalité kurde" en décembre 1991 par Ankara n'a pas eu de suite. Le décès en avril 1993 du président Turgut Ozal a mis fin au dialogue indirect avec la rébellion, selon les Kurdes.

L'interdiction du PKK en Allemagne devrait priver la rébellion des ressources de l'immigration.

Alors que les forces de sécurité ont multiplié les opérations sur le terrain, la Turquie a aussi demandé à ses voisins qui abritent des minorités kurdes, la Syrie et l'Irak, ainsi qu'aux Kurdes d'Irak, d'empêcher toute infiltration de rebelles kurdes de Turquie par leurs frontières avec la Turquie.

Récurrente sous l'empire ottoman avec des épisodes de rébellion de de tribus, la "question kurde" est sur la scène internationale depuis le traité de Sèvres signé en 1920 par les puissances alliées victorieuses et la Turquie. Ce traité, qui consacrait la démembrement de l'empire ottoman, prévoyait notamment un "Kurdistan" indépendant annulé par le traité de Lausanne de 1923 qui reconnaît des minorités juive et chrétiennes mais ne donne pas aux Kurdes musulmans ce statut. Mustapha Kemal avait obtenu le remplacement du traité de Sèvres par celui de Lausanne après ses victoires sur la Grèce.

Des députés du "Kurdistan" étaient présents dans la première Grande Assemblée nationale de Turquie. Ils ont perdu leur dénomination après la dernière grande rébellion de 1925 des deux côtés de la frontière turco-irakienne. Réduite par les Britanniques en Irak avec l'utilisation de l'aviation contre cheikh Mahmoud à Suleymanieh (Irak), la rébellion de Cheik Saïd dans l'est et le sud-est anatoliens avait été écrasée dans le sang par la Turquie.

D'origine Mède venant de l'ancien empire du nord du Zagros (actuel Iran) selon des historiens citant Hérodote, les Kurdes seraient de 10 à 12 millions (sur 60 millions d'habitants) en Turquie dont 5 millions dans le sud-est anatolien et plus de 4 millions "intégrés" à l'ouest (dont 2 millions à Istanbul).

Descendants des tribus musulmanes dont le premier héros est Saladdin, qui avait reconquis Jérusalem, les Kurdes seraient 4 millions environ en Irak du nord, un million en Syrie (alliés à la minorité au pouvoir) et 3 millions en Iran.

AL/pl

AFP 261804 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0342 4 I 0460 /AFP-DW41

Allemagne-Kurdes

Interdiction du PKK en Allemagne: "un pas important", selon Mme Ciller

ANKARA, 26 nov. (AFP) — Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, a qualifié vendredi à Ankara la décision allemande d'interdire le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de "pas important" pour l'effondrement de ce mouvement séparatiste en lutte armée contre Ankara.

"L'interdiction du (PKK) est une confirmation de ce que nous avons soutenu jusqu'à présent. Elle constitue un pas très important pour son effondrement mais cette mesure seule n'est pas suffisante et décisive", a dit Mme Ciller dans une déclaration à la télévision d'Etat TRT1.

Ankara accuse le PKK d'être une organisation "terroriste nourrie et soutenue de l'étranger".

"Nous avons toujours soutenu une coopération entre la Turquie et ses amis. Maintenant, nous ramassons avec satisfaction les fruits de cette coopération", a ajouté Mme Ciller qui s'était entretenu avec le chancelier allemand Helmut Kohl en septembre à Bonn.

Selon Mme Ciller, cette décision "fera sentir sa répercussion dans toute la communauté internationale" et les "récentes opérations policières en Allemagne et en France contre le PKK démontrent que celui-ci est une organisation séparatiste et terroriste".

Elle a ajouté que le chancelier Kohl lui avait transmis dès jeudi toutes les informations sur les opérations des autorités allemandes lancées vendredi.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, a souhaité que la décision de Bonn "serve d'exemple à d'autres pays" en Europe et au Proche-Orient, faisant allusion notamment à l'Iran et à la Syrie, deux pays voisins qu'Ankara accuse de "soutenir la rébellion kurde" de Turquie.

La Turquie a conclu la semaine dernière un accord avec la Syrie sur la coopération dans le domaine de la sécurité, visant apparemment les rebelles kurdes, et est parvenue à un accord sur des opérations conjointes turco-iraniennes contre le PKK dans la zone frontalière.

Le PKK, qui affirme "représenter les Kurdes de Turquie" --estimés à quelque 10 à 12 millions sur 60 millions d'habitants, dont 5 millions dans le sud-est-- a pris les armes en août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara pour créer un "Kurdistan indépendant" dans le sud-est anatolien à majorité kurde à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Le gouvernement turc, qui refuse tout dialogue avec des "terroristes", a opté pour une solution militaire au "terrorisme du PKK" qui a enlevé et puis relâché cet été une vingtaine de touristes occidentaux, dont Américains, Français, Britanniques et Italiens. La rébellion du PKK et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus 10.500 morts --rebelles, militaires, policiers et civils-- depuis 1984.

CE/pl

AFP. 261632 NOV 93

Danielle Mitterrand demande la désignation d'un médiateur sur le conflit

DANIELLE Mitterrand a demandé vendredi la désignation « de toute urgence » par l'Union européenne d'un médiateur pour tenter de résoudre le conflit kurde par la négociation, ainsi que l'envoi d'observateurs des Nations-Unies sur place pour protéger les populations en danger.

Un communiqué de la Fondation France-Libertés que préside Mme Mitterrand indique qu'elle a eu jeudi un entretien avec des parlementaires de l'assemblée nationale de Turquie, membres du parti de la démocratie (DEP). Ceux-ci « lui ont confirmé les informations des organisations de droits de l'homme sur l'extrême gravité de la si-

tuation dans le sud-est de la Turquie : 800 villages brûlés, déplacements forcés de plusieurs milliers de personnes, assassinats de journalistes et d'intellectuels modérés ».

« Face à ce bilan catastrophique, connu et dénoncé à plusieurs reprises et qui ne cesse de s'alourdir, indique le communiqué, il s'avère aujourd'hui urgent qu'un médiateur soit désigné de toute urgence par l'Union européenne pour tenter de résoudre ce conflit par la négociation » et « que des observateurs des Nations-Unies soient envoyés sur place afin de protéger les populations en danger. »

Mme Mitterrand, ajoute le communiqué, « rappelle que depuis des dizaines d'années, les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante, qui en fait d'abord 25 millions de victimes. Tout défenseur des droits de l'homme fait confiance à l'opinion publique qui, fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, doit se garder de faire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde ».

ECHO REPUBLICAIN — 27 novembre 1993

FRA0570 4 I 0169 FRA /AFP-F051

France-Kurdes

Kani Yilmaz (PKK): "Nous ne pouvons pas garantir la vie des touristes en Turquie"

PARIS, 26 nov (AFP) — Kani Yilmaz, porte-parole du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Europe, a affirmé vendredi que "l'année 1994 sera beaucoup plus dure et plus violente pour les touristes en Turquie" et que les Kurdes "ne pouvons pas garantir leur vie".

"Avec tout l'argent que les touristes vont dépenser là-bas, ils contribuent au financement de la guerre et des massacres perpétrés (par le gouvernement turc) contre notre peuple", a répondu Kani Yilmaz interrogé par France 3 sur l'enlèvement de touristes français au Kurdistan l'été dernier.

Par ailleurs, selon le porte-parole du PKK "la réaction du peuple kurde envers les institutions et les consulats turcs en Europe n'est que la réponse du peuple kurde aux massacres insupportables perpétrés par les soldats turcs au Kurdistan". "Bien évidemment, nous saluons et nous soutenons la colère de notre peuple en Europe", a-t-il dit.

tes/chb

AFP 262025 NOV 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, November, 27 1993

Kurdish Separatist Group Is Outlawed by Germany

By Craig R. Whitney

New York Times Service

BONN — Germany on Friday banned a leftist Kurdish independence party accused of carrying out violent attacks against Turkish diplomatic and consular installations throughout Europe last summer and again early this month.

Police closed the party's offices and seized property belonging to it and 35 associated organizations, including a Kurdish news agency called Kurd-Ha, the Kurdistan National Liberation Front, and various solidarity groups, in 11 federal states.

Turkey, whose prime minister asked Chancellor Helmut Kohl in September to outlaw the group, the Kurdish Workers Party, called the ban "a belated development" but welcomed it as an effective measure. It said the party was a "terrorist group."

A Turkish government spokesman called on other European countries, particularly France, to follow the German lead. French police arrested 111 party militants on Nov. 18 and are still holding 24 under investigation as suspected terrorists.

[In Paris, the Kurdistan Committee, a mouthpiece for the Kurdish community in exile, said in a statement that Germany and

German interests would face an angry reaction, Reuters reported.

["Now Germany and German interests are going to attract the Kurdish people's anger," the group said. "The German government is an accomplice to the savage acts of the Turkish government in Kurdistan, and by taking a position against our people has aligned itself with the Turkish state."]

German rightist parties like the Republicans, accused of encouraging violence against foreigners here themselves, have been pressing the government in Bonn to outlaw the Kurdish Workers Party and other foreign groups operating here, and the German interior minister, Manfred Kanther, echoed one of their slogans in his statement Friday.

"Germany must not become a battlefield for foreign terrorists," he said, but he called the ban against the party "a clear signal against every form of extremism in Germany."

The German domestic security service recently estimated that the party and 15 groups associated with it had 4,850 members, and had organized demonstrations attracting as many as 25,000. About 450,000 Kurds from Turkey, Iraq, Iran and other countries live in Germany,

which is home to 1.8 million Turkish citizens.

Turkish-German relations have been strained by violent attacks against Turks committed by rightist German radicals, who killed five Turkish women in a fire in Solingen in May and three others in Mölln a year ago.

The German foreign minister, Klaus Kinkel, sought to balance the government interests of Turkey, a North Atlantic Treaty Organization ally, with concern for the Kurds, who have been battling for independence in Turkey.

In a statement issued by the German Embassy in Ankara, Mr. Kinkel said his country condemned the terrorism of the Kurdish Workers Party but that it understood "the justified cause of the suffering Kurdish people in south-east Anatolia."

The Interior Ministry announced the ban on the party as raids got under way in Munich, Bonn, Berlin and other German cities early Friday morning.

More than 10,000 people have been killed in Turkey since 1984, when the Kurdish Workers Party began fighting for an independent Kurdish state within that country, where it is also banned.

One Kurd was killed and two people were wounded June 24 in an attack on the Turkish Embassy in Bern, one of a score of actions coordinated in 20 European cities that day against Turkish installations.

HOMMES & ÉVÉNEMENTS

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

SAMEDI 27 NOVEMBRE 1993

Turquie Alors que cinq Kurdes, parmi ceux arrêtés jeudi dernier en France, sont toujours sous les verrous, la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) entre samedi dans sa dixième année de lutte armée. Les affrontements avec l'armée turque ont fait, depuis, 10 000 tués. Des centaines de milliers de villageois ont fui la zone de combat, venant se réfugier dans les grandes métropoles turques, voire en France et en Allemagne

DES KURDES TURCS ENTRE EXODE ET GUERRE

ISTANBUL

CORRESPONDANCE
PARTICULIÈRE

La nuit tombe. La voiture du délégué du Parti de la démocratie (DEP) tourne dans un chemin de boue du quartier d'Esenyurt, dans la grande banlieue d'Istanbul, à une quarantaine de kilomètres du centre. Des constructions aux allures provisoires colonisent des collines où l'herbe ne pousse plus. Ici, 80 % de la population est kurde et la proportion ne cesse d'augmenter avec l'afflux de populations fuyant, à l'est du pays, l'état de terreur imposé par l'armée et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui exige l'autonomie pour une vingtaine de provinces à majorité kurde.

Esenyurt, Bagacilar, Sultanbeyli, Umraniye... Nombreux sont les quartiers d'Istanbul aux allures semi-rurales où se réfugient les villageois des montagnes du lointain Est. Lors d'une récente émission télévisée, un officier a affirmé qu'au cours de l'été, plus de 940 villages kurdes ont été vidés par l'armée dans ces régions voisines de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie. Leurs habitants se replient souvent dans la ville la plus proche mais, s'ils en ont les moyens, ils fuient et partent 500 à 1 000 km plus à l'ouest, vers la côte égéenne ou méditerranéenne, à Adana, Ankara, Denizli, Izmir...

À la rencontre du DEP

Mehmet Sivaci habite depuis sept ans à Esenyurt. Ouvrier peintre, il a construit sa maisonnette aux murs recouverts de chaux. Il raconte comment, cet été, il a appris que son village, Çelikköy, a été réprimé par l'armée après l'attaque du poste de police par le PKK. En bus pendant 900 km, il est allé chercher son père et a aussi ramené des femmes et des enfants de proche parenté. Ils vivent désormais à dix dans trois pièces. L'un des enfants travaille dans un atelier de confection pour 900 000 livres par mois (un kilo de viande de bœuf coûte 90 000 livres). Un autre est cireur de chaussures.

Trouver un logement, du mobilier, un travail... Dans toutes ces situations d'urgence, les migrants kurdes rencontrent souvent le DEP. Créé le 7 mai dernier, ce parti a pris la suite du HEP, Parti populaire du travail, interdit par décision du tribunal de sécurité de l'État pour avoir affirmé son identité kurde. Un héritage entièrement assumé par le DEP qui compte aujourd'hui 24 sections à Istanbul.

À Esenyurt, la grande salle de la permanence est noyée dans un nuage de fumée. En cette fin de samedi après-midi, des dizaines d'hommes bavardent en buvant du thé. C'est dans ces quartiers oubliés que tentent de

s'organiser ceux qui se battent pour une reconnaissance de l'identité kurde au sein des institutions turques. Avec, pour premier objectif, les élections municipales de mars prochain. Le DEP, qui compte 17 députés, veut démontrer sa force à l'Est mais aussi dans les grands centres urbains de l'Ouest.

Accusés par les partis turcs traditionnels d'être une vitrine légale du PKK au Parlement, le DEP affirme rechercher une solution démocratique au problème kurde et n'avoir aucune intention séparatiste. Mais la frontière est mince. Il n'est pas rare d'entendre, entre militants, quelques réflexions admiratives sur le PKK et son chef « Apo » Öcalan.

Le dilemme est permanent pour ces exilés qui comptent souvent un frère, une fille, un cousin, engagés dans la guérilla. Le PKK recrute dans les faubourgs d'Istanbul. Une voisine de Mehmet raconte qu'un jour, il y a dix-huit mois, son fils de 15 ans est parti et qu'elle n'a plus eu de nouvelles jusqu'à ce qu'elle reçoive une photo le représentant en tenue de combattant.

Des incidents intercommunautaires

Une brève lettre de la guérilla lui apprenait sa mort, début juillet, lors de l'attaque d'un commissariat. Le 15 août dernier, à l'occasion du neuvième

anniversaire du début de l'insurrection armée, 600 personnes ont défilé en brandissant des drapeaux du PKK dans le quartier ouvrier de Gaziosmanpasa.

Les clivages sont certes moins virulents au centre de la capitale du Bosphore que dans ses jointaines banlieues. De grandes familles kurdes sont installées depuis des décennies et ont pignon sur rue. « La moitié de la population est kurde, ici », affirme Ferhan Karaagac, dont les parents ont quitté l'Est en 1969.

Des incidents intercommunautaires éclatent en revanche de plus en plus souvent dans des cités turques au passé moins multiculturel. À Izmir, le principal port de la mer Égée, à Adana, grande ville proche de la Syrie, et dans de petites villes des provinces égéennes où l'exode des ruraux kurdes se fait proportionnellement plus sentir, des incidents ont fait des dizaines de blessés en trois ans.

Le PKK a affirmé, cet été, qu'il porterait le combat dans ces agglomérations de l'Ouest tenues par la censure dans l'ignorance de la situation à l'Est. Des attentats contre des touristes ont fait des tués cet été.

Dans le département de Denizli, au sud-ouest du pays, il a fallu début novembre l'intervention du préfet pour calmer

KURDES TURCS : ENTRE EXODE ET GUERRE



La guérilla (photo M. Dorigny/REA : combattants à l'entraînement) du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) entre dans sa 10^e année d'une lutte avec les troupes d'Ankara qui a déjà fait 10 000 morts. En France, 5 Kurdes restent emprisonnés.

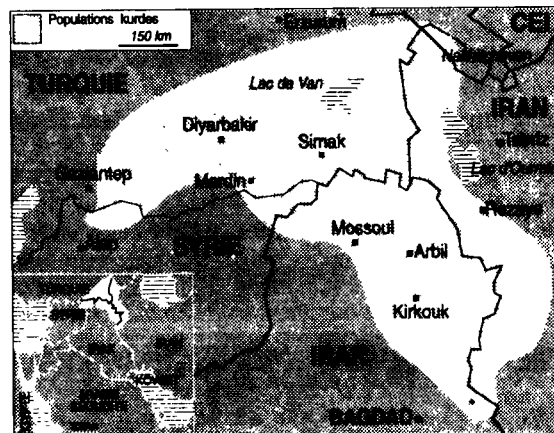
les habitants de la petite ville de Tavas qui s'en prenaient à sept familles kurdes. Quelques jours auparavant, un couple d'enseignants turcs de la ville avait été tué par le PKK. Les familles kurdes ont finalement été évacuées.

Beaucoup plus à l'Est, à Erzurum, une foule grondante a été stoppée alors qu'elle se dirigeait vers le quartier kurde après l'annonce d'un massacre perpétré par le PKK dans deux villages voisins. Une foule souvent agitée, sinon manipulée, par le Parti nationaliste populaire, d'extrême droite.

Claude ORTACQ

REPÈRES

Neuf ans de conflit



● **Un peuple divisé** : La population kurde, estimée à 25 millions de personnes, est répartie entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS. Bien que le recensement, en Turquie, ne prenne pas en compte le caractère ethnique, on estime qu'il y a entre 12 et 15 millions de Kurdes dans ce pays. Une fraction importante vit dans les grandes métropoles de l'Ouest ou en Anatolie centrale. Le reste est réparti dans 30 % du territoire, de l'est de la Turquie.

● **Une révolte sanglante** : Depuis 1984, la lutte entre le PKK et l'armée a fait plus de 10 000 morts. Des milliers de villages et hameaux kurdes ont été rasés par l'armée. Le gouvernement vient d'annoncer l'envoi de 10 000 membres des forces spéciales, qui s'ajoutent aux 180 000 soldats, gendarmes, policiers et miliciens déjà sur place. Ces forces spéciales agiront sur le modèle des SAS britanniques, selon un diplomate turc en France. Aucune information indépendante ne parvient plus des zones de combat, l'armée imposant une stricte censure à la presse turque et le PKK ayant décidé d'interdire la zone aux journalistes.

● **Bibliographie** : *La Question kurde*, par Hamit Bozarslan, La Documentation française, 67 p., 30 F.

Les chapitres concernant les Kurdes dans *La Nouvelle dynamique au Moyen-Orient, les relations entre l'Orient l'arabe et la Turquie*, sous la direction d'Élizabeth Picard, L'Harmattan, 210 p., 120 F.; et *Les Annales de l'autre Islam*, n° 1 Inalco-Erism, 200 p., 60 F.

« Je veux rejoindre la lutte armée »

A la fois choqué et déterminé. Comme la plupart des membres de la communauté kurde vivant en France, Sefkan, environ 20 ans et sympathisant du comité du Kurdistan de Paris, est encore sous le coup des interpellations effectuées le 18 novembre par la police de Charles Pasqua parmi ses frères et sœurs de sang. Mais il n'est pas question pour lui de plier : avec d'autres, il a vivement protesté contre ces opérations policières.

Sefkan est l'un des 80 000 Kurdes qui séjournent dans l'Hexagone. Il a six frères et sœurs. Il avait 4 ans lorsqu'il est arrivé. De paysan dans un village, son père est devenu ouvrier dans le bâtiment, qui, au même titre que la confection, est un secteur d'activité de prédilection de ces déracinés.

« 22 novembre, 1993. Communiqué de presse. Les États européens ne doivent pas en-

nir aux provocations de l'État turc... » Le dernier tract du comité du Kurdistan se réfère aussi bien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), formation d'extrême gauche nommément visée par la police française, qu'au Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), structure présentée par Sefkan comme « politiquement plus large ».

Par ailleurs, le comité aurait aussi des contacts avec le Parti socialiste du Kurdistan (NPSK)... La multiplication des sigles serait, en tout cas, le signe d'une résistance plus importante des Kurdes « à l'oppression turque ».

« Les victimes de l'histoire »

Le jeune homme parle de son peuple : « Nous sommes les victimes de l'histoire depuis la Convention de Lausanne de 1924 (1). Les soulèvements kur-

des ont tous été cruellement étouffés. Ankara pratique toujours le génocide. Mais, depuis la création du PKK en 1978, la résistance s'amplifie. Une lutte armée est menée par les Kurdes au Kurdistan depuis 1984. »

Le milieu des années 1980 est, aussi, une date importante pour l'activisme kurde en Europe et en France. À partir de cette date, les actions antiturques se multiplient. Elles s'intensifient au début des années 1990. Selon les milieux du contre-espionnage, en presque dix ans, à Paris, le pas entre des manifestations symboliques (occupations d'édifices turcs, grève de la faim dans des églises de déboutés) et l'organisation d'attentats contre des intérêts d'Ankara (cocktails Molotov contre des banques) a été franchi.

Sefkan s'offusque : « Il n'y a pas de preuve d'un terrorisme kurde ! » Comment, alors, quali-

fier la prise en otages, revendiquée par le PKK, en juillet-août dernier, de quatre Français qui visitaient la Turquie ? « Mais, clame notre interlocuteur, ces Français étaient en zone de combats. Le PKK a voulu assurer leur sécurité. Le reste est manipulation idéologique du gouvernement turc. »

Le jeune homme a effectué une scolarité normale en France. « Aujourd'hui, avoue-t-il, mon métier est de travailler pour mon peuple. » Une vocation courageuse. Ces dernières années, de jeunes Kurdes de la diaspora ont rejoint la lutte armée au Kurdistan. « Je veux faire la même chose », assure Sefkan.

Antoine FOUCHET

(1) Qui a rejeté le projet de création d'un État kurde.

Lire aussi l'invité, en dernière page.

COMMENTAIRE

Fermeture

■ Échec pour le PKK. Le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, a annoncé vendredi l'interdiction de cette organisation luttant les armes à la main, en Turquie, pour la reconnaissance d'une autonomie kurde et tenue pour responsable d'une campagne d'agitation et d'attentats qui a fait un mort et dix-huit blessés, outre-Rhin, début novembre. L'interdiction concerne le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) mais

aussi sa branche politique, l'ERNK, et trente-quatre organisations proches, dont le Comité du Kurdistan. Ce précédent pourrait donner des idées en France où une vague d'arrestations dans les milieux kurdes a été menée la semaine dernière, suite à des attentats contre des intérêts turcs.

Ses bureaux fermés en Allemagne, le PKK est privé de sa principale base de repli, de propagande et de financement hors

de Turquie. Le gouvernement d'Ankara a applaudi des deux mains. Il avait ouvertement appelé, mercredi, à l'interdiction du PKK dans les pays d'Europe occidentale où ce mouvement est présent. La Turquie est ainsi confortée dans son combat contre une guérilla qu'elle ramène volontiers au cas des séparatistes basques d'ETA ou de l'IRA irlandaise, pourchassés par les gouvernements espagnols et britanniques.

Le risque existe, toutefois, qu'Ankara ne ramène la question kurde à une simple lutte antiterroriste. Certes stimulée par le PKK, la notion d'une identité indépendante ou complémentaire de la nationalité turque

émerge chez les Kurdes de Turquie. Or le régime se détourne d'une politique d'ouverture. Le mot d'ordre est à la destruction de la guérilla avant l'étude de toute revendication, y compris culturelle. Les signes d'un durcissement du pouvoir se multiplient depuis plusieurs semaines. Une loi anti-terreur, à l'étude, pourrait permettre de sanctionner toute opinion défendant l'idée d'une identité kurde.

En étouffant le débat, le gouvernement n'ignore pas qu'il coupe l'herbe sous le pied des modérés et pousse une partie d'entre eux vers une radicalisation.

Jean-Christophe PLOQUIN

Öcalan, la tête pensante du PKK



Le leader charismatique du PKK, Addullah Öcalan est désormais à la tête d'un mouvement de guérilla d'une dizaine de milliers de combattants. (Photo AFP.)

« Les Turcs ont Atatürk, les Kurdes ont Apo »... Ces mots, passibles du tribunal de sécurité de l'État et exprimés par un sympathisant du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan en lutte contre l'armée turque au sud-est du pays, traduisent la fascination qu'exerce Abdullah Öcalan, surnommé « Apo », sur une partie de l'opinion kurde.

L'étudiant réunissant six ou sept compagnons autour de lui en 1973 est devenu le leader charismatique d'un large mouvement de guérilla de plusieurs milliers d'hommes (dix mille combattants selon le PKK, deux à quatre mille selon Ankara).

Né en 1948 à Omeris, un village de la région d'Urfa, non loin de la frontière syrienne, ses soirées d'enfance sont remplies des histoires de son arrière-grand-père, un chef de clan battu par des tribus turques et

condamné à poursuivre sa vie comme simple paysan. Sa mère est une femme au caractère belliqueux qui oblige ses enfants à rendre œil pour œil, dent pour dent à l'école.

Il commence à s'intéresser au socialisme lors de ses dernières années de lycée puis à la faculté de sciences politiques d'Ankara. Il participe à sa « première manif » lors d'un défilé contre l'assassinat d'un militant de gauche, Mazhir Çayan. Arrêté, il est envoyé pour sept mois à Mamak, la prison ankariote que les gauchistes désignaient sous le nom de « l'École du parti ». Il devient alors, selon ses dires, un « révolutionnaire professionnel ».

Pour l'égalité des Kurdes et des Turcs

Mais il commence dès 1970 à reprocher à ses camarades turcs leur chauvinisme. Lors d'une réunion au printemps 1973, il s'en prend vivement à

leur racisme anti-kurde. « Abdullah parlait avec tant de conviction que notre leader était tout désigné », expliquera plus tard le numéro deux du PKK, Cemal Bayik, au journaliste Ismet Imset, spécialiste de la question kurde.

« Si le gouvernement veut vraiment résoudre le problème, il doit autoriser des programmes radio et télévisés en langue kurde, permettre le développement d'organisations (associatives) kurdes et changer la Constitution et les lois afin de permettre une activité politique libre », expliquait Abdullah Öcalan, au plus fort d'une reprise des affrontements entre le PKK et l'armée, en juin dernier (1). Le leader kurde, qui ne parle que quelques mots de sa langue maternelle et ne s'exprime qu'en turc, affirme ne pas lutter pour l'indépendance kurde mais pour l'égalité des Kurdes et des Turcs unis « vo-

lontairement » dans un même État.

Chef incontesté du mouvement qu'il dirige depuis la Syrie, Apo n'est toutefois pas tout-puissant. De nombreuses actions sont entreprises par les chefs militaires locaux sans qu'il en soit prévenu à l'avance.

Ainsi lors de la dernière trêve observée par le PKK pendant une soixantaine de jours au printemps dernier et rompue par Semdin Sakik, le commandant de la région de Diyarbakir dont les hommes assassinèrent en mai des sous-officiers turcs désarmés. Soumis à la pression de plusieurs chefs locaux, Abdullah Öcalan a mis plusieurs jours avant de revendiquer l'attentat.

J.-C. P.

(Avec Claude ORTACQ à Istanbul)

(1) Rapporté par Ismet Imset, *Turkish Probe*, 15 juin 1993.

LA CROIX - 27 novembre 1993

Turquie ● Le plaidoyer d'un député kurde

« LE RÉGIME TURC INTERDIT DE PARLER DE MINORITÉ ETHNIQUE »

L'INVITÉ

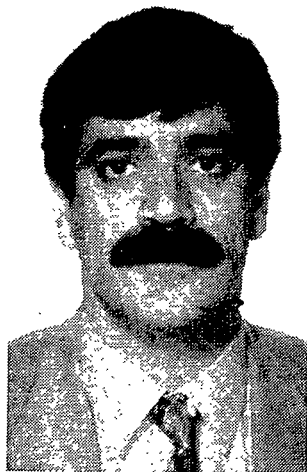
Sedat Yurdas

Membre du Parlement d'Ankara, député de Diyarbakir

Député de la plus grande ville kurde du sud-est du pays, vous demandez que l'identité kurde soit reconnue au sein des institutions turques. Comment le régime réagit-il?

Sedat Yurdas : Les 17 députés du groupe parlementaire auquel j'appartiens, celui du Parti de la démocratie (DEP), sont actuellement sous le coup d'une instruction du procureur général près de la cour de sûreté de l'État qui a requis contre nous la levée de notre immunité parlementaire et la peine de mort pour avoir revendiqué notre spécificité kurde. Sa requête doit être examinée par une commission parlementaire qui se réunira d'ici à trois semaines. Si l'avis est favorable, le Parlement se prononcera à son tour en séance plénière. Le premier ministre, Tansu Ciller, a indiqué qu'elle est en faveur de la levée de notre immunité. En ou-

tre, le vice-président de notre formation, Kermal Bilget, a été déféré mardi devant la cour de sûreté de l'État. Il avait été placé en garde à vue le 15 novembre pour « tentative d'abrogation de la Constitution de la République de Turquie et du



“ Les Kurdes doivent respecter les lois françaises ”

Parlement turc ». Ces procédures sont révélatrices de l'esprit de la Constitution et du régime turcs, selon lequel la nation turque, son peuple et son territoire sont indivisibles. Dans cette logique, il est interdit de parler de l'existence d'une minorité ethnique.

- Comment agissez-vous au Parlement?

- Notre action y est surtout symbolique. Lors de la rentrée parlementaire qui a suivi les élections de 1991, deux d'entre nous ont prêté serment selon le texte de la Constitution mais en kurde... Et nous portions tous les couleurs - interdites - du drapeau kurde. Le pouvoir, actuellement, pense qu'il peut nous faire taire en expulsant du Parlement trois ou quatre d'entre nous. Lorsqu'il constatera que nous sommes solidaires, il nous expulsera tous. En fait, notre action ne le dérange pas trop à l'intérieur du pays : la presse turque est extrêmement verrouillée sur la question kurde. En revanche, nous le gérons au plan international. Notre immunité nous permet de porter notre message au-delà de nos frontières.

- La communauté kurde de

France a multiplié les opérations spectaculaires ces derniers mois, subissant en retour une vague d'interpellations. Soutenez-vous ces actions?

- En France, les Kurdes sont très sensibles au sort de ceux qu'ils ont laissés derrière eux, au pays. Tant que leur réaction est positive, elle nous reconforte. Cette communauté est un pont entre nous et le peuple français qui l'a accueillie avec humanité. Nous souhaitons certes, que leur action respecte les lois et les traditions de leur pays d'accueil. Mais nous demandons aussi que la France fasse preuve de compréhension à l'égard du drame que nous traversons. Les combats au sud-est de la Turquie font entre dix à quarante morts chaque jour. Nous déplorons en outre l'exploitation qui est faite en Turquie de la vague d'arrestations en France. Le gouvernement Ciller l'a présentée comme une opposition française à toute revendication kurde, quelle qu'elle soit.

Recueilli par
Jean-Christophe PLOQUÉ

MURAT YETKİN

Europe starts to do its share re the PKK

Saturday, November 27, 1993.

turkish
daily news
Turkey's First and Only English Daily

Germany's decision to outlaw the cover and side organizations of the secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK) in the country has been much welcomed by the Turkish government. This decision by Bonn has been long awaited by Ankara. Turks have been urging Germans for years to take effective measures against the Kurdish secessionist organization which has been waging an armed campaign against Turkey in order to carve out an independent Kurdish state.

Since the early 1980s, the PKK had found a fertile base in Germany, which has had a quite flexible constitution and immigration law since the Second World War. Also the September 1980 military coup in Turkey had created sympathy among the European public for those political dissidents who escaped from Turkey.

For most of the escapees those countries where Turkish citizens were working and living for years were the obvious places to take shelter. Germany, having 1.8 million Turkish citizens, has been the main shelter for them.

At the beginning, the radical Turkish left outnumbered the PKK members in Germany. The efficiency and influence of the Turkish left started to shrink as Turkey started to return to democracy in the mid-1980s. But the PKK managed to use the Kurdish community — more than 400,000 of the Turkish citizens in Germany are of Kurdish

origin — very well and grew in number and influence. According to official German figures, there are nearly 5,000 people in Germany who are committed to the cause of the PKK.

The group had very strong propaganda material in its hands: the human rights violations in Turkey and the treatment of the Kurdish origin people in the East and Southeast, especially during Turkish security

Western contribution against Kurdish secessionist violence concentrated on the PKK, will be Western pressure for a political solution for the Kurdish problem, once the violence is over. Perhaps that will be the key to Turkey's integration to the European Union."

operations, mostly in retaliation for PKK attacks. In this atmosphere, more than 11,000 people have been killed in the region since the PKK launched its campaign in 1984.

Playing the part of the innocent and oppressed, the PKK managed to abuse the humanitarian interest of the German public for years. Despite warnings by security people about reports on the involvement of the PKK sympathizers and militants in Germany in criminal cases ranging from extortion of Turkish citizens in Germany to money laundering, from smuggling economic "refugees" into the country as if they were political refugees to drug trafficking, the political bodies preferred to turn a blind eye on the PKK activities.

Moreover, risking damaging the close and historic relation it has with its NATO ally Turkey, the German government suspended arms sales to the country in late 1991 and early 1992. This attitude started to change after the resignation of Hans-Dietrich Genscher from the position of foreign minister and Klaus Kinkel's appointment to the post. The suspension was lifted and efforts were expended to put Turco-German relations back on the track in a short period of time.

The developments coincided with the rise in neo-Nazi attacks on Turks in Germany which claimed the lives of Turkish citizens and lead to a sympathy developing among the German public for Turks and Turkey.

In the meantime, the PKK had started to kidnap

"Ankara is very happy to see the fruits of its many years of efforts to isolate the PKK in Europe as a "terrorist" organization. But it should also know that the cost of the

European tourists in Turkey in order to establish a official relationship with the Western governments and escalated their actions against Turkish targets in Europe which harmed the public order of Western European countries.

France's reaction to the PKK last week was a response to such attacks.

Also the PKK attacks in east and southeast Turkey have increasingly started to focus on civilian targets, and they have begun to be accused of human rights violations as well. As Foreign Minister Kinkel said

recently, "The glass was full and overflowing." He telephoned Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin Thursday night and said that Germany was going to outlaw the PKK and ban its side organizations from Friday on. He also said that British Foreign Minister Douglas Hurd was in the room as well and they wanted to establish a tripartite political consultation mechanism with Turkey on political and security matters. Kinkel telephoned Çetin on Friday morning once again and said the operation

against the pro-PKK associations had started by 6 a.m.

Çetin thanked him.

Ankara is very happy to see the fruits of its many years of efforts to isolate the PKK in Europe as a "terrorist" organization.

But the French and then the German move against the PKK —

which will possibly be followed by Belgium, Britain and perhaps Norway — should not be misleading for Turkey.

As German officials told TDN following Prime Minister Tansu Çiller's visit to Germany in September (TDN, Sept. 27, 1993), once Germany sorts out its own problems of security and human rights regarding Turkey and Turks in Germany, a new campaign for democracy and human rights in Turkey will be under way.

We can easily conclude that a solution, better and more humanitarian than the military one to the Kurdish problem in Turkey will be found within that context.

Ankara should know that the cost of the Western contribution against Kurdish secessionist violence concentrated on the PKK, will be Western pressure for a political solution for the Kurdish problem, once the violence is over. Perhaps that will be the key to Turkey's integration to the European Union.

PEINTRES FRANÇAIS SOLIDAIRES DU PEUPLE KURDE

Exposition-Vente
au profit des enfants kurdes irakiens victimes de la guerre

les 26, 27 et 28 novembre 1993

au **Mois de l'Art**
18, rue de Paradis, 75010 Paris
Tél.: 42 46 43 44

qui continue d'exposer aussi jusqu'au 3 décembre 1993

LES PEINTRES DE L'ANFAL
«Mémoire du Kurdistan»

Le Monde • Samedi 27 novembre 1993 •

Libération - 27-28 novembre 1993

ALLEMAGNE

Bonn met les extrémistes kurdes hors la loi

Le gouvernement allemand a interdit vendredi le PKK, qu'il tient pour responsable de plusieurs attentats.

Les autorités allemandes longtemps hésitantes, malgré les pressions d'Ankara, à mettre hors la loi les organisations extrémistes kurdes ont finalement décidé de franchir le pas. Le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a interdit vendredi le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui depuis neuf ans mène une guerre d'indépendance contre l'Etat turc dans le Sud-Est à majorité kurde.

Ces mesures visent aussi 34 organisations satellites du PKK, dont sa branche politique l'ERNK, l'agence d'information Kurd-Ha et le Comité du Kurdistan. Des perquisitions ont été effectuées contre des appartements, des magasins et des associations proches du PKK, leur courrier saisi et leurs comptes bloqués. Vingt-quatre personnes ont été inculpées pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. «L'Allemagne ne

peut pas servir de théâtre de guerre aux terroristes étrangers», a déclaré Manfred Kanther, qui accuse, en outre, le PKK de faire pression sur les Kurdes résidant en Allemagne: «Il persécute ceux qui ne pensent pas comme lui, et il est soupçonné d'extorquer de l'argent pour poursuivre leurs objectifs violents.»

Le ministère de l'Intérieur met en cause le PKK comme direct organisateur des six vagues de violence en Allemagne et en Europe de l'Ouest. Une série d'actions, le 24 juin, avait mobilisé en Allemagne 600 personnes ayant commis 50 attentats, et 122 personnes avaient été interpellées. Le 4 novembre, environ 60 actions violentes avaient visé des intérêts turcs, faisant un mort et de nombreux blessés. «Tous les faits recensés prouvent la responsabilité du PKK», a précisé le ministère.

Le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a lui souligné que la crédibilité politique de l'Allemagne imposait ces interdictions mais ajouté: «Autant nous condamnons la terreur du PKK, autant nous comprenons les justes demandes de la population kurde qui souffre beaucoup dans le sud-est de l'Anatolie.»

Le gouvernement avait jusque-là hésité à interdire ces organisations, craignant que cela ne précipite les plus militants dans la clandestinité. Les Kurdes porteurs d'un passeport turc sont estimés à plus d'un demi-million en Allemagne. La Fédération des associations du Kurdistan en Allemagne (Komkar) s'est aussitôt élevée contre ces mesures, craignant qu'elles ne débouchent sur «l'expulsion de centaines de Kurdes en Turquie, où ils seront liquidés».

Les autorités turques se sont naturellement félicitées de l'initiative de Bonn et espèrent «que cette position de l'Allemagne conduira d'autres pays à prendre des mesures courageuses similaires». Une opération contre des Kurdes proches du PKK avait été lancée en France la semaine dernière.

M.S. d'après AFP

IRAK. Le gouvernement a accepté le contrôle «à long terme» de son désarmement. C'est ce qu'a indiqué, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le ministre des Affaires étrangères, Mohammed Saïd al-Sahaf, qui accepte la résolution 715 de l'ONU impliquant ces contrôles.

Bonn interdit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, a annoncé, vendredi 26 novembre, qu'il avait interdit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène en Turquie une guérilla sanglante, et ses organisations parallèles.

« L'extrémisme des étrangers doit être combattu avec détermination », a déclaré M. Kanther dans un communiqué. L'Allemagne ne peut pas servir de théâtre de guerre aux terroristes étrangers », a-t-il ajouté.

Cette mesure d'interdiction touche le PKK et trente-cinq organisations qui en sont proches. Des perquisitions ont été ordonnées dans les appartements, magasins et associations liés au PKK en Allemagne, ainsi que la saisie du courrier et des comptes bancaires de ces organisations.

Les séparatistes du PKK, implantés dans la communauté kurde turque de plusieurs pays européens, sont particulièrement actifs en Allemagne, où ils trouvent notamment une partie

importante de leur financement. Une série d'attentats contre des intérêts turcs avaient fait un mort et dix-huit blessés en Allemagne début novembre et le gouvernement allemand - qui avait dans le passé critiqué les violations des droits de l'homme des forces de sécurité dans le cadre des opérations menées dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, à majorité kurde - avait, depuis, indiqué qu'il étudiait une interdiction du PKK.

Une victoire pour les autorités turques

La décision du gouvernement de Bonn constitue une importante victoire pour les autorités turques. Tout en se déclarant satisfait des mesures récentes prises en France comme en Allemagne contre les séparatistes kurdes, le gouvernement d'Ankara avait souligné mercredi que les pays européens devaient déclarer « illégal » le PKK.

malfructueux en relation avec une entreprise terroriste.

Ankara a mis à profit ce consensus "anti-terroriste" qu'elle a obtenu en Europe occidentale pour poursuivre son offensive contre les Kurdes en Turquie en arrêtant le vice-président du seul parti pro-kurde représenté au Parlement (voir GAMK du 25 novembre 1993).

Encouragée par les résultats de sa politique dans les pays européens, la Turquie cherche maintenant à "convaincre" ses voisins orientaux, envers lesquels elle alterne menace et persuasion, de renoncer au soutien au PKK qu'elle les soupçonne d'apporter au mouvement séparatiste. Ses efforts en ce sens auraient été récompensés Ankara ayant déclaré avoir obtenu la "promesse" de ses voisins, l'Iran et la Syrie, d'empêcher l'infiltration de rebelles à partir de leur territoire. Damas, où réside généralement le leader du PKK, Abdullah Ocalan, dit "Apo", se serait même engagé à le livrer à Ankara, tout en niant soutenir de quelque façon que ce soit les rebelles kurdes. La marge de manoeuvre de la Syrie s'est considérablement limitée il est vrai, en raison de la pression exercée par la Turquie avec le barrage Ataturk sur l'Euphrate, dont est largement tributaire l'agriculture syrienne. Les accords de coopération, notamment dans la lutte contre le "terrorisme", passés dernièrement entre la Turquie et Israël placent également Damas dans une situation délicate. Pour ce qui concerne l'Irak enfin, Ankara a obtenu une nouvelle fois des Kurdes irakiens qu'ils feraient respecter l'accord interdisant au PKK de lancer des raids depuis le territoire qu'ils contrôlent, conclu après une opération kurdo-turque sur le territoire irakien en octobre-novembre 1992. Au début du mois, l'aviation turque a effectué de nouveaux raids dans le nord de l'Irak, au cours desquels des Kurdes irakiens avaient trouvé la mort; plus que les Kurdes du PKK, l'opération visait manifestement à rappeler les Kurdes irakiens à leurs engagements.

La Turquie a donc désormais les mains plus libres pour mettre en oeuvre son plan d'éradication du PKK des montagnes de l'est et du sud-est de la Turquie et au-delà, pour "régler militairement" le problème kurde; alors que l'on enregistrerait officiellement d'importantes pertes dans les rangs des rebelles (200 morts depuis début novembre), le Premier ministre turc Mme Tansu Ciller, a annoncé l'envoi de 10 000 membres des forces spéciales

gamk - 27-28 novembre 1993

L'étau se resserre autour du PKK

La Turquie est en passe de parvenir à ses fins dans les pays européens où les milieux activistes kurdes proches du PKK sont la cible d'opérations policières pouvant conduire à une mise hors la loi du PKK. Si elle ne cache bien sûr pas une satisfaction dont a fait part mardi Ferhat Ataman, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, elle attendait désormais des pays européens qu'ils aillent plus loin, "en déclarant illégal le PKK".

C'est chose faite pour l'Allemagne, dont le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a interdit vendredi le PKK et ses organisations satellites et lancé une vaste opération de police pour perquisitionner leurs locaux et saisir leurs biens. "L'Allemagne ne peut servir de théâtre de guerre aux terroristes étrangers", a-t-il déclaré pour justifier une mesure qui concerne le PKK et 35 organisations

proches, dont la branche politique du PKK, l'ERNK, l'agence d'informations Kurd-HA et le Comité Kurdistan. Le gouvernement allemand a donc cédé aux pressions de la Turquie après des hésitations suscitées par la crainte que l'interdiction ne précipite certains groupes militants dans la clandestinité où ils seraient beaucoup plus difficiles à surveiller.

Voyant ses efforts récompensés en Allemagne, la Turquie "suit de près" les procédures judiciaires engagées contre des sympathisants de la rébellion kurde, notamment en France, a ajouté M. Ataman, qui a déclaré que "les autorités turques n'ont encore effectué aucune démarche pour l'extradition des personnes" poursuivies en France. Vingt-quatre Kurdes proches du PKK interpellés la semaine dernière en France ont été mis en examen dimanche du chef d'association de

s'ajoutant aux quelque 180 000 soldats, gendarmes, policiers et militaires armés par Ankara déjà sur place. Pour déloger et anéantir les rebelles du PKK, dont le nombre est estimé officiellement de 2000 à 4000 en Turquie, Ankara surmilitarise la région en franchissant un nouveau palier dans sa stratégie de confrontation; de l'armement lourd devrait être ainsi distribué aux clans kurdes traditionalistes, qui sont souvent la cible des rebelles du PKK, qui les accusent de collaboration avec Ankara et veulent "abolir le système féodal kurde" que les autorités ottomanes et truques ont toujours utilisé contre l'unité kurde.

L'état se resserre autour du PKK, menacé par un arsenal militaire considérable que vient compléter un arsenal juridique dont les autorités turques espèrent qu'ils auront raison de la résistance des Kurdes. Des mesures judiciaires, puisées dans les oubliettes du code pénal turc, sont employées contre les responsables politiques kurdes, tandis que resurgit le spectre de la peine capitale, jamais exécutée depuis 1984 malgré de multiples condamnations à mort; les militants du PKK

voient planer sur eux la menace de la condamnation à mort pour "terrorisme", depuis que le parlement turc s'est saisi la semaine dernière pour la première fois depuis 10 ans, d'une demande de ratification de la condamnation à mort... d'un droit commun.

Plainte contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme

La Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg a été saisie par la république de Chypre d'une affaire contre la Turquie impliquant une ressortissante chypriote. C'est la première fois qu'une affaire contre la Turquie vient devant la Cour Européenne des droits de l'homme depuis la reconnaissance en janvier 1990 par ce

pays de la compétence des juges européens de Strasbourg. Mlle Titina Loizidou, demeurant à Nicosie depuis 1972, se voit refuser depuis 1974 l'accès à des terrains lui appartenant à Kyrenia, dans la zone de l'île contrôlée par les forces turques, ce qui constitue selon elle, une violation de la convention européenne des droits de l'homme.

A l'issue de l'examen du dossier avant son passage devant la Cour, la Commission européenne des droits de l'homme a relevé que les faits allégués sont antérieurs à la reconnaissance par la Turquie, le 28 janvier 1990, de la compétence de la Cour européenne des Droits de l'homme. La Commission a donc formulé un avis, non contraignant pour la Cour, selon lequel il n'y a donc pas eu de violation des articles invoqués. Pourtant, avant de rendre son arrêt, la Cour devra notamment examiner le point de savoir si Mlle Loizidou est victime, en raison de l'interdiction qui lui est faite de se rendre à Kyrenia, d'une "violation persistante" -dont les effets sont donc postérieurs à la date du 28 janvier 1990-, de ses droits au respect de son domicile et de ses biens.

Iraqi Violations Continue

Sanctions sometimes succeed, and Iraq may be slowly turning into an example of success. It is necessary to use conditional terms, for the Iraqi government is far from meeting the full requirements for lifting the UN blockade and resuming the sale of oil. But now the government finally has agreed to permit long-term monitoring of its weapons. That has been a crucial point of contention between Iraq and the United Nations ever since the end of the Gulf War in March 1991.

Until now, Saddam Hussein's government has vehemently resisted a permanent system of weapons inspections by the United Nations on grounds that it would be an intolerable affront to Iraqi sovereignty, national pride and so forth. Why the change now? Probably because of the severe erosion of living conditions in a country cut off from its principal means of support. Disease and death rates have soared. The UN embargo always has provided exceptions for food and medicine, but the Iraqi government says that it has no funds to pay for them and it refuses to sell oil under the stringent conditions that the United Nations has offered. The government has also refused to allow international humanitarian organizations to work freely in Iraq, possibly because it does not want foreign witnesses to its savage persecution of its internal opponents.

That leads to the next question for the Security Council. Iraq vehemently argues that the sanctions involve only arms issues, and that when it complies with the requirements on weapons it will be entitled to have the oil blockade lifted. But the world also has an interest in Iraq's brutal mistreatment of its enemies and its minorities, and the United Nations ought not let the oil flow until it can see improvement there as well.

Anyone who doubts that should take a look at a paper made public a few days ago by the

United Nations' special rapporteur for human rights in Iraq, Max van der Stoep. He describes the Iraqi government's vindictive campaigns against the marsh Arabs in the south of the country and the Kurds in the north. There are allegations, he says, that the government used poison gas in the marshes as recently as September. It is draining the marshes to destroy the way of life of the tribes there, and he cites testimony that it has poisoned the water.

The many and repeated violations of human rights by Saddam Hussein's government violate, among other things, the Security Council resolutions that ended the Gulf War. Mr. van der Stoep does not think the Security Council ought to lift the oil embargo as long as these violations continue. He is right about that.

— THE WASHINGTON POST.

Kurds Hold Out in Frankfurt Center

FRANKFURT (Reuters) — About 300 Kurdish activists refused on Monday to leave a Kurdish center in Frankfurt, which they stormed over the weekend to protest a clampdown by the German government.

The activists objected to the closure of the center as part of a ban imposed Friday on the militant Kurdish Workers Party, which is fighting for an independent Kurdish homeland in southeast Turkey. Police closed the party's headquarters and seized property belonging to it and 35 affiliated groups, three weeks after coordinated assaults on Turkish offices in Germany that officials blamed on the Kurdish Workers Party.

After occupying the building on Sunday, the protesters threatened to set it on fire if police tried to evict them. "We are not leaving until the center is officially allowed to reopen," a spokesman for the group said.

INTERNATIONAL

L'interdiction en Allemagne du Parti des travailleurs du Kurdistan

Les opérations contre le PKK en Europe sont le fruit d'une campagne diplomatique lancée par la Turquie

■ **SATISFACTION.** M^{me} Tansu Ciller, le premier ministre turc, s'est vivement félicitée, vendredi 26 novembre, de l'interdiction en Allemagne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), décidée le matin même par le gouvernement de Bonn. Il s'agit d'un important succès diplomatique pour la Turquie, qui tente aussi d'obtenir la coopération de ses voisins du Proche-Orient contre les rebelles kurdes. Néanmoins, l'attitude de l'Allemagne ne signifie pas que Bonn approuve la politique musclée d'Ankara dans l'Est et le Sud-Est anatolien, à majorité kurde.

■ **MENACES.** Le PKK a réagi par des menaces contre l'Allemagne. « L'Allemagne et les intérêts allemands vont attirer la colère du peuple kurde », affirme un communiqué diffusé vendredi à Paris par le Comité du Kurdistan et signé par le Front de libération nationale du Kurdistan en Europe (ERNK), branche politique du PKK.

■ **FRANCE.** La décision d'interdire le PKK en France ne semble pas à l'ordre du jour. A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Richard Duqué, a rappelé vendredi que cette organisation n'a pas d'existence légale en France. « La France ne reconnaît pas le PKK », organisation « qui est loin de refléter » les positions de la majeure partie de la communauté kurde, a-t-il affirmé. De son côté, Danielle Mitterrand juge qu'il est « urgent » de nommer un médiateur de l'Union européenne et d'envoyer sur place des observateurs de l'ONU.

ISTANBUL

de notre correspondante

« *Danke schön, Herr Kohl* », titrait, samedi 27 novembre, la presse turque qui, tout comme le gouvernement, a accueilli avec allégresse la décision des autorités allemandes à l'encontre des militants du PKK. « *C'est un développement très important, a déclaré M^{me} Ciller. Le terrorisme du PKK est alimenté et soutenu à l'étranger. Il est temps d'y mettre fin.* » Moins de dix jours après une série d'opérations policières en France, la décision de Bonn est saluée à Ankara comme une victoire importante pour M^{me} Ciller. Les diverses organisations kurdes proches du PKK, implantées dans plusieurs pays européens, sont particulièrement actives en Allemagne (lire ci-dessous l'article d'Alain Debove). Cette décision est d'autant plus significative que la question kurde, au cours des dernières années, a été à plusieurs reprises à l'origine de désaccords entre l'Allemagne et la Turquie.

« Une menace pour la société »

Parallèlement aux opérations militaires qu'elle continue d'encourager, M^{me} Ciller avait récemment lancé une campagne diplomatique pour tenter de convaincre à la fois les Occidentaux et les pays voisins d'interdire le PKK. « *Aujourd'hui, en Allemagne, nous récoltons les fruits de nos efforts* », a-t-elle déclaré. Sa visite en Allemagne, et celle du chancelier Kohl en Turquie, ont probablement contribué à éclairer les autorités allemandes sur les activités du PKK, de même que les bonnes relations - économiques, en particulier - entre la France et la Turquie ont peut-être joué un rôle important dans la décision prise par le gouvernement français d'arrêter certains militants kurdes.

Mais les diplomates européens soulignent que le facteur déterminant, dans le cas de Bonn en particulier, semble avoir été les récentes attaques lancées contre des intérêts turcs en Europe et l'enlèvement de touristes étrangers en Turquie. Les militants kurdes, qui avaient initialement remporté un succès médiatique en Europe grâce à leurs actions spectaculaires, semblent avoir sous-estimé la susceptibilité des gouvernements européens. « *Le public a fortement réagi aux récentes attaques, il perçoit le PKK comme une menace pour la société* », explique un diplomate allemand.

Le PKK sera sérieusement affecté par l'interdiction des organisations qui contribuent à son financement et à sa propagande, mais il est probable que les activités de ses diverses organisations se poursuivront dans la clandestinité. Les Allemands estiment néanmoins que, politiquement, il était important pour leurs autorités de clarifier leur position. De même, les opérations lancées par les autorités françaises doivent être comprises comme un avertissement, « *un coup de pied dans la fourmière* », expliquent les diplomates.

Effrayer les Syriens

Les pays voisins de la Turquie - la Syrie, l'Iran et l'Irak - jouent, de leur côté, un rôle vital pour les opérations militaires du PKK. Une récente mission diplomatique turque en Syrie avait été annoncée à grand renfort de publicité dans la presse, le but étant, apparemment, autant de convaincre la population turque de la détermination de ses dirigeants que d'effrayer les Syriens. Il n'empêche que, pour souligner l'importance qu'elle accordait à cette visite, M^{me} Ciller avait envoyé son conseiller personnel,

Volkan Vural, qui a eu un long entretien avec le président Hafez El Assad. Comme précédemment, les Syriens ont promis de coopérer, ils ont même signé un accord déclarant le PKK « *organisation terroriste* ». Les autorités turques affichent cependant un certain scepticisme quant à la volonté de collaboration des dirigeants syriens, d'autant que ceux-ci ont promis de renvoyer en Turquie les combattants du PKK « *s'ils parvenaient à les arrêter* », alors qu'il est de notoriété publique que le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan dit « Apo », est l'hôte de longue date du régime.

Les discussions avec les autorités iraniennes semblent, en revanche, avoir été plus positives, puisqu'il est même question d'une opération conjointe turco-iranienne contre le PKK. Mais ni Damas, qui a un contentieux avec la Turquie à propos de l'eau de l'Euphrate, ni Téhéran, qui s'oppose à la présence en Turquie de membres des Moudjahidines du peuple, n'abandonneront complètement la carte du PKK.

Avec les Kurdes irakiens, qui ont récemment lancé une nouvelle opération contre les combattants du PKK sur leur territoire et coopèrent avec la Turquie pour le contrôle de leur frontière commune, Ankara pratique la politique de la carotte et du bâton. La carotte se présente sous la forme d'un programme turc d'aide humanitaire d'une valeur de 18 millions de dollars (environ 108 millions de francs), le bâton brandi est le possible rapprochement entre Ankara et Bagdad et la menace d'un retrait des avions alliés de l'opération « Provide Comfort », stationnés en Turquie.

Renouer avec l'Irak

Les autorités turques cachent

mal leur désir de reprendre les relations avec Bagdad. L'exportation de pétrole irakien par l'oléoduc turc rapporterait à la Turquie des revenus dont elle a bien besoin, et la reprise du commerce frontalier pourrait redonner vie à une région particulièrement déshéritée du Sud-Est où la paralysie économique contribue au succès du PKK. L'impatience de Mme Ciller, à lever les sanctions contre Saddam Hussein lui a d'ailleurs valu les critiques de la presse américaine lors de son récent voyage à Washington, même si les Etats-Unis ont

condamné le PKK. La Turquie restera dans le camp allié, mais il est probable que, dès que l'ONU le permettra, elle renouera des relations commerciales avec le régime irakien et tentera d'obtenir le retrait de son appui - qualifié d'«élément essentiel» par les diplomates occidentaux - au PKK.

Pour importantes qu'elles soient, les offensives diplomatiques ne suffiront pas pour résoudre la question kurde en Turquie. Parallèlement à ses efforts à l'étranger et à ses opérations militaires, le gouvernement turc

devrait s'appliquer à trouver une solution politique et démocratique. Tant que les autorités turques n'auront pas, par des réformes judiciaires, reconquis la confiance de l'importante minorité kurde, le conflit se poursuivra.

NICOLE POPE

Pas d'interdiction du PKK au Danemark. - Le ministre danois de la justice, Erling Olsen, a annoncé, vendredi 26 novembre à Copenhague, que son pays «ne compte pas suivre l'exemple alle-

mand et interdire le mouvement séparatiste kurde PKK». «Nous n'interdisons pas l'organisation en tant que telle, mais nous tentons de prévenir les illégalités qui pourraient être commises en son nom, et n'hésitons pas à punir les coupables d'actes en violation de la loi dans le pays», a-t-il précisé. La Suisse a également fait savoir, vendredi, qu'elle n'entend pas, pour l'instant, suivre le gouvernement de Bonn. - (AFP)

Tous les partis allemands, sauf les Verts approuvent la décision du gouvernement de Bonn

BONN

de notre envoyé spécial

La police et les services de renseignement allemands avaient l'œil depuis longtemps sur le PKK. Ne serait-ce qu'en 1992 et 1993; des commandos du PKK ont commis, selon le ministère de l'intérieur à Bonn, six attentats graves en Europe et en RFA contre des intérêts turcs. Une cinquantaine d'autres incidents ont été enregistrés et l'idée d'une interdiction de ce mouvement extrémiste avait déjà été examinée au début du mois au Bundestag, après l'attentat du 5 novembre qui avait fait un mort à Wiesbaden. «L'Etat de droit ne tolérera pas que la paix intérieure soit menacée par une minorité violente», a déclaré, vendredi, Manfred Kanther, le ministre de l'intérieur pour justifier la décision du gouvernement de bannir l'organisation kurde et trente-cinq associations liées à son réseau : «L'Al-

lemagne ne doit pas servir de théâtre de guerre pour les terroristes étrangers.»

Cette décision fait à peu près l'unanimité dans les milieux politiques, à l'exception des Verts qui la jugent «malheureuse»: la RFA «inflige ainsi une punition collective aux quelque quatre cent cinquante mille Kurdes qui vivent chez nous»; elle contribue à faire des membres du PKK des martyrs; elle ne facilite pas la tâche des mouvements démocratiques kurdes, en Turquie et - quatrième effet - on ne peut exclure une «vengeance», sous la forme d'une «nouvelle vague d'attentats terroristes des séparatistes kurdes en République fédérale. L'interdiction du PKK ne signifie pas que Bonn approuve la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes dans le Sud-Est anatolien, a cependant précisé le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui entend poursuivre avec la Turquie

«le dialogue sur le respect des droits de l'homme».

Coopération avec la Suède

Dans la journée de vendredi, la police a perquisitionné plus de cent cinquante locaux de diverses associations kurdes dans onze Länder. Du matériel d'imprimerie et de propagande a notamment été saisi. A Berlin, le centre culturel kurde, situé dans le quartier de Kreuzberg, a été fermé de même que l'Association mésopotamienne, à Brême. Aucune personne n'a été arrêtée. Selon les estimations des autorités, le PKK dispose de quatre à cinq mille militants actifs en République fédérale. Son infrastructure est difficile à «démonter», mais l'Allemagne constitue apparemment pour lui une solide base de financement. Les commerçants kurdes, notamment, sont soumis au chan-

tage et au racket et doivent verser leur «cotisation» au mouvement.

Pour surveiller le PKK, les services allemands ont longtemps travaillé en étroite coopération avec la Suède, autre pays d'Europe occidentale où l'immigration turque est proportionnellement importante. Au lendemain du meurtre, en hiver 1986, du premier ministre suédois Olof Palme, les enquêteurs avaient dans un premier temps privilégié la «piste kurde», estimant que le refus du gouvernement de Stockholm d'accorder l'asile politique en Suède à Abdullah Ocalan, chef du PKK, aurait pu expliquer une action de «représailles». Une autre thèse qui circulait alors était que Téhéran, fort mécontent de la médiation dont Olof Palme avait été chargé par l'ONU pour tenter de régler le conflit avec l'Irak et de l'arrêt des livraisons - illicites - de matériel militaire suédois à l'Irak, aurait commandité au PKK l'assassinat du premier ministre, moyennant des sommes considérables. Mais ces enquêtes - faute de preuves - n'aboutirent à aucun résultat concret et furent peu à peu abandonnées.

ALAIN DEBOVE

Mme Mitterrand demande l'envoi d'observateurs des Nations unies

A la suite d'un entretien de Danielle Mitterrand avec deux parlementaires kurdes turcs du Parti démocratique (DEP, pro-kurde) en visite en France (le Monde du 26 novembre), la fondation France Libertés, présidée par l'épouse du chef de l'Etat, a publié, vendredi 26 novembre, un communiqué évoquant le «bilan catastrophique, connu et dénoncé à plusieurs reprises et qui ne cesse de s'alourdir», présenté par ces parlementaires, de la situation dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde. France-Libertés estime «urgent qu'un médiateur soit désigné de toute urgence par l'Union européenne pour tenter de résoudre ce

conflit par la négociation» et que «des observateurs des Nations unies soient envoyés sur place afin de protéger les populations en danger».

«Mme Mitterrand rappelle, ajoute le communiqué, que depuis des dizaines d'années, les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante, qui en fait d'abord 25 millions de victimes. Tout défenseur des droits de l'homme fait confiance à l'opinion publique qui, fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, doit se garder de faire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde».

CLÉS/ La question kurde

■ Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). - Depuis sa création en 1978, les buts du PKK, tels qu'exposés par son secrétaire général, Abdullah Ocalan, dit «Apo», ont évolué. Parfois carrément en faveur d'un état indépendant, qui inclurait non seulement les Kurdes de Turquie mais également ceux d'Iran, d'Irak, de Syrie et de l'ex-Union soviétique, «Apo» a admis, à d'autres moments, que l'indépendance n'était pas son but à court terme et qu'une forme de fédération ou d'autonomie serait acceptable. Son idéologie est un marxisme-léninisme particulièrement rigide, teinté d'un nationalisme exacerbé et parfois de références à l'islam pour attirer la population locale, qui est musulmane. Contraire-

ment aux organisations kurdes d'Irak du nord, avec lesquelles il est en désaccord, le PKK a toujours préconisé la lutte armée. Entamée en août 1984, cette guérilla s'est particulièrement intensifiée à partir du début des années 90. Les combats qui opposent les diverses forces de sécurité aux rebelles kurdes dans les montagnes de l'Est et du Sud-Est anatolien s'accompagnent d'atrocités de part et d'autre, dont est victime avant tout la population. Selon un bilan officiel, le chiffre de 10 000 morts vient d'être dépassé. Sur le terrain, très accidenté, enneigé en hiver, il semble difficile que l'une des parties puisse l'emporter sur l'autre. Retranchés dans les montagnes depuis plusieurs années, les combattants du PKK,

qui recruté aussi bien dans la jeunesse estudiantine que chez les fils de paysans, sont très aguerris.

■ **Les Kurdes.** - Avec une langue et des traditions propres, les Kurdes forment un peuple dont le nombre, au total, dans les cinq pays, est estimé à quelque 25 millions. Près de la moitié, environ 12 millions, vivent en Turquie, où ils représentent environ le quart de la population. L'Est et le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, comptent parmi les zones les plus pauvres de Turquie. Le retard de développement contribue à expliquer que la guérilla puisse rencontrer un certain écho dans la population, et nourrit les revendications autonomistes des plus modérés. Ceux des Kurdes - la plus grande partie - qui ne demandent pas l'indépendance réclament cependant la reconnaissance de leurs droits, en particulier de leur identité culturelle, et plus de pouvoir pour les élus locaux. L'usage de la langue kurde en privé est autorisé depuis avril 1991, mais pas dans l'enseignement, ni à la télévision ou à la radio. La crispation d'Ankara sur le problème kurde - les dirigeants turcs y voient toujours un risque pour l'unité nationale - empêche l'émergence d'interlocuteurs politiques pour exprimer de façon pacifique les revendications de la population.

IRAK

Bagdad accepte le contrôle à long terme de son désarmement

Créant la surprise, l'Irak a annoncé, vendredi 26 novembre, qu'il acceptait la mise en œuvre de la résolution 715, qui prévoit un mécanisme de contrôle à long terme par l'ONU de son désarmement dans le but de l'empêcher de développer des armes de destruction massive.

« Je souhaite vous informer de la décision du gouvernement irakien d'accepter les obligations incluses dans la résolution 715, et de se conformer aux dispositions des plans de vérification et de contrôle », a indiqué le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamed Saïd El Sahaf, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU.

En échange de ce geste, mais sans que cela soit présenté comme une condition, M. El Sahaf a demandé au Conseil de lever l'embargo sur le pétrole - imposé à l'Irak parmi d'autres sanctions en août 1990, après l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes -, « sans aucune entrave, limitation ou condition supplémentaire ».

Mais la levée d'une partie des sanctions n'est pas aussi sûre que le laisse entendre Bagdad. Le chef

de la commission spéciale chargée du désarmement irakien, Rolf Ekeus, a en effet indiqué, vendredi, que les Nations unies n'étaient pas encore prêtes à mettre en œuvre immédiatement le mécanisme de contrôle à long terme du désarmement. L'acceptation par Bagdad de la résolution 715 lève « un obstacle majeur » a-t-il dit. Mais l'ONU doit encore « mettre en place des plans [de contrôle] sans entraves, et nous avons besoin d'un certain temps », a-t-il ajouté. Une période probatoire de six mois environ sera ensuite nécessaire pour tester le fonctionnement du mécanisme. Il appartiendra alors au Conseil de sécurité de prendre la décision politique de lever ou de suspendre l'embargo pétrolier.

Outre la question du contrôle à long terme, M. Ekeus a souligné que « quelques vérifications » restaient à faire à propos des programmes militaires irakiens développés dans le passé. En outre, une mission de l'ONU sur l'utilisation présumée d'armes chimiques par l'armée irakienne contre les populations du sud du pays doit encore terminer ses travaux. - (AFP.)

Ouest-France - 27 novembre 1993

Politicorama

Conflit kurde : Mme Mitterrand veut un médiateur

A titre de présidente de la fondation France-Libertés, Danielle Mitterrand demande la désignation par l'Union européenne d'un médiateur dans le conflit kurde et l'envoi d'observateurs de l'Onu sur place. Après avoir rencontré des parlementaires turques, membres du Parti de la Démocratie, elle rappelle que 800 villages ont été brûlés et que « les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante depuis des années ». Elle demande aussi que l'opinion « fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, se garde de faire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde ».

Libération - 29 novembre 1993

Statu quo malgré le oui irakien au contrôle de ses armements

L'acceptation formelle et sans condition, vendredi par l'Irak, de la résolution 715 du Conseil de sécurité, qui prévoit un mécanisme de contrôle à long terme de ses armements par l'ONU, règle formellement le dernier point en suspens de son contentieux avec les Nations unies. Mais cette annonce, qui survient au moment où le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz est à New York pour plaider auprès des diplomates onusiens la levée des sanctions contre son pays, n'entraînera probablement pas dans l'immédiat la levée de l'embargo sur le pétrole irakien. Affirmant que l'acceptation de la résolution 715 démontre une « volonté claire » de son pays de coopérer avec la communauté internationale, Tarek Aziz a insisté sur la volonté irakienne de rétablir le dialogue avec l'administration Clinton, estimant que les Etats-Unis constituent un « obstacle majeur » à la levée des sanctions. Dans un communiqué, le Département d'Etat s'est contenté d'exprimer son scepticisme, précisant que « l'Irak doit maintenant démontrer sa totale coopération sur le terrain ». En attendant, Bagdad a annoncé hier que ses importations de produits non interdits par l'embargo allaient désormais arriver directement dans ses ports, alors qu'elles transitent depuis le début de l'embargo par le port jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge.

S.Etr.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0352,4 GA 0241 FRA /AFP-QW06

Cinéma-Prix

Le Prix de la Mémoire 1993 au peuple rom

PARIS, 29 nov (AFP) - Le Prix de la Mémoire 1993 est remis lundi soir au peuple rom en la personne de Tony Gatlif, le réalisateur gitan de "Latcho drom", au cours d'une cérémonie au Palais de Chaillot, placée sous les auspices de la Fondation France-Liberté de Mme Danielle Mitterrand.

Ce prix, décerné l'an passé au dalaï lama, est attribué sous l'autorité d'un comité d'honneur composé de personnalités telles que Hortensia Allende, Jorge Amado, Constantin Costa-Gavras, Isabelle Huppert, Jean Lacouture, Ettore Scola, Wim Wenders, etc...

Tony Gatlif présentera des extraits de son film, sorti le 3 novembre sur les écrans, qui retrace à travers un voyage musical l'errance du peuple rom des confins du Rajasthan jusqu'à l'Andalousie. M. Vanko Rouda, président du Comité international rom, entouré des responsables des commissions nationales du peuple rom, représentera les gitans ou tziganes du monde entier.

Cette soirée musicale et chorégraphique rendra aussi hommage à deux autres peuples, dont la mémoire fut longtemps occultée, le peuple kurde et le peuple cambodgien, à travers des danses traditionnelles.

Le Prix de la Mémoire a déjà été attribué dans le passé à Serge Klarsfeld pour le "Mémorial de la déportation des Juifs de France", à l'Institut kurde de Paris, au conservateur de l'île sénégalaise de Gorée. Le prix est une sculpture de Gérard Garouste.

mtd/ft

AFP 291656 NOV 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

GLGL

FRA0631 4 I 0198 GRE /AFP-BF09

Grèce-Turquie-Kurdes

M. Pangalos "n'est pas prêt à conseiller" aux Kurdes de mettre fin à leurs actions

ATHENES, 30 nov (AFP) - Le ministre grec aux Affaires européennes Théodoros Pangalos, au centre d'une polémique pour ses déclarations anti-allemandes, a déclaré mardi qu'il n'était pas "prêt à conseiller" aux Kurdes de mettre fin à leurs actions.

Questionné peu avant son départ pour Londres, où il poursuit sa tournée de préparation de la présidence grecque de l'Union Européenne, M. Pangalos a déploré l'usage par les Kurdes du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan) de la violence pour "régler leurs problèmes et pour réclamer leurs droits".

Cependant, a-t-il ajouté, "ont-ils un autre débouché? Ont-ils un moyen pacifique pour exercer leurs droits contre leurs tyrans?". "S'ils n'ont pas une telle possibilité, que pouvons-nous, nous autres Européens, leur conseiller? Est-ce la soumission, la solution idéale pour eux?", s'est exclamé M. Pangalos.

Le ministre grec avait violemment critiqué jeudi dernier l'Allemagne pour "ses rêves pangermaniques" ainsi que la Turquie, qu'il avait accusée de "traîner ses bottes ensanglantées sur les tapis européens".

RS/et

AFP 302147 NOV 93

AMNESY INTERNATIONAL
AI Index : EUR 44/114/93
EFAI 93 RN 240

EFAI

DOCUMENT EXTERNE
Londres, 29 novembre 1993

TURQUIE

Menace de reprise imminente des exécutions

Amnesty International est extrêmement préoccupée par des informations signalant que, pour la première fois en neuf ans, la commission judiciaire du parlement turc a approuvé une condamnation à mort. Cette exécution serait la première en Europe de l'Ouest depuis plus de neuf ans.

Le 17 novembre, neuf des quinze membres de la commission judiciaire (*Adalet Komisyonu*) ont approuvé la condamnation à mort de Seyfettin Unzundiz, déclaré coupable, en 1992, de meurtre et de vol à main armée. Son dossier sera maintenant transmis à Grande Assemblée nationale turque pour ratification, la décision se prenant à la majorité simple. L'exécution s'effectue par pendaison, celle-ci pouvant avoir lieu immédiatement après l'approbation de la condamnation à mort par le Parlement.

Dans le passé, les exécutions ont généralement fait suite à des coups d'Etat militaires. Après celui de 1960, le premier ministre Adnan Menderes et deux de ses ministres ont été pendus. Réhabilités par une loi adoptée par le Parlement en 1989 et ils ont eu droit à des funérailles nationales en 1990. Après le coup d'Etat de 1971, trois dirigeants d'un mouvement étudiant extrémiste ont été exécutés. Entre 1973 et 1980, les condamnés à mort ont bénéficié d'un moratoire *de facto* sur les exécutions : les tribunaux continuaient à prononcer des condamnations à mort, mais celles-ci n'étaient pas confirmées par le Parlement. Ce moratoire a pris fin peu après le coup d'Etat militaire de 1980. Durant les quatre années suivantes, 50 personnes ont été exécutées, 23 pour des délits de droit commun et 27 pour des crimes à mobile politique, la plupart d'entre elles ayant été déclarées coupables par des tribunaux militaires à la suite de procès ne respectant pas les normes internationalement reconnues en matière d'équité des procès.

Aux termes de l'article 12 du code pénal turc, les condamnations à mort ne peuvent être appliquées qu'après avoir été confirmées par une cour d'appel civil ou militaire et approuvées par le Parlement. Ces condamnations sont réexaminées par la Commission judiciaire parlementaire qui émet une recommandation suivie d'un vote du Parlement. La décision parlementaire doit être ratifiée par le Président qui a le pouvoir de commuer les condamnations à mort pour des raisons d'âge ou de santé. Après ratification et publication au Journal officiel (*Resmi Gazete*), le ministre de la justice est responsable de l'exécution, celle-ci ayant lieu généralement dans les jours, et même parfois dans les heures qui suivent.

Les personnes âgées de moins de 18 ans au moment des faits ne peuvent être exécutées. Une femme enceinte ne peut être exécutée qu'après son accouchement. L'article 12 que les malades mentaux ne peuvent être exécutés.

Les dernières exécutions qui ont eu lieu en Turquie en octobre 1984, ont suscité la réprobation de la communauté internationale. Depuis lors, les condamnés à mort ont à nouveau bénéficié d'un moratoire *de facto*, la Grande assemblée nationale turque n'ayant ratifié aucune des condamnations à mort qui lui avaient été soumises. Néanmoins, les tribunaux civils et militaires ont continué de prononcer des condamnations à mort.

En vertu de la loi antiterroriste, promulguée en avril 1991, des centaines de condamnations à

mort en instance d'exécution ont été commuées en peines d'emprisonnement, une mesure dont s'est réjoui Amnesty International. La Grande assemblée nationale avait déjà amendé le code pénal en novembre 1990, réduisant, de 29 à 13, le nombre de délits passibles de la peine de mort.

Amnesty International s'inquiète également de constater qu'au nombre des 13 délits actuellement passibles de la peine de mort figurent des délits politiques, tels que le séparatisme. L'Etat turc et ses forces de sécurité sont engagés dans une "guerre totale" contre les guérilleros du *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan), qui luttait à l'origine pour un Etat kurde indépendant et plus récemment pour une certaine autonomie kurde.

Des centaines de Kurdes accusés d'appartenir au PKK ou de le soutenir sont jugés par les Cours de sûreté de l'Etat ; plusieurs condamnations à mort ont été prononcées au cours de ces derniers mois à l'issue du premier de ces procès, et de nombreuses pourraient l'être encore par la suite. Le ministère public d'Ankara s'efforce actuellement d'obtenir la levée de l'immunité parlementaire de 17 députés kurdes, afin qu'ils puissent eux aussi être jugés pour séparatisme ; en vertu de l'article 125 du code pénal turc, ce délit est passible de la peine de mort.

Depuis leur première attaque, lancée en 1984, les forces de guérilla ont progressivement intensifié leur action, provoquant de multiples interventions des forces de sécurité. Plus de 10.000 personnes ont trouvé la mort au cours de ces affrontements et le nombre des atteintes aux droits de l'homme commises par les deux parties s'est également accru de façon régulière. En juillet 1993, le gouvernement turc a déclaré qu'il livrerait une guerre totale aux insurgés kurdes du sud-est où dix provinces ont été placées sous état d'urgence depuis que la loi martiale y a été abolie en 1987. Certains hommes politiques et certains responsables ont préconisé un retour aux exécutions, estimant qu'il s'agit là d'un moyen efficace pour lutter contre les mouvements séparatistes.

Dans le climat politique actuel, le groupe de pression en faveur de la peine de mort en Turquie est très actif, et il semble que l'opinion publique aille dans le même sens. Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui juge les délits politiques, a récemment déclaré que, selon lui, toutes les condamnations à mort devraient être exécutées. Il semble que la ratification de la condamnation à mort de Seyfettin Uzundiz puisse ouvrir la voie à l'exécution de personnes accusées de crimes à mobile politique aussi bien que de personnes condamnées pour d'autres crimes.

Depuis 70 ans, c'est-à-dire depuis que la République a été proclamée, 588 personnes ont été exécutées en Turquie. Le moratoire, les commutations de peines et les réductions du nombre de délits passibles de la peine capitale étaient des décisions qui laissaient espérer l'abolition totale de la peine de mort en Turquie, qui ainsi se serait aligné sur le reste de l'Europe de l'Ouest. Cette tendance se dessine également en Europe de l'Est. Toutefois, on a maintenant de plus en plus l'impression que la Turquie fait marche arrière. La peine de mort est la forme de châtiment la plus cruelle, inhumaine

et dégradante qui soit. Elle est irréversible lorsqu'une erreur est commise et qu'il est établi qu'on a exécuté une personne innocente. Il n'a jamais été démontré que la peine de mort soit plus dissuasive que d'autres formes de châtiment, et particulièrement en ce qui concerne les délits à mobile politique. La reprise des exécutions en Turquie serait une grave atteinte aux droits de l'homme dans un pays dont le passif en matière de torture, de "disparitions" et d'assassinats politiques est particulièrement effrayant.

Amnesty International lance un nouvel appel aux membres du parlement turc pour qu'il ne ratifie pas les condamnations à mort soumises à son approbation, et demande au gouvernement turc d'abolir définitivement la peine de mort dans sa législation.

FRA0188 4-1-0330 TUR /AFP-UY41

Turquie-Kurdes-Irak

Raids aériens sur des Kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak

ANKARA, 30 nov (AFP) — L'aviation turque a bombardé lundi des régions du nord de l'Irak à la frontière turque dans une série de raids contre des rebelles kurdes de Turquie qui "s'apprêtaient à des actions" sur le territoire turc, a-t-on déclaré mardi de sources militaires à Ankara.

(En Irak, des habitants du village kurde de Hisan, à la frontière turque, ont déclaré que deux personnes avaient été tuées et treize autres blessées lors d'un bombardement de l'aviation turque lundi. Quatre avions et des hélicoptères ont bombardé le village qui n'abritait pas de base du PKK, selon des habitants interrogés dans un hôpital de Amadiyah où ils étaient soignés).

Les militaires n'ont pu communiquer aucun bilan d'éventuelles victimes dans les rangs du PKK.

Les raids, lundi, visaient 9 objectifs dans les zones de Mezi, Karyaderi, Sinji et Shivi en territoire irakien qui ont tous été détruits, selon les mêmes sources.

Les opérations se sont poursuivies pendant 5 heures pendant lesquelles les avions turques ont fait 16 sorties contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-on indiqué de mêmes sources.

Aucune localité civile ne se situe à moins de 4 km des objectifs bombardés et les dirigeants kurdes d'Irak ont été informés à l'avance des opérations de l'aviation turque, selon les militaires.

Ankara avait appelé début novembre les Kurdes d'Irak à respecter leurs engagements --à l'issue d'une opération d'envergure de l'armée turque dans le nord irakien contre le PKK en automne 1992-- sur la présence du PKK dans le Nord de l'Irak. La Turquie avait réclamé que des mesures soient "prises par les forces qui tiennent le nord irakien sous leur contrôle afin d'empêcher le PKK de s'y réinstaller".

Le "gouvernement" kurde irakien avait, pour sa part, démenti l'existence de bases du PKK dans le nord de l'Irak sous son contrôle.